

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

I

JX
3
A6

ARCHIVES
BIBLIOMATIQUES

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES
1876

RECUEIL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME I

16^e ANNÉE

JANVIER, FÉVRIER, MARS

1876

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1876

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

GRANDE-BRETAGNE. — PAYS-BAS.

Traité d'extradition, signé à la Haye le 19 juin 1874.

S. M. la Reine du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et S. M. le Roi des Pays-Bas, ayant jugé utile, en vue d'améliorer l'exécution de la justice et la prévention des crimes dans les deux pays, que les personnes accusées ou condamnées pour les crimes ci-après énumérés, et qui se sont soustraites à la justice, soient en certaines circonstances réciproquement livrées ont nommé comme leurs plénipotentiaires pour conclure un traité à ce sujet :

S. M. la Reine du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'honorable sir Edward-Alfred-John *Harris*, vice-amiral de la marine

ARCH. DIPL. 1876. — I.

1

royale et Sa Majesté, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté près le Roi des Pays-Bas,

Et S. M. le Roi des Pays-Bas, M. Joseph-Lodewyk-Hendrik-Alfred, baron *Gericke van Herwynen*, son ministre des affaires étrangères, et M. *Gerrit de Vries*, son ministre de la justice,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivants, qu'ils ont arrêtés :

Art. 1^{er}. Il est entendu que S. M. Britannique et S. M. le Roi des Pays-Bas, sur le demande faite en leur nom par leurs agents diplomatiques respectifs, se livreront réciproquement toutes les personnes qui, accusées ou condamnées pour l'un des crimes spécifiés ci-après, commis dans le ressort de la juridiction de la partie réclamante, seront trouvés sur le territoire de l'autre partie.

Art. 2. Les crimes pour lesquels l'extradition sera accordée sont les suivants :

1° Meurtre (comprenant assassinat, parricide, infanticide et empoisonnement) ou tentative de meurtre ;

2° Homicide ;

3° Contrefaçon ou altération de monnaies, ou émission de monnaies contrefaites ou altérées ;

4° Fabrication, contrefaçon ou altération de documents publics et privés, comprenant la fabrication, la contrefaçon ou l'altération de papier-monnaie, billets de banque ou autres valeurs publiques ;

5° Détournement ou vol, comprenant tout vol qui est désigné par le Code pénal néerlandais comme « vol simple ; »

6° Extorsion d'argent par de fausses allégations, comprenant les crimes désignés par le Code pénal néerlandais comme péculat, soustraction ou fraude par des dépositaires ou comptables publics ;

7° Crimes contre la loi sur la banqueroute, qui sont considérés par le Code pénal néerlandais comme banqueroute frauduleuse ;

8° Parjure ;

9° Viol ;

10° Incendie volontaire.

L'extradition aura aussi lieu pour la participation dans l'un des crimes ci-dessus nommés, pourvu que la participation soit punissable par les lois des parties contractantes.

Art. 3. Aucun sujet des Pays-Bas ne sera livré par le Gouvernement néerlandais au Gouvernement du Royaume-Uni, et aucun sujet du Royaume-Uni ne sera livré par le Gouvernement britannique au Gouvernement néerlandais.

En ce qui concerne l'application du présent traité, on comprend par la dénomination de « sujets » non-seulement les habitants naturalisés du pays, mais aussi les étrangers qui, d'après les lois de l'une ou de l'autre des parties contractantes, sont assimilés aux sujets, ainsi que les étrangers qui, ayant leur domicile dans le pays et en ayant épousé un habitant, ont eu de ce mariage un ou plusieurs enfants.

Art. 4. L'extradition n'aura pas lieu si la personne réclamée de la part du Gouvernement du Royaume-Uni, ou la personne réclamée de la part du Gouvernement néerlandais, a déjà été jugée et disculpée ou punie, ou est encore en jugement, dans les Pays-Bas ou dans le Royaume-Uni, respectivement, pour le crime au sujet duquel son extradition est demandée.

Art. 5. Si la personne réclamée de la part du Gouvernement du Royaume-Uni, ou la personne réclamée de la part du Gouvernement néerlandais, est en jugement pour un autre crime dans les Pays-Bas ou dans le Royaume-Uni, son extradition sera différée jusqu'à la fin du jugement et l'entière exécution de la peine qu'on lui aura infligée.

L'extradition sera également différée si la personne réclamée est détenue pour cause de dettes, selon un jugement prononcé avant la demande d'extradition, d'après les lois du pays où elle sera trouvée.

Art. 6. L'extradition n'aura pas lieu si, après la perpétration du crime, ou l'établissement d'une poursuite pénale, ou la condamnation à ce sujet, il s'est, d'après les lois du pays auquel on fait la demande, écoulé un laps de temps qui exempte de la poursuite ou de la peine.

Art. 7. Un criminel fugitif ne sera pas livré si le délit pour lequel son extradition est demandée a un caractère politique, ou s'il prouve que la demande de son extradition a été faite dans le but de le juger ou de le punir pour un délit d'un caractère politique.

Art. 8. Une personne livrée ne peut, en aucun cas, être gardée en prison ou mise en jugement dans l'État auquel elle a été livrée pour tout autre crime ou tout autre sujet que ceux pour lesquels l'extradition aura eu lieu, à moins qu'elle n'ait été mise en liberté et n'ait eu l'occasion de retourner au pays d'où son extradition a eu lieu.

Le délai d'un mois sera considéré comme la limite de temps pendant laquelle le prisonnier pourra, dans le but de profiter de cet article, retourner au pays d'où il a été extradé.

Cette stipulation ne s'applique pas aux crimes commis après l'extradition.

Art. 9. La demande d'extradition sera faite par l'intermédiaire des agents diplomatiques des hautes parties contractantes, respectivement.

La demande d'extradition d'une personne accusée devra être accom-

pagnée d'un mandat d'arrêt émanant de l'autorité compétente de l'État demandant l'extradition, et de preuves qui, selon les lois de l'endroit où l'accusé est trouvé, justifieraient de son arrestation si le crime y avait été commis.

Si la demande a trait à une personne déjà condamnée, elle devra être accompagnée du jugement prononcé contre cette personne par les lois compétentes de l'État qui a fait la demande d'extradition.

Une demande d'extradition ne peut pas se fonder sur des jugements prononcés *in contumaciam*.

Art. 10. Si la demande d'extradition est conforme aux stipulations précédentes, les autorités compétentes de l'État auquel il est fait appel procéderont à l'arrestation du fugitif.

Le prisonnier devra alors être amené devant un magistrat compétent, qui l'examinera et conduira l'investigation préliminaire du cas, selon les lois du pays dans lequel le prisonnier trouvé aura été arrêté.

Art. 11. L'extradition du criminel ne pourra avoir lieu que quinze jours après qu'il aura été amené devant le magistrat, et alors seulement si les preuves produites en temps opportun sont jugées suffisantes d'après les lois de l'État auquel il est fait appel.

Art. 12. Un criminel fugitif peut cependant être arrêté sur un mandat lancé par tout officier de police, juge de paix ou autre autorité compétente, dans l'un ou l'autre pays, sur des informations, plaintes, témoignages, procédures, de nature à justifier, dans l'esprit de la personne de qui émane le mandat, la nécessité d'en lancer un si le crime avait été commis ou le prisonnier condamné dans cette partie des États des deux parties contractantes qui est du ressort de la juridiction de cette personne, pourvu que, cependant, dans de semblables cas, l'accusé soit envoyé aussi promptement que possible devant un officier de police de Londres. Il sera libéré, dans le Royaume-Uni comme dans les Pays-Bas, si dans un délai de quatorze jours une demande d'extradition n'a pas été faite à son sujet par les agents diplomatiques de son pays.

Art. 13. Si dans une affaire criminelle pendant dans quelque cour ou tribunal de l'un des deux pays, on juge opportun d'avoir le témoignage de quelque témoin de l'autre pays, ce témoignage pourra être pris par les autorités judiciaires, conformément aux lois en vigueur à ce sujet dans le pays où le témoin pourra être.

Art. 14. Tous les articles saisis, qui étaient en la possession de la personne à extraditer au moment de son arrestation seront, si l'autorité compétente de l'État auquel l'extradition est demandée en ordonne la livraison, livrés quand l'extradition aura lieu, et ladite livraison s'éten-

dra non-seulement aux objets volés, mais à tout ce qui pourra servir comme preuve du crime.

Art. 15. Les hautes parties contractantes renoncent à toute réclamation pour le remboursement des dépenses que leur occasionnera l'arrestation de la personne à extraditer, et sa garde jusqu'au moment de sa translation à bord d'un navire, ainsi qu'au remboursement des dépenses qu'occasionneront le témoignage de quelque témoin conformément à l'article 12, et la livraison et la restitution des articles saisis. Elles conviennent réciproquement de supporter elles-mêmes ces dépenses.

Art. 16. Le présent traité entrera en vigueur dix jours après sa publication conformément aux formes prescrites par les lois des hautes parties contractantes. Il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes, mais il restera en vigueur six mois après qu'avis aura été donné de sa dénonciation.

Le traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à la Haye, aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à la Haye, le 19 juin de l'année 1874.

(L. S.) *Signé*: E. A. J. HARRIS.

(L. S.) *Signé*: L. GERIQUE.

(L. S.) *Signé*: DE VRIES.

PÉROU. — CHINE.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu à Tien-tsin le 26 juin 1874.

S. Exc. le Président de la République du Pérou et S. M. l'Empereur de Chine, désirant sincèrement établir des relations amicales entre les deux pays, ont résolu d'en donner un témoignage en concluant un traité d'amitié, de commerce et de navigation qui pose les bases de rapports mutuels, et dans ce but ils ont nommé comme leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

S. Exc. le Président du Pérou, don Aurelio *Garcia y Garcia*, capitaine de vaisseau de la marine péruvienne, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de cette République près des Empires de Chine et du Japon.

Et S. M. l'Empereur de Chine, *Li*, ministre plénipotentiaire, Lesquels, après avoir examiné et échangé leurs pleins pouvoirs, ont conclu le traité suivant, dans l'intérêt et pour la protection des commerçants et du peuple des deux pays.

Art. 1^{er}. La paix et l'amitié régneront entre la République du Pérou et S. M. l'Empereur de Chine. Leurs citoyens et sujets respectifs jouiront réciproquement, sur les territoires des hautes parties contractes, d'une pleine et entière protection dans leurs personnes et dans leurs propriétés.

Art. 2. En vue de faciliter à l'avenir les rapports amicaux, S. Exc. le Président du Pérou pourra, s'il le juge convenable, nommer un agent diplomatique près la Cour de Pékin; de même, S. M. l'Empereur de Chine pourra, si elle le juge convenable, nommer un agent diplomatique près le Gouvernement du Pérou.

S. M. l'Empereur de Chine, par le présent acte, convient que l'agent diplomatique ainsi nommé pourra fixer sa résidence à Pékin avec sa famille et les personnes de sa suite, ou y venir occasionnellement, au choix du Gouvernement péruvien.

De même, l'agent diplomatique de Chine pourra fixer sa résidence à Lima avec sa famille et les personnes de sa suite, ou y venir occasionnellement, au choix du Gouvernement chinois.

Art. 3. Les agents diplomatiques de chacune des parties contractantes jouiront, dans leurs résidences respectives, de tous les privilèges et immunités que leur accordent les usages internationaux.

Art. 4. Le Gouvernement du Pérou pourra nommer un consul général, et dans les ports ouverts ou les villes où il le jugera le plus opportun pour l'intérêt du commerce péruvien, des consuls, vice-consuls ou agents consulaires. Ces agents seront traités avec égard par les autorités chinoises et jouiront des mêmes privilèges et immunités que les agents consulaires de la nation la plus favorisée.

S. M. l'Empereur de Chine pourra nommer un consul général, des consuls, vice-consuls ou agents consulaires dans tout port ou ville du Pérou où il y a des agents consulaires d'une autre puissance. Tous ces agents jouiront des mêmes droits et privilèges que ceux de la nation la plus favorisée au Pérou.

Il est en outre convenu que l'on ne prendra pas lesdits agents parmi les commerçants de la localité.

Art. 5. Les Péruviens auront la liberté de voyager, pour leur plaisir ou pour leur commerce, dans toutes les parties de la Chine, sous la condition expresse de se pourvoir de passe-ports écrits en espagnol et en chinois, émanant en bonne et due forme des consuls du Pérou, et visés

par les autorités chinoises. Ces passe-ports, si on les demande, devront être soumis à l'examen dans les localités qui seront traversées. Si le passe-port n'est pas irrégulier, le possesseur pourra continuer son voyage, et aucune opposition ne lui sera faite au sujet des personnes, navires, voitures pour le transport de ses bagages, marchandises qui lui appartiendront, et lesdites marchandises seront transportées conformément au règlement général du commerce étranger.

Si le voyageur n'a pas de passe-port, il sera conduit au consulat le plus proche, afin de lui donner la facilité de s'en procurer un. La clause ci-dessus sera également applicable dans le cas où un Péruvien commettrait quelque délit contre les lois chinoises. Mais il ne sera, en aucun cas, de la part des autorités chinoises, l'objet de mauvais traitements ou d'insultes.

Les Péruviens pourront, sans se pourvoir de passe-ports, faire des excursions des ports ouverts ou des villes de la Chine dans l'intérieur du pays jusqu'à une distance n'excédant pas 100 *li*, et pendant une longueur de temps ne dépassant pas cinq jours.

Les clauses ci-dessus ne s'appliquent pas aux équipages de navires, lesquels, lorsqu'ils seront à terre, seront soumis aux règlements de discipline dressés par les consuls et les autorités locales.

Les Chinois auront la liberté de voyager à leur volonté dans tout le territoire du Pérou, tant qu'ils agiront pacifiquement et ne commettront aucun délit contre les lois et les règlements du pays.

Art. 6. La République du Pérou et l'Empire chinois reconnaissent loyalement le droit inaliénable et inné de l'homme de changer de résidence. Leurs citoyens et sujets respectifs pourront par conséquent aller librement d'un pays à l'autre dans un but de curiosité, de commerce, de travail, ou y fixer leur résidence. En conséquence, les hautes parties contractantes conviennent que les citoyens et sujets des deux pays n'émigreront que librement et volontairement, et sont d'accord pour réprouver toute émigration qui ne serait pas faite volontairement, dans les buts désignés ci-dessus, ou tout acte de violence ou de ruse qui pourra être employé à Macao ou dans les ports de la Chine pour mener au loin des Chinois. Les parties contractantes s'engagent également à punir elles-mêmes sévèrement, conformément à leurs lois, leurs citoyens respectifs et sujets qui pourront violer les présentes stipulations, et aussi à procéder judiciairement contre leurs navires respectifs qui pourront être employés dans ces opérations illégales, en imposant les amendes que les lois fixent pour ces faits.

Art. 7. Il est en outre convenu, pour faciliter l'entente et protéger plus efficacement les sujets chinois qui résident au Pérou, que le Gou-

vernement péruvien établira des interprètes officiels de la langue chinoise dans les préfectures des départements du Pérou où se trouvent les grands centres de l'immigration chinoise.

Art. 8. Les navires marchands appartenant à des citoyens du Pérou pourront en toute liberté se rendre dans les ports de la Chine ouverts au commerce étranger, et aller et venir à leur volonté avec leurs marchandises, en jouissant des mêmes droits et privilèges que ceux de la nation la plus favorisée.

De même, les navires marchands appartenant à des sujets chinois pourront se rendre dans les ports du Pérou ouverts au commerce étranger et faire des affaires, en jouissant des mêmes droits et privilèges que ceux que le Pérou accorde aux citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 9. Les Péruviens payeront, dans les ports de la Chine ouverts au commerce étranger, pour toutes les marchandises qu'ils importeront ou exporteront, les droits fixés par le tarif actuellement en vigueur pour le commerce étranger; mais on ne pourra, en aucun cas, leur imposer des droits différents ou plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumis à l'avenir les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée.

Les Chinois ne seront pas soumis dans les ports du Pérou, pour toutes les marchandises qu'ils importeront ou exporteront, à des droits différents ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés au Pérou au commerce de la nation la plus favorisée.

Art. 10. Les navires de guerre de chaque pays pourront se rendre dans tous les ports du territoire de l'autre où les navires de guerre d'autres nations peuvent ou pourront se rendre. Ils jouiront de toute commodité, et ils pourront, sans qu'on leur suscite d'obstacle, acheter des provisions, du charbon, prendre de l'eau et faire les réparations nécessaires. Ces navires ne seront soumis à aucun droit d'aucune sorte.

Art. 11. Tous les vaisseaux péruviens qui, pour des causes extraordinaires, seront obligés de chercher un refuge, pourront entrer dans quelque port de la Chine que ce soit, sans être soumis à des taxes ou droits de tonnage sur les marchandises, si l'on n'est entré que pour faire au vaisseau les réparations nécessaires, et en restant sous la surveillance du surintendant des douanes.

Si quelque vaisseau dans ce cas faisait naufrage ou échouait, les autorités chinoises prendraient immédiatement les mesures nécessaires pour sauver l'équipage et pour mettre en sûreté le vaisseau et sa cargaison. L'équipage ainsi sauvé sera traité amicalement, et, si cela est

nécessaire, on lui fournira les moyens de se rendre au poste consulaire le plus proche.

Si un vaisseau chinois fait naufrage ou est obligé, par le mauvais temps, de se réfugier sur les côtes du Pérou, les autorités maritimes locales lui donneront toute l'assistance en leur pouvoir; les biens et les marchandises sauvés du naufrage ne seront soumis à aucune taxe, et le vaisseau jouira des libertés qui sont accordées dans de semblables cas aux vaisseaux d'autres nations.

Art. 12. Les Péruviens, en Chine, qui auront des motifs de se plaindre d'un Chinois, se rendront aussitôt auprès de leur agent consulaire et lui feront connaître leurs griefs. Le consul ouvrira une enquête sur le cas et il fera tout son possible pour l'arranger à l'amiable.

De même, si un Chinois a à se plaindre, en Chine, d'un Péruvien, l'agent consulaire écoutera sa plainte et essaiera de concilier amicalement les choses.

Dans le cas où l'agent consulaire ne réussirait pas à amener un semblable arrangement, il réclamera l'assistance de l'agent chinois compétent, et tous deux jugeront la chose conformément aux principes de la justice.

Art. 13. Les Chinois qui se seront rendus coupables, en Chine, d'un crime envers un Péruvien, seront arrêtés et punis par les autorités chinoises, conformément aux lois chinoises.

Les Péruviens, en Chine, qui commettront quelque crime envers un Chinois, seront arrêtés et punis conformément aux lois du Pérou, par l'agent consulaire péruvien.

Art. 14. Toutes les questions concernant les droits, la propriété ou la personne, surgissant entre Péruviens en Chine, seront soumises à la juridiction des autorités péruviennes. Les discussions entre les citoyens péruviens et ceux d'autres nations étrangères seront jugées en Chine, conformément aux traités existant entre le Pérou et ces nations étrangères. Cependant, dans tous les cas où des Chinois seront concernés dans l'affaire, les autorités chinoises auront le droit d'intervenir dans la procédure, conformément aux articles 12 et 13 du présent traité.

Art. 15. Les Chinois résidant au Pérou auront, près des Cours de justice du Pérou, libre et entier accès pour la poursuite et la défense de leurs droits légitimes; ils jouiront, sur ce point, des mêmes droits et privilèges que les nationaux, et seront aussi traités en tout point comme les citoyens et sujets des autres nations résidant au Pérou.

Art. 16. Les parties contractantes conviennent que le Gouvernement, les officiers publics et les citoyens de la République du Pérou partageront entièrement les privilèges, droits, immunités, juridiction et avan-

tages qui ont pu ou pourront être accordés à l'avenir, par S. M. l'Empereur de Chine, aux Gouvernements, officiers publics, citoyens ou sujets de toute autre nation.

De même, le Gouvernement, les officiers publics et sujets de l'Empire de Chine jouiront, au Pérou, des droits, privilèges, immunités et avantages de toutes sortes dont jouissent, au Pérou, le Gouvernement, les officiers publics, les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 17. Afin d'éviter à l'avenir toute discussion, et considérant que la langue anglaise est, parmi les langues étrangères, la plus généralement connue en Chine, ce traité a été écrit en espagnol, en chinois et en anglais; il en a été fait neuf copies signées, trois dans chaque langue. Toutes ces versions ont le même sens et la même signification; mais lorsque l'interprétation des versions espagnole et chinoise différeront, on se référera au texte anglais.

Art. 18. Si plus tard les hautes parties contractantes désirent apporter une modification à quelqu'une des clauses de ce traité, elles pourront, après une période de dix ans, qui commencera à partir du jour où aura lieu l'échange des ratifications de ce traité, ouvrir des négociations à cet effet. Six mois avant l'expiration des dix années, l'une des parties contractantes pourra notifier officiellement à l'autre qu'elle désire des modifications du traité, et indiquera quelles sont ces modifications. Si une telle notification n'est pas faite, le traité restera en vigueur pendant une autre période de dix ans.

Art. 19. Le présent traité sera ratifié par S. Exc. le Président du Pérou, après avoir été approuvé par le Congrès péruvien et par S. M. l'Empereur de Chine, et les ratifications seront échangées à Shanghai ou Tien-tsin aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Tien-tsin, le 26 juin 1874, correspondant à la date chinoise : le 13^e jour de la 5^e lune de la 13^e année de Tung-Chi.

(L. S.) *Signé* : AURELIO GARCIA Y GARCIA.

(L. S.) *Signé* : LI-HUNG-CHANG.

BELGIQUE. — ITALIE.

Convention additionnelle concernant les mandats-poste, conclue à Rome le 10 juillet 1874.

S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi d'Italie, voulant compléter par des stipulations supplémentaires la convention du 2 juillet 1870, relative aux mandats de poste échangés entre la Belgique et l'Italie, ont résolu de conclure une convention additionnelle, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges, M. *Van Loo*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi d'Italie,

Et S. M. le Roi d'Italie, M. *Silvio Spaventa*, député au Parlement national, son ministre secrétaire d'État pour les travaux publics,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. La limite du montant des mandats de poste échangés entre l'Italie et la Belgique est élevée à 500 francs.

Art. 2. Les mandats déclarés perdus ou détruits pourront être remplacés immédiatement par des duplicata au profit des destinataires primitifs.

Art. 3. Le montant des mandats, déclarés perdus ou détruits, qui n'auront pas été payés pendant un délai à fixer de commun accord par les administrations des postes des deux pays, pourra être remboursé aux envoyeurs après l'expiration de ce délai, s'il n'est pas réclamé par les bénéficiaires.

Art. 4. Les administrations des postes des deux pays arrêteront, d'un commun accord, toutes les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention.

Art. 5. La présente convention, qui sera considérée comme additionnelle à la convention du 2 juillet 1870, sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra. Elle sera mise à exécution à partir du jour dont les deux administrations conviendront et elle aura la même durée que la convention susdite.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rome, en double original, le 10 du mois de juillet 1874.

(L. S.) Signé : VAN LOO.

(L. S.) Signé : SPAVENTA.

FRANCE.

Loi modifiant la loi des 7-12 février 1851, concernant les individus nés en France d'étrangers qui eux-mêmes y sont nés.

L'Assemblée nationale a adopté la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. L'article 1^{er} de la loi du 12 février 1851 est ainsi modifié :

Est Français tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né, à moins que, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité telle qu'elle est fixée par la loi française, il ne réclame la qualité d'étranger par une déclaration faite, soit devant l'autorité municipale du lieu de sa résidence, soit devant les agents diplomatiques et consulaires de France à l'étranger, et qu'il ne justifie avoir conservé sa nationalité d'origine par une attestation en due forme de son Gouvernement, laquelle demeurera annexée à la déclaration.

Cette déclaration pourra être faite par procuration spéciale et authentique.

Art. 2. Les jeunes gens auxquels s'applique l'article précédent peuvent soit s'engager volontairement dans les armées de terre et de mer, soit contracter l'engagement conditionnel d'un an, conformément à la loi du 27 juillet 1872, titre IV, 3^e section, soit entrer dans les écoles du Gouvernement à l'âge fixé par les lois et règlements, en déclarant qu'ils renoncent à réclamer la qualité d'étranger dans l'année qui suivra leur majorité.

Cette déclaration ne peut être faite qu'avec le consentement exprès et spécial du père, ou, à défaut du père de la mère, ou, à défaut de père et de mère, qu'avec l'autorisation du conseil de famille. Elle ne doit être reçue qu'après les examens d'admission et s'ils sont favorables.

BELGIQUE. — MONACO.

Convention d'extradition, signée à Paris le 29 juin 1874.

S. M. le Roi des Belges et S. A. Sérénissime le Prince de Monaco, désirant assurer la répression des crimes et délits commis sur leurs territoires respectifs et dont les auteurs ou complices voudraient se soustraire à la rigueur des lois en se réfugiant d'un pays dans l'autre, ont résolu de conclure une convention d'extradition et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges, M. le baron *Beyens*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Gouvernement français, grand officier de l'ordre de Léopold et de l'ordre de la Légion d'honneur, etc., etc., etc. ;

S. A. Sérénissime le prince de Monaco, M. le marquis de *Maussabré Beufvier*, son ministre plénipotentiaire près le Gouvernement français, grand-croix de Saint-Stanislas de Russie, etc., etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Gouvernements belge et monégasque s'engagent à se livrer réciproquement les individus qui sont poursuivis, mis en prévention ou en accusation ou condamnés comme auteurs ou complices, pour l'un des crimes ou délits indiqués ci-après à l'article 2, commis sur le territoire de l'un des deux États contractants et qui se seraient réfugiés sur le territoire de l'autre.

Néanmoins, lorsque le crime ou délit donnant lieu à l'extradition aura été commis hors du territoire de la partie requérante, il pourra être donné suite à cette demande lorsque la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Art. 2. Ces crimes et délits sont :

1^o Parricide, infanticide, assassinat, empoisonnement, meurtre ;

2^o Coups portés ou blessures faites volontairement avec préméditation ou ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave, ou la mort, sans l'intention de la donner ;

3^o Bigamie ; enlèvement de mineurs ; viol ; avortement ; attentat à la pudeur commis avec violence ; attentat à la pudeur commis sans violence sur la personne ou à l'aide de la personne de l'enfant de l'un ou de

l'autre sexe âgé de moins de quatorze ans; attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption de mineurs de l'un ou de l'autre sexe;

4° Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant; exposition ou délaissement d'enfant;

5° Incendie;

6° Destruction de constructions, machines à vapeur ou appareils télégraphiques, destruction ou dégradation de tombeaux, monuments, objets d'art, documents ou autres papiers, destruction ou détérioration de denrées, marchandises ou autres propriétés mobilières, et opposition à l'exécution de travaux publics; destruction ou dévastation de récoltes, plantes, arbres ou greffes; destruction d'instruments d'agriculture, destruction ou empoisonnement de bestiaux ou autres animaux;

7° Association de malfaiteurs; vol;

8° Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable de la peine de mort, des travaux forcés ou de la reclusion;

9° Attentat à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers;

10° Fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée; contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés; émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés; faux en écritures ou dans les dépêches télégraphiques et usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés; contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques, à l'exception de ceux de particuliers et de négociants; usage de sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés et usage préjudiciable de vrais sceaux, timbres, poinçons et marques;

11° Faux témoignages et fausses déclarations d'experts ou d'interprètes; subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes;

12° Faux serment;

13° Concussion, détournement commis par des fonctionnaires publics; corruption de fonctionnaires publics;

14° Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites;

15° Escroquerie, abus de confiance et tromperie;

16° Abandon par le capitaine, hors les cas prévus par la loi des deux pays, d'un navire ou d'un bâtiment de commerce ou de pêche;

17° Prise d'un navire par les marins ou passagers, par fraude ou violence envers le capitaine.

L'extradition pourra aussi avoir lieu pour la tentative de ces crimes ou délits, lorsqu'elle est punissable d'après la législation des deux pays contractants.

Art. 3. L'extradition ne sera jamais accordée pour les crimes ou les délits politiques. L'individu qui serait livré pour une autre infraction aux lois pénales ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou condamné pour un crime ou délit politique commis antérieurement à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable crime ou délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente convention.

Il est entendu que l'étranger dont l'extradition aura été opérée ne pourra être jugé pour d'autres crimes ou délits que pour ceux qui ont formé l'objet de la demande d'extradition.

Art. 4. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel le prévenu ou le condamné s'est réfugié.

Art. 5. Dans aucun cas et pour aucun motif, les hautes parties contractantes ne pourront être tenues à se livrer leurs nationaux, sauf les poursuites à exercer contre eux dans leur pays, conformément aux lois en vigueur.

Art. 6. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné, dans le pays où il s'est réfugié, pour un crime ou un délit commis dans ce même pays, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il soit acquitté ou absous, ou qu'il ait subi sa peine.

Art. 7. L'extradition sera accordée lors même que l'accusé ou le prévenu viendrait, par ce fait, à être empêché de remplir les engagements contractés envers des particuliers, lesquels pourront toujours faire valoir leurs droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 8. Les demandes d'extradition seront adressées par la voie diplomatique.

L'extradition sera accordée sur la production soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la chambre du conseil ou de l'arrêt de la chambre des mises en accusation, ou de l'acte de procédure criminelle, émané du juge compétent, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive, délivré en original ou en expédition authentique, dans les formes prescrites par la législation du Gouvernement qui réclame l'extradition.

Elle sera également accordée sur la production du mandat d'arrêt ou

de tout autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité étrangère compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés.

Ces pièces seront accompagnées d'une copie du texte de la loi applicable et, autant que possible, du signalement de l'individu réclamé.

Art. 9. En cas d'urgence, l'arrestation provisoire sera effectuée sur avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique au Gouvernement du pays où l'inculpé s'est réfugié.

Toutefois, l'étranger sera mis en liberté si, dans le délai de trois semaines après son arrestation, il ne reçoit communication de l'un des documents mentionnés à l'article 8 de la présente convention.

L'arrestation aura lieu dans les formes et suivant les règles prescrites par la législation du Gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 10. Les objets volés ou saisis en la possession de l'individu dont l'extradition est réclamée, les instruments ou outils dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit qui lui est imputé, ainsi que toute pièce de conviction, seront livrés à l'État réclamant, si l'autorité compétente de l'État requis en a ordonné la remise, même dans le cas où l'extradition, après avoir été accordée, ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite du prévenu.

Cette remise comprendra aussi tous les objets de même nature qu'il aurait cachés ou déposés dans le pays où il se serait réfugié et qui y seraient trouvés plus tard.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets mentionnés qui doivent leur être rendus sans frais dès que le procès criminel ou correctionnel sera terminé.

Art. 11. Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge de l'État réclamant.

Les frais de transport ou autres sur le territoire des États intermédiaires seront également à la charge de l'État réclamant. Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extraditer sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire accrédité par le Gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 12. Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale, non politique, l'un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en

observant les lois du pays où l'audition des témoins devra avoir lieu.

Les Gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire.

Art. 13. En matière pénale, non politique, lorsque la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un Monégasque ou à un Belge paraîtra nécessaire au Gouvernement belge et réciproquement, la pièce transmise diplomatiquement sera signifiée à la personne, à la requête du ministère public du lieu de la résidence, par les soins d'un officier compétent, et l'original constatant la notification, revêtu du visa, sera renvoyé par la même voie au Gouvernement requérant.

Art. 14. Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui est faite, et, dans ce cas, les frais de voyage et de séjour lui seront accordés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu. Les personnes résidant en Belgique ou dans la principauté de Monaco, appelées en témoignage devant les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, ne pourront être poursuivies ni détenues pour des faits ou condamnations criminelles antérieures, ni sous prétexte de complicité dans les faits objet du procès où elles figureront comme témoins.

Lorsque, dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des deux pays, la production des pièces de conviction ou documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite, sous l'obligation de renvoyer les pièces, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent.

Les Gouvernements contractants renoncent à toute réclamation de frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Art. 15. Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement les arrêts de condamnation pour crimes et délits de toute espèce qui auront été prononcés par les tribunaux de l'un des deux États contre les sujets de l'autre. Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par voie diplomatique, du jugement prononcé et devenu définitif, au Gouvernement du pays auquel appartient le condamné, pour être déposé au greffe du tribunal qu'il appartiendra.

Chacun des deux Gouvernements donnera à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités compétentes.

Art. 16. La présente convention ne sera exécutoire que dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle est conclue pour cinq ans à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucun des deux Gouvernements n'aurait notifié, six mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire pour cinq autres années, et ainsi de suite de cinq ans en cinq ans.

Art. 17. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans l'espace de six semaines ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double à Paris, le 29 juin 1874.

(L. S.) *Signé* : Baron BEYENS.

(L. S.) *Signé* : Marquis DE MAUSSABRÉ-BEUFVIER.

ITALIE. — ALLEMAGNE.

Déclaration relative à la perception des droits de navigation, signée à Berlin le 15 juillet 1874.

La méthode anglaise (système Moorsom) étant désormais en vigueur, tant en Allemagne qu'en Italie, pour le jaugeage des bâtiments, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements, déclarent que les navires appartenant à l'un des deux pays, et jaugés d'après la méthode susmentionnée, seront admis, à charge de réciprocité, dans les ports de l'autre pays, sans être assujettis, pour le paiement des droits de navigation, à aucune nouvelle opération de jaugeage, le tonnage net de registre inscrit sur les papiers de bord étant considéré comme équivalant au tonnage net de registre des navires nationaux.

Toutefois le règlement de jaugeage allemand du 5 juillet 1872 ayant fixé le 1^{er} janvier 1878, et le décret de S. M. le Roi d'Italie du 11 mars 1873 ayant fixé le 1^{er} janvier 1879, comme le terme jusqu'à l'expiration duquel les certificats de mesurage, délivrés avant l'introduction du nouveau système de jaugeage dans les deux pays respectifs, seront reconnus valables, les soussignés déclarent que pour les navires allemands jaugés avant le 1^{er} janvier 1873, et pour les navires italiens jaugés avant le 1^{er} juillet 1873, le protocole signé à Rome, le 2 octobre 1869, afin de

déterminer, en exécution de l'article 3 du traité de navigation du 14 octobre 1867, les rapports entre le last allemand d'une part et le tonneau italien d'autre part, pour régler la perception des droits de navigation à prélever dans les ports respectifs, restera en vigueur, sauf les dispositions suivantes tendant à régler le mode de convertir en Register-Jons les chiffres indiquant sur les anciens papiers de bord le tonnage des navires jaugés d'après les méthodes en vigueur antérieurement à l'introduction du système Moorsom.

Pour convertir le tonnage de navires allemands jaugés d'après les méthodes usitées en Allemagne avant le 1^{er} janvier 1873 en tonnage net de registre, tel qu'il résulterait d'un jaugeage effectué depuis cette date, d'après le système Moorsom, on multipliera le tonnage exprimé en :

Tonneau de 1,000 kilogrammes par le facteur.	0 75
Last de 4,000 livres.	1 50
Last de commerce de 5,200 livres.	1 95
Last de commerce de 6,200 livres.	2 25

Pour convertir le tonnage des navires italiens, jaugés d'après les dispositions en vigueur en Italie avant le 1^{er} juillet 1873, en tonnage net de registre, tel qu'il résulterait d'un jaugeage effectué depuis cette date, d'après le système Moorsom, on multipliera le tonnage de ces navires par le facteur 0,97.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente déclaration et y ont apposé leur signature, ainsi que le cachet de leurs armes.

Fait en double à Berlin, le 15 juillet 1874.

(L. S.) *Signé* : LAUNAY.

(L. S.) *Signé* : B. BULOW.

FRANCE. — BELGIQUE.

Convention d'extradition, conclue à Paris le 15 août 1874.

Le Gouvernement de la République française et S. M. le Roi des Belges ayant résolu, d'un commun accord, de conclure une nouvelle convention pour l'extradition des malfaiteurs, ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Le Président de la République française, M. le duc *Decazes*, ministre des affaires étrangères,

Et S. M. le Roi des Belges, M. le baron *Beyens*, son envoyé extraor-

dinaire et ministre plénipotentiaire près le Gouvernement de la République française,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Gouvernements français et belge s'engagent à se livrer réciproquement, sur la demande que l'un des deux Gouvernements adressera à l'autre, à la seule exception de leurs nationaux, les individus réfugiés de Belgique en France et dans les colonies françaises, ou de France et des colonies françaises en Belgique, et poursuivis, mis en prévention ou en accusation, ou condamnés comme auteurs ou complices par les tribunaux de celui des deux pays où l'infraction a été commise, pour les crimes et délits énumérés dans l'article ci-après.

Néanmoins, lorsque le délit ou crime motivant la demande d'extradition aura été commis hors du territoire du Gouvernement requérant, il pourra être donné suite à cette demande, si la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Art. 2. Les crimes et délits sont :

1° L'assassinat, l'empoisonnement, le parricide et l'infanticide ;

2° Le meurtre ;

3° Les menaces d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, punissables de peines criminelles ;

4° Les coups portés et les blessures faites volontairement, soit avec préméditation, soit quand il en est résulté une infirmité ou incapacité permanente de travail personnel, la perte ou la privation de l'usage absolu d'un membre, de l'œil ou de tout autre organe, une mutilation grave, ou la mort, sans intention de la donner ;

5° L'avortement ;

6° L'administration volontaire et coupable, quoique sans intention de donner la mort, de substances pouvant la donner ou altérer gravement la santé ;

7° L'enlèvement, le recel, la suppression, la substitution ou la supposition d'enfant ;

8° L'exposition ou le délaissement d'enfant ;

9° L'enlèvement de mineurs ;

10° Le viol ;

11° L'attentat à la pudeur avec violence ;

12° L'attentat à la pudeur, sans violence, sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe âgé de moins de treize ans ;

13° L'attentat aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant habi-

tuellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption de mineurs de l'un ou de l'autre sexe ;

14° Les attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile, commis par des particuliers ;

15° La bigamie ;

16° L'association de malfaiteurs ;

17° La contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés ; l'émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés ; le faux en écriture ou dans les dépêches télégraphiques, et l'usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés ;

18° La fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite et altérée ;

19° La contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques ; l'usage de sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés, et l'usage préjudiciable de vrais sceaux, timbres, poinçons et marques ;

20° Le faux témoignage et la subornation de témoins ;

21° Le faux serment ;

22° La concussion et les détournements commis par des fonctionnaires publics ;

23° La corruption de fonctionnaires publics ou d'arbitres ;

24° L'incendie ;

25° Le vol ;

26° L'extorsion, dans les cas prévus par les articles 400, paragraphe 1^{er}, du Code pénal français, et 470 du Code pénal belge ;

27° L'escroquerie ;

28° L'abus de confiance ;

29° Les tromperies en matière de vente de marchandises, prévues à la fois en France par l'article 423 du Code pénal et les lois des 27 mars 1851, 5 mai 1855 et 27 juillet 1867, et en Belgique par les articles 498, 499, 500 et 501 du Code pénal ;

30° La banqueroute frauduleuse et les fraudes dans les faillites prévues à la fois par les articles 591, 593, n° 1 et 2, et 597 du Code de commerce français, et par les articles 489, paragraphe 3, et 490, paragraphes 1 à 4, du Code pénal belge ;

31° Les actes attentatoires à la libre circulation sur les chemins de fer, prévus à la fois par les articles 16 et 17 de la loi française du 15 juillet 1845 et par les articles 406, 407 et 408 du Code pénal belge ;

32° La destruction de constructions de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques ;

33° La destruction ou la dégradation de tombeaux, de monuments, d'objets d'art, de titres, documents, registres et autres papiers ;

34° Les destructions, détériorations ou dégâts de denrées, marchandises ou autres propriétés mobilières ;

35° La destruction ou dévastation de récoltes, plantes, arbres ou greffes ;

36° La destruction d'instruments d'agriculture, la destruction ou l'empoisonnement de bestiaux ou autres animaux ;

37° L'opposition à la confection ou exécution de travaux autorisés par le pouvoir compétent ;

38° Les crimes et délits maritimes prévus simultanément par les lois françaises du 10 avril 1825 et du 24 mars 1852, et par les articles 28 à 40 de la loi belge du 21 juin 1849 ;

39° Le recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus dans l'énumération qui précède.

Sont comprises dans les qualifications précédentes les tentatives, lorsqu'elles sont prévues par les législations des deux pays.

En matière correctionnelle ou de délits, l'extradition aura lieu dans les cas prévus ci-dessous :

1° Pour les condamnés contradictoirement ou par défaut lorsque le total des peines prononcées sera au moins d'un mois d'emprisonnement ;

2° Pour les prévenus, lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé sera, d'après la loi du pays réclamant, au moins de deux ans d'emprisonnement ou d'une peine équivalente, ou lorsque le prévenu aura déjà été condamné à une peine criminelle ou à un emprisonnement de plus d'un an.

Dans tous les cas, crimes ou délits, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait similaire sera punissable d'après la législation du pays à qui la demande a été adressée.

Art. 3. Il est expressément stipulé que l'étranger dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit.

Ne sera pas réputé délit politique ni fait connexe à un semblable délit l'attentat contre la personne du chef d'un État étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait soit d'assassinat, soit d'empoisonnement.

Art. 4. La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Art. 5. L'extradition sera accordée sur la production, soit du juge-

ment ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la chambre du conseil, de l'arrêt de la chambre des mises en accusation, ou de l'acte de procédure criminelle émané du juge ou de l'autorité compétente, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé, devant la juridiction répressive, délivré en original ou en expédition authentique.

Elle sera également accordée sur la production du mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés.

Ces pièces seront accompagnées d'une copie du texte de la loi applicable au fait incriminé et, autant que possible, du signalement de l'individu réclamé.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou délit objet de la poursuite rentre dans les prévisions de la présente convention, des explications seront demandées, et après examen, le Gouvernement à qui l'extradition est réclamée statuera sur la suite à donner à la demande.

Art. 6. En cas d'urgence, l'arrestation provisoire sera effectuée sur avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition, toutefois, que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique au ministre des affaires étrangères du pays où l'inculpé s'est réfugié.

L'arrestation de l'étranger aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du Gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 7. L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'article précédent, sera mis en liberté si, dans le délai de quinze jours après son arrestation, il ne reçoit notification de l'un des documents mentionnés dans l'article 5 de la présente convention.

Art. 8. Quand il y aura lieu à l'extradition, tous les objets saisis qui peuvent servir à constater le crime ou le délit, ainsi que les objets provenant de vol, seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis à la puissance réclamante, soit que l'extradition puisse s'effectuer, l'accusé ayant été arrêté, soit qu'il ne puisse y être donné suite, l'accusé ou le coupable s'étant de nouveau évadé ou étant décédé. Cette remise comprendra aussi tous les objets que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays, et qui seraient découverts ultérieurement. Sont réservés toutefois les droits que des tiers non impliqués dans la poursuite auraient pu acquérir sur les objets indiqués dans le présent article.

Art. 9. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné pour une infraction commise dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, jusqu'à ce qu'il ait été acquitté ou absous, ou jusqu'au moment où il aura subi sa peine.

Dans les cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays, à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Art. 10. L'individu qui aura été livré ne pourra être poursuivi ou jugé contradictoirement pour aucune infraction autre que celle ayant motivé l'extradition, à moins du consentement exprès et volontaire donné par l'inculpé et communiqué au Gouvernement qui l'a livré.

Art. 11. L'extradition pourra être refusée si, depuis les faits imputés, le dernier acte de poursuite ou la condamnation, la prescription de la peine ou de l'action est acquise d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié.

Art. 12. Les frais occasionnés par l'arrestation, la détention, la garde, la nourriture des prévenus et le transport des objets mentionnés dans l'article 8 de la présente convention, au lieu où la remise s'effectuera, seront supportés par celui des deux États sur le territoire duquel les extradés auront été saisis.

Art. 13. Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale, un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée, à cet effet, par la voie diplomatique, et il y sera donné suite par les officiers compétents, en observant les lois du pays où l'audition des témoins devra avoir lieu.

Toutefois, les commissions rogatoires tendant à faire opérer, soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne seront exécutées que pour l'un des faits énumérés à l'article 2 du présent traité, et sous la réserve exprimée dans le paragraphe 2 de l'article 8 ci-dessus.

Les Gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires, dans le cas même où il s'agirait d'expertise, pourvu toutefois que cette expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation.

Aucune réclamation ne pourra non plus avoir lieu pour les frais de tous actes judiciaires spontanément faits par les magistrats de chaque pays, pour la poursuite ou la constatation de délits commis sur le territoire par un étranger qui serait ensuite poursuivi dans sa patrie, con-

formément aux articles 5 et 6 du Code d'instruction criminelle français ou à la loi belge du 30 décembre 1836.

Art. 14. Les simples notifications d'actes, jugements ou pièces de procédure réclamées par la justice de l'un des deux pays, seront faites à tout individu résidant sur le territoire de l'autre pays, sans engager la responsabilité de l'État, qui se bornera à en assurer l'authenticité.

A cet effet, la pièce transmise diplomatiquement ou directement au ministère public du lieu de la résidence sera signifiée à la personne, à sa requête, par les soins d'un officier compétent, et il renverra au magistrat expéditeur, avec son visa, l'original constatant la notification.

Art. 15. Si dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite. Dans ce cas, des frais de voyage et de séjour, calculés depuis sa résidence, lui seront accordés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu; il pourra lui être fait, sur sa demande, par les soins des magistrats de sa résidence, l'avance de tout ou partie des frais de voyage, qui seront ensuite remboursés par le Gouvernement intéressé. Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminelles antérieures, ni sous prétexte de complicité dans les faits objets du procès où il figurera comme témoin.

Art. 16. Il est formellement stipulé que l'extradition, par voie de transit à travers le territoire de l'une des parties contractantes, d'un individu livré à l'autre partie sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 5, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans le présent traité et ne rentre pas dans les prévisions des articles 3 et 11.

Art. 17. La présente convention, remplaçant le traité du 29 avril 1869 et la déclaration du 23 juin 1870, sera exécutoire le trentième jour à partir de l'échange des ratifications.

Elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une des deux hautes parties contractantes aura déclaré vouloir en faire cesser les effets.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 15 août 1874.

(L. S.) *Signé* : DECAZES.

(L. S.) *Signé* : BEYENS.

BELGIQUE. — BRÉSIL.

Convention postale additionnelle, signée à Rio-de-Janeiro le 28 septembre 1874.

S. M. le roi des Belges et S. M. l'Empereur du Brésil, ayant reconnu l'opportunité de modifier par une convention additionnelle la convention postale conclue le 23 avril 1870 entre les deux pays, ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. le Roi des Belges, le sieur Pierre Bartholeyns de Fosselaert, officier de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., ministre résident de Belgique près la cour de Rio-de-Janeiro ;

Et S. M. l'Empereur du Brésil, le sieur Charles Carneiro de Campos, vicomte de Caravellas, sénateur et grand de l'Empire, etc., ministre et secrétaire d'État des affaires étrangères ;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. La limite de poids du port simple des correspondances échangées entre la Belgique et le Brésil est fixée à 15 grammes pour les lettres et à 50 grammes pour les journaux, les imprimés de toute nature et les échantillons de marchandises.

Au delà de cette limite respective, il est compté un port simple en plus par 15 grammes ou fraction de 15 grammes pour les lettres, et par 50 grammes ou fraction de 50 grammes pour les journaux, les imprimés et les échantillons de marchandises.

Art. 2. Le port simple des lettres expédiées de la Belgique pour le Brésil, ou du Brésil pour la Belgique, par les bateaux naviguant entre les ports des deux pays, est fixé :

1° A 50 centimes pour les lettres affranchies expédiées en Belgique, et à 200 reis pour les lettres affranchies expédiées du Brésil ;

2° A 70 centimes pour les lettres non affranchies expédiées du Brésil, et à 280 reis pour les lettres non affranchies expédiées de Belgique.

Art. 3. Les lettres insuffisamment affranchies en timbres-poste seront taxées comme non affranchies, sauf déduction de la valeur des timbres appliqués et en forçant toute fraction inférieure à 10 centimes ou à 40 reis.

La surtaxe fixe applicable à ces lettres, en vertu de l'article 5 de la convention du 23 avril 1870, est supprimée.

Art. 4. Il pourra être expédié de la Belgique pour le Brésil ou du Brésil pour la Belgique des cartes-correspondance pouvant porter une communication manuscrite à découvert.

Ces objets devront être complètement affranchis moyennant le port simple d'une lettre et satisfaire aux lois et règlements intérieurs du pays d'origine.

Il ne sera pas donné cours aux cartes qui ne réuniraient pas les conditions prévues au présent article.

Les cartes-correspondance seront, du reste, assimilées aux lettres sous les autres rapports.

Art. 5. Les papiers d'affaires ou de commerce, les épreuves d'imprimerie corrigées et les manuscrits des ouvrages expédiés de la Belgique pour le Brésil ou du Brésil pour la Belgique, sont assimilés aux imprimés quant à la taxe.

Ces objets devront être placés sous bande et ne contenir aucune lettre ou annotation ayant le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle ; sinon ils seront traités comme lettres.

Art. 6. L'expédition sous recommandation est rendue applicable aux envois de toute nature, sous les conditions déterminées par les articles 6 et 7 de la convention du 23 avril 1870.

Le droit de recommandation fixé par l'article 6 susdit, est réduit à 20 centimes en Belgique et est maintenu à 200 reis au Brésil.

L'expéditeur d'un objet recommandé pourra obtenir qu'il lui soit donné avis de la remise de cet objet au destinataire. A cet effet, il payera d'avance une taxe supplémentaire de 20 centimes en Belgique et de 100 reis au Brésil.

Le droit de recommandation et la taxe des avis de réception resteront acquis à l'office qui en aura fait la perception.

Art. 7. Les taxes maritimes déterminées par l'article 11 de la convention du 23 avril 1870 sont réduites, pour les lettres, à 30 centimes par 15 grammes ou fraction de 15 grammes, et pour les imprimés ou objets y assimilés et les échantillons de marchandises, à 5 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes.

Art. 8. Il est formellement convenu que les objets de toute nature adressés de l'un des deux pays dans l'autre ne pourront, sous aucun

pouvoirs antérieurement vérifiés, sont convenus des stipulations suivantes :

1° Les paroisses ou fractions de paroisses des cantons d'Albestroff, Château-Salins, Delme, Dieuze, Vic-sur-Seille, Fenestrang, Lorquin, Phalsbourg, Réchicourt-le-Château et Sarrebourg, qui sont situées sur le territoire allemand et font partie du diocèse de Nancy ; les paroisses ou fractions de paroisse des cantons de Saales et de Schirmeck, situées sur le territoire allemand et faisant actuellement partie du diocèse de Saint-Dié, cessent de relever de tout siège épiscopal établi en territoire français.

2° Les paroisses ou fractions de paroisses des cantons de Briey, Audun-le-Roman, Chambley (ancien canton de Gorze), Conflans, Longuyon et Longwy, situées sur le territoire français et faisant actuellement partie du diocèse de Metz ; les paroisses ou fractions de paroisses des cantons de Belfort, Delle, Fontaine, Giromagny, et des anciens cantons de Dannemarie et de Massevaux, qui sont situées sur le territoire français et font actuellement partie du diocèse de Strasbourg, cessent de relever de tout siège épiscopal établi sur le territoire allemand ;

3° Les deux Gouvernements s'engagent à prendre, dans un délai qui ne dépassera pas le 1^{er} novembre prochain, les dispositions nécessaires pour assurer, en ce qui les concerne respectivement, les effets de la nouvelle délimitation diocésaine telle qu'elle est indiquée ci-dessus.

4° Le partage des biens et le règlement des intérêts pécuniaires des circonscriptions paroissiales qui se trouvent scindées par la nouvelle délimitation, sont renvoyés à la commission mixte instituée pour l'examen et la décision des questions analogues par l'article 11 de la convention additionnelle du 11 décembre 1874.

Fait et signé en double à Paris, en langue française et en langue allemande, le 7 octobre 1874.

(L. S.) *Signé* : DESPREZ.

(L. S.) *Signé* : LEDDERHOSE.

(L. S.) *Signé* : A. TARDIF.

(L. S.) *Signé* : DE WESDEHLEN.

NOTE I.

Art. 1^{er}. Le décret pontifical donné à Rome, sur la proposition du Gouvernement, par S. S. le Pape Pie IX, le 10 du mois de juillet de

l'an de l'Incarnation 1874, portant modification des circonscriptions des diocèses de Nancy, Saint-Dié et de Strasbourg et Metz, est reçu et sera publié en France dans la forme ordinaire.

Art. 2. Le décret pontifical donné à Rome, sur la proposition du Gouvernement, par S. S. le Pape Pie IX, le 14 du mois de juillet de l'an de l'Incarnation 1874, portant modification de la circonscription de la province ecclésiastique de Besançon, est reçu et sera publié en France dans la forme ordinaire.

Art. 3. Lesdits décrets pontificaux sont reçus sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'ils renferment et qui sont ou pourraient être contraires aux lois du pays, aux franchises, libertés ou maximes de l'Église gallicane.

Art. 4. Lesdits décrets seront transcrits en latin et en français sur les registres du Conseil d'État; mention de ladite transcription sera faite, sur l'original, par le secrétaire général du Conseil.

NOTE II.

Par décret du 10 octobre :

Art. 1^{er}. La métropole de Besançon aura désormais pour suffragantes les églises épiscopales de Verdun, Belley, Saint-Dié et Nancy.

Art. 2. Les paroisses ou fractions de paroisse des cantons de Belfort, Delle, Fontaine, Giromagny, et des anciens cantons de Dannemarie et de Massevaux, situées sur le territoire français et faisant précédemment partie du diocèse de Strasbourg, sont réunies au diocèse de Besançon.

Art. 3. Les paroisses ou fractions de paroisse des cantons d'Albestroff, Château-Salins, Delme, Dieuze, Vic-sur-Seille, Fenestrange, Lorquin, Phalsbourg, Réchicourt-le-Château et Sarrebourg, aujourd'hui situées sur le territoire allemand, sont distraites du diocèse de Nancy.

Art. 4. Les paroisses ou fractions de paroisse des cantons de Briey, Audun-le-Roman, Chambley (ancien canton de Gorze), Conflans, Longuyon et Longwy, situées sur le territoire français, et faisant précédemment partie du diocèse de Metz, sont réunies au diocèse de Nancy.

Art. 5. Les paroisses ou fractions de paroisse des cantons de Saales et de Schirmeck, aujourd'hui situées sur le territoire allemand, sont distraites du diocèse de Saint-Dié.

Art. 6. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des Lois*.

BELGIQUE. — ITALIE.

Déclaration relative à la convention d'extradition signée à Bruxelles le 6 novembre 1874.

Le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges et le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie, voulant assurer d'une manière plus efficace l'extradition des criminels, le comte d'*Aspremont-Lynden*, ministre des affaires étrangères de Belgique, d'une part, et le baron *Albert Blanc*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Italie à Bruxelles, d'autre part, dûment autorisés, sont, par la présente déclaration, convenus de ce qui suit :

L'individu poursuivi pour l'un des faits prévus par l'article 2 de la convention du 15 avril 1869 pourra être livré sur la production du mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité étrangère compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés.

La présente déclaration entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des deux pays.

Les dispositions qui précèdent auront la même durée que la convention du 15 avril 1869, à laquelle elles se rapportent.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente déclaration, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Bruxelles, le 6 novembre 1874.

(L. S.) *Signé* : Comte d'ASPREMONT-LYNDEN.

(L. S.) *Signé* : Baron BLANC.

ÉGYPTE. — FRANCE.

Déclaration relative à la réforme judiciaire à introduire en Égypte, signée le 10 novembre 1874.

Le 10 novembre 1874, S. Exc. *Chérif-Pacha*, ministre de la justice de S. A. le Khédive, et M. le marquis de *Cazaux*, agent et consul général de France, agissant par ordre et d'après les instructions de leurs Gouvernements respectifs, ayant eu une dernière conférence pour arriver à une entente définitive sur les conditions auxquelles le Gouvernement français adhérerait à la réforme judiciaire en Égypte, sont convenus de ce qui suit :

1° Les accusations de banqueroute frauduleuse, dont il s'agit à l'article 8, alinéa *g*, titre second du règlement organique, continueront, comme par le passé, à être de la compétence de la juridiction de l'inculpé.

2° Pour le choix des juges de première instance, le Gouvernement égyptien s'adressera au ministre de la justice en France, dans la forme prévue pour la nomination des conseillers de la Cour d'appel, et le magistrat ainsi désigné sera placé, de préférence, auprès du tribunal du Caire.

3° Un des membres du ministère public sera choisi dans la magistrature française, et il est expressément entendu que si une seconde chambre était créée, dans l'un des tribunaux du Caire ou de Zagazig, et si, par conséquent, le personnel du parquet venait à être augmenté, un autre membre du ministère public serait également choisi parmi les magistrats français.

4° En ce qui touche la révision des Codes égyptiens, l'agent et consul général de France adressera à S. Exc. Chérif-Pacha, dans un délai de quinze jours, à partir du moment où le Cabinet français aura notifié son approbation au Gouvernement égyptien, une note qui signalera les points de détail à éclaircir dans la rédaction et l'économie de la nouvelle législation, et qui proposera les modifications utiles pour en faire disparaître les contradictions.

5° La réserve relative au statut personnel, omise dans l'article 7 du règlement organique, sera rétablie dans le texte de ce règlement ;

6° En ce qui touche la composition des chambres, le Gouvernement français ayant demandé que l'un des magistrats chargés de juger une affaire européenne fût, autant que possible de la nationalité de la partie en cause, le Gouvernement égyptien s'est engagé à appeler sur ce point l'attention de la nouvelle magistrature, chargée de régler seule l'organisation de son service. La même réponse a été faite au Gouvernement austro-hongrois, qui avait exprimé le même désir.

7° Les immunités, les privilèges, les prérogatives et les exemptions dont les consulats étrangers, ainsi que les fonctionnaires qui dépendent d'eux, jouissent actuellement, en vertu des usages diplomatiques et des traités en vigueur, restent maintenus dans leur intégrité; en conséquence, les agents et consuls généraux, les consuls et vice-consuls, leurs familles et toutes les personnes attachées à leur service ne seront pas justiciables des nouveaux tribunaux, et la nouvelle législation ne sera applicable ni à leurs personnes ni à leurs maisons d'habitation. La même réserve est expressément stipulée en faveur des établissements catholiques soit religieux, soit d'enseignement, placés sous le protectorat de la France.

8° Il est entendu que les nouvelles lois et la nouvelle organisation judiciaire n'auront pas d'effet rétroactif, conformément au principe inscrit dans le Code civil égyptien.

9° Les réclamations déjà pendantes contre le Gouvernement égyptien seront soumises à une commission composée de trois magistrats de la Cour d'appel, choisis d'accord par les deux Gouvernements. Cette commission décidera souverainement et sans appel; elle établira elle-même les formes de la procédure à suivre.

10° Ces mêmes réclamations pourront toutefois, si les intéressés le préfèrent, être portées devant une chambre spéciale en première instance, et une autre chambre spéciale en appel, composées de magistrats appartenant les uns aux tribunaux, les autres à la Cour, et constituées conformément aux dispositions déjà convenues entre le Gouvernement égyptien, celui d'Autriche-Hongrie et quelques autres puissances. Ces deux chambres, bien que jugeant d'après les règles de la procédure des nouveaux tribunaux, statueront au fond conformément aux lois et coutumes en vigueur au moment des faits qui auront motivé les réclamations.

11° Les affaires qui concernent à la fois des réclamants appartenant à plusieurs nationalités seront jugées d'après celui de ces deux modes qui sera convenu entre leurs consuls généraux respectifs.

12° Le règlement de ces affaires commencera avec l'installation des nouveaux tribunaux, et continuera pendant leur fonctionnement. Les

stipulations consignées dans le présent procès-verbal seront présentées dans le plus bref délai à la ratification des deux Gouvernements.

(L. S.) *Signé* : CHÉRIF.

(L. S.) *Signé* : CAZEAX.

BELGIQUE — ALLEMAGNE.

Convention d'extradition, signée à Bruxelles le 24 décembre 1874.

S. M. le Roi des Belges et S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, étant convenues de conclure un traité pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont muni dans ce but de leurs pleins pouvoirs, savoir :

S. M. le Roi des Belges, son ministre des affaires étrangères, le sieur G. F. B. C., comte d'*Aspremont-Lynden*.

S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, le chargé d'affaires de l'Empire d'Allemagne près le Gouvernement belge, le sieur Ferdinand *Stumm*, secrétaire de légation,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les hautes parties contractantes s'engagent par le présent traité à se livrer réciproquement, dans tous les cas prévus par les clauses dudit traité, les personnes qui, à cause d'un des faits ci-après énumérés, commis et punissables sur le territoire de la partie réclamante, ont été, comme auteurs ou complices, condamnées ou mises en accusation, ou soumises à une poursuite judiciaire, savoir :

1° Pour meurtre, assassinat, empoisonnement, parricide et infanticide ;

2° Pour avortement volontaire ;

3° Pour exposition d'un enfant au-dessous de sept ans, ou abandon prémédité d'un tel enfant dans un état qui le prive de tout secours ;

4° Pour rapt ou recel d'un enfant au-dessous de sept ans et pour enlèvement, suppression, substitution ou supposition d'enfant ;

5° Pour enlèvement d'une personne mineure ;

6° Pour privation volontaire et illégale de la liberté individuelle d'une personne, commise par un particulier ;

7° Pour attentat à l'inviolabilité du domicile, commis par un particulier et punissable d'après la législation des deux pays ;

8° Pour menaces d'attentat contre la personne ou la propriété d'autrui, punissable de peines criminelles ;

9° Pour formation illégale d'une bande dans le but d'attenter aux personnes ou aux propriétés ;

10° Pour bigamie ;

11° Pour viol ;

12° Pour attentat à la pudeur avec violences ou avec menaces, dans les cas prévus par la législation des deux pays ;

13° Pour attentat à la pudeur commis avec ou sans violence ou menaces, sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de quatorze ans ;

14° Pour excitation habituelle à la débauche de personnes mineures de l'un ou de l'autre sexe ;

15° Pour coups portés ou blessures faites volontairement à une personne, qui ont eu pour conséquence une maladie paraissant incurable ou une incapacité permanente de travail ou la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave ou la mort, sans l'intention de la donner ;

16° Pour vol, rapine et extorsion ;

17° Pour abus de confiance, dans les cas prévus simultanément par la législation des deux parties contractantes ;

18° Pour escroquerie ou tromperie, dans les cas qualifiés simultanément par la législation des deux parties contractantes comme crime ou délit ;

19° Pour banqueroute frauduleuse et lésion frauduleuse à une masse faillie ;

20° Pour faux serment ;

21° Pour faux témoignage ou pour fausse déclaration d'un expert ou d'un interprète, dans les cas prévus simultanément par la législation des deux parties contractantes ;

22° Pour subornation de témoins, expert ou interprète ;

23° Pour faux en écritures ou dans des dépêches télégraphiques, commis avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, ainsi que pour usage de dépêches télégraphiques ou titres faux ou falsifiés, faits avec connaissance et avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire ;

24° Pour destruction, dégradation ou suppression volontaire et illégale d'un titre public ou privé, commise dans le but de causer du dommage à autrui ;

25° Pour contrefaçon ou falsification de timbres, poinçons, marques

ou sceaux, dans le but d'en faire usage comme vrais, et pour usage fait avec connaissance de timbres, poinçons, marques ou sceaux contrefaits ou falsifiés ;

26° Pour fausse monnaie, comprenant contrefaçon et altération de monnaies de métal et de papier, et pour émission et mise en circulation avec connaissance de monnaies de métal ou de papier contrefaites ou altérées ;

27° Pour contrefaçon et falsification de billets de banque et autres titres d'obligations et valeurs en papier quelconques émis par l'État ou sous l'autorité de l'État, par des corporations, sociétés ou particuliers, ainsi que pour émission et mise en circulation avec connaissance de ces billets de banque, titres d'obligations ou autres valeurs en papiers contrefaits ou falsifiés ;

28° Pour incendie volontaire ;

29° Pour détournement et concussion de la part de fonctionnaires publics ;

30° Pour corruption de fonctionnaires publics dans le but de les porter à violer les devoirs de leur charge ;

31° Pour les faits punissables suivants des capitaines de navire et de gens de l'équipage sur des bâtiments de mer :

Pour destruction volontaire et illégale d'un navire ;

Pour échouement volontaire d'un navire ;

Pour résistance avec violences et voies de fait envers le capitaine par plus d'un tiers de l'équipage ;

32° Pour destruction volontaire et illégale, en tout ou en partie, de chemins de fer, machines à vapeur ou appareils télégraphiques ;

Pour entraves volontaires à la circulation d'un convoi sur le chemin de fer par le dépôt d'objets quelconques, par le dérangement des rails ou de leurs supports, par l'enlèvement de chevilles ou clavettes ou par l'emploi de tout autre moyen de nature à arrêter le convoi ou à le faire sortir des rails ;

33° Pour destruction ou dégradation volontaire et illégale de tombeaux ou monuments publics et d'objets d'art exposés en lieux publics, de constructions, denrées, marchandises ou autres propriétés mobilières, récoltes, plantes, arbres ou greffes, instruments d'agriculture, bestiaux ou autres animaux, dans les cas qualifiés simultanément par la législation des deux parties contractantes comme crimes ou délits ;

34° Pour recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente convention, lorsqu'il sera punissable d'après la législation des deux parties contractantes.

Néanmoins lorsque le crime ou le délit donnant lieu à la demande

d'extradition aura été commis hors du territoire de la partie requérante, il pourra être donné suite à cette demande, pourvu que la législation du pays requis autorise, dans ce cas, la poursuite des mêmes faits commis hors de son territoire.

Art. 2. L'extradition pourra aussi avoir lieu pour la tentative des faits énumérés à l'article 1^{er}, lorsqu'elle est punissable d'après la législation des deux pays contractants.

Art. 3. Il ne sera livré, de la part du Gouvernement belge, aucun Belge à un des Gouvernements de l'Empire allemand, et, de la part de ceux-ci, aucun Allemand ne sera livré au Gouvernement belge.

Si l'individu réclamé n'est ni Belge ni Allemand, le Gouvernement auquel l'extradition est demandée pourra informer de cette demande le Gouvernement auquel appartient le poursuivi, et si ce Gouvernement réclame, à son tour, le prévenu pour le faire juger par ses tribunaux, le Gouvernement auquel la demande d'extradition a été adressée pourra, à son choix, le livrer à l'un ou l'autre Gouvernement.

Art. 4. L'extradition n'aura pas lieu si la personne réclamée par le Gouvernement belge a été poursuivie et mise hors de cause, ou est encore poursuivie ou a déjà été punie dans un des États de l'Empire allemand, ou si la personne réclamée par le Gouvernement de l'un des États de l'Empire allemand a été poursuivie et mise hors de cause ou a déjà été punie en Belgique pour le même acte punissable qui est cause de la demande d'extradition.

Lorsque la personne réclamée par le Gouvernement belge est poursuivie dans un des États de l'Empire allemand ou que la personne réclamée par un des Gouvernements de l'Empire allemand est poursuivie en Belgique à cause d'un autre acte punissable, son extradition sera différée jusqu'à la fin de ces poursuites et l'accomplissement de la peine éventuellement prononcée contre elle.

Art. 5. Si un individu réclamé a contracté envers des particuliers des obligations que son extradition l'empêche de remplir, il sera néanmoins extradé et il restera libre à la partie lésée de poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Art. 6. Les dispositions du présent traité ne sont point applicables aux personnes qui se sont rendues coupables de quelque crime ou délit politique. La personne qui a été extradée à raison de l'un des crimes ou des délits communs mentionnés aux articles 1^{er} et 2 ne peut, par conséquent, en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'État auquel l'extradition a été accordée à raison d'un crime ou délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un sem-

blable crime ou délit politique, ni à raison d'un crime ou délit non prévu par la présente convention.

Ne sera pas réputé délit politique ni fait connexe à un semblable délit l'attentat contre la personne du chef d'un Gouvernement étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constitue le fait soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement.

Art. 7. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, le dernier acte de la poursuite judiciaire ou la condamnation qui s'en sera suivie, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel l'étranger se trouve au moment où l'extradition est demandée.

Art. 8. L'extradition d'un individu inculpé de l'un des actes punissables mentionnés aux articles 1^{er} et 2 sera accordée sur le fondement d'une sentence de condamnation, ou sur le fondement d'une décision formelle du tribunal compétent pour la mise en état d'accusation ou l'ouverture de la poursuite principale (*hauptverfahren*), ou sur le fondement d'une ordonnance édictée par le juge compétent par laquelle le renvoi de l'inculpé devant la juridiction répressive est formellement décrété, ou même d'un mandat d'arrêt ou d'un autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité compétente et renfermant l'indication précise du fait incriminé et de la loi appliquée, pour autant que ces documents soient produits en original ou en expédition authentique, dans les formes prescrites par la législation du Gouvernement qui demande l'extradition.

Les demandes d'extradition seront envoyées par la voie diplomatique. Les correspondances et négociations pourront, selon les convenances de chaque cas spécial, se faire directement entre la Belgique et celui des Gouvernements de l'Empire allemand qui est intéressé à l'extradition.

Art. 9. L'individu poursuivi ou condamné à raison de l'un des actes punissables énumérés aux articles 1^{er} et 2 peut toutefois, en cas d'urgence, être provisoirement arrêté sur la production d'un mandat d'arrêt décerné par le juge d'instruction du lieu où se trouve l'inculpé, sur le fondement d'une communication officielle faite par l'autorité compétente du pays qui poursuit l'extradition.

Dans ce cas, l'individu arrêté provisoirement doit être remis en liberté si, dans les quinze jours après son arrestation, il ne lui est notifié l'un des actes énumérés dans l'article 8 de la présente convention.

Ce délai sera de trois semaines si l'extradition est réclamée, au nom de la Belgique, à l'un des États de l'Empire allemand qui ne sont point

limitrophes de la Belgique, et réciproquement au nom de l'un de ces États à la Belgique.

Art. 10. Tous les objets saisis qui, au moment de l'arrestation, se trouvent en possession de l'individu à extraditer, si l'autorité compétente de l'État requis en a ordonné la restitution, seront remis à l'État requérant, et cette remise s'étendra non-seulement aux objets soustraits, mais à tout ce qui pourrait servir de preuve du crime.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets susmentionnés, qui devront leur être restitués sans frais après la fin du procès.

Art. 11. Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit d'un individu livré à l'une des parties contractantes à travers le territoire de l'autre partie sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés dans l'article 8 ci-dessus, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans le présent traité et ne rentre point dans les dispositions des articles 6 et 7 qui précèdent.

Art. 12. Les parties contractantes renoncent à requérir la restitution des frais qui leur surviennent du chef de l'arrestation et de l'entretien de l'individu à extraditer ou de son transport jusqu'à la frontière. Elles consentent, au contraire, de part et d'autre, à les supporter elles-mêmes.

Art. 13. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, pour des faits non compris sous le nom de crimes ou délits politiques, une des parties contractantes jugera nécessaire l'audition de témoins se trouvant sur le territoire de l'autre partie, ou tout autre acte d'instruction, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique. et il y sera donné suite en observant les lois du pays où les témoins seront invités à comparaître où l'acte devra avoir lieu. L'exécution de la commission rogatoire pourra être refusée si l'instruction a pour objet un acte qui n'est point punissable d'après les lois de l'État auquel la commission rogatoire est adressée ou s'il s'agit de délits purement fiscaux.

Les parties contractantes renoncent, de part et d'autre, à toute réclamation par rapport à la restitution des frais qui résulteraient de l'exécution de la commission rogatoire, à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles, commerciales ou médico-légales exigeant plusieurs vacations.

Art. 14. Si, dans une cause pénale pour des faits non compris sous le nom de crimes ou délits politiques, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui en sera faite.

Dans ce cas, des frais de voyage et de séjour calculés depuis sa résidence lui seront accordés, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu ; il pourra lui être fait sur sa demande, par les soins des magistrats de sa résidence, l'avance de tout ou partie des frais de voyage, qui seront ensuite remboursés par le Gouvernement intéressé.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ni détenu pour des faits ou condamnations criminelles antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objets du procès où il figurera comme témoin,

Art. 15. Lorsque, dans une cause pénale, pour des faits non compris sous le nom de crimes ou délits politiques, la communication de pièces de conviction ou de documents se trouvant entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée nécessaire ou utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite, pour autant qu'il n'y ait pas de considérations spéciales qui s'y opposent, à la condition toutefois de restituer les pièces et les documents.

Les parties contractantes renoncent, de part et d'autre, à requérir la restitution des frais résultant de l'envoi et de la restitution de pièces et documents jusqu'à la frontière.

Art. 16. Les parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement les jugements et arrêts de condamnation, pour crimes ou délits de toute espèce, qui auront été prononcés par les tribunaux de l'un des deux pays contre les sujets de l'autre. Cette communication sera effectuée par voie diplomatique, moyennant l'envoi, en entier ou en extrait, du jugement prononcé et devenu définitif au Gouvernement du pays auquel appartient le condamné.

Art. 17. Le présent traité entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des parties contractantes.

Depuis ce moment, les traités sur l'extradition des malfaiteurs conclus antérieurement entre la Belgique et la Confédération de l'Allemagne du Nord et entre la Belgique et les autres États de l'Empire allemand cessent d'être en vigueur.

Le présent traité peut être dénoncé par chacune des parties contractantes, mais il demeurera encore en vigueur six mois après cette dénonciation.

Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans le délai de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Bruxelles, le 24 décembre 1874.

(L. S.) *Signé* : Comte D'ASPREMONT-LYNDEN.

(L. S.) *Signé* : FERDINAND STUMM.

CONFÉRENCE DE BRUXELLES.

Protocoles des séances plénières. — N° I, 27 juillet 1874.

Présents :

Pour l'Allemagne : le général-major de *Voigts-Rhetz*; le général-major baron de *Leonrod*; le major baron de *Weclik*; le conseiller d'État baron de *Soden*; le conseiller intime D^r *Bluntschli*.

Pour l'Autriche-Hongrie : S. Exc. le comte *Chotek*; le général-major baron de *Schoenfeld*.

Pour la Belgique : le baron *Lambermont*; M. Charles *Faider*; le colonel *Mockel*.

Pour le Danemark : le directeur *Vedel*; le colonel *Brun*.

Pour l'Espagne : S. Exc. le duc de *Tetuan*; le maréchal de camp *Servet y Fumagally*; le contre-amiral de la *Pezuela*.

Pour la France : S. Exc. le baron *Baude*; le général de brigade *Arnaudéau*.

Pour la Grande-Bretagne : le major général sir Alfred *Horsford*.

Pour la Grèce : le lieutenant-colonel *Manos*.

Pour l'Italie : S. Exc. le baron *Blanc*; le lieutenant-colonel comte *Lanza*.

Pour les Pays-Bas : S. Exc. M. de *Lansberge*; le général-major van der *Schrieck*.

Pour la Russie : S. Exc. le baron A. *Jomini*; le général-major de *Leer*.

Pour la Suède et la Norwège : le lieutenant-colonel *Staaß*.

Pour la Suisse : le colonel fédéral *Hammer*.

MM. les délégués se sont réunis aujourd'hui à l'hôtel du ministère des affaires étrangères.

M. le comte d'Aspremont-Lynden, chef de ce département, les a

reçus, les a introduits dans le salon des conférences et leur a adressé la parole en ces termes :

« Messieurs,

« Nation neutre et essentiellement amie de la paix, la Belgique voudrait qu'il n'y eût plus de guerres ; mais si de telles calamités ne peuvent être évitées, elle est encore dans son rôle en désirant que l'on cherche à en adoucir les rigueurs. C'est vous dire, messieurs, que je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue. En proposant de réunir cette Conférence dans la capitale de la Belgique, S. M. l'Empereur de Russie a donné au pays et à son Roi un témoignage de sympathie et d'estime. J'ai à cœur de lui exprimer publiquement notre reconnaissance. Ces remerciements, je les adresse également à tous les Gouvernements qui ont bien voulu se rendre à l'invitation de S. M. Impériale et qui sont ici représentés. Messieurs, ma tâche est remplie ; la vôtre commence ; je fais les vœux les plus sincères pour l'heureux succès de vos travaux. »

M. le ministre des affaires étrangères se retire après avoir proposé aux délégués de confier la rédaction des protocoles à M. Émile de Borchgrave, conseiller de légation, chef de son Cabinet.

Cette proposition ayant reçu l'assentiment de l'assemblée, M. de Borchgrave est introduit.

M. le baron *Jomini* prend la parole et, d'ordre de son Gouvernement, fait une motion tendant à offrir la présidence des travaux à M. le premier délégué de Belgique.

M. le baron *Lambermont* répond de la manière suivante :

« Messieurs,

« Il y a quelques instants à peine que M. le ministre des affaires étrangères parlait avec gratitude de l'honneur que l'on a fait à la Belgique en plaçant dans sa capitale le siège du congrès.

« Nous ne serons pas moins reconnaissants de la proposition que vient de faire M. le premier délégué de Russie et qui a pour but de remettre entre des mains belges la présidence de la Conférence et la direction de ses débats.

« Toutefois, messieurs, ce second honneur doit, selon nous, aller à une autre adresse, et je suis certain que vous serez bientôt de mon avis.

« Je pourrais vous dire qu'entre la Conférence actuelle et d'autres réunions diplomatiques, l'analogie n'est pas entière. Si la Belgique est appelée à vous donner l'hospitalité, et elle le fait de grand cœur, ce n'est point par son initiative et sur son invitation que vous êtes rassem-

blés; ce n'est pas elle qui a préparé le projet sur lequel vous allez délibérer; je pourrais ajouter qu'à raison de sa neutralité, elle semble moins autorisée que d'autres nations à tracer les règles des guerres qui se feront hors de ses frontières.

« Mais, messieurs, je ne m'arrête pas à ces considérations. Il en est une autre qui suffira, à elle-seule, pour déterminer notre choix. L'idée de chercher à adoucir les maux de la guerre est une idée essentiellement généreuse, humanitaire et élevée. Quelles que soient les vues diverses qu'on puisse manifester sur les modes et les limites possibles de l'application, l'idée elle-même mérite tous les suffrages, et elle les a obtenus des Gouvernements que vous représentez. Or le promoteur de cette pensée dans la sphère où elle est aujourd'hui portée, le Souverain à l'appel de qui nous avons tous répondu, je n'ai plus besoin de le nommer, c'est S. M. l'Empereur de Russie. C'est pour rendre hommage à cette pensée, c'est pour constater cette initiative que je vous propose de décerner la présidence au représentant de S. M. l'Empereur Alexandre.

« J'ai l'entière confiance qu'avec ce sens exprès ma proposition recevra votre approbation unanime, et qu'elle sera au même titre agréée par M. le baron Jomini, qui réunit d'ailleurs toutes les qualités nécessaires pour mener à bien une si haute mission. »

Les délégués ayant adhéré à cette proposition, M. le baron *Jomini* prend possession du fauteuil de la présidence.

Il demande à l'assemblée si elle juge à propos de procéder à la vérification des pouvoirs des délégués.

Après avoir échangé leurs idées à cet égard, les délégués décident que ceux d'entre eux qui ont des pouvoirs pourront les produire, mais qu'on admettra aux délibérations les mandataires des puissances qui ont reçu et accepté l'invitation du Gouvernement impérial et qui en ont fait la notification au Gouvernement belge, sauf par eux à se munir de pouvoirs en règle.

M. le baron *Jomini* donne lecture des instructions qu'il a reçues de son Gouvernement et qui précisent le but et la portée du *projet de convention* sur lequel la Conférence est appelée à se prononcer.

Voici le texte de ces instructions :

« Saint-Petersbourg, le 9 juillet 1876.

« Le but que S. M. l'Empereur s'est proposé en provoquant la réunion de Bruxelles est avant tout un but d'humanité.

« Sur ce terrain il faut se garder de l'utopie.

« Il est à espérer que les progrès des lumières et des mœurs rendront

les guerres de plus en plus rares. Toutefois, dans l'état actuel des choses, la guerre demeure un mal, sinon nécessaire, du moins parfois impossible à éviter.

« Certes, aucun Gouvernement ne saurait aujourd'hui l'entreprendre à la légère. Mais plus les causes qui détermineront les guerres futures seront graves, plus la composition des armées modernes y donnera un caractère national, plus aussi on doit prévoir qu'elles seront sérieuses.

« La liberté d'action des Gouvernements au point de vue militaire, et le droit des États de pourvoir à leur propre défense, ne sauraient donc être soumis à des restrictions fictives, que d'ailleurs la pression des faits rendrait stériles. Il nous semble qu'aucune illusion ne saurait prévaloir dans la pratique contre cette inflexible nécessité.

« Toutefois la guerre ne peut pas être l'état normal des peuples. Elle n'est qu'une pénible exception. La règle, ce sont les rapports pacifiques qui adoucissent les mœurs en liant les intérêts des nations. Le devoir des Gouvernements est donc, tout en se tenant prêts à la guerre, de travailler de tous leurs efforts à maintenir la paix tant qu'elle existe, à la rétablir si elle a été troublée. A ce point de vue, le seul but légitime de toute guerre doit être d'arriver le plus promptement possible à une paix rendue plus solide et plus durable. Ce but ne saurait être atteint que si la guerre est conduite à la fois énergiquement et régulièrement, d'après les lois et coutumes que le temps et l'usage ont consacrées parmi les peuples civilisés; si elle est mise à l'abri des calamités inutiles et des cruautés gratuites qui, en enflammant les passions, amènent les représailles et laissent subsister des ressentiments qui rendent plus difficile le retour à des relations pacifiques.

« Ce ne sont donc pas seulement les sentiments d'humanité, c'est l'intérêt général bien entendu qui doit porter les Gouvernements à ne point perdre de vue la paix durant la guerre, de même qu'ils se tiennent préparés à la guerre durant la paix.

« Concilier les exigences de deux états de choses qui semblent la négation absolue l'un de l'autre n'est pas une tâche facile. Mais parce qu'elle est ardue, ce n'est pas un motif pour ne point l'aborder dans un esprit de bon vouloir sérieux et pratique, basé sur les sentiments d'humanité, les devoirs de la civilisation et la solidarité des intérêts généraux.

« Or une des principales difficultés de cette tâche réside dans l'incertitude qui subsiste jusqu'à présent quant aux lois de la guerre. Le droit des gens ne contient à cet égard que des principes généraux, toujours assez vagues, souvent ignorés, qui laissent place aux divergences d'interprétation et aux entraînements,

« S'il était possible de préciser dans une mesure pratique, par un accord général, ce que d'un côté les nécessités de la guerre comportent et ce que, de l'autre côté, les intérêts solidaires de l'humanité excluent dans l'état présent de la civilisation et des rapports internationaux, les Gouvernements et les armées sachant exactement ce que l'état de guerre autorise et ce qu'il interdit, les peuples pouvant en mesurer d'avance les conséquences et en prévoir les effets, il est incontestable qu'un pas important aurait été fait pour rendre la guerre régulière et diminuer les calamités dont l'incertitude et l'ignorance qui règnent encore à cet égard sont trop souvent la cause.

« S. M. l'Empereur a pensé que ces questions, si intéressantes pour le bien-être général, étaient de nature à fixer l'attention des Cabinets, et qu'eux seuls pouvaient les résoudre. — C'est pourquoi S. M. Impériale s'est décidée à les déférer à leur examen en conférence.

« Le projet que nous leur proposons n'a pour objet que d'offrir aux délibérations une base pratique, un point de départ nettement défini. C'est un questionnaire indiquant les points qui, à notre avis, pourraient être examinés et le sens dans lequel, pour notre part, nous serions disposés à les résoudre.

« Quant à l'issue finale, elle dépend de la discussion et de l'accord qui viendrait à s'établir; car la pensée de l'Empereur est avant tout une pensée d'entente générale.

« Votre premier soin devra être de l'exposer avec la plus grande clarté possible afin d'écarter tout malentendu, en vous maintenant strictement dans les limites de notre projet. Pour tout ce qui sortirait de ce cadre précis, vous solliciterez les ordres de Sa Majesté.

« Sur ce terrain, vous vous efforcerez d'arriver à un accord, à un concert des volontés sans lequel aucun résultat utile ne saurait être obtenu.

« Cet accord nous semble possible si les délibérations sont conduites dans le même esprit qui a présidé à l'initiative prise par Sa Majesté.

« Pour votre part, vous vous maintiendrez invariablement dans la voie d'une discussion calme, sérieuse et pratique, en écartant avec soin tout ce qui pourrait éloigner l'entente qui est l'objet essentiel de nos vœux.

« L'espoir de diminuer, ne fût-ce que dans une mesure restreinte, la responsabilité que la guerre fait peser sur les Gouvernements, et les calamités qu'elle impose aux peuples, constitue une tâche digne des Souverains et des Gouvernements qui ont répondu avec tant d'empressement à l'appel de l'Empereur.

« En les conviant à y travailler en commun, S. M. Impériale est assurée du concours de leur bon vouloir et des efforts de leurs délégués. »

Sur la proposition de M. de *Lansberge*, les délégués conviennent de garder un silence absolu sur tout ce qui se passera dans l'assemblée.

M. le baron *Jomini* propose de ne consigner dans les protocoles que les points sur lesquels la Conférence sera d'accord et de ne pas acter les divergences.

Cette motion est admise avec la réserve que si un délégué désire qu'il soit pris note d'un point spécial, il sera tenu compte de son désir.

La Conférence décide, en outre, sur la proposition de M. le général *Horsford*, que les signatures de M. le président et de M. le secrétaire feront foi de l'exactitude des protocoles.

L'assemblée s'ajourne à mercredi prochain, à une heure.

Le Secrétaire :

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Le Président :

Signé : BARON A. JOMINI.

Annexe I.

PROJET d'une Convention internationale concernant les lois et coutumes de la guerre.

PRINCIPES GÉNÉRAUX.

1. Une guerre internationale est un état de lutte ouverte entre deux États indépendants (agissant isolément ou avec des alliés) et entre leurs forces armées et organisées.

2. Les opérations de guerre doivent être dirigées exclusivement contre les forces et les moyens de guerre de l'État ennemi, et non contre ses sujets, tant que ces derniers ne prennent pas eux-mêmes une part active à la guerre.

3. Pour atteindre le but de la guerre, tous les moyens et toutes les mesures, conformes aux lois et aux coutumes de la guerre, et justifiés par les nécessités de la guerre, sont permis.

Les lois et coutumes de la guerre n'interdisent pas seulement cruautés inutiles et les actes de barbarie commis contre l'ennemi ; elles exigent encore, de la part des autorités compétentes, le châtement immédiat de ceux qui se sont rendus coupables de pareils actes, s'ils n'ont pas été provoqués par une nécessité absolue.

4. Les nécessités de la guerre ne peuvent justifier ni la trahison à l'égard de l'ennemi, ni le fait de le déclarer hors la loi, ni l'autorisation d'employer contre lui la *violence* et la *cruauté*.

5. Dans le cas où l'ennemi n'observerait pas les lois et coutumes de la guerre, telles qu'elles sont définies par la présente convention, la partie adverse peut recourir à des représailles, mais seulement comme un mal inévitable et sans jamais perdre de vue les devoirs de l'humanité.

SECT. I.— DES DROITS DES PARTIES BELLIGÉRANTES L'UNE A L'ÉGARD DE L'AUTRE.

CHAP. 1. — *De l'autorité militaire sur le territoire de l'État ennemi.*

1. L'occupation par l'ennemi d'une partie du territoire de l'État en guerre avec lui y suspend, par le fait même, l'autorité du pouvoir légal de ce dernier et y substitue l'autorité du pouvoir militaire de l'État occupant.

2. L'ennemi qui occupe un territoire peut, selon les exigences de la guerre et en vue de l'intérêt public, soit maintenir la force obligatoire des lois qui étaient en vigueur en temps de paix, soit les modifier en partie, soit les suspendre entièrement.

3. D'après le droit de la guerre, le chef de l'armée d'occupation peut contraindre les institutions et les fonctionnaires de l'administration, de la police et de la justice, à continuer l'exercice de leurs fonctions sous sa surveillance et son contrôle.

4. L'autorité militaire peut exiger des fonctionnaires locaux qu'ils s'engagent, sous serment ou sur parole, à remplir les devoirs qui leur sont imposés pendant la durée de l'occupation ennemie ; elle peut révoquer ceux qui refuseraient de satisfaire à cette exigence et poursuivre judiciairement ceux qui ne rempliraient pas l'obligation acceptée par eux.

5. L'armée d'occupation a le droit de prélever à son profit sur les populations locales tous les impôts, les redevances et les droits et péages établis par leur Gouvernement légal.

6. L'armée qui occupe un pays ennemi a le droit de prendre possession de tous les capitaux du Gouvernement, de ses dépôts d'armes, de ses moyens de transport, de ses magasins et approvisionnements, et en général de toute propriété du Gouvernement pouvant servir au but de la guerre.

Observation. — Tout le matériel des chemins de fer, quoique appartenant à des compagnies privées, de même que les dépôts d'armes et en général toute espèce de munition de guerre, bien qu'appartenant à des personnes privées, sont également sujets à la prise de possession par l'armée d'occupation.

7. Le droit de jouissance des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'État ennemi et se trouvant dans le pays occupé, passe de même à l'armée d'occupation.

8. La propriété des églises, des établissements de charité et d'instruction, de toutes les institutions consacrées à des buts scientifiques, artistiques et de bienfaisance, n'est pas sujette à prise de possession par l'armée d'occupation. Toute saisie ou destruction intentionnelle de semblables établissements, des monuments, des œuvres d'art ou des musées scientifiques, doit être poursuivie par l'autorité compétente.

CHAP. III. — *Qui doit être reconnu comme partie belligérante.
Des combattants et des non-combattants.*

9. Les droits de belligérants n'appartiennent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires dans les cas suivants :

1° Si, ayant à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés, ils sont en même temps soumis au commandement général;

2° S'ils ont un certain signe digne distinctif extérieur reconnaissable à distance;

3° S'ils portent des armes ouvertement;

Et 4° si, dans leurs opérations, ils se conforment aux lois de la guerre.

Les bandes armées ne répondant pas aux conditions mentionnées ci-dessus n'ont pas les droits de belligérants; elles ne sont pas considérées comme des ennemis réguliers et, en cas de capture, sont poursuivies judiciairement.

10. Les forces armées des États belligérants se composent de combattants et de non-combattants. Les premiers prennent une part active et directe dans les opérations de guerre; les seconds, tout en entrant dans la composition de l'armée, appartiennent à diverses branches de l'administration, telles que : le service religieux, médical, de l'intendance, de la justice, ou bien se trouvent attachés à l'armée. En cas de capture par l'ennemi, les non-combattants jouissent, à l'égal des premiers, des droits de prisonniers de guerre; les médecins, le personnel

auxiliaire des ambulances, de même que les ecclésiastiques, jouissent, en outre, des droits de la neutralité. (V. plus bas, § 38.)

CHAP. III. — *Des moyens de nuire à l'ennemi ; de ceux qui sont permis ou qui doivent être interdits.*

11. Les lois de la guerre ne reconnaissent pas aux parties belligérantes un pouvoir illimité quant au choix des moyens de se nuire réciproquement.

12. D'après ce principe, sont interdits :

a. L'emploi d'armes empoisonnées ou la prorogation, par un moyen quelconque, du poison sur le territoire ennemi.

b. Le meurtre par trahison des individus appartenant à l'armée ennemie.

c. Le meurtre d'un ennemi qui a mis bas les armes ou n'a plus les moyens de se défendre. En général, les parties belligérantes n'ont pas le droit de déclarer qu'elles ne feront pas de quartier. Une mesure aussi extrême ne peut être admise qu'à titre de représaille pour des actes de cruauté antérieurs, ou bien comme moyen inévitable pour prévenir sa propre perte. Les armées qui ne font pas de quartier n'ont pas le droit de le réclamer à leur tour.

d. La menace d'extermination envers une garnison qui défend obstinément une forteresse.

e. L'emploi d'armes occasionnant des souffrances inutiles, comme : les projectiles remplis de verre pilé ou de matières propres à causer des maux superflus.

f. L'emploi de balles explosibles d'un poids inférieur à 400 grammes et chargées de matières inflammables.

13. Aux moyens *permis* appartiennent :

a. Toutes les opérations de la grande et de la petite guerre (guerre de partisans).

b. La saisie ou la destruction de tout ce qui est indispensable à l'ennemi pour faire la guerre, ou de ce qui peut le renforcer.

c. La destruction de tout ce qui empêche le succès des opérations de guerre.

d. Toute espèce de *ruses de guerre* ; mais celui qui emploie le pavillon national, les insignes militaires ou l'uniforme de l'ennemi dans le but de le tromper, se prive de la protection des lois de la guerre.

e. L'emploi de tous les moyens possibles pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain.

CHAP. IV. — *Des sièges et des bombardements.*

14. Les forteresses ou villes fortifiées peuvent seules être assiégées. Une ville entièrement ouverte, qui n'est pas défendue par des troupes ennemies et dont les habitants ne résistent pas les armes à la main, *ne peut pas être attaquée ou bombardée.*

15. Mais si une ville est défendue par des troupes ennemies ou par les habitants armés, l'armée assaillante, avant d'entreprendre le bombardement, doit en informer préalablement les autorités de la ville.

16. Le commandant d'une armée assiégeante, lorsqu'il bombarde une ville fortifiée, doit prendre toutes les mesures qui dépendent de lui pour épargner, autant qu'il est possible, les églises et les édifices artistiques, scientifiques et de bienfaisance.

17. Une ville prise d'assaut ne doit pas être livrée au pillage des troupes victorieuses

CHAP. V. — *Des espions.*

18. Est considéré comme espion l'individu qui, agissant en dehors de ses obligations militaires, recueille clandestinement des informations dans les localités occupées par l'ennemi, avec intention de les communiquer à la partie adverse.

19. L'espion pris sur le fait, lors même que son intention n'aurait pas été définitivement accomplie ou n'aurait pas été couronnée de succès, est livré à la justice.

20. Est également livré à la justice tout habitant du pays occupé par l'ennemi, qui communique des informations à la partie adverse.

21. Si l'espion qui, après avoir rempli sa mission avec succès, retourne à son corps d'armée, est capturé plus tard par l'ennemi, il est traité comme prisonnier de guerre et n'encourt aucune responsabilité pour ses actes antérieurs.

22. Les militaires qui ont pénétré dans les limites de la sphère d'opérations de l'armée ennemie, dans le but de recueillir des informations, ne sont pas considérés comme espions, s'il a été possible de reconnaître leur qualité de militaires. De même, ne doivent pas être considérés comme espions, s'ils sont capturés par l'ennemi, les militaires

(et aussi les non-militaires accomplissant ouvertement leur mission) envoyés pour transmettre des dépêches écrites ou verbales, d'une partie de l'armée à l'autre.

Observation. A cette catégorie appartiennent aussi les individus capturés dans les ballons et envoyés pour transmettre des dépêches et, en général, pour entretenir les communications entre les diverses parties d'une armée.

CHAP. VI. — *Des prisonniers de guerre.*

23. Tous les combattants et les non-combattants qui entrent dans la composition des forces armées des parties belligérantes reconnues par la loi (chap. II, §§ 9 et 10), à l'exception des non-combattants mentionnés plus bas (chap. VII, § 38), sont sujets à être prisonniers de guerre.

24. Peuvent être faits prisonniers en même temps que les armées les individus qui, se trouvant auprès d'elles, n'en font pas directement partie, tels que : les correspondants, les reporters de journaux, les vivandiers, fournisseurs, etc., etc.

25. Les prisonniers de guerre ne sont pas des criminels, mais des ennemis légaux. Ils sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont faits prisonniers, et ne doivent être assujettis à aucune *violence* ou mauvais traitement.

26. Les prisonniers de guerre sont assujettis à l'internement dans une ville, forteresse ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées, mais ils ne peuvent pas être soumis à la reclusion comme des criminels.

27. Les prisonniers de guerre peuvent être employés à certains travaux publics qui ne soient pas exténuants ou humiliants pour le grade et la position sociale qu'ils occupent dans leur pays, et qui en même temps n'aient pas un rapport direct avec les opérations de guerre entreprises contre leur patrie ou contre ses alliés.

28. Les prisonniers de guerre ne peuvent pas être astreints à prendre une part quelconque à la poursuite des opérations de guerre.

29. Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre prend sur lui leur entretien. Les conditions de l'entretien des prisonniers de guerre sont établies par une entente mutuelle entre les parties belligérantes.

30. Un prisonnier de guerre qui prend la fuite peut être tué pendant

la poursuite, mais une fois repris ou de nouveau fait prisonnier, il n'est passible d'aucune punition pour sa fuite ; la surveillance dont il est l'objet peut seulement être renforcée.

31. Les prisonniers de guerre ayant commis, durant leur captivité, des délits quelconques, peuvent être déférés aux tribunaux et punis en conséquence.

32. Tout complot des prisonniers de guerre en vue d'une fuite générale, ou bien contre les autorités établies au lieu de leur internement, est puni d'après les lois militaires.

33. Chaque prisonnier de guerre est tenu par l'honneur de déclarer son véritable grade et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il encourrait une restriction de la jouissance des droits accordés aux prisonniers de guerre.

34. L'échange des prisonniers de guerre dépend entièrement des convenances des parties belligérantes, et toutes les conditions de cet échange sont fixées par une entente mutuelle.

35. Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole, si les lois de leur pays les y autorisent, et, en pareil cas, ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre Gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés.

36. Un prisonnier de guerre ne peut pas être contraint à donner sa parole d'honneur, de même que le Gouvernement belligérant ne peut pas être forcé de libérer les prisonniers sur parole.

37. Tout prisonnier de guerre, libéré sur parole et de nouveau repris, portant les armes contre le Gouvernement envers lequel il s'était engagé d'honneur, est privé des droits de prisonnier de guerre et traduit devant les *tribunaux militaires*.

CHAP. VII. — *Des non-combattants et des blessés.*

38. Les ecclésiastiques, médecins, pharmaciens et aides-chirurgiens demeurés près des blessés sur le champ de bataille, ainsi que tout le service personnel des hôpitaux militaires et des ambulances de campagne, ne peuvent pas être faits prisonniers de guerre ; ils jouissent du droit de neutralité s'ils ne prennent pas une part active aux opérations de guerre.

39. Les malades et les blessés tombés entre les mains de l'ennemi

sont considérés comme prisonniers de guerre et traités conformément à la convention de Genève et aux articles additionnels suivants.

40. La neutralité des hôpitaux et ambulances cesse si l'ennemi en use pour des buts de guerre ; mais le fait qu'ils sont protégés par un piquet ou des sentinelles ne les prive pas de la neutralité ; le piquet ou les sentinelles, s'ils sont capturés, sont seuls considérés comme prisonniers de guerre.

41. Les personnes jouissant du droit de neutralité et mises dans la nécessité *de recourir aux armes pour leur défense personnelle* ne perdent point, par ce fait, leur droit à la neutralité.

41. Les parties belligérantes sont tenues de prêter leur assistance aux personnes neutralisées tombées en leur pouvoir, afin de leur obtenir la jouissance de l'entretien qui leur est assigné par leur Gouvernement et, en cas de nécessité, de leur délivrer des secours comme avance sur cet entretien.

43. Les blessés appartenant à l'armée ennemie et qui, après guérison, sont trouvés incapables de prendre une part active à la guerre, peuvent être renvoyés dans leur pays. Les blessés qui ne sont pas dans ces conditions peuvent être retenus comme prisonniers de guerre.

44. Les non-combattants, jouissant du droit de neutralité, doivent porter un signe distinctif délivré par leur Gouvernement et, en outre, un certificat d'identité.

SECT. II. — DES DROITS DES PARTIES BELLIGÉRANTES PAR RAPPORT AUX PERSONNES PRIVÉES.

CHAP. 1^{er}. — *Du pouvoir militaire à l'égard des personnes privées.*

45. La population d'une localité qui n'est pas encore occupée par l'ennemi et qui prend les armes pour la défense de la patrie doit être envisagée comme partie belligérante, et si elle est faite prisonnière, elle doit être considérée comme prisonnière de guerre.

46. Les individus faisant partie de la population d'un pays dans lequel le pouvoir de l'ennemi est déjà établi, et qui se soulèvent contre lui les armes à la main, peuvent être déférés à la justice et ne sont pas considérés comme prisonniers de guerre.

47. Les individus qui, tantôt prennent part de leur propre chef aux opérations de guerre, tantôt retournent à leurs occupations pacifiques, ne satisfaisant pas en général aux conditions des paragraphes 9 et 10,

ne jouissent pas des droits de parties belligérantes et sont passibles, en cas de capture, de la justice militaire.

48. Tant que la province occupée par l'ennemi ne lui est pas annexée en vertu d'un traité de paix, la population de cette province ne peut être forcée ni à prendre part aux opérations militaires contre son Gouvernement légal, ni à des actes de nature à contribuer à la poursuite de buts de guerre au détriment de la patrie.

49. La population des localités occupées ne peut être contrainte au serment de sujétion perpétuelle à la puissance ennemie.

50. Les convictions religieuses, l'honneur, la vie et la propriété de la population pacifique doivent être respectés par l'armée ennemie.

51. Les troupes doivent respecter la propriété privée dans le pays occupé, et ne point la détruire sans nécessité urgente.

CHAP. II. — *Des réquisitions et des contributions.*

52. L'ennemi peut exiger de la population locale tous les impôts, services et redevances, en nature et en argent, auxquels ont droit les armées du Gouvernement légal.

53. L'armée d'occupation peut exiger de la population locale tous les objets d'approvisionnement, d'habillement, de chaussures et autres, nécessaires à son entretien. En pareil cas, le belligérant est tenu, autant que possible, ou d'indemniser les personnes qui lui cèdent leur propriété, ou de leur délivrer les quittances d'usage.

54. L'ennemi peut prélever sur la population du pays qu'il occupe *des contributions pécuniaires*, ou bien dans le cas de *nécessité absolue et inévitable*, ou bien à titre d'*amende*, mais dans l'un comme dans l'autre cas, pas autrement qu'en vertu d'une décision du commandant en chef et en évitant en outre de ruiner la population.

Les sommes d'argent prélevées sur la population, dans le premier cas, peuvent être sujettes à restitution.

SECT. III. — DES RELATIONS ENTRE LES BELLIGÉRANTS.

CHAP. I^{er}. — *Des modes de communications et des parlementaires.*

55. Toute communication entre les territoires occupés par les parties belligérantes cesse et ne peut être permise que par l'autorité militaire, dans la mesure de ce qu'elle jugera indispensable.

56. Les agents diplomatiques et consulaires des puissances neutres ont le droit d'exiger des parties belligérantes l'autorisation de quitter sans empêchement le théâtre des opérations de guerre; mais, en cas de nécessité absolue, la satisfaction de semblables réclamations peut être ajournée à un moment plus opportun.

57. Les individus autorisés par l'un des belligérants à entrer en pour-parlers avec l'autre, et se présentant avec le drapeau blanc, accompagnés d'un trompette (clairon ou tambour), seront reconnus comme parlementaires et auront droit à l'inviolabilité de leur personne.

58. Le chef de l'armée auquel un parlementaire est expédié n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances et dans toutes conditions. Il lui est loisible également de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher le parlementaire de profiter de son séjour dans le rayon des positions de l'ennemi au préjudice de ce dernier.

59. Si le parlementaire, se présentant chez l'ennemi pendant un combat, est blessé ou tué, ce fait ne sera pas considéré comme une violation du droit.

60. Le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité s'il est prouvé, d'une manière positive et irrécusable, qu'il a profité de sa position privilégiée pour recueillir des renseignements ou provoquer une trahison.

CHAP. II. — *Des capitulations.*

61. Les conditions des capitulations dépendent d'une entente entre les parties contractantes. Une fois fixées par une convention, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties.

CHAP. III. — *De l'armistice.*

62. L'armistice suspend les opérations de guerre pour un laps de temps fixé par un accord mutuel des parties belligérantes. Si le terme n'est pas déterminé, les parties belligérantes peuvent reprendre en tout temps les opérations, pourvu, toutefois, que l'ennemi soit averti en temps opportun, conformément aux conditions de l'armistice.

63. A la conclusion de l'armistice, il sera précisé exactement ce que chacune des parties pourra faire et ce dont elle devra s'abstenir.

64. L'armistice peut être général ou local. Le premier suspend partout les opérations de guerre des États belligérants; le second seule-

ment entre certaines fractions des armées belligérantes et dans les limites d'une localité déterminée.

65. L'armistice entre en vigueur à dater du moment de sa conclusion. Les hostilités sont suspendues immédiatement après sa notification aux autorités compétentes.

66. Il dépend des parties contractantes de fixer les conditions dans lesquelles les rapports seront admis entre les population des provinces occupées. Si la convention ne contient point de clauses à ce sujet, l'état de guerre est considéré comme maintenu.

67. La violation des clauses de l'armistice, par l'une des parties, dégage l'autre de l'obligation de les exécuter, et les opérations de guerre peuvent être immédiatement reprises.

68. La violation des clauses de l'armistice par des particuliers, sur leur initiative personnelle, donne droit seulement à réclamer des autorités compétentes la punition des coupables ou une indemnité pour les pertes éprouvées.

SECT. IV. — DES REPRÉSAILLES.

69. Les représailles ne sont admises que dans les cas extrêmes, en observant, autant que possible, les lois de l'humanité, quand il sera irrécusablement prouvé que les lois et coutumes de la guerre ont été violées par l'ennemi et qu'il a recours à des moyens réprouvés par le droit des gens.

70. Le choix des moyens et l'étendue des représailles doivent être en rapport avec le degré d'infraction de droit commise par l'ennemi. Des représailles démesurément sévères sont contraires aux règles du droit des gens.

71. Les représailles ne seront admises qu'avec l'autorisation du commandant en chef, qui aura également à fixer le degré de leur rigueur et leur durée.

Annexe II.**SECTION I.****CHAP. III. — Des moyens de nuire à l'ennemi.**

(Texte modifié dans la séance du 30 juillet.)

11. Les lois de la guerre ne reconnaissent pas aux belligérants un pouvoir illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi.

12. D'après ce principe, sont interdits :

a. L'emploi du poison ou d'armes empoisonnées ;

b. Le meurtre par trahison d'individus appartenant à l'armée ennemie ;

c. Le meurtre d'un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à merci ;

d. La déclaration qu'il ne sera pas fait de quartier ;

e. L'emploi d'armes occasionnant des souffrances inutiles, comme les projectiles remplis de verre pilé ou de matières propres à causer des maux superflus, ainsi que l'emploi des projectiles prohibés par la déclaration de Saint-Petersbourg de 1868 ;

f. L'abus du pavillon parlementaire, du pavillon national ou des insignes militaires et de l'uniforme de l'ennemi, dans le but de le tromper ;

g. La destruction ou la saisie de tout ce qui n'est pas indispensable à l'ennemi pour la conduite de la guerre ou de tout ce qui n'est pas de nature à entraver les opérations.

13. Les ruses de guerre et l'emploi des moyens nécessaires pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain (sauf les dispositions du paragraphe 48) sont considérés comme des moyens licites.

Protocole n° II. — 29 juillet 1874.

Présents : Les mêmes plénipotentiaires.

M. le baron *Jomini* demande à la Conférence de procéder à la vérification des pouvoirs des délégués.

MM. les délégués d'Italie font connaître que l'expédition de leurs

pouvoirs a subi un retard par suite de l'absence de leur Souverain, mais qu'ils ne tarderont pas à arriver.

Les délégués de Russie et de Suède et Norwége font une déclaration analogue.

Les pouvoirs des autres délégués sont trouvés en bonne forme.

M. le *président* donne lecture de la correspondance adressée à la Conférence, parmi laquelle se trouve une requête du comité belge de la Société internationale de secours pour les prisonniers de guerre.

M. le baron *Lambermont* recommande cette communication à l'attention spéciale de la Conférence.

L'assemblée décide, sur la proposition de M. le baron *Jomini*, qu'elle n'admettra aux délibérations que les délégués officiels des Gouvernements qui ont reçu une invitation du Gouvernement impérial de Russie et qui l'ont acceptée, mais non point des délégués de sociétés privées ou des particuliers, ni à titre de membres ni à titre d'experts.

M. le baron *Jomini*, en invitant la Conférence à fixer l'ordre de ses travaux, expose que l'idée du *projet de convention* a été suggérée par ce qui s'est passé aux États-Unis lors de la guerre de la sécession. Le règlement du président Lincoln pour adoucir les souffrances de la guerre est présent à tous les souvenirs. Les luttes internationales ont une incontestable analogie avec la guerre civile qui déchirait l'Union américaine. Il y a, en effet, une solidarité étroite entre tous les intérêts internationaux. La guerre interrompt les relations économiques, fait craindre des guerres nouvelles, nécessite l'entretien d'armées coûteuses. Il est donc hautement désirable de pouvoir en régler la marche et l'étendue. Cela importe autant aux particuliers qu'aux Gouvernements, aux militaires qu'aux peuples. Il faut que ces idées pénètrent insensiblement à tous les degrés de la hiérarchie militaire et même dans les masses. Il règne en effet des idées contradictoires sur la guerre. Les uns voudraient la rendre plus terrible pour qu'elle soit plus rare, d'autres voudraient en faire un tournoi entre les armées régulières, avec les peuples pour simples spectateurs. Il est nécessaire qu'on sache à quoi s'en tenir. Il faut avant tout se placer sur un terrain pratique et admettre que puisqu'on ne peut pas supprimer les guerres, il est opportun de les régulariser autant que possible. Il est moins difficile de faire son devoir que de le bien connaître. Il s'agit donc de dire à chacun quel est son devoir. Le projet n'a pas d'autre but. C'est un questionnaire auquel la Conférence est invitée à répondre, en se plaçant sur le terrain de l'intérêt de tous. Des sociétés particulières s'étant occupées de cette question, il a paru au Gouvernement impérial qu'il valait mieux qu'elle fût résolue par les Gouvernements eux-mêmes,

parce qu'elle touche à leurs droits et à leurs intérêts. On a reproché au projet russe de paralyser les droits de la défense. Le reproche n'est pas fondé. Ce serait un démenti aux plus glorieux souvenirs de la Russie. Mais la guerre a changé de nature. C'était autrefois une sorte de drame où la force et le courage personnels jouaient un grand rôle; aujourd'hui l'individualité a été remplacée par une machine formidable que le génie et la science mettent en mouvement. Il faut donc régler, si l'on peut ainsi parler, les inspirations du patriotisme. Autrement, en opposant des entraînements déréglés à des armées puissamment organisées, on risquerait de compromettre la défense nationale et de la rendre plus funeste au pays lui-même qu'à l'agresseur. Les grandes explosions de patriotisme qui ont eu lieu au commencement de ce siècle dans plusieurs pays ne pourraient plus se produire aujourd'hui, du moins dans la même forme. Il est facile, au contraire, de régulariser les corps francs de façon à les faire concourir à la défense du pays dans la plus large mesure. Au résumé, le projet a écarté un grand nombre de questions accessoires ou sur lesquelles un accord n'aurait vraisemblablement pas pu s'établir, notamment les questions maritimes. La Conférence fera bien d'imiter cette réserve et de s'en tenir au programme actuel, en évitant d'admettre des questions nouvelles.

M. le baron *Jomini* demande ensuite si, pour faciliter la marche des travaux, la Conférence juge utile de nommer une ou plusieurs commissions.

Une discussion s'engage à ce sujet.

M. le comte *Chotek* propose de nommer une commission de dix à douze membres qui serait chargée d'examiner spécialement les questions techniques, militaires et humanitaires. Il est entendu que cette proposition ne tend à exclure *à priori* aucune clause du *projet de convention*; elle ne préjuge en rien les résolutions ultérieures de la Conférence pour traiter, soit en assemblée plénière, soit dans une seconde commission, les autres parties du projet russe dont la première commission ne se serait pas occupée.

M. le général de *Voigts-Rhetz* accepte en principe la nomination d'une commission; mais il faut préciser quelle sera la nature de ses travaux. Une commission militaire pourrait remplir en partie le but que l'on se propose d'atteindre; mais elle négligerait forcément certaines parties du projet qui ne seraient pas de son domaine. M. le délégué d'Allemagne croit, en conséquence, qu'il serait préférable de nommer une commission composée d'un délégué de tous les États représentés à la Conférence. Cette commission ferait un choix dans les matières et soumettrait au *plenum* les points qui lui paraîtraient de nature à être discutés

immédiatement. La discussion aurait lieu soit en séance plénière, soit dans une seconde commission. Chaque délégué serait en relations avec ses collègues, lesquels, du reste, pourraient assister aux délibérations sans y prendre part.

M. le comte *Chotek* est d'accord avec M. le général *Voigts-Rhetz* sur le caractère général que doit avoir la commission. Elle ne peut impliquer aucune idée d'exclusion.

M. le baron *Lambermont* est également d'avis que l'institution d'une commission est dans le vœu de tout le monde. Cette commission travaillera d'autant plus vite que son mandat sera mieux précisé. Elle pourra commencer par faire une revue du projet ; elle sera ainsi amenée à choisir les propositions qui lui paraîtront pouvoir rallier le sentiment général. Rien ne sera préjugé quant aux autres. Pour compléter ce programme. M. le délégué de Belgique annonce qu'il sera chargé de soumettre à la commission quelques articles concernant les prisonniers et les blessés transportés, en temps de guerre, chez les neutres. Enfin, il pourra y avoir utilité, dit-il, à puiser certaines clauses soit dans des projets non officiels, soit dans les ouvrages des jurisconsultes.

M. le baron *Blanc* est d'avis que, pour obtenir des résultats positifs et utiles, la Conférence doit donner pour mandat à la commission de rechercher, par un examen sommaire et préalable, quelles sont les questions susceptibles dès à présent d'une entente générale en vue d'un but pratique. Ces questions, une fois soumises par la commission à une discussion préparatoire, pourraient devenir l'objet de délibérations proprement dites au sein de la Conférence plénière, et un résultat, partiel sans doute, mais effectif, serait ainsi acquis dans tous les cas. Les autres questions qui, également soumises par la commission à un examen préliminaire, seraient d'une nature telle que les délégués ne seraient pas préparés pour les discuter ou autorisés à les résoudre, pourraient être déferées à la Conférence plénière pour faire l'objet d'investigations et d'échanges de vues à fin d'en faciliter la solution future, laquelle dépendrait de négociations ultérieures des Gouvernements. En faisant opérer par la commission cette sorte de classement et de préparation préliminaire des points à discuter, la Conférence se trouverait bientôt en mesure, dans ses séances plénières, d'obtenir réellement les résultats actuellement possibles, et d'élaborer les éléments des solutions qui resteraient réservées. C'est dans ce sens que M. le délégué d'Italie entend le mandat du commissaire à désigner pour les discussions préparatoires.

M. le baron *Jomini* dit qu'il paraît évident que le vœu de MM. les délégués est de nommer une commission ; seulement, il importe de pré-

ciser comment elle sera composée. M. le premier délégué de Russie propose de nommer un délégué par État et de donner la préférence aux militaires.

M. *Faider* demande si, dans l'état actuel de la discussion, il est question d'une seconde commission. Il est d'avis que l'unité de vues doit présider aux travaux ; ce serait manquer au principe de l'unité que de partager les travaux par catégories. Il faut réserver pour un examen ultérieur la nomination d'une seconde commission.

M. le général de *Voigts-Rhetz* précise sa pensée. La seconde commission aurait à examiner les questions qui n'auraient pas été discutées par la première. Elle aboutirait plus vite que l'assemblée plénière. D'ailleurs, M. le premier délégué d'Allemagne ne demande pour le moment qu'une adoption du principe.

M. le général de *Leer* exprime l'opinion que le *plenum* doit décider quelles seront les questions à débattre par la commission. Il importe de ne pas perdre de vue que toutes les questions du projet sont intimement liées entre elles.

M. le général de *Voigts-Rhetz* demande que la commission ait le droit de discuter non d'après l'ordre des numéros, mais en prenant pour point de départ les matières sur lesquelles il paraîtra le plus facile de se mettre d'accord.

M. le baron *Baude* pense qu'il serait préférable de nommer immédiatement deux commissions, l'une militaire et l'autre diplomatique.

M. de *Lansberge* estime que l'on gagnera du temps s'il n'y a qu'une commission de nommée. Le projet forme un ensemble qu'il serait fâcheux de disjoindre. Le but de la commission doit être de rechercher tous les articles sur lesquels l'entente peut s'établir, et de soumettre son travail à l'assemblée plénière.

M. *Faider* appuie cette motion. Il insiste pour qu'une seule commission soit nommée ou tout au moins pour que le principe d'une seconde commission ne soit pas admis dès à présent. La première commission sera composée d'éléments mixtes, à la fois militaires et diplomatiques. Il y aura unité de vues et diversité de spécialités. D'ailleurs l'objet même des délibérations est mixte. La commission sera donc conforme à l'esprit du projet. Nommée pour faciliter les discussions, elle aura le même caractère que la Conférence, dont elle est l'émanation et l'organe, et qui ratifiera sans nul doute ce qu'elle aura élaboré.

M. le colonel fédéral *Hammer* est autorisé à adhérer à une commission générale ou à des commissions spéciales. D'après la marche des débats, il se convainc qu'une seule commission générale est possible. Cette commission devra soumettre tout le projet russe à un examen

dont elle rendra compte, quand il sera terminé, à l'assemblée plénière. La proposition de M. le délégué de Suisse ne diffère donc que dans les termes de celle de M. le délégué d'Autriche-Hongrie. Le triage des matières que M. le comte *Chotek* réservait pour le *plenum*, M. le colonel *Hammer* le revendique pour la commission. Il formule les instructions de son Gouvernement dans la motion suivante :

« La discussion préalable du projet russe, ou d'autres propositions y relatives qui pourraient se présenter, est déferée à une commission générale dans le sein de laquelle doit se trouver un délégué de chaque État représenté à la Conférence. »

M. le baron *Jomini* résume la discussion. Il constate que tout le monde est d'accord pour nommer une commission. Si cette commission trouve qu'il y a des matières à réserver pour une seconde commission, elle en réfèrera à l'assemblée, qui décidera.

Sur la proposition de M. le *président*, la Conférence adopte la résolution suivante :

« L'Assemblée défère la délibération préalable du projet russe ou d'autres projets à une commission dans le sein de laquelle devra se trouver un délégué de chaque État représenté à la Conférence. »

Il est entendu, en même temps, que les délégués qui ne font point partie de la commission pourront assister à ses travaux.

M. le baron *Baude* pense que s'il ne doit y avoir qu'une seule commission, il serait peut-être préférable que la Conférence se constituât en comité, se réservant de se déclarer en séance plénière pour prendre des décisions définitives.

M. le baron *Lambermont* fait observer qu'il serait bien difficile de diviser le projet en matières purement militaires et en matières exclusivement politiques ou diplomatiques.

M. le colonel fédéral *Hammer* croit qu'il est possible de tenir compte de l'observation de M. le baron Baude si l'on admet qu'un collègue militaire peut remplacer un collègue diplomate, et réciproquement.

M. le colonel *Staaß* dit qu'il sera difficile de définir exactement quelles sont les matières diplomatiques et les matières militaires. Il préférerait qu'on ne fit pas une distinction de ce genre.

M. *Bluntschli* fait observer qu'il ne faut pas tenir compte seulement du point de vue diplomatique ou militaire, mais aussi du point de vue juridique, qui a son importance. Il faut que ces trois éléments puissent participer, les uns échéant, aux délibérations. On pourra substituer.

au gré des États, un jurisconsulte à un diplomate ou à un militaire, et réciproquement.

Cette proposition est adoptée.

A trois heures, M. le président suspend la séance pour permettre aux membres de la Conférence de s'entendre sur le choix des délégués à nommer dans la commission.

A trois heures et demie, la séance est reprise.

Sont désignés pour faire partie de la commission :

MM. le général-major de Voigts-Rhetz, général-major de Schoenfeld, le baron Lambermont, le colonel Brun, le maréchal de camp Servert, le général de brigade Arnaudeau, le major général sir Alfred Horsford, le lieutenant-colonel Manos, le lieutenant-colonel comte Lanza, de Lansberge, le général-major de Leer, le lieutenant colonel Staaff et le colonel fédéral Hammer.

M. le baron Jomini présidera les travaux de la commission.

L'assemblée décide que la commission tiendra sa première séance, demain, 30 juillet, à dix heures, et s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure.

Le Secrétaire :

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Le Président :

Signé : BARON A. JOMINI.

Annexe I.

SECTION X.

CHAP. IV. — *Des sièges et bombardements.*

(Texte modifié dans la séance du 31 juillet. V. prot. n° II.)

14. Les places fortes peuvent seules être assiégées. Des villes, villages ou agglomérations d'habitations ouvertes qui ne sont pas défendues ne peuvent être ni attaquées ni bombardées.

15. Avant tout bombardement en règle, le commandant de l'armée assiégeante doit faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités.

16. En pareil cas, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant qu'il est possible, les églises, les hôpitaux et lieux de rassemblement de malades et de blessés, et les édifices consa-

crés aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

Le devoir des habitants est de désigner ces édifices par des signes visibles spéciaux.

17. Une ville prise d'assaut ne doit pas être livrée au pillage des troupes victorieuses.

Dans la séance du 1^{er} août, la rédaction du paragraphe 15 a été remaniée comme suit :

« 15. Mais si une ville ou place de guerre, village ou agglomération d'habitations, est défendue, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf le cas d'attaque de vive force, le commandement de l'armée assaillante doit faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités. »

Annexe II.

PROJET présenté, dans la séance du 31 juillet, par M. le premier délégué de Belgique, concernant les prisonniers de guerre, les non-combattants et les blessés, les belligérants internés et les blessés soignés chez les neutres.

CHAP. I. — *Des prisonniers de guerre.*

Art. 1^{er}. Les prisonniers de guerre ne sont pas des criminels, mais des ennemis légaux et désarmés. Ils sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés. Ils ne doivent être l'objet d'aucune violence ou mauvais traitement.

Art. 2. Les prisonniers de guerre sont assujettis à l'internement dans une ville, forteresse, camp ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées.

Art. 3. Les prisonniers de guerre peuvent être employés à certains travaux publics qui ne soient pas exténuants ou humiliants pour leur grade et la position sociale qu'ils occupent dans leur pays et qui, en même temps, n'aient pas un rapport direct avec les opérations de guerre entreprises contre leur patrie ou contre ses alliés. Leur salaire servira à améliorer leur position, ou leur sera compté au moment de leur libération.

Ils pourront également, en se conformant aux dispositions réglementaires à fixer par l'autorité militaire, prendre part aux travaux de l'industrie privée.

Art. 4. Les prisonniers de guerre ne peuvent pas être astreints à prendre une part quelconque à la poursuite des opérations de guerre.

Art. 5. Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre est chargé de leur entretien. Les conditions de l'entretien des prisonniers de guerre sont, autant que possible, établies par une entente mutuelle entre les parties belligérantes.

Art. 6. Un prisonnier de guerre qui prend la fuite peut être tué pendant la poursuite, mais s'il est repris ou de nouveau fait prisonnier, il n'est passible d'aucune punition pour sa fuite; la surveillance dont il est l'objet peut seulement être renforcée.

Art. 7. Les prisonniers de guerre ayant commis, durant leur captivité, des délits quelconques peuvent être déférés aux tribunaux.

Art. 8. Tout complot des prisonniers de guerre, en vue d'une fuite générale, ou bien contre les autorités établies au lieu de leur internement, est puni d'après les lois militaires.

Art. 9. Chaque prisonnier de guerre est tenu par l'honneur de déclarer son véritable grade et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il encourrait une restriction de la jouissance des droits reconnus aux prisonniers de guerre.

Art. 10. L'échange des prisonniers de guerre dépend entièrement des convenances des parties belligérantes, et toutes les conditions de cet échange sont fixées par une entente mutuelle.

Art. 11. Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole, si le Gouvernement de leur pays les y autorise, et, en pareil cas, ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre Gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés.

Art. 12. Un prisonnier de guerre ne peut pas être contraint à accepter sa liberté sur parole, de même que le Gouvernement ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole.

Art. 13. Tout prisonnier de guerre, libéré sur parole et repris portant les armes contre le Gouvernement envers lequel il s'était engagé d'honneur, n'a plus qualité pour réclamer le traitement des prisonniers de guerre.

CHAP. II. — *Des non-combattants et des blessés.*

Art. 14. Les malades et les blessés tombés entre les mains de l'ennemi sont considérés comme prisonniers de guerre et traités conformément à la convention de Genève et aux articles additionnels suivants :

Art. 15. Le fait que les hôpitaux et les ambulances sont protégés par un piquet ou des sentinelles ne les prive pas de la neutralité ; le piquet ou les sentinelles, s'ils sont capturés, sont seuls considérés comme prisonniers de guerre.

Art. 16. Les personnes jouissant du droit de neutralité et mises dans la nécessité de recourir aux armes pour leur défense personnelle ne perdent point, par ce fait, leur droit à la neutralité.

Art. 17. Les parties belligérantes sont tenues de prêter leur assistance aux personnes neutralisées, afin de leur obtenir la jouissance de l'entretien qui leur est assigné par leur Gouvernement et, en cas de nécessité, de leur délivrer des secours comme avance sur cet entretien.

Art. 18. Les non-combattants jouissant du droit de neutralité doivent porter un signe distinctif délivré par leur Gouvernement et, en outre, un certificat d'identité.

CHAP. III. — *Des belligérants internés et des blessés soignés chez les neutres.*

Art. 19. Les officiers peuvent être laissés libres s'ils prennent l'engagement écrit de ne pas quitter le territoire neutre sans autorisation.

Les sous-officiers et les soldats doivent être internés, autant que possible, loin du théâtre de la guerre. Ils peuvent être gardés dans des camps et même renfermés dans des forteresses ou dans des lieux appropriés à cet effet, si l'on a des motifs sérieux de craindre qu'ils ne s'évadent.

Art. 20. L'État neutre a le droit de mettre en liberté les prisonniers amenés par des troupes qui pénètrent sur son territoire.

Art. 21. L'État neutre fournit aux internés des vivres et tous les secours commandés par l'humanité

Art. 22. L'État neutre ne procède à un échange d'internés que de

commun accord avec les États belligérants. Il en est de même de la levée de l'internement avant la conclusion de la paix définitive.

Art. 23. Dès que le traité de paix est ratifié, les internés sont rendus à l'État auquel ils appartiennent, lequel est tenu de rembourser les dépenses qu'ils ont occasionnées.

L'État neutre restituera, en même temps et sous la même condition, à l'État qui en est resté propriétaire, le matériel, les armes, munitions, effets d'équipement et autres objets amenés ou apportés par les internés, ou le prix de vente, s'il en a été disposé par suite d'une utilité évidente ou d'une commune entente.

Art. 24. L'État neutre peut autoriser le passage par son territoire des blessés ou malades appartenant aux armées en guerre.

Art. 25. L'État neutre a le droit d'accueillir chez lui des blessés ou malades, à condition de les garder jusqu'à la conclusion de la paix. Ceux qui seraient estropiés au point d'être devenus impropres au service, ou dont la convalescence serait présumée devoir excéder la durée probable de la guerre, seraient renvoyés dans leur pays dès que leur état le permettrait.

Protocoles des séances de la Commission déléguée par la Conférence. — N° I, 30 juillet 1874.

Présents : MM. le baron *Jomini*, président ; le général-major de *Voigts-Rhetz* ; le général-major baron de *Schoenfeld* ; le baron *Lambermont* ; le directeur *Vedel* ; le général de brigade *Arnaudeau* ; le major général sir *Alfred Horsford* ; le lieutenant-colonel *Manos* ; le lieutenant-colonel comte *Lanza* ; de *Lansberge* ; le général-major de *Leer* ; le lieutenant-colonel *Staaß* ; le colonel fédéral *Hammer*.

M. le délégué d'Espagne, qui a l'honneur d'être reçu par Leurs Majestés, s'est excusé de ne pouvoir assister à la séance.

M. de *Lansberge*, d'ordre de son Gouvernement, donne lecture de la déclaration suivante :

« Le Gouvernement des Pays-Bas sera heureux de contribuer à la réalisation de la pensée généreuse de diminuer, autant que possible, les calamités de la guerre, par l'adoption de mesures inspirées par un sentiment d'humanité.

« Il adhérera donc volontiers à toute clause ayant ce caractère et ce but. Si, dans le projet soumis à la Conférence, plusieurs stipulations

lui paraissent excéder les limites dans lesquelles il doit désirer se renfermer, d'autres, par contre, n'y sont pas mentionnées, qui peuvent avoir une grande importance pour les nations qui ne participent pas à la guerre.

« L'adhésion du Gouvernement des Pays-Bas serait, par conséquent, également acquise à l'établissement de certaines règles qui auraient pour but de déterminer, par rapport à ces nations, les conséquences de la guerre. »

M. le baron *Lambermont* prononce le discours suivant :

« Le Gouvernement belge a été des premiers à rendre hommage à la pensée qui a déterminé l'Empereur de Russie à rechercher de nouveaux moyens d'adoucir les maux de la guerre. Il y a mis d'autant plus d'empressement que S. M. Impériale, en proposant de réunir la Conférence dans la capitale de la Belgique, avait motivé ce choix d'une manière dont le pays et sa dynastie ne pouvaient qu'être touchés.

« C'est donc dans des dispositions sympathiques et avec le sincère désir d'arriver à une entente, que le Cabinet de Bruxelles a entrepris l'examen du projet de convention qui lui a été communiqué récemment.

« Cette étude l'a conduit à mettre les stipulations proposées en rapport avec la situation spéciale de la Belgique.

« La Belgique est neutre, obligatoirement et à perpétuité. Si son territoire venait à être attaqué, elle aurait, sans nul doute, le droit et le devoir de le défendre, et, selon les circonstances, elle pourrait être amenée à suivre au delà de ses frontières l'agresseur repoussé; mais il n'en est pas moins évident que la seule guerre en vue de laquelle elle ait à se préparer est une guerre défensive.

« Les guerres défensives se font de diverses manières, sous l'influence de considérations locales, stratégiques ou politiques. La base de la défense est tantôt à la frontière, tantôt au centre, tantôt à l'extrémité du pays. En ce qui concerne la Belgique, cette distinction peut avoir la portée la plus sérieuse, et ce n'est pas devant une commission presque exclusivement militaire que je puis avoir besoin d'insister sur ce point.

« La Belgique a des limites restreintes. Qu'un grand État soit attaqué, la guerre n'entame d'ordinaire qu'une partie de son territoire. Si la population de la partie envahie ne peut concourir à la défense du pays, le gros de la nation reste debout et peut prolonger la lutte. Un petit État, au contraire, est exposé à être occupé aussitôt qu'envahi.

« La Belgique enfin, pour des raisons qu'il n'y a pas lieu de discuter ici, est, jusqu'à présent, un pays de conscription. Dans les États chez

lesquels le service est obligatoire et général, toute la population mâle est, en quelque sorte, enrôlée d'avance et placée dans les conditions requises par le projet pour avoir droit aux privilèges des belligérants. L'armée n'a, en Belgique, qu'un chiffre déterminé, et cette circonstance implique forcément, en cas de guerre, la nécessité et la résolution de compléter la défense militaire proprement dite par un appel à toutes les forces vives de la nation.

« Messieurs, je vous parle sans crainte d'offenser personne. L'indépendance de la Belgique n'est ni attaquée ni menacée. Si le cas venait à se présenter, la Belgique se défendrait jusqu'à la dernière extrémité. Je le dis simplement, loyalement, fermement.

« En conséquence, je ne pourrai voter aucune clause qui affaiblirait la défense nationale ou qui délierait les citoyens de leurs devoirs envers la patrie.

« Je serai heureux, au contraire, de m'associer à toute résolution n'ayant pas cette portée au point de vue spécial de la Belgique.

« J'ajoute bien volontiers que pour ce qui concerne les dispositions du projet qui ne réuniraient pas dès maintenant l'assentiment unanime des délégués, je serai prêt à signer un protocole constatant la résolution des Gouvernements de continuer les études et de chercher à arriver à une entente ultérieure. »

M. le baron *Jomini* prend acte de la déclaration des délégués des Pays-Bas et de Belgique et propose de commencer les délibérations par l'examen du chapitre III de la section I^{re} : *Des moyens de nuire à l'ennemi*, etc.

Cette proposition rencontre l'assentiment général.

Au paragraphe 11, M. le colonel fédéral *Hammer* propose de remplacer les mots : « ... de se nuire réciproquement » par ceux-ci : « ... de se combattre, » ou « ... à employer dans les hostilités. »

M. le colonel comte *Lanza* se réserve de proposer pour ce paragraphe des modifications qu'il croit opportunes et qu'il précisera dans la seconde lecture, lorsque les instructions de son Gouvernement seront arrivées.

Après une courte discussion, le paragraphe est adopté sans modification.

M. le général de *Voigts-Rhetz* propose de simplifier la rédaction du paragraphe 12, litt. a, l'expression « propagation » pouvant donner lieu à des malentendus.

M. le général *Arnaudeau* appuie cette proposition.

La clause est adoptée dans les termes suivants :

« L'emploi du poison ou d'armes empoisonnées. »

L'interdiction formulée au même paragraphe, litt. *b*, est admise sans modification.

Sur la motion de MM. les généraux de Voigts-Rhetz et Arnaudeau, le litt. *c* subit un léger changement. On dira : « Le meurtre d'un ennemi qui, ayant mis bas les armes, ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à merci. En général, les parties belligérantes n'ont pas le droit de déclarer qu'elles ne feront pas de quartier. »

Le reste de la clause est supprimé.

L'assemblée se réserve de discuter, au chapitre concernant spécialement les représailles, tout ce qui est dit ici sur cette matière.

Elle examinera également plus tard ce qui est relatif à la convention de Genève.

Le litt. *d* est supprimé, le litt. *e* adopté sans changement, et la rédaction du litt. *f* remplacée par celle-ci : « L'emploi des projectiles prohibés par la déclaration de Saint-Petersbourg de 1868. »

Au paragraphe 13, M. le colonel *Hammer* propose, au lieu de : « aux moyens *permis* appartiennent, » de dire : « sont considérés comme moyens *licites*. »

M. le colonel comte *Lanza* croit que la Conférence reconnaîtra qu'il convient de se borner à énoncer les moyens principaux regardés comme *illicites*, et que l'énumération des moyens *permis* n'est pas possible.

On convient de restreindre cette énumération autant que faire se peut.

Le litt. *a* est adopté.

M. de *Lansberge* éprouve quelque scrupule à accepter le litt. *b* dans sa teneur actuelle. Il préférerait remplacer la forme affirmative par la forme négative et rattacher la clause, ainsi modifiée, au paragraphe précédent, relatif aux moyens de guerre *interdits*.

Une discussion s'engage à ce sujet.

M. le baron *Jomini* propose la rédaction transactionnelle suivante : « Les mesures pouvant affaiblir l'ennemi, sauf la saisie ou la destruction de tout ce qui n'est pas indispensable à la conduite de la guerre ou de tout ce qui n'est pas de nature à entraver le succès des opérations. »

MM. le baron *Lambermont*, le colonel comte *Lanza* et de *Lansberge* font, au nom de leurs Gouvernements respectifs, des réserves sur la rédaction de cet article.

Le litt. *c* est supprimé.

En ce qui concerne le litt. *d*, M. le colonel fédéral *Hammer* propose de le scinder. On maintiendrait simplement les mots : « les ruses de guerre, » et l'on ajouterait au paragraphe 12 un litt. *g* portant : « l'emploi

du pavillon parlementaire, du pavillon national, des insignes militaires et de l'uniforme de l'ennemi, dans le but de le tromper. »

Cet amendement est adopté.

La commission admet également le litt. *e*, en retranchant le mot « possibles » et en ajoutant *in fine* : « sauf les dispositions du paragraphe 48. »

M. le baron *Jomini* prévient l'assemblée que rien ne s'oppose à ce qu'une seconde lecture des clauses examinées aujourd'hui ait lieu dans une prochaine séance.

La commission s'ajourne à demain, à dix heures.

Le secrétaire :

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Le président :

Signé : BARON A. JOMINI.

Protocole n° II. — 30 juillet 1874.

Présents : MM. le baron *Jomini*, président; le général-major de *Voigts-Rhetz*; le général-major baron de *Schoenfeld*; le baron *Lambermont*; le colonel *Brun*; le maréchal de camp *Servet*; le général de brigade *Arnaudeau*; le major général sir Alfred *Horsford*; le lieutenant-colonel *Manos*; le lieutenant-colonel comte *Lanza*; de *Lansberge*; le général-major de *Leer*; le lieutenant-colonel *Staaß*; le colonel fédéral *Hammer*.

Le protocole n° I (séance du 30 juillet) est lu et approuvé.

M. le baron *Jomini* donne lecture d'un extrait des instructions de M. le délégué de la Grande-Bretagne.

Cet extrait porte ce qui suit :

« ...Vous vous abstenrez de prendre part à aucune discussion sur aucun point qui pourrait être mis en avant et qui vous paraîtrait s'étendre à des principes généraux du droit international non encore universellement reconnus et acceptés.

« Sous ces réserves, le Gouvernement de Sa Majesté n'hésite pas à vous autoriser à assister, d'après votre propre jugement, aux délibérations de la Conférence en vue de tout but d'une utilité pratique pour alléger les rigueurs de la guerre... »

M. le baron *Jomini* constate que tout le monde est d'accord à cet égard, la Conférence n'ayant d'autre but que de consacrer des règles universellement admises.

Il donne lecture de la déclaration suivante :

« M. le délégué de S. M. le Roi des Belges a fait hier à la Conférence une déclaration tendant à réserver éventuellement les décisions de son Gouvernement au sujet de toute clause du projet soumis à vos délibérations qui aurait pour but de limiter dans une mesure quelconque les droits de la défense nationale en cas de guerre.

« La Conférence a pris acte de cette déclaration.

« Mon collègue militaire et moi nous croyons, à notre tour, devoir déclarer encore une fois que le projet déféré par notre Gouvernement à votre examen n'a nullement en vue de restreindre en quoi que ce soit le droit et le devoir imprescriptibles qu'a tout État attaqué de se défendre. Les traditions de la Russie protestent contre une pareille pensée.

« L'idée de notre projet a été : qu'en présence de la puissante organisation des armées modernes, l'absence de toute règle, tout en rendant la défense moins efficace, aurait pour effet de multiplier les chances d'actes stériles de cruauté et de violence aussi préjudiciables aux intérêts du pays qu'à ceux de l'humanité.

« Nous nous trouvons donc entièrement d'accord avec M. le délégué belge quant au principe. Nous réservons à la Conférence d'en faire l'application. »

M. le général de *Voigts-Rhetz*, visant le litt. *b* du paragraphe 13, croit devoir expliquer que si l'on en a supprimé les mots : « ...de ce qui peut le renforcer, » c'est qu'on a eu en vue les cas non urgents ; que, par exemple, on ne veut pas donner le droit d'employer l'incendie, sauf les cas d'absolue nécessité.

M. le général de *Schoenfeld* fait remarquer que le Code militaire autrichien renferme une disposition conçue dans ce sens.

M. le baron *Jomini*, afin de préciser la marche de la discussion, donne successivement lecture du *projet de convention* primitif, du projet amendé dans la séance d'hier, et d'un projet transactionnel dont la rédaction lui paraît de nature à rencontrer le sentiment unanime de l'assemblée.

M. le général de *Voigts-Rhetz* propose de faire imprimer ce dernier projet.

Cette motion est adoptée. (*Voir annexe n° I.*)

M. le colonel fédéral *Hammer* demande quelques explications sur l'expression : *moyens nécessaires*, employée au paragraphe 13 du projet transactionnel.

M. le baron *Lambermont* fait observer qu'on pourrait donner satis-

faction à M. le délégué de Suisse en mettant au protocole une explication qui servirait à l'interprétation de cette clause.

M. le colonel *Staaff* est chargé par son Gouvernement de poser la question de savoir s'il ne serait pas opportun de comprendre les balles de plomb mou parmi les projectiles occasionnant des maux inutiles.

M. le général de *Voigts-Rhetz* fait observer que la question a été soulevée en Allemagne, mais que les expériences qui ont pu être faites à ce sujet sont insuffisantes. Il émet l'avis que des études ultérieures sont nécessaires pour que l'on puisse se prononcer en connaissance de cause.

La commission adhère à l'opinion de M. le délégué d'Allemagne.

Elle passe à l'examen du chapitre IV.

Au paragraphe 14, M. le général de *Voigts-Rhetz* propose de supprimer le mot : *entièrement*, de même que ceux-ci : « ...par des troupes ennemies et dont les habitants ne résistent pas les armes à la main... »

M. le colonel fédéral *Hammer*, d'ordre de son Gouvernement, demande qu'on remplace les mots : « les forteresses ou villes fortifiées » par l'expression générique : « les places fortes, » et, après le mot : « une ville, » qu'on ajoute : « ou un village. »

Après discussion, la commission adopte la rédaction suivante, sauf à en faire ultérieurement une seconde lecture :

« 14. Les places fortes peuvent seules être assiégées. Des villes, villages ou agglomérations d'habitations ouvertes, qui ne sont pas défendus ne peuvent être ni attaqués ni bombardés. »

M. de *Lansberge* est chargé par son Gouvernement de demander l'insertion d'une clause conçue comme suit : « Sera considérée comme ville ouverte la ville non munie d'une enceinte, mais entourée de forts détachés, à condition qu'elle ne contienne pas de troupes et que ses habitants ne concourent pas à la défense des forts. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* fait remarquer que le principe qui protège les villes ouvertes est contenu dans le paragraphe 14; qu'en ce qui concerne les places ouvertes qui sont dans le rayon des forts, elles doivent être considérées comme places fortes.

Un débat s'engage sur le point de savoir ce qu'il faut entendre par ville ouverte.

M. le baron *Jomini* propose de dire : « Toute ville ouverte qui se trouve à proximité d'une forteresse et concourt à sa défense tombe sous l'application de la première partie du paragraphe 14. Que si elle ne concourt pas à la défense, elle est protégée par le principe de la seconde partie du même paragraphe. »

M. le colonel *Lanza* croit que cette rédaction peut être acceptée.

L'assemblée décide, sur la demande de M. le délégué des Pays-Bas, que l'explication proposée par M. le président sera insérée au protocole.

Au paragraphe 15, M. le général de *Voigts-Rhetz* fait observer qu'on doit réserver la *surprise*.

M. le général de *Schoenfeld* appuie cette observation.

M. le second délégué d'Autriche-Hongrie propose en outre, pour plus de clarté et de précision, de réunir les paragraphes 15 et 16.

Après un court débat, la commission s'arrête à la rédaction suivante, sauf la seconde lecture, qui est réservée :

« 15. Avant tout bombardement en règle, le commandant de l'armée assiégeante doit faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités.

« 16. En pareil cas, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant qu'il est possible, les églises, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, et les édifices consacrés aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

« Le devoir des habitants est de désigner ces édifices par des signes visibles spéciaux. »

M. le colonel *Lanza* voit des inconvénients à ce que ces signes visibles ne soient pas nettement spécifiés.

M. le baron *Lambermont* communique une pétition adressée au Gouvernement belge par des habitants d'Anvers. Cette pétition constate que, d'après le projet, des mesures sont prescrites pour épargner les édifices du culte et autres d'une destination scientifique ou charitable; mais elle exprime le regret qu'on autorise « la destruction de propriétés privées » qui abritent une population inoffensive. Elle termine en demandant qu'il soit « admis comme un principe d'humanité qu'on ne puisse bombarder des quartiers de villes même fortifiées. »

M. le baron *Lambermont* est chargé de recommander cette requête à l'attention de la Conférence, et il prie la commission de vouloir examiner comment il serait possible de donner satisfaction aux pétitionnaires.

M. de *Lansberge* est chargé d'appuyer toute proposition faite en ce sens.

M. le général de *Voigts-Rhetz* demande qu'il soit acté au protocole que le bombardement étant un des moyens les plus efficaces pour atteindre le but de la guerre, il est impossible de satisfaire au désir des intéressés.

M. le baron *Jomini* offre de soumettre à la commission un projet de rédaction qui donnerait satisfaction aux intéressés dans la mesure du possible.

M, le colonel comte *Lanza* propose de déclarer que lorsque le défenseur d'une place forte en expulsera les habitants, pour économiser ses ressources, dans le but de prolonger la défense, mesure qui peut être justifiée par des nécessités militaires, l'assiégeant pourra, sans violer les lois de la guerre, refuser la libre sortie aux habitants, et qu'en ce cas l'assiégé sera tenu de les laisser rentrer dans la place.

M. le colonel fédéral *Hammer* propose de supprimer le paragraphe 17 comme étant virtuellement compris dans le paragraphe 51.

L'assemblée, consultée, décide le maintien de ce paragraphe et l'impression du chapitre IV modifié. (*Voir annexe n° II.*)

M. le baron *Lambermont* dit qu'il est chargé par son Gouvernement de soumettre à la Conférence quelques articles concernant les prisonniers et les blessés transportés en temps de guerre chez les neutres. Cette question est aussi intéressante pour les belligérants que pour les neutres eux-mêmes. Les mesures que l'on croirait pouvoir adopter à cette fin pourraient former un chapitre spécial de l'œuvre humanitaire sur laquelle l'assemblée est appelée à délibérer. Le projet que le Gouvernement belge a fait rédiger contient des prescriptions simples et courtes qui sont la traduction exacte des règles découlant de la neutralité et qui paraissent de nature à ne pas soulever d'objection.

M. le baron *Jomini* fait remarquer que les ordres de son Gouvernement lui prescrivent ainsi qu'à son collègue de se renfermer strictement dans leurs instructions. Il est d'ailleurs persuadé que l'Empereur ne leur refusera pas l'autorisation d'examiner le projet du Gouvernement belge.

D'autres délégués se prononcent dans le même sens.

Le projet belge est distribué aux membres de la commission. (*Voir annexe n° III.*)

La commission s'ajourne à demain, samedi, à dix heures.

Le secrétaire :

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Le président :

Signé : BARON A. JOMINI.

Protocole n° III. — 1^{er} août 1874.

Présents les mêmes plénipotentiaires.

M. le baron *Jomini* donne lecture d'une note qu'il a rédigée et qui est relative à la pétition des habitants d'Anvers, sur laquelle M. le baron Lambermont a attiré hier l'attention de la Conférence. M. le président pense que cette note serait de nature à donner satisfaction aux intéressés sans amoindrir en rien les droits de la guerre.

M. le général de *Voigts-Rhetz* demande que la note soit imprimée et distribuée aux membres de la Conférence, afin que chacun puisse faire les observations qu'il jugerait convenables.

M. le général *Arnaudeau* croit qu'il serait préférable de différer la réponse, parce que la note se réfère à des articles qui n'ont pas encore été votés.

M. le baron *Lambermont* insiste sur le caractère sérieux des intérêts qu'a en vue la pétition d'Anvers ; mais il ne demande pas qu'il y soit répondu dès maintenant. Il suffit que le protocole constate que la requête sera l'objet d'un examen attentif. D'ailleurs, le Gouvernement belge désire pouvoir étudier encore les questions concernant la saisie, la destruction et le bombardement, et il réserve son jugement.

M. le général baron de *Schoenfeld* est d'avis que la Conférence n'a pas qualité pour répondre aux habitants d'Anvers. Elle est réunie pour *délibérer*. Ce sera aux Gouvernements de décider.

M. le baron *Jomini* propose de répondre en ce sens.

M. le général de *Voigts-Rhetz* fait observer que si la commission est incompétente, les délégués réunis en séance plénière pourront avoir qualité pour répondre, s'ils sont autorisés à cette fin par leurs Gouvernements.

La commission décide que la note rédigée par M. le baron *Jomini* sera imprimée et distribuée aux délégués. (*Voir annexe n° IV.*)

M. le secrétaire donne lecture du protocole n° II (séance du 31 juillet), qui est approuvé.

M. le général de *Voigts-Rhetz* demande qu'il soit tenu compte d'une observation faite par M. le colonel comte Lanza dans la séance précédente et relative à l'investissement. M. le premier délégué d'Allemagne désirerait l'insertion d'une clause portant que : aussitôt que l'investissement sera accompli, l'assiégeant ne sera pas tenu de consentir à la sortie des habitants de la place bloquée. Il peut arriver, en effet, que

le commandant de la place assiégée, soit pour ménager ses ressources, soit pour gêner les mouvements de l'assiégeant, renvoie des habitants inoffensifs, femmes, enfants, vieillards, infirmes. La position de ces malheureux sera cruelle si l'assiégeant refuse de les recevoir, et il devra refuser nécessairement, s'il ne veut pas favoriser la tactique de son adversaire. L'insertion de la clause mentionnée plus haut préviendrait d'aussi regrettables éventualités.

Sur l'observation de M. le général *Arnaudeau* qu'un tel cas est peu probable, M. le général de *Voigts-Rhetz* retire sa proposition ; mais il désire qu'elle soit mentionnée au protocole.

M. le colonel comte *Lanza* exprime le même désir.

M. le colonel fédéral *Hammer* croit devoir revenir sur le paragraphe 15, tel qu'il a été remanié hier. Il était autorisé par son Gouvernement à accepter la rédaction du projet russe ; mais les modifications qu'on a introduites à cet article en changeant le caractère. La tâche de la Conférence est non de chercher les meilleurs moyens pour faire la guerre, mais bien d'en mitiger les rigueurs dans la limite du possible.

Après un échange d'observations entre MM. le général de *Voigts-Rhetz*, le colonel *Brun* et le colonel *Staaff*, la commission s'arrête provisoirement à la rédaction suivante :

« 15. Mais si une ville ou place de guerre, village ou agglomération d'habitants est défendue, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf le cas d'attaque de vive force, le commandant de l'armée assaillante doit faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités. »

La commission aborde l'examen du chapitre v (*Des espions*).

M. de *Lansberge* fait connaître que tous les articles de ce chapitre font partie des clauses sur lesquelles les instructions de son Gouvernement lui imposent de faire des réserves.

Au paragraphe 18, M. le général *Arnaudeau*, demande la suppression des mots : « ... agissant en dehors de ses obligations militaires. »

M. le colonel comte *Lanza* appuie cette demande.

M. le maréchal de camp *Servet* propose de faire une distinction entre l'espion qui agit par patriotisme et celui qui n'a d'autre mobile que le lucre.

La commission est d'avis qu'il serait difficile de trouver une formule pour établir cette distinction, laquelle, du reste, serait inopérante, puisque, aux yeux des lois militaires, l'espion, quel que soit le mobile qui le fait agir, est livré à la justice. Du reste, l'opinion publique prononcera toujours un jugement différent sur l'homme qui se dévoue et sur le misérable qui se vend.

Après discussion, l'article est modifié comme suit en première lecture :

18. Ne peut être considéré comme espion que l'individu qui, agissant clandestinement ou sous de faux prétextes, recueille ou cherche à recueillir des informations dans les localités occupées par l'ennemi, avec l'intention de les communiquer à la partie adverse. »

Au paragraphe 19, M. le général de *Voigts-Rhetz* propose de définir ce qu'on entend ici par l'expression *justice*. On emploie plus loin des expressions différentes. On dit, au paragraphe 32 : « déférés aux tribunaux ; » au paragraphe 33 : « est puni d'après les lois militaires ; » au paragraphe 37 : « est traduit devant les tribunaux militaires. » Il semble à M. le délégué d'Allemagne qu'on pourrait trouver une expression unique qui ne donnerait prise à aucune équivoque. On pourrait, du reste, rédiger un article spécial en vertu duquel chaque État aurait le droit de procéder à l'égard des espions suivant son Code militaire propre.

M. le colonel fédéral *Hammer* propose de supprimer l'article 19, comme rentrant implicitement dans l'article 18.

M. le général de *Voigts-Rhetz* croit qu'il est nécessaire de maintenir cet article, parce que les peines comminées contre l'espion peuvent varier de pays à pays. Il faut nécessairement exprimer l'idée que l'espion sera puni d'après le code pénal du pays dont l'armée l'aura saisi.

M. le général *Arnaudeau* émet l'espoir qu'il sera possible un jour, sans changer les modes de répression en usage dans les différents pays, d'en établir le parallélisme et d'adopter ensuite une pénalité commune pour les contraventions, délits ou crimes contre les devoirs de la guerre, pénalité que chaque nation s'engagerait à introduire dans son code.

M. de *Lansberge* demande également la suppression de l'article 19. Il motive sa demande sur la considération qu'il est impossible à un État d'accorder à l'ennemi une juridiction quelconque sur ses sujets.

M. le baron *Lambermont* est du même avis.

M. le colonel comte *Lanza* partage aussi cette opinion.

M. le général de *Voigts-Rhetz* fait observer que si l'on supprime ce paragraphe, on met de fait l'espion hors la loi. La clause est destinée à lui donner le droit d'être jugé et de se défendre. S'il n'y a pas de règle à cet égard, il sera fusillé ou pendu sans jugement. Loin donc de constituer une aggravation, c'est un adoucissement que de dire qu'il doit être jugé.

M. le général *Horsford* propose de dire que l'espion ne pourra être puni sans jugement préalable.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit qu'il n'est pas certain que tous les codes exigent le jugement. Il suffit donc de dire que l'espion sera traité d'après les lois du pays dont l'armée l'a saisi.

M. le baron *Jomini* demande à faire une observation de principe relativement aux réserves faites, au cours du débat, par MM. le baron *Lambermont* et de *Lansberge* au sujet de juridiction éventuelle accordée à un État étranger sur les sujets d'un autre. Ce que fait la Conférence, c'est un travail préparatoire, qui ne deviendra définitif que lorsqu'il sera accepté par les Gouvernements et sanctionné par leurs Assemblées législatives. D'ailleurs, en acceptant les stipulations proposées, un État n'engage que lui-même, c'est-à-dire qu'il s'engage à observer ces principes dans toute guerre qu'il aurait à faire contre des États qui les auraient également acceptés et les pratiqueraient.

M. le baron *Lambermont* estime qu'il n'est pas indifférent de se présenter devant les Chambres avec tel ou tel traité. Il est délicat de dire qu'on livrera à la justice étrangère un citoyen de son pays.

Il semble à M. le baron *Jomini* que cette difficulté n'en est pas une. Il s'agit simplement de dire que lorsqu'on prend un espion on le livre à la justice. Il y a parité pour tous les États. D'ailleurs l'article proposé est une garantie d'humanité. L'espion saisi sera jugé. Si l'on se taisait, il risquerait d'être fusillé sur place, dans l'ardeur de la lutte, sans que sa culpabilité fût constatée.

Le paragraphe est adopté, en première lecture, dans les termes suivants :

19. L'espion, pris sur le fait, est traité d'après les lois en vigueur dans l'armée qui l'a saisi. »

Le paragraphe 20 est supprimé sans débat, de l'avis unanime de la commission.

M. le général baron de *Schoenfeld* propose de généraliser la portée du paragraphe 21 en l'étendant à l'espion non militaire.

M. le général de *Voigts-Rhetz* accepte la clause en tant qu'elle ne concerne que des personnes appartenant d'une manière ou d'une autre à une armée; mais il la repousse si elle doit s'étendre à des individus n'ayant pas ce caractère. Ces derniers ne peuvent jamais être considérés comme belligérants. M. le délégué d'Allemagne regrette à ce propos qu'on n'ait pas commencé l'examen du projet par le chapitre relatif aux belligérants. C'est un point sur lequel on serait fixé maintenant.

M. le colonel fédéral *Hammer* et M. le colonel comte *Lanza* croient qu'il n'y aurait pas d'inconvénient pratique à ne pas distinguer entre les espions militaires et ceux qui n'appartiennent pas à une armée.

M. le colonel *Staaß* croit qu'il est nécessaire ici de distinguer entre l'homme qui agit par patriotisme et l'individu qui fait de l'espionnage un métier.

M. le baron *Jomini* pense que la distinction est à faire entre celui qui

est pris sur le fait et celui qui est saisi postérieurement, par exemple à la fin de la guerre.

M. le général de *Leer* propose de supprimer les mots : « retourne à son corps d'armée. »

M. le baron *Lambermont* demande si le paragraphe 21 s'applique au cas suivant : Un habitant d'une localité non encore occupée par l'ennemi s'en va dans la zone des opérations recueillir des renseignements qu'il transmet à son Gouvernement ou à l'armée nationale. Sa mission remplie, il rentre chez lui. Plus tard, il tombe avec sa localité au pouvoir de l'ennemi ? Celui-ci peut-il le punir ?

M. le baron *Jomini* répond négativement.

M. le général de *Leer* est d'avis qu'on ne pourrait pas le condamner, puisqu'on suppose qu'il n'appartient pas au territoire occupé.

M. le baron *Lambermont* prend acte des paroles de M. le second délégué de Russie. Il constate qu'à défaut d'une interprétation formelle dans ce sens, la question resterait tout au moins ouverte.

M. le baron *Jomini* dit que le paragraphe 21 punit l'espion, mais quand il est pris sur le fait.

Le paragraphe 21 est remanié comme suit :

« 21. Si l'espion qui, après avoir rempli sa mission, rejoint l'armée à laquelle il appartient, est capturé plus tard par l'ennemi, il est traité comme prisonnier de guerre et n'encourt aucune responsabilité pour ses actes antérieurs. »

Le paragraphe 22 est admis en première lecture, avec une légère modification.

Il porte :

« 22. Les militaires qui ont pénétré dans les limites de la sphère d'opérations de l'armée ennemie, dans le but de recueillir des informations, ne sont pas considérés comme espions, s'il a été possible de reconnaître leur qualité de militaires. De même, ne doivent pas être considérés comme espions, s'ils sont capturés par l'ennemi : les militaires et les non-militaires effectuant ouvertement la transmission de dépêches d'une partie de l'armée à l'autre ou en destination de l'armée ennemie. »

« *Observation.* — A cette catégorie appartiennent aussi les individus capturés dans les ballons et envoyés pour transmettre des dépêches, et, en général, pour entretenir les communications entre les diverses parties d'une armée. »

M. le général de *Voitgs-Rhetz* propose la suppression de l'*observation* qui suit le paragraphe 22, puisque tout ce qui s'y trouve est déjà exprimé ailleurs.

La commission pense qu'il est préférable que la clause soit maintenue.

Pour les paragraphes 18-22, voir annexe n° V.

M. le général de *Voitgs-Rhetz* demande qu'il soit acté au protocole que les individus montés en ballon pourront être sommés de descendre ; que, s'ils s'y refusent, on pourra tirer sur eux, et que lorsqu'ils seront capturés, ils seront prisonniers de guerre et ne pourront en aucun cas être traités comme espions.

M. le général de *Leer* propose d'ajouter au projet deux clauses concernant les *guides* qui rendent des services à l'ennemi.

La commission fait observer que c'est là une proposition nouvelle pour laquelle les délégués doivent demander des instructions à leurs Gouvernements. Elle décide que les deux clauses seront imprimées et distribuées aux délégués (*Voir annexe n° IV.*)

La séance est levée et la commission s'ajourne à lundi à dix heures.

Le secrétaire :

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Le président :

Signé : BARON A. JOMINI.

Annexe I.

PROJET de réponse à la pétition des habitants d'Anvers, présenté dans la séance du 1^{er} août, par M. le président de la Conférence.

M. le délégué de S. M. le Roi des Belges a donné communication à la commission d'une pétition adressée au Gouvernement du Roi par les habitants de la ville d'Anvers.

Cette pétition a pour objet d'exprimer le vœu que la Conférence réunie à Bruxelles, étant instituée dans un but d'humanité, veuille bien adopter comme un principe à appliquer désormais en cas de guerre, que lorsqu'une ville fortifiée sera soumise au bombardement, le feu de l'artillerie ne soit dirigé que contre les forts et non contre les habitations privées appartenant à des citoyens inoffensifs.

La commission a pris acte de cette communication. Elle s'est trouvée d'accord pour constater que dans l'exposé des principes généraux qui forme le préambule du projet soumis à ses délibérations il est dit :

« Les opérations de guerre doivent être dirigées exclusivement contre les forces et les moyens de guerre de l'État ennemi et non contre ses

sujets, tant que ces derniers ne prennent pas eux-mêmes une part active à la guerre. »

En outre, le paragraphe 51 dudit projet dit expressément : « Les troupes doivent respecter la propriété privée dans les pays occupés et ne point la détruire sans nécessité urgente. »

Ces principes attestent que la Conférence est déjà saisie du vœu humanitaire exprimé par la pétition des citoyens d'Anvers, et que ses délibérations ont pour but de rechercher tous les moyens pratiques de le réaliser.

Il est permis d'espérer que ces principes amèneront dans l'avenir la réalisation du vœu des citoyens de la ville d'Anvers.

En attendant, la commission a la ferme confiance que tout commandant d'armées civilisées, se conformant aux principes que la Conférence de Bruxelles a pour objet de faire sanctionner par un règlement international, considérera toujours comme un devoir sacré d'employer tous les moyens qui peuvent dépendre de lui, en cas de siège d'une ville fortifiée, afin de respecter la propriété privée, appartenant à des citoyens inoffensifs, autant que les circonstances locales et les nécessités de la guerre lui en laisseront la possibilité.

Annexe II.

SECTION I.

CHAP. V. — *Des espions.*

(Texte modifié dans la séance du 1^{er} août.)

18. Ne peut être considéré comme espion que l'individu qui, agissant clandestinement ou sous de faux prétextes, recueille ou cherche à recueillir des informations dans les localités occupées par l'ennemi, avec l'intention de les communiquer à la partie adverse.

19. L'espion pris sur le fait est traité d'après les lois en vigueur dans l'armée qui l'a saisi.

20. Supprimé.

21. Si l'espion qui, après avoir rempli sa mission, rejoint l'armée à laquelle il appartient, est capturé plus tard par l'ennemi, il est traité

comme prisonnier de guerre et n'encourt aucune responsabilité pour ses actes antérieurs.

22. Les militaires qui ont pénétré dans les limites de la sphère d'opérations de l'armée ennemie, dans le but de recueillir des informations, ne sont pas considérés comme espions, s'il a été possible de reconnaître leur qualité de militaires. De même, ne doivent pas être considérés comme espions, s'ils sont capturés par l'ennemi, les militaires et aussi les non-militaires effectuant ouvertement la transmission de dépêches d'une partie de l'armée à l'autre ou en destination de l'armée ennemie.

Observation. — A cette catégorie appartiennent aussi les individus capturés dans les ballons et envoyés pour transmettre des dépêches, et en général pour entretenir les communications entre les diverses parties d'une armée.

Annexe III.

*PROJET d'article concernant les guides
et présenté par M. le second délégué de Russie dans la séance du 1^{er} août.*

Art. ... Un habitant du pays qui a volontairement servi de guide à l'ennemi est coupable de haute trahison; il n'est pas punissable dès qu'il a été forcé par l'ennemi.

Un guide, même quand il a été forcé de servir l'ennemi, peut être puni quand il a indiqué avec intention de faux chemins.

Protocole n° IV. — 3 août 1874.

Présents : les mêmes plénipotentiaires.

M. le baron *Jomini* informe la commission de la nomination de S. Exc. M. d'*Antas*, ministre de Portugal à Bruxelles, et de M. le général de division *Palmeirim*, membre de la Chambre des pairs, comme délégués du Gouvernement portugais à la Conférence.

La commission prend acte de cette communication.

Elle décide de discuter dans une prochaine séance les clauses con-

cernant les *guides* que M. le général de Leer a soumises à l'assemblée dans la séance du 1^{er} août.

M. le maréchal de camp *Servet* demande à pouvoir faire une déclaration de principe. Empêché d'assister à la première réunion de la commission, M. le délégué d'Espagne ignorait les réserves faites par les mandataires de certaines puissances. Il tient à déclarer à son tour que le Gouvernement qu'il représente a des raisons spéciales pour ne renoncer à aucun de ses moyens de défense. L'Espagne ne saurait adhérer à aucune clause susceptible d'amoinrir sa force de résistance dans le cas d'une guerre étrangère; mais, ce principe posé, elle est prête à donner son concours à toute mesure qui soit de nature à alléger les maux de la guerre, et elle souhaite ardemment voir réaliser un progrès aussi élevé.

M. le baron *Jomini* donne acte à M. le maréchal de camp *Servet* de sa déclaration et fait observer en même temps que le but de la Conférence n'est nullement d'affaiblir les moyens de guerre ou les éléments de la défense nationale, mais seulement, étant donnée la guerre, d'en adoucir les rigueurs dans la mesure du possible.

M. le colonel fédéral *Hammer* demande à faire une observation sur la rédaction du paragraphe 17 du chapitre IV de la section I, conçu comme suit : « Une ville prise d'assaut ne doit pas être livrée au pillage des troupes victorieuses. » Il est entendu, d'après M. le délégué suisse, que l'expression *ville* doit être interprétée ici dans le sens des paragraphes précédents où il est question de « villes, villages ou agglomérations d'habitations. »

M. le baron *Jomini* répond que cette interprétation n'est pas douteuse et prie M. le délégué de Suisse de vouloir bien reproduire son observation lors de la lecture générale,

Le protocole n° III (séance du 1^{er} août 1874) est lu et adopté après un échange d'idées entre M. le baron *Jomini* et M. de *Lansberge*.

M. le baron *Lambermont* fait observer que, d'après le protocole de la dernière séance, la commission a paru croire qu'elle aurait à répondre aux habitants d'Anvers. Dans la pensée de M. le délégué de Belgique, la Conférence a seulement à statuer sur le fond de la pétition. Plus tard, quand les résolutions arrêtées seront du domaine de la publicité, c'est au Gouvernement belge que reviendra le soin de répondre à la requête.

M. de *Lansberge* fait connaître que son Gouvernement l'a chargé de soumettre à la commission une addition au projet belge concernant les prisonniers et blessés transportés en temps de guerre chez les neutres. Cet article supplémentaire est conçu dans les termes suivants :

« L'État neutre n'est tenu à aucune obligation vis-à-vis des belligé-

rants par rapport aux prisonniers de guerre échappés de captivité. »

L'assemblée discutera ultérieurement cette proposition, lorsqu'elle traitera des *neutres*.

M. le délégué des Pays-Bas fait remarquer que les clauses de la section III, n'ayant pas un caractère exclusivement humanitaire, sont comprises dans les réserves générales qu'il a déjà formulées.

M. le baron *Jomini* répond que ces réserves sont dans la nature des choses; que le travail actuel est préparatoire et qu'il ne sera définitif que lorsqu'il aura été approuvé par tous les Gouvernements.

La commission aborde l'examen du chapitre 1^{er} de la section III.

Après un échange d'observations entre plusieurs délégués sur les paragraphes 55 et 56, M. le général de *Leer* propose de réserver ces articles pour un examen ultérieur et de procéder immédiatement à la discussion des paragraphes suivants. L'intitulé du chapitre serait : *Des parlementaires*.

M. le général *Arnaudeau* propose de discuter d'abord le chapitre relatif aux *belligérants*. L'expression *belligérants* revient fréquemment dans le projet, et l'on ne s'est pas encore mis d'accord sur le sens qu'il faut lui attribuer.

M. le baron *Jomini* croit que le sens de l'expression peut rester réservé, mais que le mot lui-même peut être employé sans inconvénient jusqu'à ce qu'il soit définitivement expliqué.

Après un court débat, le paragraphe 57 est modifié comme suit :

« 57. Est considéré comme parlementaire l'individu autorisé par l'un des belligérants à entrer en pourparlers avec l'autre et se présentant avec le drapeau blanc, accompagné d'un trompette (clairon ou tambour) ou aussi d'un porte-drapeau. Il aura droit à l'inviolabilité ainsi que le trompette (clairon ou tambour) et le porte-drapeau qui l'accompagnent. »

Au paragraphe 58, M. le général de *Schoenfeld* propose la suppression des mots : « de l'armée, » parce que ce n'est pas nécessairement le chef de l'armée qui peut ou doit envoyer le parlementaire.

Il est tenu compte de cette observation,

M. le général de *Voigts-Rhetz* fait observer que le projet n'exprime pas que l'adversaire a le droit de déclarer qu'il ne recevra pas de parlementaires. Il peut arriver que les nécessités de la défense exigent de prendre cette résolution. Dans ce cas, celui qui a fait l'avertissement peut tirer sur le parlementaire qui se présenterait.

M. le colonel *Staaff* demande comment se fera l'avertissement, puisque le parlementaire est le seul intermédiaire entre les armées ennemies.

Sur la proposition de M. le baron *Jomini*, la rédaction de l'article 58 est amendée de la manière suivante :

« 58. Le chef auquel un parlementaire est expédié n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances et dans toutes conditions.

« Il lui est loisible de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher le parlementaire de profiter de son séjour dans le rayon des positions de l'ennemi au préjudice de ce dernier, et si le parlementaire s'est rendu coupable de cet abus de confiance, il a le droit de le retenir temporairement.

« Il peut également déclarer d'avance qu'il ne recevra pas de parlementaires pour un temps déterminé. »

M. le colonel fédéral *Hammer* demande si celui qui n'a pas fait la notification peut également refuser de recevoir le parlementaire.

L'assemblée émet l'avis que l'adversaire qui n'a pas fait l'avertissement est tenu de recevoir le parlementaire.

M. le colonel *Staaß* dit que c'est une chose grave que de ne pas recevoir un parlementaire. Le parlementaire est la suprême ressource des armées aux abois et des populations en détresse. M. le délégué de Suède et Norwège se rallie à la rédaction proposée ; mais il estime que le temps pendant lequel l'ennemi pourrait user de cette faculté devrait être limité.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit qu'il ne connaît pas personnellement des cas de ce genre, mais qu'il a été décidé par les plus grands capitaines qu'ils n'accepteraient pas de parlementaires dans des circonstances critiques, notamment pendant la retraite de l'armée.

M. le général de *Schoenfeld* appuie la proposition de M. le général de *Voigts-Rhetz*, parce que l'ennemi peut avoir intérêt à envoyer plusieurs parlementaires pour gagner du temps, ce qui est très-important.

M. le baron *Jomini* propose et la commission adopte provisoirement la clause supplémentaire suivante :

« Les parlementaires qui viendraient à se présenter, après une pareille notification, du côté de la partie qui l'aurait reçue, perdraient le droit à l'inviolabilité. »

M. le colonel fédéral *Hammer* croit devoir déclarer que cette clause étant nouvelle, il ne peut l'accepter que sous réserves, en attendant qu'il ait reçu des instructions.

M. le général *Arnaudeau* se rallie à l'observation faite par M. le colonel *Staaß* qu'il faut déterminer le temps pendant lequel on ne recevra pas de parlementaires.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que la notification sera faite par le

dernier parlementaire. Au surplus, M. le délégué d'Allemagne ne voit pas d'inconvénient à ce que le temps soit limité.

M. le baron *Jomini* propose, au paragraphe 59, d'ajouter après les mots : « blessé ou tué, » — « sans préméditation. »

M. le général *Arnaudeau* propose de dire : « par accident. »

L'article est remanié en ce sens.

« 59. Si le parlementaire, se présentant chez l'ennemi pendant un combat, est blessé ou tué par accident, ce fait ne sera pas considéré comme une violation du droit. »

Au paragraphe 60, M. le baron *Jomini* propose la suppression des mots : « pour recueillir des renseignements, » comme rentrant dans le paragraphe 18 du chapitre v de la section I.

La commission se rallie à cet amendement.

Elle passe à l'examen du chapitre II de la section III relatif aux capitulations.

M. le général *Arnaudeau* fait savoir qu'il est chargé par son Gouvernement de demander au paragraphe 61 l'insertion d'une clause portant que les capitulations ne pourront jamais renfermer des conditions contraires à l'honneur ou au devoir militaire.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que tout le monde est d'accord sur ce point ; mais qu'il est difficile de trouver une rédaction pour formuler ce principe, parce que ce qui est considéré comme déshonorant par une armée ne l'est point par une autre. Ainsi que dire d'une capitulation en vertu de laquelle les officiers peuvent conserver leur épée, tandis que les armes sont enlevées au soldat ? Est-ce une question déshonorante ? C'est une question d'appréciation.

M. le baron *Jomini* trouve également que les mots : « contraires à l'honneur » sont très-vagues et qu'ils auraient besoin d'être précisés.

M. le général de *Voigts-Rhetz* fait remarquer que le paragraphe 28 rencontre la difficulté prévue par M. le général *Arnaudeau*. On peut y renvoyer.

M. le baron *Jomini* demande la suppression de la seconde partie du paragraphe 61 : « une fois fixées par une convention, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties. » Ce serait faire injure aux parties contractantes que de supposer qu'elles n'ont pas l'intention de tenir leur engagement.

M. le général de *Voigts-Rhetz* croit que le maintien de cette phrase est nécessaire. Celui qui s'écarte déloyalement de la convention qu'il a signée ne doit plus être considéré comme belligérant.

M. le colonel *Manos* propose d'exprimer cette idée sous forme de vœu.

M. le baron *Jomini* propose la rédaction suivante :

« 61. Les conditions des capitulations dépendent d'une entente entre les parties contractantes. Elles ne doivent pas être contraires à l'honneur militaire. Une fois fixées par une convention, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties. »

M. le général *Arnaudeau* se rallie à cette rédaction.

M. le colonel comte *Lanza* demande s'il n'y a pas intérêt à déterminer qui a qualité pour faire les capitulations.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que cela est difficile à préciser, parce que tout dépend des circonstances.

M. le général de *Leer* dit que cette question se rattache à celle de la ratification des capitulations, qui est très-grave. La capitulation de Baylen en est un exemple.

M. le général de *Voigts-Rhetz* cite, dans le même ordre d'idées, la capitulation de Klosterseven.

M. le colonel fédéral *Hammer* demande si l'on ne pourrait circonscrire les conditions de la capitulation aux personnes qui sont en cause et aux lieux occupés au moment où l'arrangement intervient.

M. le baron *Jomini* répond que cela mènerait trop loin, et la commission aborde l'examen du chapitre III, traitant de l'armistice.

M. le général *Arnaudeau* demande, au paragraphe 62, l'explication des mots : « si le terme n'est pas déterminé. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* croit qu'il serait préférable de dire : « si la durée n'est pas déterminée. »

Le paragraphe est amendé comme suit :

« 62. L'armistice suspend les opérations de guerre par un accord mutuel des parties belligérantes. Si la durée n'en est pas déterminée, les parties belligérantes peuvent reprendre en tout temps les opérations, pourvu, toutefois, que l'ennemi soit averti en temps convenu, conformément aux conditions de l'armistice. »

M. le colonel fédéral *Hammer* est chargé de demander la suppression du paragraphe 63, comme rentrant implicitement dans le paragraphe 62.

La commission fait droit à cette demande.

Au paragraphe 64, M. le général de *Schoenfeld* propose de distinguer entre l'armistice et la suspension d'armes.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que quand il y a suspension, on est d'accord sur un but spécial, par exemple, pour enterrer les morts. Chacun garde ses positions; il n'y a pas d'hostilités; on ne peut pas tirer sur l'adversaire.

M. le général de *Schoenfeld* fait remarquer que quand il y a armis-

stice, il y a entre les deux armées ennemies une zone neutre, ce qui n'existe pas dans la suspension d'armes.

M. le général *Horsford* demande que la distinction proposée ne soit pas faite parce qu'en anglais il n'y a pas d'expression spéciale pour désigner la suspension d'armes. On dit : un armistice d'autant d'heures ou de jours.

Le paragraphe 64, modifié, est de la teneur suivante :

« L'armistice peut être général ou local. Le premier suspend partout les opérations de guerre des États belligérants et dans un rayon déterminé. »

Au paragraphe 65, M. le général de *Leer* dit qu'il faut pouvoir constater que la notification a eu lieu.

Le paragraphe est, en conséquence, amendé comme suit :

« 65. L'armistice doit être officiellement et sans retard notifié aux autorités compétentes et aux troupes. Les hostilités sont suspendues immédiatement après la notification. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* pense qu'il serait utile de dire, au paragraphe 66, qu'une zone neutre doit exister entre les belligérants.

M. le général de *Leer* pense que c'est là un de ces points qui se règlent par la convention même d'armistice.

M. le colonel fédéral *Hammer* propose, au nom de son Gouvernement, d'insérer, après le mot : « fixer, » ceux-ci : « dans les conventions d'armistice. »

Après un court débat, le paragraphe est modifié ainsi :

« 66. Il dépend des parties contractantes de fixer dans les clauses de l'armistice les rapports qui pourront avoir lieu entre les populations. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit qu'il est nécessaire de constater au paragraphe 67 qu'un avertissement doit précéder la reprise des hostilités. On doit dire que l'adversaire ayant manqué aux conditions de l'armistice, le combat recommencera dans deux ou trois heures.

M. le général *Horsford* propose d'ajouter : « si la violation n'est pas justifiée. » Il faut laisser à l'adversaire le temps de s'expliquer.

M. le baron *Jomini* dit que l'essentiel est que l'ennemi ne soit pas attaqué inopinément.

M. le colonel fédéral *Hammer* propose de dire : « la violation... donne à la partie adverse le droit de le dénoncer. »

Cet amendement est adopté.

« 67. La violation de l'armistice, par l'une des parties, donne à l'autre le droit de le dénoncer. »

Le paragraphe 68 est admis, en première lecture, sans modification.

Pour les paragraphes 55-58 modifiés, voir annexe n° VII.

M. le président fait connaître qu'à la demande de plusieurs délégués, la prochaine séance de la commission est fixée à mercredi, 5 août, à dix heures, et qu'il y aura séance plénière le même jour à une heure.

Le secrétaire :

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Le président :

Signé : Baron A. JOMINI.

Annexe I.

SECTION III.

CHAPITRE PREMIER.

(Texte modifié dans la séance du 3 août.)

Les paragraphes 55 et 56 sont réservés pour un examen ultérieur.

57. Est considéré comme parlementaire l'individu autorisé par l'un des belligérants à entrer en pourparlers avec l'autre et se présentant avec le drapeau blanc, accompagné d'un trompette (clairon ou tambour) ou aussi d'un porte-drapeau. Il aura droit à l'inviolabilité ainsi que le trompette (clairon ou tambour) et le porte-drapeau qui l'accompagnent.

58. Le chef auquel un parlementaire est expédié n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances et dans toutes conditions.

Il lui est loisible de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher le parlementaire de profiter de son séjour dans le rayon des positions de l'ennemi au préjudice de ce dernier, et si le parlementaire s'est rendu coupable de cet abus de confiance, il a le droit de le retenir temporairement.

Il peut également déclarer d'avance qu'il ne recevra pas de parlementaires pour un temps déterminé. Les parlementaires qui viendraient à se présenter après une pareille notification, du côté de la partie qui l'aurait reçue, perdraient le droit à l'inviolabilité.

59. Si le parlementaire, se présentant chez l'ennemi pendant un combat, est blessé ou tué par accident, ce fait ne sera pas considéré par l'adversaire comme une violation du droit.

60. Le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité s'il est prouvé

d'une manière positive et irrécusable qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer une trahison.

CHAP. II. — *Des capitulations.*

61. Les conditions des capitulations dépendent d'une entente entre les parties contractantes. Elles ne doivent pas être contraires à l'honneur militaire. Une fois fixées par une convention, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties.

CHAPITRE III. — *De l'armistice.*

62. L'armistice suspend les opérations de guerre par un accord mutuel des deux parties belligérantes. Si la durée n'en est pas déterminée, les parties belligérantes peuvent reprendre en tout temps les opérations, pourvu toutefois que l'ennemi en soit averti à temps, conformément aux conditions de l'armistice.

63. Supprimé.

64. L'armistice peut être général ou local. Le premier suspend partout les opérations de guerre des États belligérants ; le second seulement entre certaines fractions des armées belligérantes et dans un rayon déterminé.

65. L'armistice doit être officiellement et sans retard notifié aux autorités compétentes et aux troupes. Les hostilités sont suspendues immédiatement après la notification.

66. Il dépend des parties contractantes de fixer dans les clauses de l'armistice les rapports qui pourront avoir lieu entre les populations.

67. La violation de l'armistice, par l'une des parties, donne à l'autre le droit de le dénoncer.

68. La violation des clauses de l'armistice par des particuliers, sur leur initiative personnelle, donne droit seulement à réclamer des autorités compétentes la punition des coupables ou une indemnité pour les pertes éprouvées.

Protocole n° V. — 5 août 1874.

Présents : Les mêmes plénipotentiaires.

Le protocole n° IV (séance du 3 août) est lu et approuvé.

M. le *président* exprime l'avis que la clause présentée dans la dernière séance, par M. le délégué des Pays-Bas, pourrait être discutée en même temps que les articles relatifs aux blessés et aux prisonniers chez les neutres et soumis à la Conférence par M. le délégué de Belgique.

M. le colonel fédéral *Hammer*, se référant au paragraphe 64 portant « ... le premier suspend partout les opérations des États belligérants, » demande que le mot *États* soit supprimé, parce qu'il restreint la portée de l'article ; l'expression *belligérants* est suffisante.

M. le baron *Jomini* prie M. le délégué de Suisse de vouloir bien reproduire son observation lorsqu'on fera la seconde lecture des articles modifiés.

M. le baron *Lambermont* rappelle que dans la seconde séance plénière il a signalé à l'attention de la Conférence un projet de règlement concernant les secours à donner aux prisonniers en temps de guerre. Ce projet émane d'un comité belge qui, dans la dernière guerre, a rendu aux prisonniers des deux parties belligérantes des services qui ont été justement appréciés à Berlin et à Paris. M. le délégué belge croit que, dans des limites à déterminer, l'action de la charité privée pourrait être utilement réglée. Il demande, en conséquence, que la commission veuille bien s'occuper du projet dont il s'agit.

M. le baron *Jomini* dit que la commission aura à décider quand et à quel endroit du projet elle désire discuter les clauses proposées par M. le baron Lambermont. M. le délégué de Russie aura lui-même à présenter une série d'articles au nom du comité russe de la Croix rouge.

M. le général de *Voigts-Rhetz* est d'avis que la commission ne peut discuter que les projets qui lui sont soumis par des délégués ; mais rien n'empêche que les délégués présentent en leur propre nom les projets des comités ou des sociétés privées. De cette manière il n'y aura pas d'irrégularité.

M. le baron *Jomini* se rallie à cette manière de voir. Il présentera en son nom le mémoire du comité russe qui lui a été envoyé officiellement de Saint-Petersbourg.

M. le baron *Lambermont* dit qu'il en fera autant pour les clauses pro-

posées par la Société de secours pour les prisonniers, et dont il modifiera la rédaction.

M. le général de *Voigts-Rhetz* croit que l'on peut aborder cette matière à la fin du chapitre relatif aux prisonniers.

M. le baron *Jomini* fait savoir à la commission qu'il fera la lecture des nouvelles propositions soumises à la Conférence quand elle aura terminé l'examen du chapitre des *Prisonniers de guerre*, et qu'elle pourra immédiatement en entamer la discussion.

La commission juge utile de différer l'étude des paragraphes 23 et 24 du chapitre VI et elle aborde la discussion du paragraphe 25.

M. le baron *Lambermont* fait observer que cet article et les articles suivants ont été remaniés à Bruxelles, et il demande que lecture soit donnée de la rédaction belge.

M. le baron *Jomini* accepte cette rédaction.

M. le général de *Voigts-Rhetz* fait remarquer que le projet russe et le projet belge sont d'accord pour demander que le prisonnier ne subisse aucune violence. M. le délégué d'Allemagne trouve que cette formule est trop vague. Il faut prévoir le cas de mutinerie, ou l'opposition formelle du prisonnier de guerre aux ordres qui lui sont donnés. S'il refuse, par exemple, de marcher, il faudra bien lui faire violence ou tout au moins le forcer à obéir. Chaque code militaire contient des instructions à cet égard. Le code prussien dit que les délits des prisonniers seront réglés par la loi du pays qui les a capturés. Il est des circonstances où il est impossible de recourir aux tribunaux, par exemple, pendant une bataille. — Il faut donc trouver une formule pour combler cette lacune.

M. le colonel *Staaff* demande si le cas prévu par M. le délégué d'Allemagne ne rentre pas dans le paragraphe 32.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit qu'il s'y rattache sans doute indirectement; mais il a l'intention de proposer la suppression de cet article et des deux qui le précèdent pour y substituer un article nouveau.

M. le général de *Leer* exprime l'avis que même lorsque le prisonnier commet un délit, on ne peut pas lui faire violence.

M. le général de *Voigts-Rhetz* partage cet avis; mais que faire si, pendant une bataille, les prisonniers ne veulent pas se rendre au dépôt qui leur est assigné? Il faut les y forcer. Prévenir l'insubordination est un devoir pour tout officier. Il faut que le prisonnier marche, obéisse et accepte la supériorité de celui qui l'a capturé.

M. le maréchal de camp *Servet* demande l'insertion d'un article conçu comme suit :

« Les troupes escortant un convoi de prisonniers de guerre ne pour-

ront pas exécuter ces derniers, même au cas où elles seraient attaquées dans leur marche par des forces ennemies et où le but de celles-ci serait de délivrer lesdits prisonniers.

« Mais si les prisonniers prenaient part au combat dans n'importe quel sens, ils perdraient par ce fait leur caractère de prisonniers de guerre. »

La commission fait observer que les clauses proposées par M. le délégué d'Espagne visent des cas spéciaux qui rentrent dans les principes généraux dont traite le chapitre VI ; mais le protocole constatera que la proposition a été faite.

M. le colonel comte *Lanza* a un doute sur le sens du mot *désarmés*. Il arrive que, par un sentiment d'estime et d'égard pour un ennemi vaincu, on lui rende son épée ; l'expression *désarmés* ne doit pas signifier qu'on ne pourra plus le faire.

M. le général *Arnaudeau* répond que tel n'est pas le sens que l'on a ici en vue. Même lorsqu'on a rendu son épée à l'officier vaincu, il est *désarmé*, parce qu'il ne peut plus se servir de son arme.

M. le baron *Lambermont* ajoute que le mot *désarmés* introduit dans le projet belge a un sens générique. Le prisonnier est un ennemi qui ne se défend plus. Le cas particulier cité par M. le colonel comte *Lanza* ne détruit pas le caractère général de la clause.

M. de *Lansberge* demande l'insertion d'une disposition garantissant aux prisonniers la propriété de l'argent et des autres valeurs qu'ils ont sur eux.

M. le baron *Jomini* propose de dire que leur propriété personnelle est inviolable.

MM. les généraux de *Schoenfeld* et de *Voigts-Rhetz* disent que les armes doivent être nominativement exceptées.

M. le général de *Leer* croit que ce sont là des mesures d'ordre intérieur.

M. le général de *Voigts-Rhetz* répond que le cas doit être prévu. Si le prisonnier est porteur d'une forte somme d'argent, elle peut être provisoirement séquestrée, parce que l'argent favorise les évasions. On donnera au prisonnier un reçu et on lui remboursera la somme plus tard.

La commission tient compte de cette restriction et le paragraphe 25 est remanié ainsi :

« 25. Les prisonniers de guerre ne sont pas des criminels, mais des ennemis légaux et désarmés. Ils sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés. Ils doivent être traités avec humanité, et, sauf le cas d'insubordination, ne peuvent être l'objet d'aucune violence. Tout ce qui leur

appartient personnellement, les armes exceptées, reste leur propriété. »

M. le colonel comte *Lanza* croit que l'on ne peut pas établir *à priori* la manière dont les prisonniers seront gardés. Il croit qu'il serait préférable de remplacer les mots : « sont assujettis... » du paragraphe 26, par ceux-ci : «... peuvent être assujettis. »

M. le maréchal de camp *Servet* désire que l'on dise, au lieu de : « localité quelconque, » — « une localité hygiénique. »

M. le général de *Leer* fait observer qu'il est déjà dit au paragraphe précédent que les prisonniers doivent être traités avec humanité.

MM. le général *Arnaudeau* et le colonel *Lanza* demandent la suppression du mot *reclusion* comme impliquant une peine infamante.

M. le baron *Lambermont* constate que cette phrase ne se trouve pas dans la rédaction belge. Les prisonniers, en effet, ne pourraient subir la *reclusion* qu'en vertu d'une condamnation prononcée, aux termes de l'article 32, pour un crime commis depuis leur captivité.

M. le général de *Voigts-Rhetz* demande que l'idée soit maintenue à défaut du mot. Il y a des cas où soit les nécessités de la guerre, soit l'ordre public, exigent que les prisonniers soient mis en sûreté.

M. le général *Arnaudeau* propose de dire qu'ils seront enfermés.

M. le général de *Voigts-Rhetz* accepte cette rédaction, et l'article, remanié, porte ce qui suit :

« Art. 26. Les prisonniers de guerre peuvent être assujettis à l'internement dans une ville, forteresse, camp ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées, mais ils ne peuvent être enfermés que par mesure de sûreté indispensable. »

M. le maréchal de camp *Servet* demande la suppression de la dernière partie du paragraphe 27, parce que le vainqueur doit avoir la faculté de faire travailler les prisonniers à des fortifications situées à une certaine distance.

M. le baron *Jomini* répond que cela est évident ; mais que le paragraphe a précisément pour but d'exiger que les travaux ne soient pas en rapport direct avec les opérations de la guerre.

M. le général de *Voigts-Rhetz* exprime l'opinion que le service obligatoire existant presque partout, il faut avoir égard à cette circonstance et supprimer les distinctions sociales qu'autorise le paragraphe 27. L'homme de la plus haute naissance et le paysan le plus infime, le savant et l'artisan, le riche et le pauvre sont égaux dans le service militaire ; ils doivent l'être également s'ils deviennent prisonniers ; ils doivent travailler sur le même pied. Il suffira donc de dire : « pour le grade militaire. »

M. le colonel comte *Lanza* n'admet pas qu'on assimile entièrement aux militaires prisonniers de guerre les reporters, les fournisseurs, etc., dont on s'assure par mesure de précaution.

M. le général de *Leer* répond que ce sont des cas spéciaux, et que la règle doit viser les cas ordinaires qui concernent les soldats.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que si les personnages civils qui ont personnellement une position élevée dans la hiérarchie administrative sont faits prisonniers, ils seront traités d'après le grade qu'ils ont dans l'armée; s'ils sont simples soldats, ils travailleront comme de simples soldats, s'ils sont officiers, ils seront traités en officiers.

M. le général de *Schoenfeld* propose d'employer simplement le mot *grade*. Si le prisonnier est militaire, il sera traité d'après son grade dans l'armée, s'il appartient à l'ordre civil, il sera traité d'après son grade dans la hiérarchie civile.

M. le baron *Jomini* propose de dire : « d'après le grade ou la position qu'ils occupent dans l'armée. »

M. le colonel fédéral *Hammer* fait observer qu'il peut arriver que des fonctionnaires non militaires soient faits prisonniers, tels que préfets, maires, etc., et il propose de supprimer les mots : « pour le grade. »

M. le colonel *Staaff* pense qu'on pourrait dire : « humiliant pour leur grade, ou s'ils ne sont assimilés à aucun grade militaire, pour la position sociale qu'ils occupent dans leur pays. »

M. le colonel *Manos* appuie la rédaction de M. le délégué d'Allemagne.

M. le général de *Voigts-Rhetz* propose d'ajouter après le mot : « opérations, » ceux-ci : « sur le théâtre de la guerre. »

M. le baron *Jomini* donne lecture de la rédaction suivante que, la commission admet en première lecture :

« 23. Les prisonniers de guerre peuvent être employés à certains travaux publics qui n'aient pas un rapport direct avec les opérations sur le théâtre de la guerre et qui ne soient pas exténuants ou humiliants pour leur grade militaire, s'ils appartiennent à l'armée, ou pour leur position officielle, s'ils n'en font point partie. Ils pourront également, en se conformant aux dispositions réglementaires à fixer par l'autorité militaire, prendre part aux travaux de l'industrie privée. Leur salaire servira à améliorer leur position ou leur sera compté au moment de leur libération. »

Quant au salaire dont parle le projet belge, M. le général de *Voigts-Rhetz* est d'avis que si l'État auquel les prisonniers appartiennent doit ultérieurement payer leur entretien, il est juste qu'il le déduise de l'ar

gent qu'ils ont gagné. C'est une marque de bienveillance qu'on leur donne que de leur permettre d'amasser un petit pécule au lieu de les employer aux travaux publics. Si l'État doit payer les frais de la guerre, il est légitime que ce soit déduction faite de ce que les prisonniers ont coûté.

M. le colonel fédéral *Hammer* craint que cette mesure ne complique la comptabilité et ne soit préjudiciable à la bonne conduite des prisonniers. Si ceux-ci savent que l'État profitera de leur argent, ils ne travailleront pas. Ce serait une prime à la paresse.

M. le général *Arnaudeau* demande comment on pourra contrôler si les particuliers payent le salaire promis.

M. le général de *Voigts-Rhetz* répond que le particulier dira combien il paye au prisonnier. On donnera à ce dernier ce qu'il faut pour vivre : le reste sera réservé ; le décompte se fera à la fin de la guerre.

M. le baron *Lambermont* rappelle que l'article belge porte expressément que le prisonnier ne pourra travailler pour l'industrie privée qu'en vertu de dispositions à prendre par l'autorité militaire. Il y aura donc entente entre l'autorité militaire et le particulier. Il suffirait dès lors d'ajouter au paragraphe : « Déduction faite des frais d'entretien. »

M. le colonel fédéral *Hammer* propose à la commission de revoir le paragraphe dans une prochaine séance. Après délibération, elle arrête la rédaction de la dernière partie dans les termes suivants :

« Dans ce cas, les frais d'entretien pourront être défalqués de ce salaire. »

Le paragraphe 28 est légèrement remanié, sur la proposition de M. le général de Schoenfeld.

Il porte : « Les prisonniers de guerre ne peuvent être astreints d'aucune manière à prendre une part quelconque à la poursuite des opérations de la guerre. »

Au paragraphe 29, M. le général de *Voigts-Rhetz* fait remarquer qu'il est difficile de dire dès le début de la guerre comment on traitera les prisonniers. La seconde partie du paragraphe devrait donc être modifiée. Dans aucun cas, les prisonniers ne doivent être mieux traités que les soldats de l'armée qui les a capturés.

M. le général *Arnaudeau* et M. le colonel comte *Lanza* disent que le prisonnier ne doit pas être non plus mieux traité que le soldat qui fait la guerre.

Après discussion, le paragraphe est rédigé comme suit :

« 29. Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre se charge de leur entretien. Les conditions de l'entretien des

prisonniers de guerre peuvent être établies par une entente mutuelle entre les parties belligérantes. A défaut de cette entente, et comme principe général, les prisonniers de guerre seront traités, pour leur nourriture et leur habillement, sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* propose à la Commission de supprimer les paragraphes 30, 31 et 32, et de les remplacer par un paragraphe unique dont la rédaction serait analogue à celle qu'on a déjà antérieurement adoptée pour d'autres articles. Il est nécessaire de punir le prisonnier qui quitte la localité qui lui a été assignée, de même qu'on punit le soldat qui quitte son logement pour aller s'amuser ou pour tout autre motif.

M. le colonel *Staaff* dit qu'il retrouve dans le paragraphe 30 la même pensée humanitaire que celle qui caractérise le paragraphe 21, c'est-à-dire que du côté des autorités on désire écarter un certain ressentiment, tandis qu'on donne au prisonnier qui a été repris le bénéfice des circonstances atténuantes de sa position. Afin de ne pas aggraver outre mesure le sort du prisonnier, M. le délégué de Suède-Norvège demande que l'on dise tout au plus : « mais, s'il est repris, il ne pourra encourir que des peines disciplinaires. »

Il faut, selon M. de *Lansberge*, distinguer deux cas : celui où le prisonnier a promis de ne pas s'évader, et celui où il est conduit en troupe et trouve l'occasion de s'échapper.

M. le général *Arnaudeau* demande également que l'évadé ne soit puni que disciplinairement.

M. le général de *Voigts-Rhetz* se rallie à cet amendement.

M. le colonel fédéral *Hammer* propose, au nom de son Gouvernement, d'ajouter *in fine* : « sauf à être enfermé ou à être soumis à une surveillance plus rigide. »

M. le délégué de Suisse demande quelques explications sur la portée du paragraphe 32.

M. le baron *Jomini* répond que ce paragraphe tombera si la proposition de M. le général de *Voigts-Rhetz* est adoptée, et il donne lecture du projet d'article suivant :

« Les prisonniers de guerre sont assujettis, selon leur rang militaire, aux lois du code militaire ou aux règlements disciplinaires du Gouvernement au pouvoir duquel ils se trouvent.

« Un prisonnier de guerre qui prend la fuite ne peut être tué que pendant la poursuite, et s'il est repris, il n'est passible que de peines disciplinaires.

« Tout complot des prisonniers de guerre en vue d'une fuite générale

gent qu'ils ont gagné. C'est une marque de bienveillance qu'on leur donne que de leur permettre d'amasser un petit pécule au lieu de les employer aux travaux publics. Si l'État doit payer les frais de la guerre, il est légitime que ce soit déduction faite de ce que les prisonniers ont coûté.

M. le colonel fédéral *Hammer* craint que cette mesure ne complique la comptabilité et ne soit préjudiciable à la bonne conduite des prisonniers. Si ceux-ci savent que l'État profitera de leur argent, ils ne travailleront pas. Ce serait une prime à la paresse.

M. le général *Arnaudeau* demande comment on pourra contrôler si les particuliers payent le salaire promis.

M. le général de *Voigts-Rhetz* répond que le particulier dira combien il paye au prisonnier. On donnera à ce dernier ce qu'il faut pour vivre : le reste sera réservé ; le décompte se fera à la fin de la guerre.

M. le baron *Lambermont* rappelle que l'article belge porte expressément que le prisonnier ne pourra travailler pour l'industrie privée qu'en vertu de dispositions à prendre par l'autorité militaire. Il y aura donc entente entre l'autorité militaire et le particulier. Il suffirait dès lors d'ajouter au paragraphe : « Déduction faite des frais d'entretien. »

M. le colonel fédéral *Hammer* propose à la commission de revoir le paragraphe dans une prochaine séance. Après délibération, elle arrête la rédaction de la dernière partie dans les termes suivants :

« Dans ce cas, les frais d'entretien pourront être défalqués de ce salaire. »

Le paragraphe 28 est légèrement remanié, sur la proposition de M. le général de Schoenfeld.

Il porte : « Les prisonniers de guerre ne peuvent être astreints d'aucune manière à prendre une part quelconque à la poursuite des opérations de la guerre. »

Au paragraphe 29, M. le général de *Voigts-Rhetz* fait remarquer qu'il est difficile de dire dès le début de la guerre comment on traitera les prisonniers. La seconde partie du paragraphe devrait donc être modifiée. Dans aucun cas, les prisonniers ne doivent être mieux traités que les soldats de l'armée qui les a capturés.

M. le général *Arnaudeau* et M. le colonel comte *Lanza* disent que le prisonnier ne doit pas être non plus mieux traité que le soldat qui fait la guerre.

Après discussion, le paragraphe est rédigé comme suit :

« 29. Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre se charge de leur entretien. Les conditions de l'entretien des

prisonniers de guerre peuvent être établies par une entente mutuelle entre les parties belligérantes. A défaut de cette entente, et comme principe général, les prisonniers de guerre seront traités, pour leur nourriture et leur habillement, sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* propose à la Commission de supprimer les paragraphes 30, 31 et 32, et de les remplacer par un paragraphe unique dont la rédaction serait analogue à celle qu'on a déjà antérieurement adoptée pour d'autres articles. Il est nécessaire de punir le prisonnier qui quitte la localité qui lui a été assignée, de même qu'on punit le soldat qui quitte son logement pour aller s'amuser ou pour tout autre motif.

M. le colonel *Staaff* dit qu'il retrouve dans le paragraphe 30 la même pensée humanitaire que celle qui caractérise le paragraphe 21, c'est-à-dire que du côté des autorités on désire écarter un certain ressentiment, tandis qu'on donne au prisonnier qui a été repris le bénéfice des circonstances atténuantes de sa position. Afin de ne pas aggraver outre mesure le sort du prisonnier, M. le délégué de Suède-Norvège demande que l'on dise tout au plus : « mais, s'il est repris, il ne pourra encourir que des peines disciplinaires. »

Il faut, selon M. de *Lansberge*, distinguer deux cas : celui où le prisonnier a promis de ne pas s'évader, et celui où il est conduit en troupe et trouve l'occasion de s'échapper.

M. le général *Arnaudeau* demande également que l'évadé ne soit puni que disciplinairement.

M. le général de *Voigts-Rhetz* se rallie à cet amendement.

M. le colonel fédéral *Hammer* propose, au nom de son Gouvernement, d'ajouter *in fine* : « sauf à être enfermé ou à être soumis à une surveillance plus rigide. »

M. le délégué de Suisse demande quelques explications sur la portée du paragraphe 32.

M. le baron *Jomini* répond que ce paragraphe tombera si la proposition de M. le général de *Voigts-Rhetz* est adoptée, et il donne lecture du projet d'article suivant :

« Les prisonniers de guerre sont assujettis, selon leur rang militaire, aux lois du code militaire ou aux règlements disciplinaires du Gouvernement au pouvoir duquel ils se trouvent.

« Un prisonnier de guerre qui prend la fuite ne peut être tué que pendant la poursuite, et s'il est repris, il n'est passible que de peines disciplinaires.

« Tout complot des prisonniers de guerre en vue d'une fuite générale

est puni selon les règlements militaires. Toute rébellion contre les autorités établies au lieu de leur internement est punie d'après les lois militaires. »

La commission décide que cet article sera discuté dans la séance de demain à dix heures.

Le Secrétaire :

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Le Président :

Signé : Baron A. JOMINI.

Protocole n° III. — 5 août 1874.

Présents : MM. les délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Grèce, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Russie, de la Suède et de la Norwège, de la Suisse.

M. le *président* présente à l'Assemblée S. Exc. M. *d'Antas*, chargé de représenter le Gouvernement portugais, comme premier délégué, à la Conférence de Bruxelles.

Il communique ses pleins pouvoirs et ceux de M. le général de *Leer*.

Il annonce qu'il a convoqué MM. les délégués pour leur faire une communication urgente que, pour plus de clarté, il a rédigée et qui est destinée à figurer *in extenso* au protocole.

M. le baron *Jomini* s'exprime en ces termes :

« J'ai à vous entretenir, messieurs, de plusieurs incidents qui concernent la composition de la Conférence et qu'elle seule est appelée à résoudre :

« 1° Lorsqu'elle a été convoquée, il y en avait eu une autre proposée à Paris, par la société pour l'amélioration du sort des prisonniers de guerre. Cette société y a renoncé de très-bonne grâce aussitôt qu'elle a eu connaissance de la proposition faite aux Cabinets par le Gouvernement russe.

« Toutefois il est résulté de là quelques malentendus.

« D'une part, la société s'attendait à être représentée dans la Conférence, d'autant plus que le projet de règlement que nous vous avons soumis s'était inspiré en grande partie, pour ce qui concerne les prisonniers de guerre, du projet élaboré par la société, et que les deux projets ainsi fondus semblaient pouvoir utilement servir de base aux délibérations.

« Le président de la société, M. le comte d'Houdetot, s'étant rendu à Stuttgart, auprès de M. le prince Gortschakow, tout en témoignant à Son Altesse les sentiments de la société envers S. M. l'Empereur, son auguste Souverain, et l'empressement avec lequel elle s'effaçait devant cette haute initiative, exprima ce désir de la société.

« M. le prince Gortschakow répondit que, pour sa part, il ne verrait aucun inconvénient et trouverait même un avantage à ce que M. le comte d'Houdetot fût consulté à titre d'expert, par la Conférence, dans les questions spéciales où son expérience pouvait fournir des lumières aux délibérations.

« Son Altesse en écrivit à M. de Westmann, gérant en son absence le ministère impérial des affaires étrangères, qui, considérant que la Conférence avait désormais seule autorité pour en décider, me donna comme instructions, par ordre de S. M. l'Empereur, de lui soumettre la question.

« C'est ce dont je me suis acquitté dans notre seconde réunion en vous faisant part des différentes demandes analogues de plusieurs sociétés privées.

« Vous avez décidé, messieurs, qu'il n'y avait pas lieu d'admettre dans notre sein, soit à titre de membres, soit à titre d'experts, des représentants de ces associations.

« Je viens donc vous demander si vous persistez dans cette décision, en particulier pour ce qui concerne M. le président de la société pour l'amélioration du sort des prisonniers de guerre, malgré les titres spéciaux qu'il semblerait avoir à être entendu dans la Conférence sur des questions à l'égard desquelles il est assurément très-compétent et si, en pareil cas, vous m'autorisez à lui faire part de cette décision.

« II° En outre, lorsque M. le comte d'Houdetot proposa la réunion de la Conférence à Paris, il avait envoyé une invitation entre autres à divers États de l'Amérique du Sud, qui l'avaient acceptée avec empressement. Lors de son entrevue avec le prince Gortschakow, il lui fit part de cette circonstance.

« Son Altesse lui dit que, pour ce qui la concernait, elle ne verrait pas d'inconvénient à la participation de ces États à l'œuvre d'humanité entreprise par nous sur des bases élargies ; mais que, la Conférence étant constituée, il ne dépendait plus du Gouvernement russe d'augmenter le nombre des États primitivement convoqués. Cela ne pouvait résulter que d'un accord entre les Gouvernements dont les représentants forment la Conférence et auxquels toute nouvelle demande d'admission aurait à être présentée.

« En conséquence, comme plusieurs représentants des États de l'A-

mérique du Sud se trouvent à Paris, munis de pleins pouvoirs, sur l'invitation de M. le comte d'Houdetot, et paraissent s'attendre à être conviés à prendre part à vos délibérations, je dois vous prier de décider s'il entre dans vos intentions de les admettre à siéger dans la Conférence.

« III^e Enfin, j'ai reçu par voie officielle une communication adressée par le président du Comité international de Genève, pour les secours aux blessés à MM. les présidents et les membres des comités centraux.

« Elle est motivée par la réunion de la Conférence de Bruxelles et formule les trois demandes suivantes :

« 1^{re} Que la Conférence s'abstienne de remettre en discussion les questions résolues par la Convention de Genève.

« 2^o Que si des modifications devaient y être apportées, on y procédât sous forme de dispositions additionnelles et non par un remaniement du texte primitif.

« 3^o Que la Conférence tienne compte des articles additionnels de 1868, acceptés en principe, mais non encore ratifiés par les Gouvernements.

« Vous trouverez sans doute qu'il serait prématuré de vous prononcer à ce sujet, puisque la commission chargée par vous d'examiner l'ensemble du projet qui vous a été déféré n'a pas encore touché à ces questions.

« Mais, d'un autre côté, la commission n'a pas le droit de les résoudre sans votre autorisation, et il serait regrettable qu'elle dût les aborder sans prendre en considération les demandes de la société de Genève, qui pourraient, si plus tard elles étaient agréées par vous, modifier tout son travail. Je vous propose, en conséquence, d'autoriser votre commission à faire entrer la communication du Comité international de Genève dans l'examen général du chapitre concernant les prisonniers de guerre et les blessés, et à vous présenter ses conclusions.

« MM. les membres de la commission étant toujours à même de s'entendre, en dehors des séances, avec leurs collègues de la Conférence, celle-ci garderait ainsi la direction des débats en vue de la décision finale. »

Après avoir dûment délibéré sur la communication de M. le baron Jomini, MM. les délégués ont arrêté :

« 1^o Quant à M. le comte d'Houdetot, que les questions posées par le projet du Cabinet de Saint-Petersbourg ayant été exclusivement déférées à l'examen des représentants des puissances, vu le caractère essentiellement gouvernemental des résolutions qu'elles étaient de nature à provoquer, il n'y avait pas lieu d'y appeler les délégués d'associa-

tions privées ; que si l'on adoptait cette mesure à l'égard d'une de ces sociétés, il n'y aurait pas de raisons pour la rejeter à l'égard des autres, et qu'en pareil cas les délibérations prendraient un caractère qu'elles ne devaient avoir ni dans la pensée du Gouvernement impérial de Russie, lorsqu'il a proposé cette réunion, ni dans celle des Cabinets lorsqu'ils l'ont acceptée ; qu'en outre, en ce qui concerne particulièrement la société pour l'amélioration du sort des prisonniers de guerre, son projet, dont la Conférence apprécie le mérite, ayant été publié et se trouvant reproduit en substance dans le projet du Gouvernement russe, MM. les délégués se croient suffisamment éclairés sur cette question spéciale pour pouvoir en délibérer en pleine connaissance de cause.

« 2° Quant à l'invitation adressée à plusieurs États de l'Amérique du Sud pour la Conférence projetée à Paris, et à l'extension de cette invitation à la réunion de Bruxelles, — que la tâche de la Conférence n'étant point de faire un travail définitif, mais seulement d'étudier la matière au point de vue des principes qui pourraient servir de base à une entente générale, elle juge plus pratique et plus conforme à la pensée qui a présidé à sa convocation de restreindre pour le moment la délibération entre les représentants des Gouvernements du continent européen. Et cela d'autant plus que le Gouvernement des États-Unis de l'Amérique du Nord, qui aurait été le plus naturellement appelé à y participer, vu qu'il a le premier donné l'exemple d'une réglementation des droits et coutumes de la guerre, n'a pas jugé lui-même devoir envoyer un représentant à la Conférence de Bruxelles.

« MM. les délégués sont donc d'avis qu'il n'y aurait pas d'utilité pratique, au point de vue de la marche et de l'issue de ses délibérations, à augmenter le nombre des membres qui y siègent actuellement.

« La Conférence ne doute pas d'ailleurs que, si ses travaux aboutissent au résultat désiré, tous les Gouvernements civilisés ne soient invités à s'associer à l'œuvre d'humanité dont S. M. l'Empereur de Russie a pris l'initiative et dont elle travaille en ce moment à poser les premières bases.

« M. le président est autorisé à faire parvenir un extrait de présent protocole à la connaissance des intéressés.

« 3° Quant à la communication du Comité international de la société de Genève, que la commission est autorisée à l'examiner en discutant les chapitres VI et VII de la section I du projet, et à présenter ses conclusions. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* exprime le désir que la proposition du Comité de Genève soit introduite par un des deux délégués de Russie.

M. le baron *Jomini* prend sur lui de soumettre cette proposition à la Conférence.

M. le colonel *Staaff* désirerait brièvement exprimer son avis sur les résolutions que vient de prendre la Conférence. Il abandonne entièrement à l'appréciation des diplomates le deuxième point, qui échappe à sa compétence; quant au troisième, il espère trouver, pendant les délibérations de la commission, l'occasion d'y revenir. Ce n'est donc que sur le premier point qu'il croit devoir actuellement attirer l'attention de MM. les délégués. Ce serait à la fois une chose juste et une chose utile que d'admettre M. le comte d'Houdetot à la Conférence. Son mérite personnel et la situation exceptionnelle où il se trouve justifieraient amplement cette mesure, qui ne devrait être étendue à aucune autre personne. Les préparatifs en vue de la Conférence de Paris étaient, en effet, si avancés, que plusieurs Gouvernements avaient déjà désigné les représentants qui devaient y prendre part. M. le délégué de Suède et Norvège laisse à la Conférence le soin de décider jusqu'à quel point cette circonstance doit plaider en faveur de l'admission de M. le comte d'Houdetot.

M. le baron *Jomini* répond que le Gouvernement impérial de Russie aurait désiré plus que tout autre que M. le comte d'Houdetot pût être admis; mais c'était à la Conférence qu'il appartenait de se prononcer et elle vient de le faire négativement.

M. le colonel fédéral *Hammer* dit que son Gouvernement lui a donné pour instructions de faire en sorte que la convention du 20 août 1864 (1) demeure intacte et continue à être envisagée comme un acte international indépendant.

M. le général de *Voigts-Rhetz* se réserve de faire certaines déclarations lorsqu'on abordera le chapitre VII, soit dans la commission, soit dans l'assemblée plénière.

M. le baron *Jomini* fait connaître qu'il répondra à M. le comte d'Houdetot et aux envoyés de l'Amérique du Sud dans le sens des résolutions prises par l'assemblée.

La Conférence donne plein pouvoir à cet égard à M. le président.

M. le baron *Jomini* croit utile de faire connaître à l'assemblée plénière la marche des travaux de la commission. La commission s'est occupée d'abord des points qui offraient le moins de difficultés; mais il faudra bien finir par aborder un terrain où l'on se trouvera placé entre les nécessités de la guerre et les aspirations de l'opinion publique. On se montrera aussi conciliant que possible; mais, pour les passer

(1) Voir *Archives*, 1865, t. III, p. 284.

sous silence, on n'empêchera pas les rigueurs de la guerre d'exister. On ne gagnera rien à rester dans le vague. L'incertitude sur les droits et les devoirs respectifs compliquera les calamités de la guerre d'inévitables entraînements. M. le premier délégué de Russie annonce qu'en vue de rendre l'adoption du chapitre 1^{er} plus facile, M. le général de Leer et lui l'ont remanié, et il émet l'espoir que cette nouvelle rédaction ne soulèvera pas les mêmes scrupules que la première.

La Conférence décide que ce nouveau projet sera imprimé et distribué aux délégués et s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure.

Le Secrétaire :

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Le Président :

Signé : BARON A. JOMINI.

Annexe I.

SECTION I.

CHAPITRE 1^{er}.

(Nouvelle rédaction proposée par M. le Président dans la séance plénière du 5 août.)

1. Un territoire de l'un des belligérants est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie.

L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et ne dure qu'aussi longtemps qu'elle est en mesure de l'exercer.

2. L'autorité du pouvoir légal étant suspendue de fait par l'occupation, il est du devoir de l'État occupant de prendre toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publique.

3. Il doit à cet effet maintenir les lois qui étaient en vigueur dans le pays en temps de paix, et ne les modifier ou suspendre que s'il y est absolument obligé, et seulement pour la durée de l'occupation.

4. Il doit protéger les institutions et les fonctionnaires de l'administration, de la police et de la justice qui continueraient d'exercer leurs fonctions, et ne révoquer ou livrer à la justice que ceux qui ne rempliraient pas les obligations acceptées par eux.

5. L'armée d'occupation n'a pas le droit de prélever d'autres impôts, redevances, droits et péages que ceux déjà établis par le Gouvernement

légal du pays, et principalement en vue de pourvoir aux frais de l'administration locale.

6. L'armée qui occupe un pays n'a le droit de prendre possession que des capitaux du Gouvernement, de ses dépôts d'armes, de ses moyens de transport, de ses magasins et approvisionnements, et en général que de toute propriété du Gouvernement pouvant servir au but de la guerre.

Observation. — Le matériel des chemins de fer, de même que les dépôts d'armes et en général toute espèce de munitions de guerre, quoique appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont sujets à la prise de possession temporaire par l'armée d'occupation, comme étant des moyens de guerre qui ne peuvent être laissés à la disposition de l'ennemi.

7. L'armée d'occupation n'a que le droit d'administration et de jouissance des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'État ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Elle doit, autant que possible, sauvegarder le fonds de ces propriétés et s'abstenir de tout ce qui ne serait pas justifié par l'usufruit.

8. La propriété des églises, des établissements de charité et d'instruction, de toutes les institutions consacrées à des buts scientifiques, artistiques et de bienfaisance, n'est pas sujette à prise de possession par l'armée d'occupation. Toute saisie ou destruction intentionnelle de semblables établissements, comme aussi des monuments, des œuvres d'art ou des musées scientifiques, doit être poursuivie par l'autorité compétente.

Protocole n° VI. — 6 août 1874.

Présents : MM. le baron A. Jomini, président ; le général-major de Voigts-Rhetz ; le général-major baron de Schoenfeld ; le baron Lambermont ; le colonel Brun ; le maréchal de camp Servet ; le général de brigade Arnaudeau ; le major général sir Alfred Horsford ; le lieutenant-colonel Manos ; le lieutenant-colonel comte Lanza ; de Lansberge ; d'Antas ; le général-major de Leer ; le lieutenant-colonel Staaff ; le colonel fédéral Hammer.

M. le président fait connaître à la commission que MM. les délégués italiens n'ont pas reçu de pleins pouvoirs proprement dits, mais qu'ils ont été chargés par leur Gouvernement de prendre part aux délibérations de la conférence. M. le baron Jomini exprime l'avis, auquel la

commission se rallie, que la lettre de M. le ministre des affaires étrangères d'Italie suffit à S. Exc. le baron Blanc et à M. le colonel comte Lanza pour remplir l'objet de leur mission.

Le protocole n° V (séance du 5 août) est lu et approuvé.

La commission reprend l'examen de l'article dont M. le président a donné lecture dans la séance d'hier et qui est destiné à remplacer les paragraphes 30, 31 et 32.

M. le colonel fédéral *Hammer* propose de modifier le second alinéa de l'article dans ces termes : « Contre un prisonnier de guerre en fuite, il est permis, après sommation, de faire usage des armes. Repris, il n'est passible que de peines disciplinaires. »

M. le maréchal de camp *Servet* demande comment se fera la sommation.

M. le baron *Jomini* pense que cela dépendra des circonstances. On pourra, dans tous les cas, crier au fugitif qu'il ait à revenir sur ses pas s'il ne veut risquer d'être tué.

M. le colonel comte *Lanza* est d'avis que lorsqu'un complot a été découvert, en vue d'une fuite générale, une surveillance plus sévère doit suffire comme punition. C'est à celui qui a fait des prisonniers de guerre d'empêcher qu'ils ne s'évadent. Punir préventivement un simple complot, quand il n'y a pas commencement d'exécution, mutinerie ou révolte, c'est punir une intention non réalisée; il doit suffire de prendre des mesures de sûreté.

M. le général *Arnaudeau* pense qu'il convient de ne pas supprimer les peines disciplinaires.

M. le colonel *Staaff* fait observer que, dans l'impossibilité où l'on semble être de conserver la teneur du projet russe qui affranchit de toute pénalité le prisonnier évadé, la stipulation qui punit ce dernier disciplinairement lui sert presque de garantie contre l'application de peines plus sévères.

M. de *Lansberge* estime que le premier alinéa du nouvel article suffit à toutes les éventualités; il propose de rayer le troisième.

M. le baron *Jomini* croit, au contraire, qu'il faut un principe spécial pour atteindre la rébellion, qui doit être punie plus sévèrement que la fuite.

M. le général de *Voigts-Rhetz* rappelle que la Conférence a été unanime à admettre que le prisonnier qui fuit est coupable comme le soldat qui quitte son logement. Il doit donc être puni : on lui appliquera les peines disciplinaires. Mais puisque le premier alinéa de l'article assujettit les prisonniers de guerre, selon leur rang militaire, « aux lois du code militaire ou aux règlements disciplinaires du Gouvernement au

pouvoir duquel ils se trouvent », il ne faut pas établir une exception au troisième alinéa, puisque, si le prisonnier s'échappe même plus d'une fois, il ne peut pas être puni de mort. Le complot et la rébellion sont des cas implicitement prévus par le premier alinéa, cas différents d'après les codes militaires, qui distinguent entre complot, rébellion et émeute. On ne perd rien à supprimer le dernier alinéa et à maintenir les deux premiers, qui formeront l'article 30.

M. le général *Arnaudeau* pense que le complot n'est punissable qu'à l'instant où il reçoit un commencement d'exécution. Alors il constitue la rébellion.

M. le général de *Schoenfeld* dit que ces prescriptions existent en Autriche. Elles sont lues à tous les prisonniers de guerre.

M. le général de *Voigts-Rhetz* fait observer que le paragraphe 26 prévoit que les prisonniers peuvent être enfermés par mesure de sûreté indispensable. On appliquera cette clause lorsqu'on aura à craindre une fuite isolée ou générale. Une disposition nouvelle serait superflue.

La commission, adhérant à l'opinion de M. le délégué d'Allemagne, supprime le dernier alinéa du nouvel article 30.

M. le colonel fédéral *Hammer* est d'avis qu'une surveillance plus rigide empêcherait les cas de récidive.

M. le général de *Voigts-Rhetz* estime qu'enfermer les prisonniers est une mesure plus efficace que la surveillance la plus sérieuse.

M. le général *Horsford* pense également que l'insertion d'une clause de ce genre serait utile.

En conséquence, le second alinéa du nouvel article 30 est modifié comme suit :

« Contre un prisonnier de guerre en fuite il est permis, après sommation, de faire usage des armes. Repris, il est passible de peines disciplinaires ou soumis à une surveillance plus sévère. »

M. le colonel *Brun* demande ce que l'on fera à l'égard des soldats qui, ayant réussi à s'échapper une première fois, seraient faits prisonniers de nouveau plus tard.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que la réponse se trouve dans les mots du deuxième alinéa : « Repris, il est passible, etc... »

M. le baron *Lambermont* fait remarquer qu'il ne s'agit pas d'un prisonnier saisi dans la poursuite, mais d'un prisonnier qui, après avoir repris sa place dans les rangs, tombe de nouveau au pouvoir de l'ennemi.

M. le colonel *Manos* objecte que si le prisonnier, repris après la fuite, est soumis à une surveillance plus sévère, on le traite avec plus de rigueur que l'espion, lequel, s'il n'est pas pris sur le fait, ne peut pas être puni à raison de faits antérieurs.

M. le général de *Voigts-Rhetz* ne partage pas cette opinion. Le militaire prisonnier qui fuit conserve, malgré tout, la qualité de belligérant. L'espion militaire perd, au contraire, cette qualité pendant le temps de l'espionnage. Il ne la recouvre que lorsqu'il rentre à l'armée à laquelle il appartient.

M. le colonel *Manos* réserve son jugement, à cause de la situation spéciale de son pays.

M. le baron *Jomini* propose la rédaction suivante : « Si plus tard il est de nouveau fait prisonnier, il n'est passible d'aucune peine pour sa fuite antérieure. »

La commission admet cette rédaction.

M. le colonel fédéral *Hammer* désirerait voir modifier les termes du premier alinéa de l'article 30. Il propose de dire : « les lois et les règlements de l'État qui les capture. »

M. le colonel comte *Lanza* et M. le baron *Lambermont* appuient cette motion.

M. le général de *Voigts-Rhetz* objecte que les personnages civils et les militaires qui commettent les mêmes infractions doivent être traités d'après les mêmes lois et non d'après des lois dont telle serait plus dure pour les militaires et telle autre plus douce pour les civils.

M. de *Lansberge* pense que ces distinctions doivent être abandonnées aux Gouvernements.

M. le baron *Lambermont* est d'avis que les codes militaires renvoient à la juridiction compétente selon les cas.

M. le colonel fédéral *Hammer* propose une rédaction nouvelle. On dirait :

« Les prisonniers de guerre sont soumis aux lois et règlements en vigueur dans l'armée de l'État au pouvoir duquel ils se trouvent. »

M. de *Lansberge* estime que l'expression « lois et règlements » est trop générale. Il vaudrait mieux dire : « aux lois pénales et aux règlements disciplinaires, » et remplacer le mot de « l'armée » par « l'État. » Aucun État ne peut prendre l'engagement d'appliquer sur son territoire une juridiction spéciale. M. le délégué des Pays-Bas fait, par conséquent, des réserves sur cette rédaction, qui est adoptée en première lecture par la commission.

Les paragraphes 31 et 32 restent supprimés.

Au paragraphe 33, M. le général *Arnaudeau* propose d'ajouter : « ... s'il est interrogé à ce sujet. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* adhère à cette observation, tout en faisant remarquer que les prisonniers sont interrogés d'après la liste matriculaire.

M. le colonel fédéral *Hammer* propose, au nom de son Gouvernement, de dire : « ... tenu de déclarer son véritable grade et son véritable nom. »

M. le général *Arnaudeau* croit qu'il serait utile de dire, à la fin du paragraphe : « ... aux prisonniers de guerre *de sa catégorie*. » M. le délégué de France ajoute qu'on pourrait, sans inconvénient, supprimer les mots *par l'honneur*, à cause des divergences qu'ils soulèvent chez les auteurs. D'après les uns, il n'y a que les officiers qu'il faille engager sur l'honneur ; d'après d'autres, il faut placer les soldats sur la même ligne que les officiers.

M. le général de *Voigts-Rhetz* se rallie à l'amendement de M. le général *Arnaudeau*.

Le paragraphe, modifié en ce sens, porte ce qui suit :

« 33. Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables nom et grade, et dans le cas où il enfreindrait cette règle, il encourrait une restriction de la jouissance des avantages de position faits aux prisonniers de guerre de sa catégorie. »

Le paragraphe 34 est, après une courte délibération, modifié dans les termes suivants : « L'échange des prisonniers de guerre est réglé par une entente mutuelle entre les parties belligérantes. »

Au paragraphe 35, M. le général de *Voigts-Rhetz* propose d'ajouter : « Leur propre Gouvernement est également tenu de ne demander ni d'accepter les services de prisonniers de guerre mis en liberté sur parole ou évadés en manquant à leur parole. »

M. le colonel comte *Lanza* croit que ce serait ici le cas de déterminer qui l'on peut mettre en liberté sur parole, vu que les législations militaires de différents pays ne sont pas uniformes à cet égard.

M. le baron *Jomini* dit que la phrase : « si les lois de leur pays les y autorisent » répond à cette question.

M. le président propose de dire, pour tenir compte de l'observation de M. le délégué d'Allemagne : « En pareil cas, leur propre Gouvernement est tenu de n'exiger ni d'accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée. »

La première partie du paragraphe n'est pas modifiée. Elle porte :

« 35. Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole si les lois de leur pays les y autorisent, et en pareil cas ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre Gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés.

Dans le même cas, leur propre Gouvernement est tenu de n'exiger ni de n'accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée. »

L'article 12 du projet belge sur les *prisonniers de guerre*, correspondant au paragraphe 36 du projet russe, est adopté sans discussion.

Il est de la teneur suivante : « Un prisonnier de guerre ne peut pas être contraint d'accepter sa liberté sur parole, de même que le Gouvernement ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* demande la suppression du paragraphe 37, comme rentrant dans le paragraphe précédent.

M. le général *Arnaudeau* juge qu'il serait utile de maintenir ce paragraphe, parce qu'il se peut que le Gouvernement ignore que tel officier manque à sa parole.

M. le colonel *Staaff* dit qu'après l'engagement que l'on suppose imposé aux Gouvernements par la nouvelle rédaction du paragraphe 35, de ne pas reprendre à leur service les évadés, le paragraphe 37 n'aurait strictement de raison d'être que pour les individus ayant repris les armes à l'insu de leur Gouvernement.

Le paragraphe est maintenu avec une légère modification, demandée par M. le colonel comte *Lanza* :

« 37. Tout prisonnier de guerre libéré sur parole, et de nouveau repris portant les armes contre le Gouvernement envers lequel il s'était engagé d'honneur, peut être privé des droits de prisonnier de guerre et traduit devant les tribunaux. »

M. le *président* consulte la commission pour savoir à quelle matière elle désire consacrer sa prochaine séance.

L'assemblée se prononce pour le chapitre VII : *Des non-combattants et des blessés*.

M. le général de *Voigts-Rhetz* ne peut accepter cette discussion qu'avec des réserves formelles. Il aimerait mieux la voir ajourner et commencer immédiatement l'examen du chapitre *Des belligérants*. Il y a en effet, dit-il, une grande connexité entre le chapitre VII et la Convention de Genève. Cette convention étant reconnue par des Gouvernements qui ne sont pas représentés dans cette assemblée, il pourrait surgir, au cours des délibérations, des difficultés qui retarderaient la marche de l'œuvre actuelle et qui pourraient être même de nature à compromettre la Convention de Genève. Il semblerait donc utile à M. le délégué d'Allemagne que le chapitre VII fût réservé pour une discussion à part ou renvoyé à un autre moment, et que l'Assemblée s'occupât d'une autre matière.

M. le général de *Leer* fait observer qu'il est entendu que la Convention de Genève doit rester intacte.

M. le baron *Jomini* cite une lettre de M. Moynier, président du comité international de Genève, qui demande que si des modifications sont faites aux articles de la convention, elles se produisent sous formes d'articles additionnels.

M. de *Leer* dit que l'on peut être certain que le chapitre VII sera traité conformément aux dispositions de la Convention de Genève.

M. le général de *Voigts-Rhetz* se range à l'avis de ses collègues ; toutefois, il ne peut commencer la discussion du chapitre VII qu'à la condition formelle qu'il soit constaté, à l'unanimité des délégués formant la commission, que l'existence de la Convention de Genève n'est nullement compromise et que, si l'on y veut introduire des modifications ou améliorations, il faudra le consentement unanime de toutes les parties qui ont signé ladite convention.

Les déclarations de M. le délégué d'Allemagne seront actées au protocole.

M. le colonel fédéral *Hammer* dit que le projet russe contient des clauses très-acceptables, très-utiles, et qu'on peut les ajouter à la Convention de Genève comme articles additionnels. M. le délégué de Suisse accepte, en conséquence, la discussion du chapitre VII dans les mêmes termes que M. le général de *Voigts-Rhetz* et sous réserve de ses instructions.

M. le général baron de *Schoenfeld* croit qu'il serait désirable d'étendre le bénéfice de l'inviolabilité du paragraphe 38 aux membres des sociétés pour le secours volontaire aux blessés. Il se réserve de revenir sur ce point.

Sur la proposition de M. le baron *Lambermont*, la commission décide qu'après la discussion du chapitre VII elle s'occupera des dispositions relatives aux sociétés de secours, et ensuite des communications que M. le président se propose de faire au nom du comité de Genève.

La commission s'ajourne à demain vendredi, à dix heures.

Le Secrétaire,

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Le Président,

Signé : Baron A. JOMINI.

Annexe I.

SECTION I.

CHAPITRE VI. — *Des prisonniers de guerre.*

(Texte modifié dans la séance du 6 août).

Les paragraphes 23 et 24 sont réservés pour une discussion ultérieure.

25. Les prisonniers de guerre ne sont pas des criminels, mais des ennemis légaux et désarmés. Ils sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés. Ils doivent être traités avec humanité et, sauf le cas d'insubordination, ne peuvent être l'objet d'aucune violence. Tout ce qui leur appartient personnellement, les armes exceptées, reste leur propriété.

26. Les prisonniers de guerre peuvent être assujettis à l'internement dans une ville, forteresse, camp ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées ; mais ils ne peuvent être enfermés que par mesure de sûreté indispensable.

27. Les prisonniers de guerre peuvent être employés à certains travaux publics qui n'aient pas un rapport direct avec les opérations sur le théâtre de la guerre et qui ne soient pas exténuants ou humiliants pour leur grade militaire, s'ils appartiennent à l'armée, ou pour leur position officielle, s'ils n'en font point partie.

Ils pourront également, en se conformant aux dispositions réglementaires à fixer par l'autorité militaire, prendre part aux travaux de l'industrie privée.

Leur salaire servira à améliorer leur position ou leur sera compté au moment de leur libération. Dans ce cas, les frais d'entretien pourront être défalqués de ce salaire.

28. Les prisonniers de guerre ne peuvent être astreints d'aucune manière à prendre une part quelconque à la poursuite des opérations de la guerre.

29. Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre se charge de leur entretien.

Les conditions de l'entretien des prisonniers de guerre peuvent être établies par une entente mutuelle entre les parties belligérantes.

A défaut de cette entente, et comme principe général, les prisonniers de guerre seront traités pour la nourriture et l'habillement sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés.

En vue de remplacer les paragraphes 30, 31 et 32, M. le président donne lecture d'un projet d'article de la teneur suivante et qui est discuté dans la séance du 6 août :

« Les prisonniers de guerre sont assujettis, selon leur rang militaire, aux lois du code militaire ou aux règlements disciplinaires du Gouvernement au pouvoir duquel ils se trouvent.

« Un prisonnier de guerre qui prend la fuite ne peut être tué que pendant la poursuite, et s'il est repris, il n'est passible que de peines disciplinaires.

« Tout complot des prisonniers de guerre en vue d'une fuite générale est puni selon les règlements militaires. Toute rébellion contre les autorités établies au lieu de leur internement est puni d'après les lois militaires. »

30. Les prisonniers de guerre sont soumis aux lois et règlements en vigueur dans l'armée de l'État au pouvoir duquel ils se trouvent.

Contre un prisonnier de guerre en fuite il est permis, après sommation, de faire usage des armes. Repris, il est passible de peines disciplinaires ou soumis à une surveillance plus sévère. Si plus tard il est de nouveau fait prisonnier, il n'est passible d'aucune peine pour sa fuite antérieure.

31 et 32. Supprimés.

33. Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables noms et grade et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il encourrait une restriction de la jouissance des avantages de position faits aux prisonniers de guerre de sa catégorie.

34. L'échange des prisonniers de guerre est réglé par une entente mutuelle entre les parties belligérantes.

35. Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole si les lois de leur pays les y autorisent et, en pareil cas, ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre Gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a fait prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés.

Dans le même cas, leur propre Gouvernement est tenu de n'exiger ni de n'accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée.

36. Un prisonnier de guerre ne peut pas être contraint d'accepter sa liberté sur parole, de même que le Gouvernement ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole.

37. Tout prisonnier de guerre, libéré sur parole et de nouveau repris portant les armes contre le Gouvernement envers lequel il s'était engagé

d'honneur, peut être privé des droits de prisonnier de guerre et traduit devant les tribunaux.

Protocole n° VII. — 7 août 1874.

Présents : les mêmes plénipotentiaires.

Le protocole n° VI (séance du 6 août) est lu et approuvé.

M. le baron *Lambermont* dit qu'il a conservé un doute au sujet de la juridiction sur les prisonniers attribuée à l'État au pouvoir duquel ils se trouvent. M. le délégué de Belgique se réserve de revenir sur cette question, s'il y a lieu, lorsqu'on fera une seconde lecture des articles admis dans la séance d'hier.

M. le baron *Jomini* donne lecture de la circulaire qui a été adressée, sous la date du 20 juin 1874, par M. G. Moynier, président du Comité international de Genève, à MM. les président et membres des comités centraux de secours aux militaires blessés, et qui est relative à la Conférence de Bruxelles.

En terminant cette lecture, M. le *président* exprime l'avis que si les articles du projet russe sont admis, on pourra les soumettre aux Gouvernements comme articles additionnels à la Convention de Genève, à laquelle il ne s'agit en aucune façon de toucher.

M. le colonel *Staaff* applaudit aux paroles de M. le président. On ne peut porter atteinte à la Convention de Genève, qui est un acte officiel et inviolable; mais il semble à M. le délégué de Suède et Norvège qu'on peut la développer par des propositions complémentaires qu'il est permis d'étendre aux actes additionnels signés dans la même ville en 1868, et qui ne constituent que des explications et des améliorations de ladite convention. M. le colonel *Staaff* pense que l'on pourra d'autant plus utilement se livrer à ces études que les questions maritimes sont exclues des débats actuels. Les premiers articles additionnels sont une extension des stipulations de la Convention de Genève, et il ne saurait être inutile de s'en inspirer puisqu'ils sont prêts à être ratifiés par la plupart des Gouvernements qui ont signé la convention même.

M. le baron *Jomini* pense, au contraire, qu'il sera préférable de ne pas s'occuper des articles additionnels, précisément parce que tous les Gouvernements n'y ont pas encore adhéré.

M. le baron *Lambermont* informe la commission que le Gouvernement

belge a eu connaissance de la communication dont M. le président a donné lecture. Le Cabinet de Bruxelles l'a envisagée au même point de vue. Dans son opinion, il ne s'agit pour la Conférence ni de toucher à la Convention de Genève de 1864, que tout le monde entend respecter, ni de ratifier les articles additionnels de 1868, puisqu'ils renferment des clauses maritimes. Quant au chapitre VII du projet russe, il contient des stipulations qu'on pourrait utilement emprunter et qui, remaniées et mises en rapport avec les autres projets, formeraient, si l'on voulait, un troisième chapitre de l'œuvre de Genève.

M. le général de Voigts-Rhetz déclare tout d'abord qu'il n'avait pas connaissance de la circulaire dont M. le président a donné lecture. Il tient à exprimer son sentiment sur les articles additionnels de la Convention de Genève dont on vient d'entretenir la Conférence. Les articles additionnels n'existent pas, en réalité, pour l'Allemagne, qui n'y a pas adhéré; M. le général de Voigts-Rhetz ne pourrait point, par conséquent, discuter les déductions qu'on en voudrait tirer. Il lui paraîtrait plus convenable d'envisager le chapitre VII comme indépendant du projet russe et de le présenter aux Gouvernements comme une œuvre particulière se raccordant à la Convention. Les Gouvernements pourront dès lors ou le fondre dans la Convention ou le maintenir à part. Lorsqu'on examine le projet russe, il semblerait que le matériel des ambulances et des hôpitaux militaires dût être neutralisé et que ce matériel n'appartiendrait, en aucun cas, comme prise, à l'ennemi. M. le délégué d'Allemagne ne peut pas accepter cette interprétation. La Convention de Genève a fait dans son article 1^{er} une distinction très-claire entre le *personnel* et le *matériel*. Elle dit que le matériel n'est considéré comme neutre que pendant le temps où il s'y trouve des malades ou des blessés, ce qui est tout différent. L'article 4 de la Convention et l'article 3 additionnel disent que le matériel est neutre; mais d'après l'organisation actuelle des hôpitaux, cela n'est pas absolument exact. Comme les articles additionnels n'ont pas été ratifiés par l'Allemagne, M. le général de Voigts-Rhetz ne peut se ranger à cet avis. Il se trouve donc amené à dire : la Convention doit être maintenue quant aux principes, mais modifiée quant aux termes. Il faut distinguer nettement entre le *personnel* et le *matériel*, et puis entre le matériel *occupé* et celui *qui ne l'est pas*. La Convention contient le mot de *neutralité*, qui n'est pas exact dans le sens qu'on doit lui donner ici; il serait plus juste d'employer l'expression *inviolabilité*. Personne ne peut être contraire à l'idée de placer des blessés dans un hôpital quelconque en campagne; or, cela serait impossible si les hôpitaux étaient reconnus neutres et qu'ils ne voulussent pas les recevoir. Il peut arriver qu'une armée victorieuse

établisse toutes ses ambulances sur le premier champ de bataille ; on suppose ces ambulances remplies de blessés et de malades. Lorsque la seconde bataille est gagnée, les premières ambulances étant occupées, où mettra-t-on les nouveaux blessés si les hôpitaux capturés de l'ennemi ne veulent pas s'établir sur le second champ de bataille, mais prétendent suivre leur propre armée ? Il faudra les retenir et on le fera dans un but d'humanité. Sera-ce une violation de la neutralité ? Assurément non. Il est donc inexact de dire qu'ils sont *reconnus neutres*.

M. le délégué d'Allemagne conclut en disant que, d'après ce qui précède, le mot *inviolabilité* est préférable pour établir le sens véritable de la Convention de Genève. Il ajoute que, dans le but de rendre sa pensée plus claire, il a préparé un projet d'articles destinés à remplacer ceux du projet russe, et il propose de les faire imprimer et de les distribuer aux délégués, qui jugeront s'ils sont acceptables.

M. le *président* donne lecture des articles rédigés par M. le général de Voigts-Rhetz.

La commission décide qu'ils seront imprimés.

M. le général *Arnaudeau* croit qu'il sera utile de fusionner les projets qui sont en présence.

M. le colonel *Staaff* dit qu'à son avis, les articles du projet russe ne renferment rien qui soit contraire à la Convention de Genève. M. le délégué de Suède et Norvège croit qu'il est à même de se prononcer à cet égard, puisqu'il a pris part aux travaux qui ont précédé la signature de cet acte international. Il juge utile de relever certains points qui lui semblent répondre aux vœux exprimés aux conférences de Paris en 1867 et de Berlin en 1869. Le mot *inviolabilité* rend sans doute mieux l'idée qu'on a voulu exprimer que le mot *neutralité*, qui ne peut être pris ici que dans un sens relatif, conditionnel et temporaire, mais qui a fini néanmoins par prévaloir au sein de la Conférence. M. le délégué de Suède et Norvège croit qu'il serait avantageux de mentionner d'une manière spéciale les sociétés de secours qui sont nées de la Convention de Genève. Cela répond à un vœu souvent exprimé et très-juste. Quels que soient les abus qui puissent être commis à l'abri de la croix rouge, le but de l'œuvre est excellent et des services remarquables plaident en faveur de ces nombreuses sociétés établies et fonctionnant d la manière la plus honorable dans presque tous les pays, se trouvant placées sous les auspices d'augustes personnages et se faisant connaître par des comptes rendus annuels. Cette satisfaction est due à ces sociétés, d'autant plus qu'elles ont eu l'honneur d'une mention dans les actes additionnels qui sont relatifs aux questions maritimes, alors qu'elles n'ont encore rendu aucun service sur mer, tandis que là où

elles ont fait depuis longtemps leurs preuves, on a presque évité de les nommer. M. le colonel Staaff exprime, en conséquence, le désir que l'on comprenne les délégués de ces sociétés au nombre des *neutralisés*, pourvu qu'ils remplissent les conditions requises au paragraphe 44 du projet russe, d'après les exigences militaires.

M. le colonel fédéral *Hammer* croit que le projet de M. le délégué d'Allemagne contient des idées très-acceptables; seulement, c'est un remaniement complet du projet russe. M. le délégué de Suisse présentera lui-même un projet d'articles qu'il soumettra à la commission.

M. le colonel *Staaff* estime que, pour gagner du temps, il faudrait examiner simultanément les projets spéciaux russe, allemand et belge, ainsi que celui que promet d'élaborer M. le délégué de Suisse.

M. le général de *Voigts-Rhetz* propose de nommer une sous-commission qui serait chargée d'examiner les quatre projets en présence et d'en faire un texte unique. Ce chapitre formerait un acte séparé qui serait considéré comme additionnel à la Convention de Genève.

La proposition de nommer une sous-commission rencontrant l'accueil unanime de tous les délégués, MM. le baron de Soden, le baron *Lambermont*, le général de *Leer*, le colonel *Staaff* et le colonel fédéral *Hammer* sont désignés pour en faire partie.

M. le baron *Lambermont* appelle l'attention de la commission sur le projet que la société belge de secours pour les prisonniers a fait parvenir à la Conférence. La commission ayant décidé en principe qu'elle ne s'occuperait de propositions émanant de l'initiative non officielle que si l'un des délégués les faisait siennes, M. le délégué de Belgique, présente, au nom de son Gouvernement, un projet modifié de manière à faire droit aux objections que celui du comité de Bruxelles paraissait devoir soulever.

M. le *président* donne lecture du texte qui lui est remis par M. le baron *Lambermont*. Il pense que ce projet doit former un chapitre spécial.

M. de *Lansberge* croit qu'on pourrait le discuter à la suite du chapitre VII, et il ajoute qu'il a l'ordre de son Gouvernement d'appuyer la proposition de M. le délégué de Belgique.

M. le baron *Lambermont*, rappelant que M. le président a bien voulu soumettre à la Conférence une rédaction nouvelle du chapitre I^{er} de la section I, demande s'il entre dans les vues de M. le baron *Jomini* de faire un travail semblable pour d'autres chapitres.

M. le *président* répond affirmativement et remet, pour être imprimée et distribuée aux délégués, une nouvelle rédaction du chapitre I^{er} de la section II.

M. le colonel *Brun* fait la proposition suivante :

« Après un combat, les belligérants sont tenus de communiquer à la partie adverse la liste des morts et des blessés qui sont tombés en leur pouvoir. Pour rendre cette mesure plus facile, il serait désirable que chaque soldat fût muni d'une marque indiquant son numéro (son nom?) et le nom de son régiment ainsi que le numéro de sa compagnie. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* croit que l'on pourrait répondre à l'idée de M. le délégué de Danemark en munissant les hommes de signes ou marques portant le numéro du soldat, de sa compagnie et de son régiment.

M. le délégué d'Allemagne demande que la sous-commission se réunisse demain samedi et remette son travail à la commission lundi prochain.

Cette motion est adoptée et la séance est levée.

Le Secrétaire,

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Le Président,

Signé : BARON A. JOMINI.

Annexe I.

SECTION I.

CHAP. VII. — *Des non-combattants et des blessés.*

(Texte présenté par M. le premier délégué d'Allemagne dans la séance du 7 août).

38. Les blessés et les malades de l'armée ennemie seront soignés et entretenus par les belligérants de la même manière que ceux qui appartiennent à leurs propres armées; du reste, ils sont, comme tous les autres prisonniers de guerre, soumis aux règles et instructions du chapitre VI (du projet russe).

Les blessés et les malades appartenant à l'armée ennemie, et qui, après guérison, seront trouvés incapables de prendre part à la guerre, devront être renvoyés dans leurs pays.

39. Les médecins, les pharmaciens et les aides-chirurgiens demeurés près des blessés sur le champ de bataille, tout le service personnel des hôpitaux militaires et des ambulances de campagne, ainsi que les membres des sociétés de secours admis par les autorités militaires sur le théâtre de la guerre, ne pourront pas être faits prisonniers de guerre;

ils jouiront de l'inviolabilité, s'ils ne prennent point part aux opérations de guerre.

Quand leurs services ne seront plus nécessaires pour les malades et les blessés, ils devront, sur leur demande, être renvoyés et, si cela peut se faire sans préjudice des opérations militaires, délivrés aux avant-postes de leur armée par le plus court chemin.

Le matériel des ambulances et des hôpitaux de réserve délaissés ne pourra être déclaré butin que quand il ne sera plus nécessaire pour le service des blessés et des malades à l'endroit où il a été établi.

40. Hors des limites du champ de bataille, le personnel et le matériel des ambulances et des hôpitaux militaires non établis est soumis aux lois de la guerre; de même tous les hôpitaux si l'ennemi en use... (*voir* projet russe, § 40).

41. Les personnes jouissant du droit à l'inviolabilité et... (*voir* projet russe, § 41).

42. Les établissements publics et privés consacrés au service de santé ne pourront, durant le temps de cet usage et à mesure de l'espace nécessaire à cet effet, être employés à d'autres buts militaires.

43. Les ambulances de campagne et les hôpitaux établis devront être marqués par un signe distinctif (drapeau blanc à croix rouge); de même un brassard blanc à croix rouge sera porté par le personnel sanitaire (*voir supra*, § 39).

44. (Projet russe modifié.)

Les non-combattants, jouissant du droit à l'inviolabilité, devront porter un signe distinctif et un document d'autorisation délivré par leur Gouvernement, et en outre un certificat d'identité, les deux derniers délivrés par l'autorité compétente.

A d'autres personnes le brassard blanc à croix rouge ne donnera nul droit à l'inviolabilité de la part des belligérants.

Annexe II.

PROJET D'ARTICLES

Relatifs aux sociétés de secours pour les prisonniers de guerre.

(Rédaction proposée par M. le premier délégué de Belgique
dans la séance du 7 août.)

1. Les agents des sociétés de secours n'auront accès auprès des prisonniers en marche ou provisoirement internés dans la zone des opérations militaires que dans des cas exceptionnels et avec l'assentiment préalable de l'autorité militaire compétente.

Ils pourront être admis dans les dépôts permanents en se soumettant aux mesures de précaution exigées par l'autorité militaire.

2. Les membres délégués des sociétés de secours seront munis d'un document officiel constatant leur identité.

3. Les sociétés pourront faire distribuer aux prisonniers par leurs délégués, sous le contrôle et la surveillance de l'autorité militaire compétente, des secours en habillement, en linge, en argent, en livres et en médicaments, selon les besoins et les circonstances. Elles pourront également offrir leur concours pour les soins religieux et moraux à donner aux prisonniers, en respectant la liberté de conscience et en s'abstenant de toute communication qui serait jugée inopportune ou nuisible par le commandant du dépôt.

4. Seront admis en franchise de droits les objets d'habillement, linge, etc., qui seront envoyés aux prisonniers par les sociétés de secours, ou qui leur seront expédiés individuellement.

Les lettres envoyées ou reçues par les prisonniers, ainsi que les mandats et articles d'argent qui leur seront adressés, seront exempts de la taxe postale.

5. Les délégués des sociétés de secours pourront obtenir communication des listes des prisonniers dressées dans les dépôts des autorités militaires.

6. Les délégués qui contreviendraient aux dispositions qui précèdent ou qui donneraient à leurs actes un caractère autre que celui de la bienfaisance pure ne pourraient plus réclamer le bénéfice des clauses de la présente convention.

Annexe III.**SECTION II.****CHAPITRE PREMIER.**

(Nouvelle rédaction proposée par M. le Président dans la séance du 7 août.)

45. La population d'une localité qui n'est pas encore occupée par l'ennemi et qui prend les armes pour la défense de la patrie doit être considérée comme partie belligérante et, si elle est faite prisonnière, elle doit être considérée comme prisonnière de guerre.

OBSERVATION. — *L'article 45 pourrait être considéré comme suffisant. Il en ressort logiquement que la population d'une localité occupée, n'étant pas dans les mêmes conditions, ne jouit pas des mêmes privilèges de belligérant.*

Toutefois, pour la garantir contre les conséquences de ce vague, on pourrait ajouter :

46. Les individus faisant partie de la population d'un pays dans lequel le pouvoir de l'ennemi est établi et qui se soulèvent contre lui, les armes à la main, peuvent être déférés à la justice ;

Ou bien :

46. La population d'un territoire occupé par l'ennemi qui se soulève les armes à la main peut être considérée comme belligérante si elle satisfait aux conditions suivantes :

1° Si elle prend les armes pour la défense de la patrie, sur l'ordre de son Gouvernement ;

2° Si elle se conforme aux lois et coutumes de la guerre et aux conditions des paragraphes 9 et 10 ;

3° Si elle a une organisation suffisante pour la distinguer de la population paisible.

47. Les individus qui tantôt prennent part de leur propre chef aux opérations de guerre, tantôt retournent à leurs occupations pacifiques, ne satisfaisant pas en général aux conditions des paragraphes 9 et 10, ne jouissent pas des droits de parties belligérantes et sont passibles, en cas de capture, de la justice militaire.

48. La population d'une province occupée ne peut être forcée ni à prendre part aux opérations militaires contre son Gouvernement légal, ni à des actes de nature à contribuer à la poursuite de buts de guerre au détriment de la patrie.

49. La population des provinces occupées ne peut être contrainte au serment de sujétion à la puissance ennemie.

50. Les convictions religieuses, l'honneur, la vie et la propriété de la population pacifique doivent être respectés par l'armée ennemie.

51. Le butin doit être formellement interdit.

SECTION IV.

DES REPRÉSAILLES.

69. En général, le droit et l'humanité exigent qu'un innocent ne souffre pas pour un coupable.

Les représailles ne seront admises dans les cas extrêmes :

Qu'avec l'autorisation expresse du commandant en chef, contre un ennemi qui aurait violé les lois et coutumes de la guerre, celles du droit des gens, et les principes posés dans la présente déclaration ;

Et en proportionnant les moyens et l'étendue des représailles avec le degré d'infraction commise par l'ennemi.

Protocole n° VIII. — 10 août 1874.

Présents : Les mêmes plénipotentiaires.

Le protocole n° VII (séance du 7 août) est lu et approuvé.

M. le maréchal de camp *Servet* fait remarquer que le protocole n° VI mentionne une observation qu'il n'avait faite que d'une manière incidente, relativement à la sommation, et sans penser qu'elle dût être relatée ; mais du moment qu'elle figure au protocole, elle acquiert une certaine importance, et M. le délégué d'Espagne se réserve d'y revenir à la seconde lecture.

M. le *président* fait connaître à l'assemblée que le Gouvernement impérial de Russie a désigné M. Martens, professeur de droit international à l'Université de Saint-Petersbourg, pour prendre part aux délibérations de la Conférence. M. Martens est admis en cette qualité.

M. le baron *Lambermont* rend compte du travail de la sous-commission instituée dans la séance de vendredi dernier pour unifier les

quatre projets relatifs au service des blessés. Les délégués qui se sont réunis n'ont pas cru qu'il leur appartint de statuer sur la destination de leur œuvre, de décider si le projet nouveau devait former un chapitre de l'arrangement général, un acte séparé ou un chapitre additionnel à la Convention de Genève. Cette question a été réservée. Quant au fond, on est parti de l'idée générale que la Convention de Genève ne devrait pas être restreinte. On a donc écarté du nouveau projet ce qui semblait porter atteinte à la Convention, mais on y a admis ce que l'on considérerait comme des développements utiles. Quant à la rédaction, on n'a pas eu le temps d'y mettre la dernière main ; c'est assez dire qu'elle pourra être améliorée.

M. le général de Voigts-Rhetz pense qu'il y a eu malentendu. Il avait cru comprendre, dans la séance de vendredi, que, de l'avis unanime, le chapitre VII devait être rangé à part, séparé du projet russe et former un tout distinct. Dans cette hypothèse, les délégués auraient eu à envoyer à leurs Gouvernements deux projets, le projet russe discuté et remanié dans son ensemble, et le chapitre VII reproduit sous une autre forme ; mais il restait entendu que la Convention de Genève ne pouvait y être comprise d'aucune manière. Or, qu'est-il arrivé ? C'est que le projet soumis à la commission modifie la Convention de Genève. Si la Conférence accepte ce projet, elle doit dénoncer la Convention. Si, au contraire, elle élabore un projet qui fait abstraction de l'acte de 1864, ce projet pourra être discuté plus tard dans une conférence. Il est resté dans le projet des clauses gênantes pour les militaires et l'on y met des choses qui ne se trouvent pas dans la Convention. M. le délégué d'Allemagne explique son opinion par des exemples ; il insiste sur la nécessité de remplacer le mot *neutralité* par celui d'*inviolabilité*, et il se résume en disant que les articles rédigés dans la sous-commission doivent être séparés du *projet de convention* et le chapitre VII, supprimé. A son avis, la Conférence peut sans aucun doute formuler un certain nombre de clauses qui pourraient remplacer la Convention de Genève, si tous les Gouvernements les acceptaient. M. le général de Voigts-Rhetz propose que l'entente de la Conférence soit nettement déclarée à cet égard.

M. le général de Leer est d'avis que la sous-commission n'a fait que se conformer à son mandat.

M. le baron *Jomini* admet la suppression du chapitre VII et la rédaction éventuelle d'un chapitre spécial dont les clauses pourront être soumises au Comité international de Genève comme articles additionnels.

M. le colonel comte *Lanza* croit qu'il est indispensable de bien définir ce que l'on veut faire. Veut-on refaire la Convention de Genève? qu'on le fasse. Sinon, il faut limiter le chapitre VII à quelques dispositions non comprises dans la Convention ni dans les articles additionnels de 1868, et laisser le reste intact.

M. le baron *Jomini* fait la remarque qu'il serait pénible de passer sous silence les blessés dans un projet qui a pour but d'adoucir les souffrances de la guerre.

M. le colonel *Staaff* désire répondre quelques mots aux observations présentées par M. le délégué d'Allemagne, dont il a regretté l'absence dans la sous-commission. Quant à la destination du projet élaboré dans la séance de samedi, la sous-commission n'avait pas à s'en préoccuper. Mais M. le délégué de Suède et Norwège pense que si ce projet était rédigé sous la forme d'articles additionnels, il serait un contingent précieux pour les délibérations futures sur les anciens actes additionnels de 1868. En ce qui concerne la nouvelle proposition de substituer le mot *inviolabilité* à celui de *neutralité*, M. le colonel *Staaff* pense que, bien que la première expression puisse répondre plus exactement à l'idée voulue que la seconde, il serait peut-être sage d'éviter un changement à cet égard, vu l'immense popularité dont jouit cette idée que la Convention de Genève *neutralise les blessés*. La circonstance que tous les Gouvernements, sauf un, sont prêts à ratifier les actes additionnels de 1868 a engagé la sous-commission à les prendre en considération; toutefois pleine satisfaction a été donnée à M. le délégué d'Allemagne en ce que la sous-commission a proclamé franchement que les blessés valides sont *prisonniers de guerre*, aux termes de la Convention qui déclare qu'ils *pourront* être renvoyés dans leurs foyers, tandis que le paragraphe 5 des articles additionnels porte qu'ils *devront* l'être, en les exemptant ainsi de la condition de prisonniers de guerre. Voilà quant au *personnel*. Quant au *matériel*, les exemples cités par M. le délégué d'Allemagne reposent incontestablement sur des observations militaires pratiques d'une haute valeur; mais M. le délégué de Suède et Norwège, en donnant lecture de la partie du projet de la sous-commission qui traite de ce sujet, estime que cette rédaction ne s'écarte point de l'esprit de la Convention, que d'un commun accord on a voulu respecter.

M. le baron *Jomini* fait observer qu'il est impossible de s'occuper du

projet de convention sans s'occuper des blessés. D'un autre côté, la société de Genève objecte, non sans raison, qu'il y aurait désormais trois juridictions à consulter : la Convention de Genève, les articles additionnels et la future Convention de Bruxelles. Mais du moment que l'on admet que le chapitre qui les concernera sera séparé du reste du projet, il ne peut y avoir aucune difficulté.

M. le colonel fédéral *Hammer* demande, d'après les instructions de son Gouvernement, que le chapitre vii soit éliminé du projet et, subsidiairement, si des dispositions nouvelles analogues sont acceptées, qu'elles soient désignées comme articles supplémentaires de la Convention de Genève. M. le délégué de Suisse proposerait donc éventuellement de dire, à la fin du chapitre vii : Ces articles, en tant qu'ils ne font point partie de la Convention de Genève, seront considérés comme articles additionnels.

M. le baron *Jomini* dit que c'est précisément à cela que l'on tend. La Conférence ne fera pas d'articles additionnels ; elle se bornera à les signaler à la conférence de Genève pour que celle-ci les fasse tels.

M. le général de *Voigts-Rhetz* fait remarquer que si la sous-commission a évité d'employer le mot *neutralité*, elle s'est servie de celui de *neutralisée*. Pour concilier toutes choses, M. le délégué d'Allemagne propose de dire, au chapitre vii, que la Convention de Genève est maintenue. Que si l'on passe aux articles additionnels, il faut en élaguer ce qui est inadmissible au point de vue militaire. Ce serait un travail facile et pas long. Si cette proposition était agréée, on discuterait le projet russe ou un autre.

M. de *Lansberge* constate qu'on est d'accord pour ne pas toucher à la Convention de Genève. Il faudrait donc éliminer le chapitre vii ; mais afin d'obvier à l'objection que le projet russe, qui a une tendance humanitaire, ne peut point passer sous silence les malades et les blessés, on pourrait conserver le chapitre vii en n'y insérant qu'une clause de la teneur suivante : « Les malades et les blessés seront traités conformément aux stipulations de la Convention de Genève et aux modifications qui y seront apportées dans la suite. » M. le délégué des Pays-Bas ajoute qu'il serait utile de profiter de la présence de tant de spécialités militaires pour signaler aux Gouvernements les lacunes ou les défauts existant dans la Convention de 1864, au moyen d'un acte additionnel qui ne serait considéré que comme une recommandation, laquelle pourrait servir dans le cas d'une révision éventuelle de la Convention de Genève.

M. le colonel fédéral *Hammer* appuie la proposition de M. de *Lansberge* et formule la proposition suivante :

« Les obligations des belligérants concernant le service des malades et des blessés sont régies par la Convention de Genève, sauf les modifications dont cette dernière pourra être l'objet. »

M. le baron *Jomini* invite MM. les militaires à vouloir bien se mettre d'accord sur les clauses de la Convention de Genève qui devraient être modifiées.

M. le colonel *Staaff* appuie la proposition de M. le président. Il pense qu'il sera bon de dire au chapitre vii que la Convention de Genève forme la base de cette question. On y ajoutera le travail de la sous-commission après qu'il aura été dûment revu par la commission. Ces propositions nouvelles pourront être examinées plus tard par les Gouvernements lorsque la nécessité de reviser les articles additionnels ne pourra plus être ajournée.

M. le baron *Lambermont*, avant que la discussion se ferme sur ce point, croit devoir constater que les considérations développées par M. le délégué d'Allemagne n'ont pas été présentées à la sous-commission; du point de vue où il a été fait, le travail de celle-ci serait facile à défendre; mais M. le délégué belge regarde ce soin comme inutile en présence de la direction nouvelle donnée à la délibération.

M. le général de *Voigts-Rhetz* se rallie à la rédaction proposée par MM. de *Lansberge* et *Hammer*. Quant au fond, on fera bien d'exposer, au point de vue militaire, les objections soulevées par la Convention de Genève. Cela sera d'un poids sérieux. Lorsque treize ou quatorze États diront que tel ou tel point est inacceptable, on ne pourra pas ne pas tenir compte de cette opinion dans la Conférence future. On signalera les lacunes et les défauts.

M. le colonel fédéral *Hammer* demande qu'il soit tenu compte au protocole de cet échange d'observations.

M. le colonel comte *Lanza* dit qu'il n'a pas d'instructions l'autorisant à entrer en discussion sur l'opportunité de modifier la Convention de Genève.

M. le baron *Jomini* répond que ce n'est pas un obstacle puisque tout est soumis à la ratification des Gouvernements.

M. le président demande ensuite en quel sens la commission croit pouvoir répondre à la Société belge pour les secours aux prisonniers de guerre. Il propose la rédaction suivante :

« La commission, après avoir entendu la lecture des propositions faites par le comité belge de la Société internationale de secours pour les prisonniers de guerre et présentées par M. le délégué belge dans une forme modifiée, et après en avoir délibéré, constate d'un commun accord que le but éminemment charitable de cette société en général,

et la haute honorabilité des membres qui composent le comité belge en particulier, sont de nature à assurer à ces propositions un accueil bienveillant et une sérieuse considération.

« Toutefois, comme ces questions touchent à des matières extrêmement délicates à l'égard desquelles l'appréciation des Gouvernements doit nécessairement dépendre du degré de confiance qu'inspireraient les personnes chargées de cette mission de charité auprès des prisonniers de guerre, ainsi que des circonstances particulières en présence desquelles elles auraient à la remplir, MM. les délégués ne se croient pas appelés à délibérer sur des règles générales qui auraient pour effet de restreindre d'avance cette liberté d'appréciation de leurs Gouvernements.

« Ils croient donc devoir se borner à signaler les propositions présentées par M. le délégué belge à la sérieuse attention de leurs Gouvernements. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* fait ressortir à ce propos les très-sérieux inconvénients qui, au point de vue militaire, pourraient résulter de la présence dans les territoires des belligérants de délégués chargés de porter des secours aux prisonniers. Ils remarqueront que dans tel endroit ou telle province on fait une remonte de cavalerie, que dans une autre il y a des concentrations d'artillerie; ailleurs, il y aura une place bien ou mal approvisionnée, etc. Ces renseignements, à leur retour, ils les propageraient et pourraient nuire ainsi au succès de combinaisons militaires importantes.

M. le baron *Lambermont* ne veut pas prendre la défense des abus; mais il peut, dit-il, se présenter dans les guerres, et surtout dans les grandes guerres, des circonstances telles que le bon vouloir des Gouvernements ne soit pas en mesure de pourvoir à tout. Parfois même on se trouve en présence de souffrances réelles. C'est dans de tels cas que l'action privée peut intervenir utilement; mais M. le délégué de Belgique admet que son concours soit réglé avec prudence.

La rédaction proposée par M. le baron *Jomini* est adoptée.

La commission se sépare après avoir décidé de discuter demain les articles concernant les blessés, et d'émettre un avis sur les imperfections que renferme la Convention de Genève ainsi que sur les moyens de l'améliorer.

Le Secrétaire,

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Le Président,

Signé : BARON A. JOMINI.

Protocole n° IX. — 11 août 1874.

Présents : MM. le baron *Jomini*, président ; le général-major de *Voigts-Rhetz* ; le général major baron de *Schoenfeld* ; le colonel *Mockel* ; le colonel *Brun* ; le maréchal de camp *Servet* ; le général de brigade *Arnaudeau* ; le major général sir Alfred *Horsford* ; le lieutenant-colonel *Manos* ; le lieutenant-colonel comte *Lanza* ; le général van der *Schrieck* ; le général de division *Palmeirim* ; le général-major de *Leer* ; le lieutenant-colonel *Staaff* ; le colonel fédéral *Hammer*.

M. le baron *Jomini* fait connaître que MM. les délégués de Portugal ont reçu leurs pleins pouvoirs, qu'il dépose sur le bureau.

S. Exc. M. d'*Antas* désigne son collègue M. le général *Palmeirim* pour prendre part aux travaux de la commission.

MM. de *Lansberge* et le baron *Lambermont* cèdent leurs sièges, pour la séance de ce jour, à M. le général van der *Schrieck* et à M. le colonel *Mockel*.

M. le *président* précise en quelques mots la portée de la discussion qui va s'ouvrir dans la séance de ce jour :

« Il a été convenu hier, dit M. le baron *Jomini*, que le chapitre VII du projet russe serait réduit à un seul article portant que les blessés seraient traités conformément à la Convention de Genève et aux modifications ultérieures qu'on jugerait nécessaire d'y apporter. Il a été également convenu que la commission aborderait l'examen de ces modifications, dont l'expérience acquise dans les dernières guerres a révélé la nécessité au point de vue militaire, et que les opinions qui seraient émises à ce sujet seraient consignées au protocole pour être placées sous les yeux des Gouvernements respectifs, à titre d'avis qu'il leur appartiendrait de peser et d'apprécier lorsqu'ils jugeraient opportun de reviser d'un commun accord la Convention de Genève. Ainsi, sans toucher elle-même à cette Convention, qui est un acte international, et est encore en ce moment l'objet de négociations avec les Gouvernements pour ses articles additionnels, la Conférence n'aura du moins pas passé sous silence un des points essentiels qui devaient fixer son attention. D'après cela, on lira, si la commission le veut bien, article par article, la Convention de Genève, et MM. les délégués militaires sont invités à émettre sur chacun de ces articles leur opinion, qui sera consignée au protocole. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* ne voit pas d'inconvénient à discuter

les articles additionnels en même temps que la Convention de Genève; mais il désire que le protocole constate que cette discussion n'implique en rien la ratification desdits articles.

Il est donné acte à M. le délégué d'Allemagne de ses réserves.

M. le général de *Voigts-Rhetz* renouvelle une déclaration de principe qu'il a déjà eu l'occasion de faire antérieurement au sujet de l'utilité qu'il y aurait à remplacer, dans l'article 1^{er} de la Convention de Genève, le mot *neutralité* par celui d'*inviolabilité*. M. le délégué d'Allemagne n'insiste pas sur ce point; il suffit que le protocole exprime sa manière de voir. Mais il a à faire une observation plus générale. La Convention de Genève a été faite en 1864. Depuis lors, la plupart des armées ont introduit des changements dans leur service de santé et dans l'organisation des hôpitaux militaires. La Convention ne répond donc plus complètement aux besoins actuels. Le mot *ambulance* désigne, à l'article 1^{er}, les petites ambulances qui suivaient les armées en première ligne. Les hôpitaux désignés en allemand par les mots *Hauptfeld-lazarethe* sont ou étaient les grandes ambulances qui étaient en même temps mobilisées et qui, d'après l'article IV de la Convention de Genève, restent soumises aux lois de la guerre, tandis que les petites, en cas de capture, devaient rester à leur armée parce qu'elles y effectuaient le premier service sur le champ de bataille. Aujourd'hui, la plupart des armées n'ont qu'une seule espèce d'hôpitaux également mobilisés qui, naturellement, doivent subir le même traitement. On en emploie une partie dans une première affaire, et l'on tient les autres en réserve pour être employés dans une seconde bataille; l'évacuation des malades et des blessés effectuée, ils suivent l'armée. En 1864, on parlait de l'idée que les *grandes ambulances* mobilisées, comme partie essentielle des hôpitaux, devenaient butin quand elles tombaient au pouvoir de l'ennemi, tandis que les petites étaient neutralisées pour laisser quelque ressource au premier moment sur les champs de bataille. Il y avait donc une raison pour qu'on les fit partir immédiatement sur demande. Ce qu'on a fait alors ne serait plus acceptable dans l'organisation actuelle. Il faut par conséquent faire une autre distinction; les hôpitaux mobilisés se confondent maintenant avec les ambulances telles qu'elles sont organisées et employées. La Convention de Genève neutralise ces dernières bien que la différence d'organisation ait cessé. C'est là une chose absolument inacceptable. Celui qui a le devoir de soigner les blessés doit avoir le droit de disposer du matériel capturé. Donc tout le matériel qui entre en guerre doit être soumis aux lois de la guerre; le personnel reste neutre.

M. le colonel *Stauff* estime que les articles additionnels constituent,

pour ainsi dire, la quintessence et la somme d'expériences et d'études acquises après l'adoption de la Convention de Genève; et comme ces articles sont sur le point d'être ratifiés, il paraît à M. le délégué de Suède que ce serait faire preuve de déférence à l'égard des Gouvernements qui y ont adhéré que de s'écarter le moins possible des améliorations apportées par ces articles à l'œuvre originale.

Passant à l'examen de l'article 1^{er} de la Convention de Genève, M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que l'article 3 additionnel établit le contraire de la thèse qu'il vient de soutenir. C'est une extension de la Convention. Toute la question est de savoir si l'hôpital et l'ambulance, étant placés sur la même ligne, peuvent être capturés.

M. le colonel *Staaff* dit que cette question a été prévue dans l'article 3 additionnel, qui étend l'idée de l'ambulance jusqu'à y comprendre les hôpitaux volants, lesquels, ajoutés aux installations pour le service des blessés, jouissent de la neutralité quant à leur matériel. M. le délégué de Suède et Norvège propose donc de renvoyer simplement à l'article 3 additionnel. Il pense qu'il est bon et nécessaire de ne jamais perdre de vue le service officiel; mais il ne faut pas oublier non plus la grande cause pour laquelle la Convention de Genève a été en quelque sorte proposée, c'est-à-dire celle des sociétés, pour lesquelles toute sécurité cesserait si l'on décidait de leur retirer le bénéfice de la neutralité.

M. le colonel fédéral *Hammer* est disposé à interpréter la Convention de Genève de la même manière que M. le délégué de Suède et Norvège. Il convient toujours de considérer pourquoi l'on faisait une différence entre les hôpitaux et les ambulances, même si l'organisation du service de santé dans les armées était changée. Il y a des armées qui ont conservé les anciennes ambulances dans l'acception restreinte du mot. Qu'arriverait-il si la proposition de M. le délégué d'Allemagne était acceptée? Si les attelages, le matériel et les approvisionnements qui constituent l'ensemble d'une ambulance, etc., forment corps avec les troupes et les doivent suivre pour recueillir les blessés d'une armée ou de l'autre, sont capturés par l'ennemi, celui-ci prive l'armée adverse du moyen de sauver ses soldats blessés, et se prive lui-même, en cas de revers, du même bénéfice. Il serait donc contraire à l'esprit d'humanité de mettre les attelages, etc., en dehors des lois de la guerre. Il y a un intérêt commun pour toutes les armées, c'est que les ambulances et les hôpitaux mobiles soient conservés comme neutres. C'est le seul moyen d'assurer aux blessés les premiers secours disponibles. M. le délégué de Suisse ne saurait donc donner une adhésion sans réserve aux vues de M. le délégué d'Allemagne.

M. le général de *Voigts-Rhetz* fait observer que la difficulté, au point

de vue militaire, n'est pas grande. On peut organiser des ambulances et des hôpitaux quand on n'a pas pris soin en temps de paix de faire une réserve de matériel suffisante. La difficulté réside dans le personnel : on ne fait pas en peu de temps des médecins et des pharmaciens, etc. On doit donc restituer le personnel à l'ennemi quand il a fini ses fonctions auxiliaires. Lorsqu'on a le personnel sous la main, on transporte le matériel des hôpitaux de réserve également comme le reste sur le théâtre de la guerre. Les ambulances qui tombent au pouvoir de l'ennemi seront ordinairement indispensables au vainqueur, non-seulement dans le moment même, mais pour longtemps. De nos jours, après chaque bataille, il y a une telle quantité de blessés que tout le service d'une armée ne suffit pas pour desservir ses propres troupes. Que faire si tous les blessés de l'ennemi se trouvent entre vos mains et que vous renvoyiez le matériel des hôpitaux à l'ennemi ? L'armée victorieuse sera privée de ses ambulances pour longtemps. Est-ce de l'humanité que de laisser cette armée sans hôpitaux pendant le reste de la campagne ? Quiconque a fait la guerre doit reconnaître que rien n'est plus difficile que de faire suivre les ambulances qui ont été sur un champ de bataille quand l'armée marche en avant. Si le matériel est soumis aux lois de la guerre, on organisera pendant la paix des réserves comme pour les autres services militaires. M. le délégué d'Allemagne dit qu'il n'a parlé jusqu'à présent que des hôpitaux fonctionnant sur le théâtre de la guerre. Mais la Convention de Genève neutralise même les hôpitaux qui ne sont pas en campagne, ce qui paraît encore moins acceptable parce que c'est contraire aux règles de la stratégie, qui commandent d'interrompre les préparatifs de l'adversaire. Il ne serait donc pas admissible que l'on dût restituer les hôpitaux capturés dans ces circonstances. M. le délégué d'Allemagne termine en disant que dans tous les rapports présentés par les chefs des corps d'armée allemands on constate qu'on tombe dans les plus grandes difficultés quand on renvoie le matériel des hôpitaux.

M. le colonel *Staaff* prie M. le président de vouloir bien donner lecture d'un extrait de l'*Étude sur la Convention de Genève*, de M. Moynier. Ce commentaire est de nature à éclaircir la question qui se débat en ce moment, surtout pour ceux des membres de la commission à qui elle ne serait pas entièrement familière. Il traite de la différence entre les ambulances et les hôpitaux et des motifs qui ont engagé la Conférence de Genève à faire une distinction entre eux au point de vue de la neutralité de leur matériel. M. le délégué de Suède et Norwège ne disconvient pas d'ailleurs de la nécessité de faire valoir les considérations militaires d'après l'expérience que l'on a acquise dans la dernière guerre,

mais il pense que cela se fera par l'initiative des Gouvernements, lorsqu'ils jugeront le moment opportun.

M. le général baron de *Schoenfeld* partage l'avis de M. le colonel *Staaff*. Dans la guerre, les hôpitaux militaires et ceux des sociétés de secours sont entremêlés. Si l'on expose ces dernières à perdre leur matériel, elles cesseront de fonctionner et les secours militaires ne suffiront pas. Il importe de faire appel aux sociétés privées. La croix rouge les protège. Il faut admettre en principe les rigueurs de la guerre; mais il y a des exceptions humanitaires dont il faut tenir compte.

M. le général de *Leer* se range à l'avis de M. le colonel *Staaff* et de M. le général de *Schoenfeld*. Si l'on acceptait la manière de voir de M. le général de *Voigts-Rhetz*, le droit à la neutralité ne serait accordé au matériel des hôpitaux et ambulances que dans l'unique cas où ils seraient occupés par des malades et des blessés; ce qui annulerait une des dispositions essentielles de la Convention de Genève.

M. le colonel *Manos* dit que si de grands pays ont de grandes ressources, les armées des petits pays n'ont que des ressources fort limitées, notamment un petit matériel, qu'elles ne peuvent pas être exposées à perdre.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit qu'au point de vue humanitaire, il faut respecter la Convention de Genève; mais que si, lorsqu'on l'a faite, il y avait eu autant de militaires que de médecins, on l'aurait certainement conçue autrement. La révision aura une physionomie différente. Les articles additionnels n'étant pas ratifiés par l'Allemagne, ils ne la lient pas. M. le général de *Voigts-Rhetz* constate que les hôpitaux des sociétés privées ne sont pas compris dans la Convention de Genève, tandis qu'il y a des hôpitaux militaires qui ne tombent pas comme prise aux mains de l'ennemi. Pour ne pas rentrer dans le fond de la discussion, il se bornera à déclarer qu'il hésite à admettre que les médecins manqueraient parfois aux lois de l'humanité. Quel est celui d'entre eux qui quitterait les blessés pour s'en retourner avec le matériel? M. le délégué d'Allemagne proteste contre cette supposition.

M. le colonel *Staaff* croit que M. le délégué d'Allemagne ne rend pas pleine justice aux auteurs de la Convention et de ses développements. Il ne leur est jamais venu à l'esprit de supposer qu'un prétexte futile porterait les médecins à abandonner leurs malades et leurs blessés. Telle n'a pas été leur pensée; mais ils ont cru que l'inviolabilité assurée aux blessés et aux malades, ainsi que la neutralité du matériel, engageraient les médecins à ne pas regarder presque comme un devoir de se sauver dans l'intérêt de leurs armées.

M. le baron *Jomini* demande si personne n'a plus d'observations générales à présenter.

M. le général *Arnaudeau* hésite à se prononcer entre les lois de la guerre et les devoirs de l'humanité. Il demande à s'éclairer davantage avant d'émettre son jugement.

M. le colonel *Staaff* est d'avis que s'il y a un mobile qui doit guider la Conférence, c'est l'espoir que les Gouvernements adhéreront à ses propositions. Dans la question qui préoccupe la commission, il faut se rappeler que les auteurs des articles additionnels ont tenu à s'appuyer sur les vœux exprimés d'abord dans la Conférence de Paris et ensuite dans celle de Berlin, en étendant aux hôpitaux volants les avantages dont jouissent les ambulances. M. le délégué d'Allemagne semble vouloir aller jusqu'à priver le matériel des ambulances du bénéfice de la neutralité, comme ayant pris de plus en plus le caractère d'hôpitaux, ce qui ne semble pas admissible à M. le délégué de Suède et Norwège.

M. le baron *Jomini* constate que la commission se trouve en présence d'avis très-compétents et très-opposés. Afin de ne pas prolonger ces débats, M. le président propose de faire mention au protocole des opinions émises. Les protocoles, qui sont placés sous les yeux des Gouvernements, seront d'excellents éléments d'appréciation en vue d'une révision future de la Convention.

Au deuxième alinéa de l'article 1^{er}, M. le colonel fédéral *Hammer* demande ce qu'il faut entendre par ces mots : « gardés par une force militaire. »

MM. les généraux de *Voigts-Rhetz* et de *Schoenfeld* demandent la suppression de cette clause.

M. le colonel *Staaff* dit que le mot *gardés* doit se prendre ici dans l'acception de *défendus*; mais il peut d'autant moins se rallier à la suppression de cet alinéa que c'est précisément de ce dernier qu'émanent les améliorations des paragraphes 40 et 41 du projet russe, que la sous-commission a adoptés.

La commission est d'avis que le deuxième alinéa de l'article 1^{er} serait avantageusement remplacé par ces mots : « le fait qu'ils sont protégés par un piquet ou des sentinelles ne les prive pas de cette prérogative. Le piquet ou les sentinelles, en cas de capture, sont seuls considérés comme prisonniers de guerre. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* approuve cette rédaction; l'ambulance peut être parfaitement défendue contre les pillards isolés.

La Commission émet l'opinion que les paragraphes 61 et 62 du projet russe expriment exactement sa manière de voir, dont le protocole tiendra note.

M. le maréchal de camp *Servet* demande que la nécessité dont il est question au paragraphe 61 *soit bien constatée*.

L'article 2 est adopté avec l'addition suivante relative aux sociétés de secours : « Le personnel susmentionné doit porter un signe distinctif, un certificat d'identité contenant le signalement et la signature du porteur, ainsi qu'une autorisation émanant de l'autorité compétente. Les personnes qui ne remplissent pas ces conditions ne peuvent réclamer les droits de l'inviolabilité. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* présente sur l'article 3 deux observations. La première, c'est qu'il ne faut pas permettre au personnel de se retirer quand bon lui semble, mais il le faut faire rester tant que les malades doivent être soignés ou évacués ; la seconde, c'est qu'on ne peut pas demander que l'armée occupante le renvoie directement aux avant-postes. C'est aux chefs de juger si cela peut se faire sans nuire aux opérations. On les mènera par le plus court chemin ou par un détour, suivant les circonstances.

M. le colonel comte *Lanza* s'associe à ces observations. En outre, on peut se référer au premier article additionnel.

L'article 3 est admis moyennant les améliorations suivantes :

M. le général de *Voigts-Rhetz* demande qu'il soit dit que les personnes désignées à l'article 2 « devront continuer » au lieu de « pourront continuer. »

M. le colonel *Mockel* croit qu'on devra fixer la route à suivre au moment même du départ.

M. le colonel *Staaff* dit que la route doit être aussi courte que possible, et qu'on ne pourra pas retenir le personnel indéfiniment.

A l'article 4, M. le général de *Voigts-Rhetz* se réfère aux observations qu'il a présentées sur l'article 1^{er}.

M. le colonel comte *Lanza* partage personnellement le sentiment de M. le délégué d'Allemagne. Il croit que les dispositions de l'article 4 peuvent donner lieu à des inconvénients, telles qu'elles sont exprimées dans la Convention de Genève de 1864 et dans les articles de 1868.

L'article est admis.

L'article 5 soulève plusieurs objections.

M. le colonel *Staaff* dit qu'il est excessif. On a voulu y remédier par l'article 4 additionnel. Le mot *zèle* contenu dans ce dernier article signifie évidemment : *zèle traduit en acte*. Quant aux mots « demeureront libres, » ils n'ont peut-être pas de raison d'être.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit qu'il ne comprend pas ce qu'on entend par *zèle charitable*. En temps de guerre, on ne discute que les faits. Telle femme très-charitable n'a à soigner qu'un blessé ; telle autre,

qui calcule davantage, en recueille une douzaine pour être exemptée des charges, contributions, etc., imposées par le vainqueur. L'article 5 doit donc être modifié pour qu'on puisse prévenir les abus qu'il semble destiné à consacrer. Suivant M. le délégué d'Allemagne, plusieurs dispositions de l'article devraient être changées. Si l'on a le droit de se faire protéger par le drapeau blanc à croix rouge, pour un blessé que l'on soigne, il n'y a pas de motif pour qu'on ne mette pas un blessé dans chaque maison d'une place forte, et alors le bombardement devient, le cas échéant, impossible. L'habitant devrait également être tenu de recevoir les soldats qui ont besoin de repos. Si dans quelque grand établissement il y avait des blessés, on les transporterait dans un autre hôpital et l'on disposerait des appartements devenus libres. Mais l'établissement devra être inviolable tant qu'il y aura des blessés, et cela dans la limite de l'espace qu'ils occupent.

M. le général de *Leer* et M. le colonel comte *Lanza* se rangent à l'avis de M. le délégué d'Allemagne.

M. le colonel *Manos* fait des réserves quant à la position spéciale de son pays, par rapport aux articles de la Convention de Genève et aux articles additionnels.

M. le colonel fédéral *Hammer* demande que la rédaction de l'article 5 soit remaniée, conformément aux observations qui ont été faites, dans le sens de l'article 4 additionnel.

Relativement à l'article 6, M. le général de *Voigts-Rhetz* fait observer qu'il impose à celui qui a capturé des blessés l'obligation de les renvoyer en tous cas, à condition qu'ils ne reprendront plus les armes pendant la durée de la guerre. Cela est trop vague. De plus, il est dit : *après guérison*. On est donc forcé de renvoyer tous les blessés en état de reprendre les armes. Cela est inadmissible. Le renvoi des blessés doit être facultatif.

M. le maréchal de camp *Servet* demande qu'au lieu de dire : *seront renvoyés*, on dise : *pourront être renvoyés*, parce que des invalides — des généraux, par exemple — peuvent donner des conseils excellents pour la direction d'une armée.

M. le colonel *Staaff* est de l'avis des militaires d'après lesquels, en vertu de l'expérience acquise postérieurement à la rédaction des articles additionnels, les blessés guéris et valides sont considérés comme prisonniers de guerre. Rien n'autorise ici une exception qui, du reste, ne ressort pas de la Convention même.

M. le colonel comte *Lanza* pense que le projet de la sous-commission relatif aux dispositions qui doivent régler le renvoi des blessés et des malades dans leur pays est parfaitement suffisant. Quant aux mots :

« dont la convalescence sera présumée devoir excéder la durée de la guerre, » il conviendra d'y substituer une rédaction plus précise.

M. le général de *Voigts-Rhetz* demande que l'on ajoute : « ceux qui seront restés estropiés après guérison ou trouvés définitivement incapables seront, s'ils en expriment le désir, renvoyés dans leur pays dès que leur état le permettra. »

Cette proposition est adoptée.

En ce qui concerne l'article 7, la commission propose certaines modifications.

M. le général de *Voigts-Rhetz* demande si, aux termes du premier alinéa, toutes les maisons doivent arborer deux drapeaux, le drapeau national et le drapeau blanc à croix rouge. Cela lui paraît impossible et de plus inutile, puisque le drapeau blanc à croix rouge est inviolable. On dirait donc, au lieu de : « devra, en toute circonstance, » ceci : « le drapeau blanc à croix rouge est le signe distinctif. »

Les avis se partagent : il y en a pour le maintien de la double exigence ; il y a des opinions en faveur de la motion de M. le délégué d'Allemagne ; la commission se prononce finalement pour l'utilité du double drapeau, mais ne l'impose pas comme une nécessité.

MM. les généraux de *Voigts-Rhetz* et *Arnaudeau* signalent les abus commis à l'abri de la croix rouge ; ils citent notamment des individus qui se glissaient dans les rangs des armées pour dépouiller les blessés et les malades.

La commission flétrit énergiquement ces crimes et, afin d'en prévenir autant que possible le retour, elle émet le vœu que les hospitaliers de la croix rouge soient munis d'un certificat d'identité de date récente, comprenant le signalement et la signature du porteur, et même d'un portrait photographique.

L'article 42 du projet russe est admis.

M. le baron *Jomini* résume la discussion et propose à la commission d'insérer la déclaration suivante au protocole :

« Messieurs les délégués de la commission se bornent à déférer les diverses opinions émises dans la présente séance à l'examen de leurs Gouvernements respectifs, en vue des modifications et améliorations qui pourraient être introduites d'un commun accord dans la Convention de Genève. »

La commission adopte cette formule et M. le président soumet une nouvelle rédaction du chapitre 1^{er} de la section 1 à MM. les délégués, qui s'ajournent à demain, à dix heures.

Le Secrétaire,

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Le Président,

Signé : BARON A. JOMINI.

Annexe I.**SECTION I.****CHAP. VII. — *Des malades et des blessés.***

(Rédaction de la sous-commission proposée dans la séance du 10 août.)

38. Les malades et les blessés tombés entre les mains de l'ennemi seront considérés comme prisonniers de guerre et traités avec humanité, conformément à la Convention de Genève. Ils recevront les mêmes soins que ceux qu'en pareilles circonstances l'ennemi donne à ses propres malades et blessés.

Ceux dont la convalescence sera présumée, d'après les constatations officielles, devoir excéder la durée probable de la guerre, seront, s'ils en expriment le désir, renvoyés dans leur pays dès que leur état le permettra.

39. Le personnel mentionné à l'article 2 de la Convention de Genève, ainsi que les membres des sociétés de secours admis sur le théâtre de la guerre par les autorités militaires, jouiront des droits garantis par ladite Convention, à moins qu'ils ne prennent part aux hostilités.

L'emploi des armes pour leur défense personnelle ne les privera pas de ces droits.

40. Quand leurs services cesseront d'être nécessaires aux malades et aux blessés, l'autorité militaire devra, sur leur demande, les renvoyer et, si cela peut avoir lieu sans nuire aux opérations militaires, les faire reconduire aux avant-postes de leur armée par le chemin le plus court.

41. Les parties belligérantes sont tenues de prêter leur assistance aux personnes neutralisées tombées sous leur juridiction, afin d'assurer à celles-ci la jouissance du traitement assigné par leur Gouvernement, et, en cas de nécessité, de leur délivrer des secours à titre d'avance.

42. Le personnel susmentionné doit porter, outre le signe distinctif prévu par la Convention de Genève, un certificat d'identité ainsi qu'une autorisation émanant de l'autorité compétente

Les personnes qui ne remplissent pas ces conditions ne peuvent réclamer les privilèges garantis par la Convention de Genève.

43. Les hôpitaux et ambulances, sous la condition que l'ennemi n'en

use pas dans des buts de guerre, seront respectés et jouiront des droits qui leur sont assurés par ladite convention.

Le fait qu'ils sont protégés par un piquet ou des sentinelles ne les prive pas de cette prérogative; le piquet ou les sentinelles, en cas de capture, sont seuls considérés comme prisonniers de guerre.

Le matériel des hôpitaux ne passe à la disposition de l'armée d'occupation qu'alors qu'il n'est plus nécessaire au service des blessés et des malades.

44. Les établissements publics et privés consacrés au service de santé ne peuvent être employés à d'autres buts militaires qu'autant qu'ils ne soient pas occupés par des blessés.

Annexe II.

(Nouvelle rédaction proposée par M. le Président dans la séance du 11 août.)

1 Un territoire de l'un des belligérants est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie. L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie, et tant qu'elle est en mesure de s'exercer.

2. L'autorité du pouvoir légal étant suspendue de fait par l'occupation, l'État occupant prend toutes les mesures qui dépendent de lui, en vue de rétablir et d'assurer autant qu'il est possible l'ordre et la vie publique.

3. A cet effet, il maintient les lois qui étaient en vigueur dans le pays en temps de paix, et ne les modifie ni ne les suspend ou ne les remplace que s'il y est obligé.

4. Les institutions et les fonctionnaires de l'administration, de la police et de la justice qui continueraient, sur son invitation, à exercer leurs fonctions jouissent de sa protection et ne sont révoqués, expulsés ou livrés à la justice que dans le cas où ils ne rempliraient pas les obligations acceptées par eux.

5. Les impôts, redevances, droits et péages déjà établis par le Gouvernement légal du pays, ou leur équivalent, sont prélevés par l'armée d'occupation, qui les emploie autant que possible à pourvoir aux frais de l'administration locale.

6. Les capitaux du Gouvernement, ses dépôts d'armes, ses moyens

de transport, ses magasins et ses approvisionnements, et en général toute propriété du Gouvernement pouvant servir au but de la guerre, peuvent être saisis par l'armée d'occupation.

Observation. — Le matériel des chemins de fer, les bateaux à vapeur et autres vaisseaux, de même que les dépôts d'armes et en général toute espèce de munitions de guerre, quoique appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de guerre qui ne peuvent être laissés à la disposition de l'ennemi. Le matériel des chemins de fer, de même que les bateaux à vapeur et autres vaisseaux, sont restitués à la paix.

7. L'armée d'occupation a l'administration et la jouissance des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'État ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Elle doit, autant que possible, sauvegarder le fonds de ces propriétés et s'abstenir de tout ce qui ne serait pas justifié par l'usufruit.

8. La propriété des églises, des établissements de charité et d'instruction, de toutes les institutions consacrées à des buts scientifiques, artistiques et de bienfaisance, n'est pas sujette à prise de possession par l'armée d'occupation. Toute saisie ou destruction intentionnelle de semblables établissements, comme aussi des monuments, des œuvres d'art ou des musées scientifiques, doit être poursuivie par l'autorité compétente.

Protocole n° X. — 12 août 1874.

Présents : MM. le baron *Jomini*, président; le général-major de *Voigts-Rhetz*; le général-major baron de *Schoenfeld*; le baron *Lambermont*; le directeur *Vedel*; le duc de *Tetuan*; le baron *Baude*; le major général sir *Alfred Horsford*; le lieutenant-colonel *Manos*; le lieutenant-colonel comte *Lanza*; de *Lansberge*; le général de division *Palmeirim*; le général-major de *Leer*; le lieutenant-colonel *Staaff*; le colonel fédéral *Hammer*.

Le protocole n° IX (séance du 11 août) est lu et approuvé.

M. de *Lansberge* demande à faire une déclaration de principe au sujet du chapitre 1^{er}, dont la commission doit s'occuper aujourd'hui. La réserve générale que M. le délégué des Pays-Bas a faite dans une séance précédente se rapporte au chapitre 1^{er} tout entier. Il croit devoir faire

observer que le projet primitif a été remanié deux fois, et que le Gouvernement néerlandais n'a pas été à même d'étudier la rédaction nouvelle et de munir ses représentants à la Conférence d'instructions nouvelles. L'avis que M. le délégué des Pays-Bas se permettra d'émettre ne sera que l'écho d'une opinion personnelle; mais il est persuadé que cette opinion sera en concordance parfaite avec le sentiment de son pays et avec les vues de son Gouvernement. Il croit devoir la motiver brièvement. La Néerlande est une nation pacifique, dont l'organisation militaire est purement défensive, qui ne désire nullement être mêlée à des combinaisons pouvant la conduire à attaquer un autre État ou l'impliquer dans les conflits en vue desquels le projet paraît être spécialement rédigé. Mais si elle désire vivre à tout jamais en paix avec les autres États, la Néerlande est décidée à se défendre à outrance si elle est attaquée, et à ne se priver d'aucun moyen de résistance. Chez les Néerlandais il y a deux qualités innées et répandues dans toutes les classes de la société : ce sont l'amour de l'indépendance et le sentiment du droit. Aucun Gouvernement ne pourrait ni ne voudrait poser un acte qui les méconnût. Toute clause donc qui délieraient en quoi que ce soit les citoyens du devoir sacré de défendre la patrie par tous les moyens qui sont en leur pouvoir ou qui, au lieu de limiter le pouvoir de l'ennemi, érigerait en droit des faits résultant uniquement de l'emploi de la force, faits auxquels on peut se soumettre par nécessité, mais auxquels on ne peut pas consentir d'avance, — toute clause de ce genre serait réprouvée par l'opinion publique. M. le délégué des Pays-Bas termine en disant que ce sont ces considérations qui le guideront dans l'appréciation des propositions soumises à la Conférence.

M. le baron *Lambermont*, au moment où s'ouvre un débat qui, de l'aveu commun, a une portée très-sérieuse, croit devoir renouveler la réserve, déjà faite et déjà admise, d'après laquelle, en prenant part à la discussion, M. le délégué de Belgique n'engage ni son Gouvernement ni lui-même sur le fond. Les résolutions du Gouvernement belge désignant les clauses qu'il accepte et celles auxquelles il aura le regret de ne pouvoir se rallier seront communiquées lors de la seconde lecture ou à tout autre moment opportun.

M. le *président* donne acte de ces déclarations à MM. de Lansberge et Lambermont. Les Gouvernements décideront : c'est à eux qu'il appartient de ratifier le travail qui se fait en ce moment.

M. le colonel fédéral *Hammer* tient à ajouter quelques mots aux déclarations de MM. les délégués des Pays-Bas et de Belgique. La situation de la Suisse, essentiellement analogue à celle de ces pays, lui fait partager sous bien des rapports les opinions émises par leurs délégués.

Pour ce qui concerne la marche à suivre dans la discussion du chapitre 1^{er}, qui se trouve à l'ordre du jour, M. le colonel fédéral regrette de n'avoir pu demander à cet égard des instructions à son Gouvernement. Les instructions qu'il a reçues concernant le premier projet russe ne peuvent s'appliquer qu'en partie à la rédaction donnée en dernier lieu à la matière dont il s'agit dans le projet communiqué hier à la Conférence. En prenant donc part aux délibérations, M. le délégué de Suisse ne pense aucunement engager, de quelque manière que ce soit, l'attitude de son Gouvernement, qui, certes, ne voudra se prononcer sur une partie des propositions que l'on va discuter qu'en parfaite connaissance de cause et après un examen approfondi. M. le colonel fédéral Hammer ajoute que lui-même aura à consulter dans ses votes non son opinion personnelle, mais bien l'opinion publique, qui décidera de l'accueil que le projet trouvera dans son pays et auprès de son Gouvernement, et qui demandera, il en est persuadé, que ces propositions [soient plus conformes aux conditions où se trouve la Suisse et à sa manière de voir. La Suisse a accueilli le projet russe avec sympathie et dans l'espoir d'une solution pratique et satisfaisante. Accorder franchement le nécessaire aux exigences de la guerre, sauvegarder les principes de droit et les intérêts nationaux, en excluant l'arbitraire, semble, il est vrai, une tâche difficile, mais M. le délégué de Suisse pense qu'il n'est pas impossible de la résoudre, et la Suisse sera heureuse de s'associer aux résultats des travaux de la Conférence.

M. le *président* dit que c'est en cela que consiste la difficulté. Si l'on donne à la défense des droits illimités, on donne également des droits illimités à l'attaque. Il regrette les transactions de forme qui laissent le fond indécis ; dans ce dernier cas ce ne sont pas les faibles qui en profitent. Il faut savoir faire franchement des concessions de part et d'autre, sinon il n'y a pas d'accord possible.

M. le colonel fédéral *Hammer* dit qu'il n'a en vue que le chapitre à discuter aujourd'hui. Il désire que l'on arrive à satisfaire aux exigences nécessaires des armées et à concilier en même temps les droits de la propriété et de la liberté civile des citoyens.

La commission aborde l'examen du paragraphe 1^{er}.

M. le général de *Voigts-Rhetz* accepte le premier alinéa, mais il croit devoir proposer la suppression des mots : « et tant qu'elle est en mesure de l'exercer, » qui terminent le deuxième alinéa. Il trouve dans la rédaction proposée une trop grande ressemblance avec le blocus qui n'est effectif que quand il est exercé. L'occupation ne se manifeste point par des signes visibles. M. le délégué d'Allemagne considère donc ces mots comme une répétition de ce qui précède, et il pense qu'ils

pourraient devenir une source de réclamations aussi bien du côté de l'occupé que du côté de l'occupant. Dans son opinion, on peut les retrancher sans nuire au sens de la phrase. Il propose de continuer l'alinéa ainsi : « le pouvoir de l'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie. » Par ce mot « pouvoir » on exprime qu'il s'agit d'autre chose que de la loi reconnue depuis longtemps dans le pays. Cette loi est réellement suspendue de fait ; mais il y a une autre autorité temporaire, le pouvoir militaire, établie à la place de l'autorité légale qui existait auparavant.

M. le baron *Jomini* ne saisit pas bien l'importance de la différence.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que le mot « occupation » ne signifie pas en même temps : *pouvoir* et *autorité*, et qu'il importe d'exprimer cette double idée.

M. le directeur *Vedel* fait observer que le terme « pouvoir » se trouve au paragraphe 46.

M. de *Lansberge* désirerait voir remplacer, au premier alinéa, le mot « autorité » par le mot « pouvoir. »

M. le colonel fédéral *Hammer* trouve la rédaction russe parfaitement juste. Pour que l'autorité soit effective, il faut qu'elle s'exerce. Les territoires qui parviennent à s'y soustraire cessent d'être occupés.

M. le duc de *Tetuan* appuie la rédaction russe comme suffisant à toutes les hypothèses.

M. le général de *Leer* croit que l'on peut considérer l'occupation comme établie lorsqu'une partie de l'armée occupante a assuré ses positions et sa ligne de communication avec les autres corps. Cela fait, elle est en mesure de tenir tête aux entreprises de l'armée de l'occupé et aux émeutes de la population. Si elle n'atteint pas ce double objectif, elle est déchuée de son autorité.

M. le général de *Voigts-Rhetz* n'a pas eu seulement en vue la position de l'occupant ; il faut aussi, dit-il, prendre en considération celle de l'occupé. Si l'on dit que l'occupation n'existe que là où le pouvoir militaire est visible, vous provoquez les insurrections, et si vous admettez pour les habitants le droit de s'insurger, ce seront eux qui en seront les victimes. M. le délégué d'Allemagne reprend le cas cité par M. le colonel comte Lanza à l'appui de l'observation qu'il a présentée tout à l'heure. Si les mots dont il s'agit sont maintenus, aussitôt que l'autorité de l'occupant ne sera plus visible, on aura des insurrections suivies de répressions cruelles et la guerre deviendra atroce.

M. le colonel fédéral *Hammer* dit qu'il faut adopter une rédaction claire et facile à comprendre. Sous ce rapport, la rédaction russe satisfait M. le délégué de Suisse, tandis que le projet allemand laisse planer

un certain vague sur l'idée que l'on veut exprimer. M. le colonel fédéral est d'avis que le principe du blocus doit être appliqué aussi à celui de l'occupation. Si celle-ci n'existe pas de fait, comment lui reconnaît-on des droits ? Pour pouvoir la maintenir, d'ailleurs, il n'est pas nécessaire de disposer de grandes troupes ; il suffit d'un homme, pourvu qu'il soit respecté, d'un bureau de postes, de télégraphes, d'une commission quelconque établie dans la localité et fonctionnant sans opposition ; il faut, en un mot, un fait constatant que le territoire, comme tel, peut être sous la domination militaire de l'ennemi. M. le colonel fédéral Hammer ne veut pas pour cela provoquer les insurrections ; mais ce qu'il veut, c'est ne pas donner à l'ennemi plus de droits qu'il n'en possède réellement, et enlever au pays envahi le droit de la résistance légitime. Voilà les motifs pour lesquels M. le délégué de Suisse trouve le texte russe suffisant.

M. le colonel *Staaf* désirait laisser la parole aux hommes les plus compétents sur cette question. Mais la suppression projetée vise une matière qui a fait l'objet d'instructions données par les Gouvernements à leurs délégués ; de plus, toute la série d'articles appartenant au chapitre 1^{er} se base sur la définition du mot « occupation ; » il importe donc de la rendre aussi claire que possible puisque, par la nature même des choses, elle ne peut être parfaite. C'est dans ce but que M. le délégué de Suède et Norwège désire maintenir l'alinéa qu'on veut faire disparaître et qui définit l'occupation quant à la durée. Il ajoute qu'on ne peut méconnaître la grande analogie qui existe entre cette question et celle du blocus : or le blocus n'existe qu'aussi longtemps qu'il est effectif.

M. le baron *Jomini* croit que la discussion porte sur le mot « territoire. » C'est une expression générale qu'il faut interpréter largement. Une province ne peut pas être occupée sur chaque point : cela est impossible.

M. de *Lansberge* présente une observation sur la question soulevée par MM. les délégués d'Allemagne et de Suisse. Sans doute, il y a un danger à conseiller aux populations de se soulever, mais on ne peut le leur défendre. Le droit de l'insurrection doit rester intact. Si les habitants subissent les conséquences de la révolte, ils n'auront qu'à se l'imputer à eux-mêmes. M. le délégué des Pays-Bas ajoute qu'on ne peut admettre que la présence d'un seul individu, d'un seul maître de poste, par exemple, suffise pour perpétuer le droit de l'occupation. Ce mode de conservation serait par trop facile. Il faut que l'occupant soit toujours en mesure de réprimer l'insurrection, si elle éclate.

M. le général de *Leer* dit que lorsque le soulèvement aura lieu, ou

l'ennemi se retirera, s'il n'est pas en force, ou il réprimera l'insurrection et par là même il prouvera le droit de l'occupant.

M. le baron *Jomini* ajoute que c'est pour ce motif qu'il faut une formule générale : « L'occupation dure tant qu'elle s'exerce de fait. »

M. le baron *Baude* insiste sur la nécessité de conserver les mots : « où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer. » Il paraît impossible à M. le délégué de France de séparer ces deux conditions.

M. le baron *Lambermont* dit que M. le délégué d'Allemagne a touché le point le plus délicat de la discussion actuelle. Ce point mérite la plus sérieuse attention. D'une part, on ne doit pas exposer à la légère les populations à des rigueurs souvent très-pénibles à supporter, et, d'un autre côté, on ne doit point porter atteinte aux droits ou aux devoirs du patriotisme. Il sera très-difficile de trouver une rédaction qui satisfasse à ces conditions. Quant au pouvoir de l'occupant, il faut que les moyens de l'exercer soient réels et suffisants, question qui présente aussi de grandes difficultés : la présomption n'est pas admise en pareille matière. M. le délégué de Belgique signale un cas qui n'est pas prévu au projet : jusqu'à quel point faut-il que la résistance ait cessé, pour que le pouvoir soit considéré comme établi ? L'occupation ne s'établit pas généralement de plain pied ; il y a des résistances plus ou moins longues et qui ne cessent qu'insensiblement ou partiellement. Enfin M. le baron *Lambermont* fait remarquer qu'à raison de la rapidité des mouvements dans les conditions nouvelles de la guerre, il peut y avoir des interruptions ou des lacunes dans l'occupation. S'il pose ces questions, c'est en vue de s'éclairer sur le sens et la portée que l'on attache à l'article.

M. le général de *Voigts-Rhetz* répond qu'en général on pourrait déclarer le pouvoir de l'occupant établi de fait quand la population est désarmée, soit qu'elle ait livré les armes, soit qu'on les lui ait retirées, ou encore quand il y a des colonnes qui parcourent le pays et établissent des relations avec les autorités locales. M. le délégué d'Allemagne n'a pas dit que le droit d'insurrection doive être aboli, mais il importe d'éclairer les populations sur les conséquences qu'il entraîne. Il y a donc une distinction à faire : ou bien la population se révolte pendant l'occupation, et dans ce cas elle sera soumise aux lois de la guerre, ou bien elle commence l'insurrection lorsque l'ennemi se retire, et alors on ne pourra pas l'en punir. Il y a toujours des têtes exaltées qui séduisent les autres ; il ne faut pas favoriser les entreprises de quelques téméraires et exposer les habitants à des rigueurs inutiles ; car comme ce ne sont plus des belligérants, ils seront traités avec sévérité.

C'est donc dans l'intérêt des populations qu'il faut supprimer la dernière partie de l'alinéa.

M. de *Lansberge* prévoit le cas où une armée victorieuse ayant éprouvé un revers aurait abandonné une ville qui se serait soulevée. Lui serait-il permis de punir l'insurrection, si elle occupait plus tard pour la seconde fois ladite ville ?

M. le général de *Voigts-Rhetz* pense que tout général ou chef d'armée punirait l'insurrection qui éclaterait dans le pays occupé. Il est vrai que c'est une question délicate sur laquelle il ne peut se prononcer officiellement, mais il exprime son sentiment personnel, et il ne croit pas se tromper en disant que c'est celui de tous les militaires.

M. le colonel *Manos* dit qu'on pourra punir la population si elle n'est pas considérée comme belligérante, mais si l'on admet qu'elle a cette qualité, elle est dans les conditions de la résistance légale. Cette distinction prouve à M. le délégué de Grèce qu'on aurait dû commencer par le chapitre des *Belligérants*.

M. le duc de *Tetuan* dit que la suppression proposée par M. le délégué d'Allemagne modifierait essentiellement l'article, puisqu'elle conduirait à dire que l'occupation par l'ennemi d'un territoire où son autorité serait établie s'étendrait plus loin que ne pourrait aller son action ; M. le premier délégué d'Espagne est d'avis que la rédaction du texte russe modifié soit conservée ; il désire plus vivement encore la conservation des mots dont M. le délégué d'Allemagne propose la suppression depuis qu'il a entendu les déclarations survenues pendant la discussion. D'ailleurs ces termes ne font que constater un principe général qui sera mieux compris quand les articles du chapitre II auront été soumis à la Conférence. M. le duc de *Tetuan* voit, du reste, dans la suppression de ce membre de phrase un avantage donné à l'armée d'invasion au préjudice du pays envahi. Si donc elle était admise par

commission, M. le délégué d'Espagne se croirait obligé de faire des réserves à ce sujet.

M. le général de *Voigts-Rhetz* propose de revenir au paragraphe 1^{er} lors d'une nouvelle lecture.

M. le colonel *Staaff* croit qu'on peut difficilement avancer sans être d'accord sur ce qui sert de base à tous les articles suivants.

M. le baron *Baude* dit que les mots : « autorité établie et exercée » répondent à deux idées distinctes. Les deux choses peuvent ne pas exister ensemble. L'autorité peut se prétendre établie par le seul fait d'une proclamation et revendiquer des droits antérieurs au moment où elle se sera trouvée en mesure de s'exercer. On pourrait, en écartant la seconde condition, retomber dans le même abus qu'autrefois pour

les blocus fictifs. M. le premier délégué de France propose de maintenir la rédaction du projet russe.

M. le général de *Voigts-Rhetz* trouve que cette observation change la question. Si l'on pouvait trouver des termes pour l'exprimer, il accepterait plus aisément une rédaction conçue en ce sens.

M. le général de *Leer* pense qu'il est impossible de préciser, tant les formes de l'occupation varient entre elles.

M. le colonel fédéral *Hammer* trouve le projet russe très-logique. Il explique la naissance, l'étendue et la durée de l'occupation; ensuite il limite sagement ce fait quant au temps et quant à l'espace. On peut sans doute supprimer cette double restriction, mais il est étrange d'en supprimer une et de laisser subsister l'autre.

M. le baron *Jomini* dit qu'on ne peut pas toucher à la question de droit, mais seulement à la question de fait. Il croit que le temps et l'espace sont compris dans les mots du projet.

M. le colonel fédéral *Hammer* prend acte des explications qui ont été échangées. Elles sont de nature à éclaircir le sens de l'article en question. Il demande que l'avis qu'il a émis soit acté au protocole.

M. le colonel comte *Lanza* croit que la rédaction est bonne sans être parfaite. Il serait plus précis de dire que l'occupation effective du territoire place de fait celui-ci sous l'autorité de l'armée occupante.

M. le baron *Lambermont* dit qu'on y reviendra forcément quand on s'occupera des droits et des devoirs de la population dans le territoire occupé.

Il est entendu qu'on reprendra ultérieurement la discussion du paragraphe 1^{er}.

M. le général de *Voigts-Rhetz* propose de constater par un vote combien la rédaction de M. le baron Baude rencontrerait de partisans dans la commission.

M. le colonel fédéral *Hammer* demande qu'on ajourne la discussion sur cet objet jusqu'à ce qu'on soit arrivé à la fin du chapitre.

La commission, consultée, se rallie à cet avis.

On passe ensuite au paragraphe 2.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que lorsqu'une autorité est suspendue et qu'on n'a pas encore décidé qu'elle est passée en d'autres mains, la question est précisément de savoir qui doit prononcer quelle sera cette autorité. Si l'occupation a des conséquences défavorables pour la population, le mal serait aggravé si l'on tardait à instituer un pouvoir de fait. M. le délégué d'Allemagne propose de dire : « l'autorité du pouvoir légal étant suspendue et passée entre les mains de l'occupant, celui-ci, etc. »

M. le colonel fédéral *Hammer*, s'appuyant sur les instructions de son Gouvernement, croit pouvoir faire remarquer que les observations de M. le premier délégué d'Allemagne font cesser tout doute sur le principe.

M. le baron *Jomini* propose de dire : « l'État occupant s'y substitue... »

M. de *Lansberge* préfère la rédaction de M. le délégué d'Allemagne qui porte : « ... étant suspendue et passée entre les mains de l'occupant, celui-ci prend... »

Cette rédaction est adoptée.

M. le baron *Lambermont* demande ce qu'il faut entendre par *ordre*. Il y a l'ordre matériel, civil, social, politique. M. le délégué de Belgique présume qu'on a seulement en vue la sécurité ou la sûreté générale ; quant à l'expression : « vie publique, » il pense qu'il s'agit des fonctions sociales, des transports ordinaires, qui constituent la vie de tous les jours.

La commission interprète ce mot dans le même sens que M. le baron *Lambermont*. On mettra : « l'ordre et la vie publics. »

Au paragraphe 3, M. le général de *Voigts-Rhetz* propose d'employer le futur au lieu du présent et de remplacer les mots : « s'il y est obligé, » par ceux-ci : « ... s'il y a nécessité. »

M. le colonel fédéral *Hammer* croit qu'il serait utile de maintenir la première partie du paragraphe ; quant à la seconde, on dirait : « des changements ne seraient justifiés que par les nécessités de la guerre. »

M. de *Lansberge* préfère la rédaction allemande : « ne les modifiera, ne les suspendra ou ne les remplacera qu'en cas de nécessité. »

M. le colonel comte *Lanza* est d'avis que l'on doit établir en principe que les lois civiles et pénales, n'ayant pas un caractère politique, continuent à être en vigueur dans le territoire occupé ; les modifications de régime légal exceptionnellement admises se borneraient aux lois d'ordre politique, administratif et financier.

M. le baron *Lambermont* fait une observation qui lui est imposée par le droit public belge. Un article de la Constitution dit : « Tous les pouvoirs émanent de la nation. » Entre-t-il dans les attributions du pouvoir exécutif, voire du pouvoir législatif ordinaire, de déclarer qu'un autre pouvoir pourra exercer l'autorité dans le pays ? M. le délégué de Belgique se borne à faire cette réflexion. Quant à l'expression « lois, » il demande si, pour fixer la portée de l'article, il n'est pas nécessaire d'expliquer de quelles lois il s'agit. Il y a des lois d'intérêt général, d'autres qui sont d'ordre privé et concernent la famille, les successions, les propriétés privées, les ventes, les achats, etc... M. le délégué de Belgique pense que l'article a en vue les lois de la première catégorie.

M. le baron *Jomini* répond affirmativement ; il dit que l'occupant n'aura pas intérêt à toucher aux lois de l'ordre privé.

M. le général de *Voigts-Rhetz* est du même avis. Il ne lui semble pas que le cas de nécessité doive être étendu aux lois civiles. M. le délégué d'Allemagne pense que ce seraient plutôt les lois criminelles qui seraient soumises à cette éventualité.

Le paragraphe 3 est modifié comme suit :

« A cet effet, il maintiendra les lois qui étaient en vigueur dans le pays en temps de paix, et ne les modifiera, ne les suspendra ou ne les remplacera que s'il y a nécessité. »

M. le colonel fédéral *Hammer* demande, au paragraphe 4, ce qu'on entend par *institutions*. Cette expression aurait besoin d'être précisée.

M. le baron *Lambermont* propose de dire : « services publics. »

M. le baron *Baude* désirerait qu'on mit après le mot « justice » ceux-ci : « qui consentiraient à continuer sur son invitation... »

M. le délégué de France fait remarquer qu'il existe une différence entre les fonctionnaires du Gouvernement et les fonctionnaires municipaux. Les premiers doivent se retirer devant l'ennemi, les seconds, au contraire, ne peuvent séparer leur sort de celui de la ville.

M. le directeur *Vedel* demande qu'au lieu des termes : « administration de la police et de la justice, » on dise : « administration de l'État et des communes. »

M. le baron *Lambermont* fait remarquer que cette expression serait incomplète parce qu'il y a des pays, en Belgique par exemple, où il y a une administration provinciale.

M. de *Lansberge* confirme cette appréciation pour les Pays-Bas, où fonctionne le *Waterstaat*.

M. le colonel *Manos* fait une observation analogue pour la Grèce.

M. le baron *Baude* propose, en conséquence, de se servir des termes : « fonctionnaires et employés de tout ordre. »

M. le colonel comte *Lanza* demande que l'on spécifie que l'article s'applique aux employés des prisons et à ceux qui sont chargés de la conservation des actes de l'état civil. Il désire, en outre, que l'on indique si c'est la justice civile ou la justice militaire qui doit statuer sur les délits dont il s'agit dans cet article. Il ne croit pas qu'un seul code militaire contienne des peines pour les fonctionnaires civils manquant à leurs engagements.

M. le colonel fédéral *Hammer* serait d'avis de supprimer les termes : « livrés à la justice... » et de dire simplement : « que la protection dont ils jouissent leur sera retirée. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* insiste sur la nécessité d'être précis.

M. le baron *Lambermont* prévoit le cas du fonctionnaire qui consent à conserver ses fonctions et revient plus tard sur son acceptation, cédant peut-être à un sentiment de patriotisme. Comment le traitera-t-on ? Le fait seul de renoncer à ses fonctions ne doit pas être érigé en délit.

M. le général de *Leer* croit que ceux qui resteront en fonctions rendront service à leur pays, parce qu'ils seront à même d'être utiles aux populations ; mais il leur sera toujours loisible de donner leur démission.

M. de *Lansberge* croit qu'il serait bon de signaler cette faculté.

M. le baron *Jomini* dit qu'il suffit d'employer le mot *consentir*. Le fonctionnaire pourra revenir sur son *consentement*, sans commettre pour cela un délit.

M. le baron *Baude* établit une distinction entre le fait qu'on ne remplit pas ses obligations et la trahison, et demande que l'article soit rédigé ainsi : « Ils ne seront punis disciplinairement ou révoqués que s'ils manquent aux obligations acceptées par eux, ou livrés à la justice que s'ils les trahissent. »

M. le directeur *Vedel* propose d'insérer à la fin de l'article, après « obligations » et avant « acceptées » le mot « librement. »

M. le baron *Jomini* dit que le mot « accepter » rend par lui-même cette idée.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que, sous prétexte de ménager les employés, ce serait les traiter avec plus de rigueur. Selon lui, on peut les réprimander ou leur infliger une amende ; mais il ne doit pas être permis de les révoquer pour une faute légère. Ce serait une mesure cruelle.

M. le colonel fédéral *Hammer* constate que tout le monde est d'accord sur ce point.

Le paragraphe 4 est rédigé comme suit :

« Les services publics et les employés et fonctionnaires de tout ordre qui consentiraient, sur son invitation, à continuer leurs fonctions jouiront de sa protection. Ils ne seront révoqués que s'ils manquent aux obligations acceptées par eux, et livrés à la justice que s'ils les trahissent. »

Au paragraphe 5, M. le comte *Lanza* désire qu'il soit déclaré par la commission que les impôts établis par les provinces et les communes ne sont pas en cause dans cet article.

M. le général de *Voigts-Rhetz* croit devoir présenter quelques observations générales au sujet de l'occupation en ce qui concerne les impôts. D'abord, il y a lieu de distinguer entre l'occupation temporaire et celle qui est de longue durée. Ce qui s'applique à l'une n'est pas

applicable à l'autre. Ensuite, le territoire occupé ne peut pas prétendre être mieux traité que le pays dont l'armée l'occupe ou que celui dont il est séparé par l'occupation. Dès lors l'un et l'autre de ces pays prélèvent les impôts, redevances, droits et péages, en suspendent le recouvrement ou en imposent d'autres et contractent des emprunts forcés à mesure que la conduite de la guerre l'exige. M. le délégué d'Allemagne croit qu'il est indispensable que tout cela soit exprimé dans l'article 5. Il propose, en conséquence, la rédaction suivante :

« Les impôts, redevances, droits et péages établis par le Gouvernement légal seront prélevés par l'armée d'occupation. Pour le cas où il ne serait pas possible de les encaisser, celle-ci en prélèvera l'équivalent. Elle pourra de même suspendre le recouvrement des uns et en imposer d'autres. Il est de son devoir de les employer aux frais de l'administration dans la mesure où le Gouvernement légal y était obligé. »

M. le baron *Baude* demande s'il ne serait pas utile de renvoyer cette question à la discussion qui aura lieu sur le chapitre des *Contributions et réquisitions*.

M. le général de *Voigts-Rhetz* pense qu'il faut décider d'abord la question de principe, et ajoute que le recouvrement des impôts est le meilleur moyen d'enlever aux impositions faites pendant une occupation de longue durée ce qu'elles peuvent avoir de dur et d'injuste.

M. le baron *Baude* dit que s'il y a à discuter des principes nouveaux, il doit en référer à son Gouvernement.

M. le colonel *Staaß* se rallie à une observation qui a déjà été faite relativement à la connexion de l'article 5 avec le chapitre II de la section II du projet russe. Ce chapitre contient deux parties distinctes. Les paragraphes 51 et 52 seront probablement acceptés par tout le monde, tandis que le paragraphe 53 pourra donner lieu à un débat. La proposition faite par M. le général de Voigts-Rhetz paraît à M. le délégué de Suède et Norvège se rattacher à cet ordre d'idées, et bien que l'évaluation de ces nouveaux impôts puisse devenir plus ou moins fictive, cette forme de contribution serait peut-être moins arbitraire que celle dont parle le paragraphe 53. Eu égard à ce point de vue, M. le colonel *Staaß* trouve qu'il serait important d'avoir l'avis de la commission sur l'addition que l'on propose de faire au paragraphe 5.

M. le colonel fédéral *Hammer*, d'ordre de son Gouvernement, propose la rédaction suivante : « L'armée ennemie, prélevant dans les territoires occupés, à son profit, sur les populations locales, les impôts, redevances, droits et péages établis par le Gouvernement légal, doit y procéder conformément aux lois y établies par le pouvoir légal. » M. le délégué de Suisse ne croit pas pouvoir prendre sur lui d'entrer en dis-

cussion sur une matière nouvelle sans avoir reçu des instructions préalables. Il demande que la rédaction de M. le délégué d'Allemagne soit autographiée afin qu'il puisse en référer à son Gouvernement. Il désire également renvoyer la discussion actuelle à celle qui aura lieu pour les *Réquisitions*. L'opinion publique sera hostile à toute aggravation du projet primitif.

M. le baron *Lambermont* dit que l'article que l'on aborde est un de ceux qui éveillent les plus légitimes préoccupations. L'avant-dernière rédaction autorisait seulement l'armée d'occupation à percevoir les impôts établis en temps de paix par le Gouvernement national. On y a ajouté depuis le droit à l'*équivalent*. Enfin l'on a fait remarquer qu'il ne serait pas juste que la partie occupée d'un pays fût traitée mieux que la partie non occupée ou que le pays ennemi lui-même, et l'on réclame, en conséquence, le droit de créer de nouveaux impôts ; de sorte que si, pour sauver la patrie, le Gouvernement national demandait aux citoyens d'extrêmes sacrifices, l'armée ennemie serait autorisée par là même à élever à un égal niveau les impôts dans le territoire qu'elle occupe. Il se peut qu'en effet la guerre se fasse ainsi et qu'on n'ait qu'à s'y résigner. Mais c'est une chose grave, pour un Gouvernement qui ne peut prévoir que des guerres défensives, de sanctionner lui-même et à l'avance de telles règles.

D'après M. de *Lansberge*, on peut être contraint de subir le droit de la guerre, mais on ne doit pas en faire l'objet d'une déclaration *à priori*. Le principe pourrait être sauvegardé par une autre rédaction. M. le délégué des Pays-Bas propose de donner à la première partie du paragraphe 5 la forme négative, et de conserver la forme affirmative pour la seconde. A l'appui de sa proposition, il fait valoir les considérations suivantes : L'objection faite par M. le baron *Lambermont* au sujet de la difficulté qu'il y a à accorder à l'ennemi l'exercice de droits qui ne peuvent émaner que de la nation est applicable à ce paragraphe ; mais elle n'existerait plus si le paragraphe était rédigé de manière à créer une obligation non pour le pays occupé, mais pour l'occupant. Tel serait le cas si ce dernier prenait l'engagement de limiter l'emploi de la force, qu'il a en main par le fait de l'occupation, à telles ou telles choses. La forme négative donne à l'article cette signification, et elle est pour les populations une garantie que si elles subissent les actes indiqués par l'article, l'occupant n'ira pas plus loin.

M. le baron *Baude* voudrait savoir ce qu'on entend par *équivalent*.

M. le baron *Jomini* dit qu'on a voulu prévoir le cas où l'on n'arriverait pas à la matière impossible ; on grèvera alors la commune, qui exercera son recours comme elle le jugera convenable ou possible.

M. le baron *Baude* demande que l'on ajoute : « ... dans la forme et d'après les lois en usage... » C'est une garantie pour les habitants.

M. le duc de *Tetuan* pense que l'article 5, ayant une certaine connexion avec le chapitre II de la section II (*Des réquisitions et contributions*), pourrait être discuté en même temps que ce chapitre.

En présence des opinions divergentes qui se manifestent, M. le baron *Jomini* exprime l'opinion que la discussion pourrait être avantageusement ajournée à une autre séance.

M. le général de *Voigts-Rhetz* demande qu'on ne se méprenne pas sur sa pensée. Il ne plaide pas seulement la cause des *occupants*, mais aussi celle des *occupés*. S'il n'y a pas de règles fixes, ce sont ces derniers qui en pâtiront. Il ne faut pas laisser le champ libre aux abus qui peuvent résulter de l'occupation. M. le délégué d'Allemagne ajoute que, s'étant conformé à ses instructions, et son opinion devant figurer au protocole, il ne voit aucun inconvénient à aborder une autre matière; mais il doit déclarer que l'adoption du principe qu'il a cherché à faire prévaloir est jugée nécessaire par l'Allemagne.

M. le baron *Jomini* dit que rien ne s'oppose à ce qu'on cherche une formule nouvelle.

Pour le moment, la commission s'arrête à la rédaction suivante :

« 5. L'armée d'occupation ne prélèvera que les impôts, redevances, droits et péages déjà établis par le Gouvernement légal du pays, ou leur équivalent, s'il est impossible de les encaisser, et autant que possible, dans la forme et suivant les usages existants. Elles les emploiera à pourvoir aux frais de l'administration dans la mesure où le Gouvernement légal du pays y était obligé. »

M. le colonel fédéral *Hammer* demande comment il faut interpréter le mot *équivalent*. S'agit-il d'un prélèvement *subsidaire* ou *alternatif*?

La commission dit qu'il résulte du contexte que l'*équivalent* ne peut être prélevé que si les impôts, redevances, droits et péages ordinaires ne peuvent, pour une cause quelconque, être encaissés.

M. *Vedel* croit qu'il serait utile d'ajouter que les impôts doivent être *échus* pour pouvoir être prélevés par l'autorité militaire occupante.

La commission est d'avis que cette addition est superflue, la nécessité de l'échéance étant suffisamment exprimée par la condition en vertu de laquelle le recouvrement doit se faire dans les formes et d'après les usages existants.

M. *Vedel* prend acte de cette déclaration.

La commission s'ajourne ensuite à demain, jeudi, à dix heures.

Le Secrétaire,

Le Président,

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Signé : BARON A. JOMINI.

Protocole n° XI. — 13 août 1874.

Présents : MM. le baron *Jomini*, président ; le général major de *Voigts-Rhetz* ; le comte *Chotek* ; le baron *Lambermont* ; le directeur *Vedel* ; le duc de *Tetuan* ; le baron *Baude* ; le major général sir Alfred *Horsford* ; le lieutenant-colonel *Manos* ; le lieutenant-colonel comte *Lanza* ; de *Lansberge* ; le général de division *Palmeirim* ; le général-major de *Leer* ; le lieutenant-colonel *Staaß* ; le colonel fédéral *Hammer*.

Le protocole n° X (séance du 12 août) est lu et approuvé.

M. le général *Palmeirim* demande à faire une déclaration de principe.

Il s'exprime en ces termes :

« N'ayant pu assister qu'aux deux dernières séances, j'ai dû me mettre au courant de la marche des travaux de la Conférence par la lecture des protocoles et par les éclaircissements qui m'ont été donnés par mon collègue. Je crois, en conséquence, de mon devoir de faire dès à présent la déclaration suivante :

« Le Gouvernement du Roi, mon auguste souverain, rend hommage à la pensée généreuse qui a déterminé S. M. l'Empereur de Russie à proposer une conférence dans le but de rechercher les moyens de régler la guerre et d'en adoucir les rigueurs.

« Je serai très-heureux de m'associer à la recherche de ces moyens, avec cette réserve que le Portugal, par la position spéciale où il est placé, ne pourra adhérer à aucune clause d'où pourrait résulter un affaiblissement quelconque de ses moyens de défense.

« Des déclarations analogues ayant été faites par MM. les délégués de Belgique, d'Espagne, des Pays-Bas et de Suisse, je m'y associe en tant qu'elles s'appliquent à la situation particulière du Portugal. »

M. le *président* donne acte à M. le délégué portugais de ses paroles.

M. le colonel *Staaß*, revenant sur l'article 4, discuté dans la dernière séance, désire soumettre à la Conférence une question à laquelle il attache de l'importance, bien qu'elle ne paraisse au premier abord qu'une question de détail. C'est celle-ci. Le fonctionnaire qui a consenti à continuer ses fonctions après l'occupation perd-il le droit de donner ensuite sa démission, et cet abandon de sa charge sera-t-il considéré comme un fait délictueux ?

La commission exprime l'avis que le fonctionnaire ne peut être privé du droit de se démettre de ses fonctions.

M. le délégué de Suède et Norwége, satisfait de cette réponse, demande que cette déclaration soit insérée au protocole.

La commission, continuant ensuite l'examen du chapitre 1^{er}, procède à la discussion du paragraphe 6.

M. le colonel fédéral *Hammer* demande quelle est l'interprétation que le projet russe donne ici à l'expression : « capitaux du Gouvernement. » Il ajoute qu'il est chargé de proposer la rédaction suivante :

« L'armée qui occupe un pays a le droit de prendre possession de tous les fonds du Gouvernement qui se trouvent dans les caisses publiques, de ses dépôts d'armes, de ses moyens de transport, de ses magasins et approvisionnements et de ses autres propriétés mobilières qui, par leur nature, peuvent servir au but de la guerre. »

M. le délégué de Suisse motive cette proposition de la manière suivante : Dans son pays il existe dans presque tous les cantons des administrations particulières, des caisses d'épargne, assurances obligatoires contre l'incendie des immeubles, etc... Dans ces institutions l'État comparait nominalement comme propriétaire, comme créancier, etc..., tandis qu'en réalité il ne fait qu'administrer les affaires de ses ressortissants, qui lui confient leurs économies, font assurer auprès de lui leurs maisons, etc... A la rigueur le projet russe, en soumettant tous les *capitaux du Gouvernement* à la prise de possession, permet également de saisir le numéraire, les fonds, les valeurs et les créances de ces institutions, quoique celles-ci ne soient que des administrations d'intérêts et de biens privés. La rédaction doit donc être précisée.

Un débat s'engage sur la proposition de M. le délégué de Suisse.

La commission reconnaît qu'il est difficile de donner une définition technique des mots « : capitaux du Gouvernement. »

Après avoir écarté plusieurs formules comme ne rentrant pas dans les conditions voulues, MM. les délégués délibèrent sur l'explication suivante de M. le général de Voigts-Rhetz : « On peut entendre par *capitaux du Gouvernement* les sommes disponibles et les valeurs exigibles appartenant en propre et exclusivement à l'État, tels que le numéraire, les lingots d'or et d'argent, les fonds quelconques, etc... Tout ce qui se trouve dans les caisses de l'État, mais appartient à des personnes privées ou à des corporations, doit rester intact. En d'autres termes, tout ce qui est prouvé être à l'État peut être saisi; tout ce qui est démontré être propriété privée, même se trouvant entre les mains de l'État, doit être respecté et protégé. »

La commission décide que cette interprétation sera insérée au protocole.

M. le comte *Chotek* demande si, tout en figurant au protocole, elle ne pourrait pas faire partie intégrante du texte du paragraphe 6.

M. le baron *Jomini* dit que c'est inutile, puisque le protocole est le commentaire vivant du texte et fait loi comme le texte lui-même.

M. le colonel fédéral *Hammer* renouvelle la question qu'il a posée plus haut sur le point de savoir si les capitaux des particuliers, administrés par l'État dans les caisses d'épargne et les assurances contre l'incendie, tomberaient sous l'application de la clause de l'article 6.

La commission est d'avis que, d'après l'interprétation déjà admise, les capitaux auxquels fait allusion M. le délégué de Suisse ne pourraient pas être saisis par l'occupant.

M. le général de *Voigts-Rhetz* propose d'arrêter une rédaction provisoire du paragraphe 6 et de réserver le texte final pour la seconde ou la troisième lecture. M. le délégué d'Allemagne émet l'opinion que les Gouvernements, sous les yeux desquels les protocoles sont placés, pourront juger les diverses manières de voir exprimées dans la commission, et trouveront sans nul doute une définition qui soit de nature à satisfaire tout le monde.

Cette motion est adoptée.

M. le baron *Jomini* demande si la commission peut se prononcer sur une proposition faite par M. le baron Baude et conçue en ces termes :

« Toutes les valeurs portant intérêts qui seraient saisies devront être restituées, la jouissance des intérêts cessant avec l'occupation. » M. le délégué de France dit qu'il n'a entendu émettre qu'une opinion personnelle, et qu'il demandera des instructions à son Gouvernement pour s'éclairer lui-même.

La commission se prononce dans le même sens.

M. le général de *Voigts-Rhetz* demande si les paiements faits par anticipation au Gouvernement légal, au moment où l'occupation allait commencer, par les habitants du territoire occupé, doivent être respectés et considérés comme compte réglé. M. le délégué d'Allemagne suppose le cas où l'on retirerait des caisses de perception les impôts qui s'y trouvent pour les rendre à l'État légitime. L'occupant doit-il respecter cette espèce de fraude ou peut-il s'adresser de nouveau aux contribuables ?

M. le général de *Leer* estime que l'occupant a le droit d'exiger le versement régulier des impôts.

M. le colonel *Staaff* pense que la question posée par M. le délégué d'Allemagne se résout d'elle-même. M. le délégué de Suède et Norwège est d'avis qu'il ne doit pas être tenu compte de ce paiement, attendu qu'il n'a pu être fait qu'à l'insu et au détriment de l'occupant.

M. le général de *Voigts-Rhetz* tient à préciser sa pensée. Il suppose que l'on se trouve en présence d'une occupation de fait (aux termes de l'article 1^{er}) et que les habitants s'acquittent tous *d'avance* entre les mains de l'ancienne administration, après que le pouvoir occupant est constitué. Celui-ci doit-il respecter le paiement fait, bien qu'il ait un caractère frauduleux? La négative semble évidente à M. le délégué d'Allemagne.

M. le baron *Baude* croit que, puisqu'on refuse à l'occupant le droit d'exiger les impôts à l'avance, on ne peut l'obliger à considérer comme régulièrement opérés les versements faits par anticipation au Gouvernement légal: du moment qu'on impose une limite au droit de l'occupant, si l'on veut qu'il la respecte, il faut qu'elle soit respectée à son égard.

M. le comte *Chotek* fait remarquer en outre qu'il n'y aurait même pas, à proprement parler, de double paiement, puisque le premier versement devrait être considéré plutôt comme une donation patriotique.

M. de *Lansberge* dit que le receveur pourrait verser, à l'insu des contribuables, les recettes entre les mains du Gouvernement légal, et il demande si, dans ce cas, on peut rendre les habitants responsables de cet acte.

M. le général de *Voigts-Rhetz* ne voit ici qu'un cas spécial, qu'on ne doit pas prévoir. Le fait qu'a en vue M. le délégué des Pays-Bas constituerait une escroquerie.

M. le colonel fédéral *Hammer*, d'ordre de son Gouvernement, propose d'ajouter après les termes: « toute propriété du Gouvernement, » le mot « mobilière » et ensuite de dire: « qui, par sa nature, peut servir au but de la guerre. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que dans ce cas il faut définir quels sont les objets qui ne peuvent pas servir à ce but.

M. le colonel fédéral *Hammer* cite, par manière d'exemple, les ameublements des hôtels de ville, des ministères, etc...

M. le général de *Voigts-Rhetz* trouve qu'il serait utile de s'expliquer à cet égard, parce que tout ce qui peut aisément être vendu est de nature à servir au but de la guerre.

La commission passe ensuite à l'examen de l'*observation* placée à la suite du paragraphe 6.

M. de *Lansberge* est d'avis qu'il serait préférable de discuter les points qui y sont traités au chapitre qui parle de la propriété privée.

M. le colonel comte *Lanza* pense que si la commission ne croit pas devoir simplement comprendre le matériel dont il s'agit dans les autres

propriétés privées dont il est question dans un autre chapitre, et si elle persiste à maintenir l'*observation* faisant suite à l'article 6, il ne pourrait prendre la responsabilité de préjuger, en acceptant telle quelle l'*observation* susdite, les graves questions qu'elle peut soulever entre les droits de l'État, d'un côté, et les droits des compagnies, fabricants, etc., de l'autre.

M. le *président* dit qu'on pourrait, à la rigueur, ajouter après chaque article : *sauf les nécessités de la guerre*, mais il croit que cette restriction vague produirait un effet fâcheux dans l'opinion publique.

Selon M. le général *Voigts-Rhetz*, il s'agit, quant aux chemins de fer, télégraphes, bateaux, etc., d'objets que l'on peut employer comme moyens de guerre, et qui doivent être restitués plus tard à leurs véritables propriétaires. Toutefois il ne faudrait pas pousser cette dernière obligation jusqu'à l'excès. Ainsi, des armes empruntées ou enlevées seront rendues dans l'état où les aura mises la guerre, ou ne seront même pas rendues du tout; si, par suite d'une insurrection ou toute autre cause, elles disparaissent ou subissent des détériorations, on ne devra ni les remplacer ni payer d'indemnité. Il en sera de même des munitions; mais comme, en principe général, on doit faire la restitution après la guerre ou donner un reçu de tout ce que l'on demande aux particuliers, il est nécessaire de proclamer le principe relatif aux armes et aux munitions, pour que personne n'en ignore; car tout le monde a intérêt à connaître les lois et les droits de la guerre. En résumé, M. le délégué d'Allemagne trouve qu'une discussion sur cet objet ne serait pas difficile actuellement.

M. le baron *Jomini* dit que c'est à l'avantage des pays conquis qu'on cherche à régler cette matière.

M. le baron *Lambermont* signale l'importance particulière que présentent ces questions pour les compagnies de chemins de fer, la fabrication et le commerce des armes en Belgique. D'après la législation belge, nul ne peut être privé de sa propriété que moyennant indemnité préalable. En reconnaissant à une armée d'occupation le droit de procéder autrement, le Gouvernement ouvrirait peut-être la voie à des revendications d'indemnité adressées à lui-même et pouvant prendre des proportions énormes. Ce sont là des questions sur lesquelles il paraît impossible de se prononcer sans un examen approfondi et prolongé.

M. le baron *Jomini* croit qu'il est indispensable qu'on fasse connaître quels sont les droits de l'occupant en cette matière. Le vague ne profiterait qu'au plus fort.

D'après M. le baron *Lambermont*, on ne peut conclure de ce qu'il n'existe pas de traité international sur le droit des gens que les règles du

droit des gens sont inconnues ou n'ont aucune sanction. Grâce aux progrès de la civilisation et aux travaux de la science, les principes essentiels sont aujourd'hui dans tous les esprits, et il n'est point de chef d'armée qui oserait, de notre temps, faire bon marché de la conscience générale. Sans doute, si un traité pouvait être conclu en termes acceptables pour tous les pays, et donnait un corps au droit des gens, ce serait une chose utile et heureuse et méritant toute la reconnaissance des peuples; mais il n'aurait lui-même qu'une sanction morale, attendu que s'il venait à être violé par des États en guerre, aucune des puissances ici représentées ne contracte l'obligation de prendre les armes pour le faire respecter.

M. le baron *Jomini* répète qu'il n'en est pas moins utile, dans l'intérêt des populations, d'avoir des règles précises. M. le président ne fait pas de doute qu'une trop grande liberté laissée au plus fort ne soit la source de graves abus.

M. le baron *Lambermont* juge toutefois utile que l'on prenne le temps de s'éclairer sérieusement avant de se prononcer sur une matière aussi importante que celle dont il s'agit.

M. le général de *Voigts-Rhetz* reconnaît avec M. le baron *Lambermont* que la propriété privée ne jouit pas ici de toute la protection qu'elle trouve en d'autres occasions; mais il y a des circonstances où il est impossible de s'en tenir aux principes absolus. M. le délégué d'Allemagne cite le cas d'un magasin de poudre ou d'une fabrique de fusils qui se trouveraient dans une ville soumise à l'occupation. Il est de l'intérêt évident de l'occupant de ne les pas laisser subsister. Si les propriétaires sauvent leurs armes au besoin par mer et renoncent spontanément à leur fabrication, ils conservent du moins leur propriété; sinon ils subiront un dommage considérable. Il est bon, aux yeux de M. le délégué d'Allemagne, que les Gouvernements appelés à ratifier les décisions de la Conférence connaissent bien l'opinion des délégués. Si la commission passe sous silence certaines questions épineuses, les Gouvernements manqueront des lumières nécessaires pour se prononcer en connaissance de cause.

M. le duc de *Tetuan*, parlant dans le même sens, dit qu'il faut se montrer accommodant pour beaucoup d'articles. Si l'on voulait tracer en toutes matières des limites précises aux droits de la guerre, il serait impossible d'arriver à un résultat pratique. M. le délégué d'Espagne croit donc qu'il faut se contenter de régler certains points seulement.

M. le président dit que quelle que soit pour l'avenir la suite donnée aux délibérations de la Conférence, il est incontestable qu'elles auront,

en tout cas, jeté une vive lumière sur un grand nombre de questions importantes. Avoir amené des représentants de tous les États européens à discuter les principes essentiels qui doivent, en réglant la guerre, en adoucir les rigueurs, à en admettre un certain nombre, à préparer la solution des autres, et enfin à asseoir ainsi les bases de l'édifice qu'il s'agit de construire, c'est un fait dont l'importance ne peut échapper à personne et dont, semble-t-il, on ne peut que se féliciter.

M. le colonel fédéral *Hammer* désirerait attirer l'attention de la commission sur une question qui a pour son pays une importance particulière. M. le délégué de la Suisse fait observer que dans cette contrée les barques ou nacelles sont souvent les seuls moyens de communication entre plusieurs localités placées sur les bords de certains lacs. Si donc l'on exécutait à leur égard la clause de la convention, on méconnaîtrait par le fait même les garanties proclamées à l'article 1^{er}, où il est dit que la vie publique doit être assurée. M. le colonel fédéral *Hammer* croit, en conséquence, qu'il serait équitable de formuler ici une restriction.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que si l'ennemi a besoin de bateaux ou de barques, il disposera nécessairement de ceux qu'il a sous la main ; mais il est tenu de les rendre ensuite à leurs propriétaires ou, si cela n'est pas possible, de leur donner un reçu. M. le délégué d'Allemagne ajoute que, loin de devoir s'abstenir de saisir les bateaux servant de moyens de communication entre certaines localités, l'ennemi devra s'en emparer parfois dans le seul but d'entraver ces relations, absolument comme cela se fait sur terre.

M. le colonel fédéral *Hammer* déclare qu'il a surtout en vue les petites nacelles affectées au transport des habitants.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que si l'on peut saisir les voitures des maraîchers ou des fournisseurs, etc., il ne voit pas pourquoi l'on devrait respecter davantage les nacelles dont M. le délégué de Suisse plaide la cause. La règle en cette matière est tracée à l'article 2. Il serait impossible de s'arrêter à rechercher toutes les exceptions qu'elle comporte.

M. le baron *Lambermont* trouve qu'il y a une circonstance dont il faut tenir compte. Dans le cas indiqué par M. le colonel fédéral *Hammer*, et en faisant une nouvelle application d'une expression célèbre, on peut dire que la nacelle est un chemin qui marche. Or on ne saisit pas les chemins.

On convient d'insérer au protocole la déclaration suivante :

« Dans les cas où les bateaux serviront d'unique communication, né-

cessaire et indispensable, il est dans la pensée de la commission que l'occupant aura égard aux exigences de la vie publique. »

M. le général de *Voigts-Retz* expose qu'il pourrait y avoir la même nécessité de s'emparer de nacelles que de bateaux à vapeur ou de vaisseaux. Selon M. le délégué d'Allemagne, tout ne *doit* pas être nécessairement saisi, mais tout *peut* l'être. »

M. le duc de *Tetuan* demande que la première partie de l'*observation* soit modifiée; il désire qu'on ajoute après le mot « vaisseau » ceux-ci : « appartenant à la navigation des lacs du continent, des fleuves et rivières qui ne sont pas navigables, en communication avec la mer. »

M. le délégué d'Espagne dit que le but de cette addition est d'indiquer clairement qu'on ne prétend pas préjuger les droits et lois de la guerre maritime, lois et droits qui sont absolument étrangers au projet soumis aux discussions de la Conférence.

M. le général de *Voigts-Rhetz* est d'avis que l'occupant ne laissera pas ses vaisseaux à l'ennemi s'il y a intérêt; il les traitera comme tout autre matériel.

M. le baron *Lambermont* croit que l'on peut faire droit à l'observation de M. le duc de *Tetuan* en ajoutant après le mot « navire » : « en dehors des cas régis par la loi maritime. »

M. le baron *Baude* dit qu'en ce qui concerne les chemins de fer il y aurait une entente à établir sur le point de savoir si le principe de l'indemnité sera appliqué aux chemins de fer appartenant à l'État aussi bien qu'à ceux appartenant aux compagnies particulières. Il ne pose cette question qu'au point de vue de l'équité, car la plupart des chemins de fer français sont propriété privée; mais il serait singulier de déclarer la faculté de traiter d'une manière aussi disparate des mêmes parties de la fortune publique, uniquement en raison de la différence des procédés employés pour leur établissement et leur exploitation.

M. de *Lansberge* propose également de sanctionner dans la Convention le principe d'indemnisation à accorder aux compagnies ou aux particuliers.

M. le comte *Chotek* croit devoir faire observer que certains chemins de fer sont devenus une propriété internationale, leurs actions ou obligations se trouvant dans toutes les mains.

M. le baron *Jomini* est d'avis que la question dont il s'agit doit être signalée à l'attention des Gouvernements, cette question n'étant pas de la compétence de la Conférence.

M. le général de *Voigts-Rhetz* fait une proposition personnelle et sans engager aucune responsabilité pour son Gouvernement. Elle tend

à déclarer que l'on s'entendra sur une indemnité lors de la conclusion de la paix. Dans un cas, c'est le vainqueur qui en bénéficierait, dans l'autre, au contraire, ce serait le vaincu.

M. le colonel fédéral *Hammer* propose, au nom de son Gouvernement, la rédaction suivante : « Les dépôts d'armes et toute espèce de munitions de guerre, bien qu'appartenant à des personnes privées, ainsi que le matériel des chemins de fer appartenant à l'État ou à des compagnies privées, sont également sujets à la prise de possession par l'armée ennemie, sauf restitution toutefois du matériel des chemins de fer après clôture de la paix ».

M. le général de *Voigts-Rhetz* demande qu'on comprenne les « télégraphes de terre » dans l'énumération du paragraphe.

M. le baron *Baude* propose d'ajouter après le mot « navires » celui de « susmentionnés ».

M. de *Lansberge* demande ce qu'il adviendrait de vaisseaux d'États neutres qui se trouveraient dans les eaux du théâtre de la guerre.

Il est répondu à cette question que ces vaisseaux étant neutres, on n'y touchera pas. La commission décide que le protocole mentionnera cette interprétation.

M. le directeur *Vedel* demande que son Gouvernement, quand il le jugera utile, soit autorisé à réserver le droit de faire une proposition relative aux câbles sous-marins.

La commission exprime le vœu que les Gouvernements se préoccupent de la question des télégraphes sous-marins.

L'observation est rédigée comme suit :

« Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, les bateaux à vapeur et autres navires, en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et en général toute espèce de munitions de guerre, quoique appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de guerre qui ne peuvent être laissés à la disposition de l'ennemi. Le matériel des chemins de fer, des télégraphes de terre, de même que les bateaux à vapeur et autres navires susmentionnés, sont restitués et les indemnités réglées à la paix. »

La commission aborde l'examen du paragraphe 7.

Mais, après un échange préalable de vues M. le baron *Jomini*, à la demande de plusieurs délégués, propose de revenir demain sur l'article et sur les observations auxquelles il a donné lieu.

Cette proposition est admise et la commission s'ajourne à demain, vendredi, à dix heures.

Le Secrétaire,

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Le Président,

Signé : BARON A. JOMINI.

Protocole n° XII.— 14 août 1874.

Présents : MM. le baron *Jomini*, président ; le général-major de *Voigts-Rhetz* ; le comte *Chotek* ; le baron *Lambermont* ; le directeur *Vedel* ; le duc de *Tetuan* ; le général de brigade *Arnaudeau* ; le major général sir Alfred *Horsford* ; le lieutenant-colonel *Manos* ; le lieutenant-colonel comte *Lanza* ; de *Lansberge* ; le général de division *Palmeirim* ; le général-major de *Leer* ; le lieutenant-colonel *Staaff* ; le colonel fédéral *Hammer*.

Le protocole n° XI (séance du 13 août) est lu et approuvé.

La commission vérifie les pouvoirs de M. le professeur *Martens*, et les trouve en bonne forme.

M. le *président* fait connaître qu'il a demandé à son Gouvernement des instructions au sujet des propositions soumises par M. le délégué de Belgique à la Conférence, relativement aux blessés et aux prisonniers de guerre transportés en temps de guerre chez les neutres. S. M. l'Empereur, par un sentiment de déférence pour le Gouvernement belge, a bien voulu autoriser ses mandataires à discuter ces propositions.

MM. le baron *Jomini* et le général de *Leer* sont autorisés également à appuyer la proposition de M. le général *Arnaudeau* tendant à amener entre les Gouvernements une entente réciproque sur un projet d'assimilation des pénalités militaires.

Il appartient à la commission, si elle le juge possible, de fixer un jour pour procéder à l'examen de ces questions.

M. le baron *Jomini* fait remarquer que la marche des travaux a pris un autre aspect depuis que la commission a tenu sa première séance. Dans le principe, l'assemblée avait décidé que les divergences d'opinions qui se produiraient dans les discussions ne seraient pas actées au protocole. Aujourd'hui que l'ordre du jour appelle des questions à la fois délicates et graves, M. le délégué de Russie croit qu'il y a lieu de revenir sur cette décision et de tenir note de toutes les opinions qui seront émises au cours de la discussion. La Conférence ne légifère pas : elle fait une sorte d'enquête qui sera pour les Gouvernements un moyen facile de s'éclairer. On est d'accord sur le but, on diffère sur les moyens. C'est pour chercher une entente que les délégués sont réunis. Il sera utile de connaître les vues qui ont été échangées à cet effet.

Répondant ensuite à M. le général *Palmeirim* et à d'autres délégués qui avaient exprimé la crainte que le projet de réglementation des lois

de la guerre n'eût pour conséquence d'affaiblir les moyens de résistance des États secondaires, M. le baron *Jomini* déclare que la Russie a toujours entendu laisser intact le droit sacré de la défense. Il croit ne pas pouvoir mieux rendre la pensée qui a guidé son Gouvernement en convoquant la Conférence qu'en donnant lecture d'un passage d'un auteur belge, M. Rolin Jaquemyns, qui s'est exprimé comme suit dans un travail sur *la Guerre, dans ses rapports avec le droit international*, pages 26-27, 1871 :

« Ce qu'il faut souhaiter, c'est qu'à l'avenir les peuples libres aient assez de constance et de prévoyance pour se donner une forte organisation militaire basée sur la participation égale de tous à la défense de la patrie. C'est là pour eux un devoir non-seulement national, mais humanitaire; car plus la guerre sera conduite, de part et d'autre, par des troupes régulières et disciplinées, moins l'humanité aura à souffrir. Sans doute il y a place ailleurs que sous l'uniforme pour les sentiments les plus nobles et la conduite la plus héroïque, et il faut admettre que parmi ces malheureux paysans fusillés en vertu des lois de la guerre, plus d'un n'était coupable que d'avoir obéi à un sentiment instinctif et presque irrésistible de patriotisme local. Mais il faut admettre, d'autre part, que le genre de résistance, d'ailleurs peu efficace en définitive, opposé par eux à l'invasion étrangère, devait inévitablement conduire, d'une part, au *banditisme* et à ses pires excès, de l'autre à une répression sévère... Nous croyons, avec M.^e le D^r Arnold, « que c'est le strict « devoir de tout Gouvernement non-seulement de ne pas encourager « une guerre aussi irrégulière de la part de la population, mais de la « réprimer avec soin et de n'opposer à l'ennemi que ses troupes régulières ou des hommes régulièrement organisés et agissant sous « des officiers autorisés, qui observeront les règles que l'humanité « prescrit dans une guerre régulière. Et ce que l'on appelle les insurrections patriotiques ou les soulèvements irréguliers de toute la « population pour harasser une armée envahissante, devrait toujours « être condamné, sans distinguer par qui ou contre qui ce moyen est « employé, comme une ressource d'une efficacité restreinte et douteuse, « mais d'une atrocité certaine, et comme la plus terrible des aggravations aux maux de la guerre. »

M. le baron *Jomini* dit que cette citation traduit complètement sa propre manière de voir et qu'il s'y rallie de tout point.

M. le général de *Voigts-Rhetz* propose qu'il soit déclaré que les contrats civils passés pendant la durée de l'occupation, et ordinairement à l'occasion de l'occupation même, soit entre les autorités occupantes ou les autorités occupées et des personnes privées, soit entre ces autorités

mêmes, demeurent valables lorsque l'occupation est interrompue ou qu'elle vient à prendre fin complètement. M. le délégué d'Allemagne dit qu'il fait cette proposition parce qu'il arrive mainte fois que l'occupation cesse plus tôt qu'on ne l'avait cru, et qu'alors bien des intérêts restent en souffrance, intérêts qui touchent bien plus les occupés que les occupants.

M. de *Lansberge* estime qu'il serait prudent de ne pas se lancer dans les questions de droit civil; M. le délégué des Pays-Bas craint qu'en agissant autrement l'on ne se serve de certaines expressions qui ne rendent pas exactement les idées que l'on désire énoncer, et qu'on ne s'expose ainsi plus tard à de sérieuses difficultés.

M. le général *Voigts-Rhetz* voudrait que la rédaction dont il s'agit figurât au protocole, en constatant néanmoins qu'on se réserve de revenir ultérieurement sur les termes. La question serait ainsi signalée à l'attention des Gouvernements :

« La cessation de l'occupation rétablit le Gouvernement légitime dans ses droits et prérogatives sur le territoire occupé. Les contrats civils conclus pendant la durée et par suite de l'occupation ne cessent pas d'avoir force obligatoire par le seul fait de l'interruption ou de la cessation de l'occupation. Les Gouvernements prêteront leur assistance, selon les lois et coutumes des pays, pour qu'il soit fait justice aux ayants droit par les tribunaux compétents. »

M. le général *Arnaudeau* fait observer que cette rédaction ne fera pas modifier les transactions; elle ne pourra pas avoir de portée pratique.

M. le baron *Jomini* croit toutefois qu'il est bon que le principe soit constaté. Cette simple constatation aura pour effet de signaler aux Gouvernements que la question a été débattue et qu'il a été reconnu par les délégués que le point rappelé par M. le général de *Voigts-Rhetz* peut être pendant la guerre une source de conflits.

M. le colonel *Staaff* appuie les paroles de M. le baron *Jomini*. Il trouve qu'on peut très-utilement exprimer le vœu qu'on respectera les contrats, même au delà de la durée de l'occupation. Quant aux cas d'application, qui sont du ressort des tribunaux civils de chaque pays, il serait difficile, selon M. le délégué de Suède et Norwège, de trouver un texte assez concis pour figurer comme article dans un projet de traité.

La commission se range à l'avis de M. le président et décide que le protocole relatera la motion de M. le délégué d'Allemagne.

M. de *Lansberge* propose de substituer aux mots : « s'abstenir de tout

ce qui ne serait pas justifié par l'usufruit, » la rédaction suivante : « l'État occupant ne se considérera que comme usufruitier. »

M. le baron *Jomini* fait remarquer que l'armée d'occupation a aussi le droit d'administrer. M. le délégué de Russie voudrait voir exprimer ces deux choses.

L'assemblée, faisant droit à cette observation, modifie la rédaction de la manière suivante : « l'État occupant ne se considérera que comme administrateur et usufruitier. »

M. le comte *Chotek* désire qu'on établisse une distinction entre l'exploitation agricole et l'exploitation forestière, qui présentent des caractères bien différents. La première donne annuellement un revenu facile à évaluer ; le dommage qu'on peut lui causer pendant la guerre ne dépasse pas en général une année. Mais le tort causé à l'exploitation forestière s'étend sur une série d'années et ne se répare que difficilement. M. le délégué d'Autriche-Hongrie croit n'avoir pas besoin de signaler à la Conférence l'importance des forêts au point de vue de l'hygiène publique et des influences météorologiques. Personne ne contestera que sous ce point de vue leur conservation ne soit une chose hautement désirable. D'un autre côté, l'exploitation des forêts par l'armée d'occupation est un fait naturel, quelquefois même rendu nécessaire par les circonstances. M. le délégué d'Autriche-Hongrie pense donc que puisqu'il s'agit ici d'une conséquence fâcheuse de la guerre, à laquelle il est impossible de se soustraire entièrement, on ne peut mieux entrer dans les intentions des Gouvernements, et en particulier dans les vues humanitaires de l'Empereur de Russie, qui a convoqué le Congrès, qu'en cherchant à apporter dans le cas particulier dont il s'agit tous les adoucissements possibles. M. le comte *Chotek* croit que la question serait résolue si, tout en laissant l'exploitation à l'armée d'occupation, on ne lui permettait pas de toucher aux forêts elles-mêmes. Il ajoute que si cette opinion personnelle qu'il formule n'est pas admise par la commission, il demande subsidiairement que l'on remplace les mots : « autant que possible, » par ceux-ci : « pour les forêts, le revenu ne pourra être exploité par l'occupant que conformément aux règles et aux lois de l'administration forestière du pays. »

M. le baron *Jomini* fait remarquer que dans les paragraphes précédents il est déjà dit que la perception doit se faire d'après les lois et coutumes en vigueur dans le pays occupé.

M. le comte *Chotek* répond qu'il s'agit là non de l'administration forestière, mais du capital.

M. le général de *Voigts-Rhetz* propose de dire : « elle doit les exploiter d'après les règles d'une bonne et régulière administration. » Selon

M. le délégué d'Allemagne, on pourrait encore ajouter que l'armée d'occupation n'emploiera à cet effet que des personnes compétentes. Ce qu'il s'agit d'empêcher, c'est l'exploitation sauvage (*Raubwirthschaft*). Le principe invoqué par M. le comte Chotek serait ainsi suffisamment sauvegardé. M. le général de Voigts-Rhetz fait remarquer que des mesures conservatrices sont d'ailleurs commandées par l'intérêt bien entendu de l'occupant.

M. le général *Arnaudeau* propose la rédaction suivante : « conformément aux aménagements établis par l'administration locale. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* se demande ce qu'il arrivera, dans ce système, si les fonctionnaires refusant de servir l'État occupant quittent la localité en emportant avec eux les livres, les registres cadastraux, etc. D'autre part, la législation n'est pas la même partout. M. le délégué d'Allemagne pense donc qu'il faut autoriser l'armée d'occupation à s'en rapporter en cette matière aux systèmes reçus dans la sylviculture, mais sans rien préciser puisque les usages varient de pays à pays, et même de forêts à forêts, selon qu'elles sont peuplées d'essences mixtes ou uniformes. Il suffirait donc d'énoncer le principe général.

M. de *Lansberge* fait observer que ce principe est exprimé dans la rédaction primitive. Il est d'avis que cette déclaration est suffisante et qu'il faut éviter d'entrer dans l'examen des cas spéciaux, car il est impossible de les prévoir tous ; or, une énumération incomplète peut donner lieu à des interprétations regrettables. Il suffit que le principe soit énoncé de façon à ne donner prise à aucune équivoque. Le but serait atteint, selon M. le délégué des Pays-Bas, si l'on disait que l'occupant doit se référer aux lois du pays occupé.

M. le directeur *Vedel* appuie la rédaction proposée par M. le général de Voigts-Rhetz et demande la suppression des mots du projet russe : « autant qu'il est possible. »

La commission adhère au vœu exprimé par M. le comte *Chotek*, mais croit que le principe inscrit au paragraphe 5 suffit en toute éventualité.

M. le baron *Lambermont* est chargé par son Gouvernement d'exprimer un doute au sujet du paragraphe 7 en ce qui concerne le mot *édifices*, etc. Il suppose que le paragraphe 7 a un sens général et que le paragraphe 8 vise les exceptions. Les établissements de l'État renfermant des collections artistiques et scientifiques rentreraient donc dans le paragraphe 8. M. le délégué de Belgique demande si tel est l'avis de la commission.

MM. les délégués répondent affirmativement à cette question.

La rédaction du paragraphe 7 est modifiée dans les termes suivants :

« L'État occupant ne se considérera que comme administrateur et usufruitier des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'État ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Il devra sauvegarder le fonds de ces propriétés et les administrer conformément aux règles de l'usufruit. »

En abordant l'examen du paragraphe 8, M. le général de *Voigts-Rhetz* fait observer qu'en discutant le chapitre IV (*Des sièges et des bombardements*), la commission a décidé que les places fortes, etc., peuvent seules être assiégées et qu'en pareil cas toutes les mesures seront prises pour faire respecter les propriétés privées, *sauf les nécessités de la guerre*. Ici l'on tend à se mettre en contradiction avec ce principe, en disant qu'on ne pourra, en aucun cas, saisir les propriétés privées. Or, dans la pratique cela est impossible. Les églises, par exemple, sont les bâtiments les plus utiles en été pour servir d'ambulances et d'hôpitaux. Il n'y a pas une tour qui ne serve d'observatoire. Il y a des couvents et mêmes des musées qui devront nécessairement être employés à des buts militaires. Il y aurait donc lieu, suivant M. le délégué d'Allemagne, d'ajouter une restriction à la portée trop générale de l'article et de dire : « si la nécessité n'impose pas de les employer à cette fin. » Personne ne pourra arguer que c'est contraire aux lois et coutumes. Il faut proclamer le principe, mais réserver les exceptions inévitables. M. le général de *Voigts-Rhetz* propose en même temps de comprendre les *communes* dans l'énumération du paragraphe 8.

M. le baron *Jomini* propose de renvoyer au paragraphe 16, ce qui donnerait satisfaction à M. le général de *Voigts-Rhetz*.

M. le colonel *Staaff* croit que le principe de l'article se rapporte à l'idée de *propriété* et non à *celle du droit d'occuper*. Il serait donc préférable de remplacer les mots : « prise de possession. » par ceux-ci : « n'est pas la propriété de l'occupant. »

M. le colonel fédéral *Hammer* est chargé par son Gouvernement de proposer la rédaction suivante :

« Les biens des églises, des établissements de charité et d'instruction, de toutes les institutions consacrées à des buts scientifiques, artistiques et de bienfaisance, seront traités comme les biens privés. » Retrancher le reste.

M. le colonel comte *Lanza* est d'avis que la rédaction proposée par M. le délégué de Suisse est de nature à concilier toutes les opinions, et il s'associe à la proposition de M. le général de *Voigts-Rhetz* d'ajouter dans l'article : *les biens des communes*.

La commission s'arrête à la rédaction suivante :

« Les biens des églises, des communes, ceux des établissements de

charité et d'instruction, de toutes les institutions consacrées à des buts scientifiques, artistiques et de bienfaisance, même appartenant à l'État, seront traités comme la propriété privée. »

Pour les paragraphes 1-8 modifiés, voir annexe n° XV.

La commission aborde l'examen du chapitre II de la section I.

M. le comte *Chotek* cède sa place à M. le général baron de *Schoenfeld*.

M. le général *Arnaudeau* exprime la crainte que l'excès de réglementation des devoirs humanitaires ne produise l'effet contraire de celui qu'on a en vue. Il redoute que les belligérants, malgré leurs bonnes dispositions, ne soient amenés par les nécessités de la guerre à violer les règles tracées et que ces violations n'entraînent des représailles correspondantes. Le cas de la représaille deviendrait alors la règle au lieu de rester l'exception.

M. le général de *Leer* ne peut pas se ranger à l'avis de M. le délégué de France. Ce que l'on veut, c'est précisément un ensemble de règles qui, en cas de guerre, puissent être observées par tous les États qui les ont acceptées. Il faut d'ailleurs distinguer entre les principes et l'application. Si l'application est parfois difficile, ce sera un résultat heureux de la Conférence que d'avoir fait enregistrer des principes sur lesquels tout le monde est d'accord.

M. le baron *Jomini*, afin de faciliter la tâche de la commission, propose de supprimer la dernière partie du paragraphe 9 : « Les bandes armées ne répondant pas aux conditions mentionnées ci-dessus n'ont pas les droits des belligérants ; elles ne sont pas considérées comme des ennemis réguliers et, en cas de capture, sont poursuivies judiciairement. »

La commission se rallie à cette proposition.

M. le colonel comte *Lanza* demande qu'il soit bien établi que ce sont les quatre conditions réunies au paragraphe 9 qui donnent aux milices et aux corps de volontaires les droits des belligérants, la rédaction de cet article laissant quelque doute à cet égard. M. le délégué d'Italie exprime en même temps le désir que l'article soit mis en rapport avec le paragraphe 45. Il n'a du reste pas d'objection à voter le paragraphe 9, pourvu qu'il ne soit pas renoncé au bénéfice de la clause du paragraphe 45.

M. le général de *Leer* dit que, quant au premier point touché par M. le délégué d'Italie, il faut que les quatre conditions soient réunies pour que le droit de belligérant soit reconnu. Quant au second point, M. le délégué de Russie pense qu'il est préférable de le discuter lorsqu'on traitera de la matière à laquelle appartient le paragraphe 45.

M. le colonel *Staaff* désire faire une déclaration avant que l'on dis-

cute à fond le paragraphe 9. Il se demande si les quatre conditions réunies ne sont pas superflues non point pour les bandes armées dont il est parlé dans la citation lue tout à l'heure par M. le président, mais pour la partie des forces défensives d'un pays qui entre dans son organisation militaire, comme par exemple, le *Landsturm* norvégien. La Constitution fixe la limite d'âge des hommes entrant dans le *Landsturm* — de dix-huit à cinquante ans, — lequel, qu'il soit organisé à l'avance ou non, est censé dirigé par le Gouvernement d'une façon régulière, et qui, en cas de guerre, sera commandé par un chef responsable, portera les armes loyalement et se conformera entièrement aux lois et coutumes militaires. Il est évident, dit M. le délégué de Suède et Norvège, que cette catégorie de citoyens remplit les conditions 1, 2 et 4, pour avoir, le cas échéant, le caractère de belligérants, et ce serait offenser la population norvégienne que d'en douter. Quant à la troisième condition requise, il faut être fixé sur sa portée véritable. Si, par *signe distinctif, extérieur et reconnaissable*, il est entendu qu'il faut porter un uniforme, M. le délégué de Suède et Norvège craint que cette condition ne puisse pas être acceptée par le second de ces pays. Il attendra, pour émettre son jugement, que la discussion l'éclaire sur ce point.

M. le baron Jomini et M. le général de Leer répondent que le texte où il est question de la troisième condition ne parle pas d'uniforme, mais seulement d'un signe quelconque distinguant le patriote qui défend son pays du brigand qui pille et maraude.

M. le général de Voigts-Rhetz croit devoir faire connaître toute sa pensée au sujet de la matière importante et grave dont la commission a commencé l'examen. Il ne saurait partager les appréhensions de M. le général Arnaudeau, qui pense qu'il vaut mieux s'en tenir à une formule générale que d'entrer dans le fond des choses. Loin de rester dans le vague, il faut chercher à éviter toute équivoque. On se trouve d'ailleurs en présence d'intérêts qu'il est de toute nécessité de rassurer. La question mérite la plus sérieuse attention au point de vue des relations entre les belligérants et des relations des belligérants avec les habitants. Elle le mérite encore sous le rapport du nombre d'hommes qui peuvent, à un moment donné, prendre les armes et faire ou beaucoup de bien ou beaucoup de mal. — Descendant des considérations générales à des aperçus pratiques, M. le général de Voigts-Rhetz expose que dans les grands États d'Europe, tels que la France, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, fonctionne le service général obligatoire; que notamment le pays dont il est mandataire renferme deux à trois millions de vieux soldats, dispersés dans les villes et les campagnes, qui se lèveront quand il s'agira de faire la levée en masse. Ces vétérans, habitués à la

discipline, se rangeront sous le commandement d'un chef et pourront être utiles à leur patrie. Mais supposons une force de ce genre sans organisation et sans discipline. Qu'arrivera-t-il ? N'est-il pas à craindre que ces hommes, au lieu de marcher contre l'ennemi, ne se tournent contre les habitants ? Il est reconnu que les mauvais sujets profitent de la guerre pour rançonner leurs compatriotes et évitent de rencontrer l'étranger. On peut dès lors se demander si un pays aurait intérêt à s'appuyer sur le *Landsturm*, lequel, s'il n'est pas organisé et contenu, aboutirait en peu de temps à la maraude et au pillage. Autre est le cas des patriotes qui marcheront et se feront tuer pour la défense du pays. — Parlant de là, M. le délégué d'Allemagne est d'avis que le projet ne demande que ce qui existe en réalité. Quelle serait l'importance militaire d'une commune dont les habitants marcheraient sans commandement ? L'hypothèse même est inadmissible. Il y aura toujours à la tête des habitants ou le maire, ou un bourgeois notable désigné par le choix de ses concitoyens. — Mais il faudra que ces hommes portent un signe certain qui les distingue des brigands et des pillards. Ce signe sera facile à trouver ; ce sera une croix, un brassard, une marque quelconque donnant à celui qui le porte le caractère de patriote et de belligérant. Chaque nation trouvera le signe qui lui convient quand la levée en masse appellera tout le monde aux armes. Si vous n'admettez pas la responsabilité d'une personne et un signe distinctif, de quelle manière les habitants seront-ils protégés contre les bandes ou contre l'ennemi ? Rien de plus facile que d'attacher ce signe à la casquette ou à l'habit. C'est pendant la paix qu'il faut organiser la défense de la patrie, et l'organisation ne peut pas souffrir des difficultés sérieuses. Qu'est-ce qui empêche, par exemple, de diviser une ville en dix ou quinze quartiers ? une fois la levée en masse proclamée, ces quartiers se réunissent sous la conduite d'un officier et marchent pour défendre leur ville. Pourrait-il venir à l'idée de quelqu'un de dire : Marchez au hasard et sans commandement ? La question se résout d'elle-même. — En terminant, M. le délégué d'Allemagne dit que la levée en masse est une chose légitime, parfois nécessaire, et qu'il ne peut venir à la pensée de personne de l'empêcher ou de l'entraver ; ce que l'on demande, c'est qu'elle soit organisée d'une manière quelconque, afin de ne pas dégénérer en brigandage. La question doit être examinée sérieusement et consciencieusement : il est de l'intérêt de la patrie de chacun et de la défense commune à tous les États qu'elle soit résolue affirmativement.

MM. le baron *Jomini*, le général *Leer* et le colonel fédéral *Hammer* se rallient aux considérations développées par M. le délégué d'Allemagne.

M. le général *Arnaudeau* les approuve aussi du moment que la dernière phrase du paragraphe 7 est supprimée. M. le délégué français pense que les prescriptions de ce paragraphe peuvent être d'autant mieux acceptées qu'en France, en vertu du service obligatoire, toute la partie valide de la population sera régulièrement appelée sous les armes et que les corps organisés et équipés feront, par conséquent, tous partie de l'armée.

M. le général baron de *Schoenfeld* adhère également pour la plus grande partie aux réflexions de M. le délégué d'Allemagne; mais il voit une difficulté dans le maintien de la première condition, qui exige que les corps de volontaires soient rattachés au commandement général. Sans doute, les bandes qui se lèvent pour la défense du pays doivent avoir un chef; mais il est bien rare qu'elles dépendent du chef de l'armée; l'action du *Landsturm* est plutôt locale que générale, et elle ne commence pas ordinairement dès le début des hostilités.

M. le général de *Voigts-Rhetz* reconnaît la justesse de la remarque de M. le délégué d'Autriche-Hongrie; le point important, c'est que les bandes aient un chef responsable.

M. le duc de *Tetuan* expose que si les observations si lucides de M. le général de *Voigts-Rhetz* sont incontestables au point de vue de la théorie et en les prenant comme point de départ d'une réglementation fort désirable des lois de la guerre, elles sont de nature à rencontrer dans la pratique de sérieuses difficultés. M. le délégué d'Espagne se place au point de vue spécial de son pays. Les traditions locales, les conditions géographiques, le caractère des habitants et jusqu'à son histoire obligent ce pays à considérer la guerre défensive comme une guerre nationale, à laquelle devraient prendre une part active toutes les forces vives de la nation, sans se demander à quel danger elles s'exposeraient. Aux yeux de M. le délégué d'Espagne, un pays dont les habitants calculeraient les périls qu'ils vont courir est un pays perdu. M. le duc de *Tetuan* n'en est pas moins disposé à discuter consciencieusement les conditions qui donnent la qualité de belligérant dans le cas d'une guerre étrangère; mais il demande à être fixé sur l'esprit de l'article avant d'en aborder les détails.

Les observations de M. le délégué d'Espagne sont mentionnées au protocole.

M. le colonel fédéral *Hammer* dit que son Gouvernement est en conformité d'idées avec M. le général de *Voigts-Rhetz* en ce qui concerne la nécessité d'organiser le patriotisme; mais il demande la suppression du mot *milices*, puisque les milices forment l'armée suisse proprement dite. Quant au *Landsturm*, on y compte surtout comme sur une force

morale et éventuelle; mais on ne peut pas le restreindre. Si l'on se reporte à l'histoire de la Suisse du commencement de ce siècle et de la fin du dernier, on y voit des vallées entières, sans être organisées ou commandées, se lever en masse pour marcher contre l'ennemi. C'est un sentiment patriotique que l'on ne peut pas interdire. Ces hommes qui défendent leur pays ne sont pas des brigands. Si l'ennemi triomphe de leur résistance, il sera dur pour eux, il ne les traitera pas comme la population paisible; mais on ne peut pas dire d'avance que ce ne sont pas des belligérants. Pas un Suisse n'admettrait une pareille hypothèse. En résumé, le Gouvernement helvétique ne consentirait en aucune façon à paralyser les mouvements du patriotisme; il prêterait volontiers la main à ce que les levées en masse aient un signe visible; mais si l'élan est spontané, subit, imprévu, il peut être difficile de satisfaire à cette condition.

M. le général de *Leer* fait observer que les faits cités par M. le délégué de Suisse ne sont qu'une exception qu'on ne peut ériger en règle.

MM. le colonel fédéral *Hammer* et le général baron de *Schoenfeld* reconnaissent que cette observation est fondée; mais ils ajoutent que du moment que les faits existent, ils doivent être prévus. L'action du *Landsturm* ne se révèle que dans des circonstances exceptionnelles et imprévues.

M. le colonel *Staaff* trouve que cette question est fort délicate et mérite d'être prise en considération. Si l'on admet que les quatre conditions réunies de l'article 9 ont leur raison d'être, il faudra évidemment faire une distinction entre les corps improvisés et les milices existant en vertu de la constitution de certains pays, surtout lorsque, comme en Suisse, elles forment l'armée même.

M. le baron *Jomini* croit qu'on peut poser en principe que la population qui prend les armes pour son pays doit être considérée comme belligérante; mais, cela admis, n'est-il pas utile qu'il y ait quelques règles pour prévenir une guerre d'extermination?

M. le duc de *Tetuan* est d'avis qu'il importe avant tout de se mettre d'accord sur l'expression de *belligérants*. Ce point réglé, on arrivera plus facilement à une entente sur les détails. D'après M. le délégué d'Espagne, qui adhère aux paroles de M. le baron *Jomini*, tous les habitants qui, excités par le patriotisme, se lèvent en armes contre l'ennemi, sont belligérants.

M. le général de *Voigts-Rhetz* demande à quel signe l'ennemi pourra distinguer les habitants qui agissent par patriotisme de ceux qui sont poussés par d'autres mobiles. La confusion peut faire naître de regrettables malentendus. Si une population, que vous avez laissée sans orga-

nisation, prend les armes, elle sera traitée par l'ennemi d'une manière plus dure que si elle avait été organisée. Est-il donc si difficile de trouver une personne responsable qui prendrait en main la défense? L'exception peut être prise en considération, mais il faut commencer par établir une règle générale.

M. le général de *Leer* dit qu'il y a deux sortes de patriotismes, celui qui est réglé et celui qui ne l'est pas. Quel est celui qui est préférable pour la défense? C'est évidemment celui qui est réglé. Nous nous trouvons en présence de quatre conditions moyennant lesquelles le patriotisme présente tous les avantages au point de vue de la défense. Sans cela vous affaiblissez la force de résistance et vous donnez à l'armée victorieuse un droit de représailles qui peut aller fort loin.

M. le baron *Lambermont* demande à présenter, à son tour, quelques observations. Il croit qu'on lui saura gré de parler avec un entier sentiment de franchise et de vérité. M. le président, dit-il, a donné lecture d'une publication émanant d'une source belge, et il en a fort loué l'esprit et les conclusions. M. le baron *Lambermont* connaît personnellement l'auteur, qui s'est fait une place distinguée dans le monde de la science; mais on voudra bien reconnaître qu'entre un publiciste déposant ses idées dans une revue et un Gouvernement responsable de ses actes et de ses paroles il y a des différences de situation qui ne sauraient être perdues de vue. L'écrivain parle du service obligatoire et universel et il en proclame l'excellence. MM. les délégués ne sont pas sans connaître les débats qui occupent et parfois agitent les esprits en Belgique, et ils admettront sans peine que sur une telle question le représentant du pays s'exprime avec prudence. L'auteur s'inquiète de l'action trop émue du patriotisme, et il condamne ce qu'il appelle le banditisme. M. le délégué de Belgique n'entend pas non plus se faire l'avocat du brigandage, et il répudie hautement tout moyen de guerre qui ne serait pas honnête; mais, ainsi qu'il l'a plusieurs fois dit, c'est précisément là l'objet le plus délicat des discussions engagées, celui qui, à ses yeux, commande la plus extrême réserve. Sans doute, on fait bien de chercher à adoucir les maux de la guerre, et il s'associe de tout cœur à ce qu'on a fait et à ce qu'on fera dans ce sens; sans doute il est bon que la guerre ne se fasse pas sans règles, et M. le délégué d'Allemagne est entré à cet égard dans des considérations auxquelles le délégué belge rend toute la justice qu'elles méritent; mais il faut pourtant mesurer la portée du système dont l'adoption est si sérieusement recommandée. Lorsque toutes les nations auront organisé leurs forces pour une guerre régulière, lorsque partout les hommes seront prêts à marcher au premier coup de canon, la force numérique ne sera

jamais du côté des États secondaires. C'est donc pour eux surtout qu'il importe de conserver intact ce ressort puissant qui se nomme le patriotisme, ce sentiment qui fait les héros et auquel tous les États ci-représentés doivent les pages de leur histoire dont ils sont le plus justement fiers. Les États secondaires ont, à ce point de vue, le droit d'être ombrageux, et le mandataire de la Belgique ne craint pas de le dire devant les délégués des grandes puissances, certain qu'il est que celles-ci seront les premières à comprendre et à respecter sa pensée. Suivant M. le délégué d'Allemagne, c'est un devoir pour tout peuple de se mettre en mesure de défendre son indépendance, et le projet lui paraît approprié à cette fin. La Belgique ne méconnaîtra jamais ce devoir, et elle croit en avoir donné des preuves non douteuses. Elle n'a pas reculé devant la résolution de raser le plus grand nombre de ses forteresses ; elle a, non sans de grands sacrifices, donné à sa défense une base solide et que tout le monde connaît ; elle a fixé l'effectif de son armée et a inscrit à son budget les charges nécessaires. Mais de quoi s'agit-il dans le débat actuel ? Il s'agit de régler ce qu'on pourrait nommer le complément de la défense régulière. Or, c'est là une question de fait, une question d'organisation qui doit, semble-t-il, être traitée comme telle. Pour arrêter les bases de sa défense permanente, la Belgique a institué une série d'enquêtes, a consulté toutes les spécialités, toutes les capacités qui pouvaient l'éclairer, et plusieurs cabinets se sont successivement employés à cette tâche, aujourd'hui accomplie dans ses traits principaux. Elle se croit fondée à demander qu'on lui laisse le temps de procéder avec la même sollicitude quant à ce qui lui reste à faire, en d'autres termes, le temps d'examiner si et comment les conditions du projet pourraient se coordonner avec son système de défense. M. le délégué de Belgique est convaincu que cette proposition ne sera pas repoussée. Il est dans la nature même des choses que la discussion d'un projet aussi étendu révèle des points sur lesquels les études ne sont pas partout également avancées, ou des questions à l'égard desquelles les esprits ne sont pas assez préparés pour permettre d'arriver immédiatement à des solutions définitives. M. le président a paru entrer lui-même dans cet ordre d'idées lorsqu'il disait récemment que le travail de la Conférence ne serait qu'une enquête, une sorte d'instruction destinée à établir les points de vue divers et à préparer des éléments pour une entente ultérieure. La Belgique désire rencontrer une formule dans laquelle elle puisse mouvoir toutes ses forces et dans toutes les circonstances ; mais elle n'est pas en situation de prendre des engagements anticipés à cet égard. — Après avoir précisé la position que son Gouvernement s'est proposé de prendre dès le début et

qu'il désire garder, M. le baron Lambermont ajoute qu'il ne lui reste qu'à demander, dans le but de s'éclairer, quelques explications sur le texte du paragraphe 9. L'article porte que les volontaires devront être soumis au commandement général. Qu'arriverait-il si, par suite des événements de la guerre, l'état-major général était séparé de la partie du pays dans laquelle les volontaires prendraient les armes? M. le général de Schoenfeld a déjà fait ressortir la difficulté de grouper toutes les forces défensives, même locales, sous le commandement en chef. Le même paragraphe exige que les belligérants soient pourvus d'un signe distinctif. Il pourra se présenter des cas où, au premier moment, il sera difficile de se conformer à cette prescription, sur la portée de laquelle il serait utile de fournir des éclaircissements.

M. le baron *Jomini* croit nécessaire de répéter ce qu'il a déjà déclaré à maintes reprises, à savoir qu'il ne s'agit pas pour la Conférence de statuer en dernier ressort, mais seulement de faire une sorte d'enquête qui sera placée sous les yeux des Gouvernements. Il appartiendra aux divers Cabinets européens de décider s'ils veulent ou non adhérer aux règles qui seront proposées. Tout le temps nécessaire sera donné pour y réfléchir. Il ne peut venir à la pensée d'aucun délégué de mettre des restrictions au droit de la défense; mais la défense ne cessera pas d'être efficace, lorsqu'elle sera réglée et organisée d'après certains principes.

M. le général *Arnaudeau* croit qu'il serait possible de donner satisfaction à M. le délégué de Belgique en supprimant les mots : « soumis au commandement général. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* propose, au lieu de ces mots, de dire : « ... si ayant à leur tête un officier ou une personne connaissant les lois de la guerre et responsable de leur conduite... » On peut supprimer le reste. Il paraît en effet difficile qu'un général en chef conduise ces soldats improvisés; mais il faut en tous cas que ces derniers observent les lois de la guerre et qu'ils soient punis conformément à ces lois, s'ils les transgressent.

M. le colonel *Staaff* trouve que le début même des articles rend superflue une clause de ce genre. La soumission à un commandement quelconque ressort implicitement de cette expression : *droits des belligérants*. On ne peut pas, en effet, se prévaloir d'un droit sans accepter en même temps les devoirs qu'il comporte.

M. le général de *Voigts-Rhetz* demande qu'il soit constaté au protocole que par *personne responsable* on entend celle qui connaît les lois de la guerre.

M. le colonel fédéral *Hammer* propose de supprimer le mot *milices*.

Il propose en outre, au nom de son Gouvernement, la rédaction suivante :

« Les droits des belligérants appartiennent : 1° aux armées ; 2° aux corps des volontaires dans les cas suivants (n° 1, 2, 3 et 4 du projet) ; 3° aux populations qui se lèvent en masse pour la défense de la patrie. »

M. le baron *Jomini* demande si l'expression « aux forces militaires organisées » ne serait pas de nature à faire droit à toutes les observations qui se sont produites.

M. le général de *Voigt-Rhetz* croit que cette rédaction est superflue, puisque les milices de la Suisse sont des armées.

M. de *Lansberge* rappelle qu'il a déjà indiqué quels sont les sentiments de son pays et les vues de son Gouvernement par rapport à la défense nationale. M. le délégué des Pays-Bas a écouté avec le plus vif intérêt les considérations exposées avec tant de logique et de netteté par M. le général de Voigts-Rhetz. Il ne méconnaît nullement la valeur de ces arguments ; mais si le système de M. le délégué d'Allemagne était consacré par l'adoption des articles sur les belligérants tels qu'ils sont rédigés dans le projet, ou bien il conduirait à limiter les forces de la défense de la Néerlande, ou bien il rendrait nécessaire l'introduction du service militaire général et obligatoire, contre lequel l'opinion publique se prononce encore dans les Pays-Bas. En prenant part à la discussion, M. le délégué néerlandais réserve doublement l'opinion de son Gouvernement, même en supposant que les délibérations actuelles ne doivent être considérées que comme une enquête.

M. le baron *Jomini* dit qu'il sera tenu acte au protocole des paroles de M. le délégué des Pays-Bas.

M. le duc de *Tetuan* demande s'il est entendu que tout habitant prenant les armes pour la défense de son pays est considéré comme belligérant.

Sur la réponse affirmative de M. le président, M. le délégué d'Espagne déclare qu'il admet la quatrième condition du paragraphe 9, abstraction faite des trois autres, se réservant toutefois de ne se prononcer sur l'ensemble de l'article que lorsqu'il aura reçu à cet égard des instructions de son Gouvernement.

Cette réserve sera également mentionnée au protocole.

M. le général de *Voigt-Rhetz* pense qu'il serait utile de dire au n° 2 que le signe distinctif doit être attaché extérieurement à l'habillement, afin qu'on ne puisse pas le mettre ou l'enlever suivant les circonstances.

Il sera tenu compte de cette remarque dans la rédaction.

Afin de faire droit aux observations de MM. les colonels Hammer et

Staaff, M. le *Président* propose d'ajouter à la fin de l'article une clause ainsi conçue :

« Dans les pays où les milices sont une institution constituant l'armée ou en faisant partie, elles sont comprises sous la dénomination d'armée. »

La commission remet à sa prochaine séance l'examen de cette proposition.

L'article 9 est provisoirement modifié comme suit :

« Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes :

« 1° D'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;

« 2° D'avoir un certain signe distinctif extérieur fixe et reconnaissable à distance ;

« 3° De porter les armes ouvertement ;

« 4° De se conformer, dans leurs opérations, aux lois et coutumes de la guerre. »

M. le baron *Lambermont* a remarqué que M. le général Arnaudeau, en demandant la suppression de la clause relative au commandement général, a dit que ce serait un moyen de donner satisfaction à la Belgique. Cette suppression ayant été en effet prononcée, M. le délégué belge croit devoir, pour éviter tout malentendu, constater que les réserves de la Belgique ne portaient pas sur ce seul point. La Belgique examinera le projet, mais elle ne prend pas d'engagement quant aux conclusions auxquelles cet examen pourra la conduire.

Il sera tenu note au protocole de l'observation de M. le délégué belge.

La commission s'ajourne au lundi 17 août, à dix heures.

Le Secrétaire,

Le Président,

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Signé : Baron A. JOMINI.

N° XV.

SECTION I.

CHAPITRE I^{er}.

(Texte modifié par la commission dans les séances des 12, 13 et 14 août.
Voir protocoles n^{os} X, XI et XII.)

1. Un territoire de l'un des belligérants est considéré comme occupé

lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie.

L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer.

2. L'autorité du pouvoir légal étant suspendue ou ayant passé de fait entre les mains de l'occupant, celui-ci prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publics.

3. A cet effet, il maintiendra les lois qui étaient en vigueur dans le pays en temps de paix, et ne les modifiera, ne les suspendra ou ne les remplacera que s'il y a nécessité.

4. Les services publics et les employés et les fonctionnaires de tout ordre qui consentiraient, sur son invitation, à continuer leurs fonctions jouiront de sa protection. Ils ne seront révoqués que s'ils manquent aux obligations acceptées par eux, et livrés à la justice que s'ils les trahissent.

5. L'armée d'occupation ne prélèvera que les impôts, redevances, droits et péages déjà établis par le Gouvernement légal du pays, ou leur équivalent, s'il est impossible de les encaisser, et autant que possible dans la forme et suivant les usages existants. Elle les emploiera à pourvoir aux frais de l'administration dans la mesure où le Gouvernement légal du pays était obligé.

6. L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'État ; ses dépôts d'armes, ses moyens de transport, ses magasins et ses approvisionnements, et en général toute propriété mobilière de l'État de nature à servir au but de la guerre, peuvent être saisis par l'armée d'occupation.

Observation. — Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, les bateaux à vapeur et autres navires en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et en général toute espèce de munitions de guerre, quoique appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de guerre qui ne peuvent être laissés à la disposition de l'ennemi. Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, de même que les bateaux à vapeur et autres navires susmentionnés seront restitués et les indemnités réglées à la paix.

7. L'État occupant ne se considérera que comme administrateur et usufruitier des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'État ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Il devra sauvegarder le fonds de ces propriétés et les administrer conformément aux règles de l'usufruit.

8. Les biens des églises, des communes, ceux des établissements de charité et d'instruction, de toutes les institutions consacrées à des buts scientifiques, artistiques et de bienfaisance, même appartenant à l'État, seront traités comme la propriété privée.

Protocole n° XIII. — 17 août 1874.

Présents : MM. le baron *Jomini*, président : le général-major de *Voigts-Rhetz* ; le général-major baron de *Schoenfeld* ; le baron *Lambermont* ; le directeur *Vedel* ; le duc de *Tetuan* ; le baron *Baude* ; le major général sir Alfred *Horsford* ; le lieutenant-colonel *Manos* ; le lieutenant-colonel comte *Lanza* ; de *Lansberge* ; le général de division *Palmeirim* ; le général-major de *Leer* ; le lieutenant-colonel *Staaff* ; le colonel fédéral *Hammer*.

Le protocole n° XII (séance du 14 août) est lu et approuvé.

M. le baron *Jomini* pense qu'il serait utile de résumer la dernière séance de la commission afin d'y rattacher la discussion qui va s'ouvrir sans revenir sur des points acquis et sans rien perdre du terrain conquis par la précédente délibération. C'est ainsi qu'on pourra marcher en avant avec sûreté et rapidité. — « En principe, dit M. le premier délégué de Russie, il a été unanimement constaté et reconnu par tous les membres de la commission que le sentiment patriotique qui pousse tous les hommes valides d'une nation à prendre les armes pour défendre le territoire national envahi est non-seulement un droit imprescriptible, mais encore un devoir sacré. D'un autre côté, il a été reconnu que si cet entraînement patriotique était abandonné à lui-même, sans direction, sans organisation, sans règles, sans précautions, il pouvait en résulter de très-graves inconvénients, tant au point de vue de la sécurité publique du pays lui-même, qu'au point de vue de l'efficacité de la défense, et du caractère de violence extrême que prendrait inévitablement une lutte dans de semblables conditions. Il a été constaté que ces principes étaient en parfait accord avec les conclusions de la science du droit des gens fondées sur l'expérience des dernières guerres, exposées par le secrétaire général de l'Institut du droit international de Gand, et consignées au protocole comme une confirmation théorique des propositions pratiques du projet présenté par la Russie.

— Il a été également constaté que ces principes étaient entièrement conformes au point de vue des exigences militaires de l'époque exposé par M. le délégué allemand. — Il a été enfin constaté qu'ils s'accordaient avec les appréciations de la plupart des membres diplomatiques de la commission. Elle en a admis la justesse et a reconnu qu'il était hautement désirable que sans gêner, entraver ou affaiblir en rien un élan patriotique qui mérite tous les égards, les Gouvernements pussent aviser aux moyens de prévenir de si dangereuses conséquences et de diminuer les horreurs de la guerre en la rendant plus régulière. Quant au choix de ces moyens, il a été constaté qu'il dépend de la position particulière des États, de leur histoire, de leur caractère national, de leur situation sociale et des institutions spéciales qui les régissent. C'est pourquoi quelques-uns de MM. les délégués ont cru nécessaire de réserver les décisions que leurs Gouvernements jugeront pouvoir prendre après un mûr examen de ces graves questions. — La tâche de la commission est donc, pour le moment, de rechercher en combien le projet qui lui est soumis se trouve en conformité avec ces principes et quelles sont les modifications qui devraient y être apportées afin de répondre aussi exactement que possible à la pensée générale, et aux points de vue particuliers des Gouvernements qui y sont représentés. »

M. le *Président* demande si cette communication soulève des observations.

M. le baron *Lambermont*, pour ce qui le concerne et sans préjudice des réserves qu'il a faites, adhère volontiers à la proposition de rechercher les solutions les plus propres à concilier les points de vue généraux avec les cas particuliers à certains États.

M. le colonel fédéral *Hammer* propose de terminer la discussion du paragraphe 9 avant de passer à l'examen du paragraphe 10.

Après un échange d'observations entre plusieurs délégués, il est décidé que la rédaction du paragraphe 9 serait provisoirement maintenue telle qu'elle a été arrêtée dans la séance du 14 août et que, pour faire droit aux scrupules de M. le délégué de Suisse, on ajouterait à la fin de ce paragraphe l'observation rédigée par M. le Président et qui figure au protocole de la même séance.

M. le colonel fédéral *Hammer* propose de supprimer le paragraphe 10 comme ne consacrant aucun principe nouveau et pouvant donner lieu dans la pratique à des malentendus. En effet, dit-il, les ecclésiastiques et les médecins sont protégés par la convention de Genève; les combattants, les non-combattants sont prisonniers de guerre; cela est dit dans des articles spéciaux.

M. le général de *Leer* fait observer que le paragraphe 10 forme un

article complémentaire où sont énumérées les personnes qui ne font pas directement partie de l'armée.

M. le colonel comte *Lanza* est d'avis, comme M. le délégué de Suisse, que l'article 10 n'a pour but qu'une définition des combattants et des non-combattants, qu'on pourrait supprimer sans inconvénient. M. le délégué d'Italie trouve, du reste, que ce paragraphe fait double emploi avec les articles 23 et 24. Que si la commission désire conserver l'article 10, M. le comte *Lanza* demande qu'on y insère une clause disant que les non-combattants sont exposés aux vicissitudes et aux dangers de la guerre comme les corps mêmes dont ils dépendent, mais qu'ils ne peuvent être engagés dans un combat isolé que par suite d'une erreur, et qu'ils ont le droit de se défendre.

L'opinion de la commission est que cette clause est sous-entendue.

M. le colonel *Staaff* pense qu'il suffirait de dire : « les non-combattants d'une armée bénéficient aussi des avantages des belligérants. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* trouve qu'il serait bon que les non-combattants mentionnés au paragraphe 10 fussent astreints à porter un uniforme pendant la guerre ; sans cela il serait difficile de les distinguer des personnes énumérées au paragraphe 24. En discutant la convention de Genève, on a évité de prononcer le mot de neutralité. On pourrait dire, ici à la fin du paragraphe, pour éviter le même écueil : « en outre des droits indiqués au paragraphe 38. » L'observation de M. le délégué d'Allemagne porte spécialement sur le fait que dans son pays et dans d'autres, les officiers de santé sont considérés comme combattants. Puisqu'on a admis que pour la levée en masse il faut un signe extérieur fixe et reconnaissable, il semble juste qu'on exige la même garantie des non-combattants. La précision prévient toutes complications. Si la commission croyait ne pas devoir tenir compte dans la rédaction de l'observation qu'il a faite, M. le général de *Voigts-Rhetz* désirerait qu'elle fût mentionnée au protocole.

M. le colonel fédéral *Hammer* propose de dire : « parties belligérantes, » au lieu de : « États belligérants, » parce qu'il y a des belligérants qui ne sont pas des États : tels étaient les combattants du *Sonderbund*, les sécessionnistes des États-Unis, etc.

Cette observation est admise.

Un échange d'idées a lieu sur la proposition de M. le général de *Voigts-Rhetz*.

M. le colonel *Staaff* trouve que si, pour la catégorie des personnes que l'on a en vue, l'uniforme est déjà universellement établi, il est superflu peut-être de le réglementer ; s'il ne l'est pas, M. le délégué de Suède et Norwège voit quelque inconvénient à poser une stipulation

absolue à cet égard, alors même qu'elle serait de la compétence du Congrès. Il pourrait se faire, en effet, que les hasards de la guerre privassent les non-combattants de l'uniforme; dans ce cas, ne suffirait-il pas, pour les soustraire aux dures conséquences encourues par les non-belligérants, qu'ils justifiassent simplement de leur identité?

Après débat, le paragraphe 10 est modifié de la manière suivante :

« 10. Les forces armées des parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non-combattants. En cas de capture par l'ennemi, les uns et les autres jouissent des droits de prisonniers de guerre. »

M. le colonel fédéral *Hammer* propose, avant de passer à une autre matière, de terminer la discussion du chapitre 1^{er} de la section 1 et qui était restée en suspens lors de la dernière séance. M. le délégué de Suisse regrette que la commission ne se soit pas arrêtée au projet primitif, qui était simple, clair, logique et qui ne définissait pas l'occupation, tandis qu'en la voulant définir on s'expose à des débats prolongés. Les modifications qui ont été successivement apportées à ce paragraphe en ont altéré la portée. M. le délégué de Suisse propose de rétablir les mots : « tant qu'elle est en mesure de s'exercer » qui figuraient dans le second texte modifié et qui expliquaient nettement la *durée* de l'occupation, ce qui n'est plus le cas dans la rédaction nouvelle. En conséquence, M. le colonel fédéral *Hammer* propose d'adopter le projet russe tel qu'il a été modifié la seconde fois.

M. le baron *Jomini* fait observer que l'occupation étant un état de fait et non de droit, si l'occupant est en mesure d'exercer son autorité, il y a occupation véritable; aussitôt que cette possibilité n'existera plus, l'occupation cessera. M. le délégué de Russie croit que la suppression des mots : « tant que » n'a pas la portée fâcheuse que M. le délégué de Suisse lui attribue.

M. le colonel *Staaff* s'est déjà prononcé, comme M. le colonel fédéral *Hammer*, pour la nécessité du maintien de ces mots, qui, en précisant dans les limites du possible la définition de l'occupation, quant à la durée, rendent cette définition aussi complète que le comporte la difficulté du sujet. Cette manière de voir se trouve corroborée par les instructions que M. le délégué de Suède et Norwège vient de recevoir aujourd'hui même de son Gouvernement. Il propose, en conséquence, de substituer la rédaction suivante à celle qui a été adoptée en première lecture : « ne dure qu'aussi longtemps qu'elle est exercée d'une manière effective. » Cette rédaction fait ressortir clairement l'analogie qui existe entre cette matière et celle du blocus, et les rattache à un même ordre d'idées.

M. le général de *Leer* fait observer que la rédaction actuelle implique les deux conditions qui sont nécessaires pour que l'occupation soit effective. Il faut d'abord le fait matériel de l'occupation, ensuite le pouvoir d'exercer l'autorité; ces deux conditions sont clairement contenues dans le texte, la durée est évidemment sous-entendue.

M. le duc de *Tetuan* est également d'avis qu'il y a une différence notable entre le premier texte modifié et celui sur lequel on discute actuellement, et trouve que par la suppression des mots : « tant que » on donne de grandes facilités à l'occupant. Celui-ci pourra, au sentiment de M. le délégué d'Espagne, garder le pays dont il a pris possession, avec moins de troupes que s'il se trouvait en présence d'un texte qui serait plus favorable à l'occupé.

M. le général de *Leer* répond que l'occupant devra toujours laisser derrière lui des forces aussi considérables que les circonstances le comporteront, et qui lui permettront de réaliser les deux conditions exigées pour que l'occupation soit effective.

M. le colonel *Staaff* dit que pour faciliter l'entente il tient à faire remarquer que son Gouvernement ne fait pas de l'admission de l'observation qu'il vient de formuler une condition *sine qua non* de l'acceptation de l'article. M. le délégué de Suède et Norwège désire toutefois que sa proposition figure au protocole.

La commission décide que l'article 1^{er} sera maintenu en première lecture tel qu'il est formulé actuellement, et qu'il sera dit au protocole que M. le colonel fédéral Hammer a fait des réserves sur la suppression des mots : « tant que. » Il sera constaté également que la *durée* a une grande importance au point de vue de l'occupation; que, d'après les uns, il est entendu que la rédaction actuelle l'exprime suffisamment; que, d'après d'autres, cette rédaction ne l'implique pas.

On passe ensuite à l'examen du paragraphe 23.

M. le général de *Voigts-Rhetz* propose de supprimer ce paragraphe, qui n'a plus une raison d'être suffisante, et de placer le paragraphe 24 à la fin du chapitre; de cette manière on pose les principes dans les premiers paragraphes et l'on termine le chapitre par l'exception.

MM. les délégués se rallient à cette manière de voir. Le paragraphe 23 est supprimé et le paragraphe 24 renvoyé à la fin du chapitre.

M. le général baron de *Schoenfeld* propose de modifier ce dernier paragraphe dans les termes suivants : « peuvent également être faits prisonniers les individus qui, se trouvant auprès des armées, n'en font pas directement partie, tels que : les correspondants, les reporters des journaux, les vivandiers, les fournisseurs, etc... »

Cette rédaction est adoptée.

M. le général de *Voigts-Rhetz* propose d'ajouter que les individus dont il vient d'être question devront être « munis d'une autorisation légale et de certificats d'identité. »

La commission se rallie également à cet avis et ajoute la clause suivante : « toutefois ils doivent être munis d'une autorisation émanant du pouvoir compétent, et d'un certificat d'identité. »

M. le colonel comte *Lanza* renouvelle la demande qu'il a faite de dire que les personnes indiquées dans cet article ont le droit de se défendre. M. le délégué d'Italie exprime en même temps le vœu que le certificat soit fait d'une manière uniforme dans toutes les armées et rédigé dans la langue des deux belligérants.

M. de *Lansberge* est chargé par son Gouvernement de proposer l'insertion de la clause suivante : « les correspondants ou reporters des journaux qui n'ont pris aucune part active aux opérations de guerre jouissent des droits de neutralité. » A l'appui de cette proposition, M. le délégué des Pays-Bas fait observer que les reporters n'apportent aucune force à l'armée ennemie. L'armée victorieuse n'a donc aucun intérêt à les inutiliser, et dans l'intérêt de la publicité il semble désirable de leur accorder une protection spéciale.

M. le général de *Voigts-Rhetz* ne croit pas pouvoir se rallier à la proposition de M. le délégué des Pays-Bas. Il regarde les correspondants comme de simples habitants. Il peut arriver qu'ils ne fassent aucun mal ; mais il est des cas où ils sont certainement nuisibles. Dans ce dernier cas, le paragraphe 24 ne dit pas qu'ils *doivent* être faits prisonniers, mais qu'ils *peuvent* l'être. Si des correspondants ont répandu de faux bruits, calomnié l'armée auprès de laquelle ils n'ont pas séjourné, commis des perfidies quelconques dans l'exercice de leur profession, et qu'ils viennent à tomber par hasard entre les mains de l'armée qu'ils ont vilipendée, on ne peut pas exiger qu'ils soient renvoyés pour recommencer le lendemain le même métier. On les internera pour leur ôter la possibilité de nuire : tout ce qu'il s'agit de constater, et c'est entièrement à leur avantage, c'est qu'ils ne peuvent pas être traités comme des individus hors la loi.

En présence des explications de M. le délégué d'Allemagne, M. de *Lansberge* n'insiste pas ; mais il demande que sa proposition soit mentionnée au protocole.

La commission aborde l'examen du chapitre 1^{er} de la section III.

M. le baron *Lambermont* demande si le paragraphe 55 a en vue les territoires respectivement occupés par les deux belligérants ou s'il ne s'applique qu'aux parties du territoire occupées par l'un des deux. Cette clause a un caractère fort rigoureux. Il est impossible d'interdire des

relations qui ont lieu sans intention mauvaise : les termes du paragraphe devraient être modifiés.

M. le colonel comte *Lanza* trouve qu'il serait indispensable de prévenir les habitants, le cas échéant ; ils ne sont pas tenus de connaître les localités dans lesquelles il leur est défendu de se rendre.

M. de *Lansberge* propose de supprimer l'article 55. D'une part, dit M. le délégué des Pays-Bas, il semble superflu, puisque l'occupant aura toujours la faculté de défendre les communications, s'il le juge convenable ; d'autre part, l'énonciation du principe tel qu'il est formulé semblerait établir entre les occupés et leur patrie une séparation qui n'est pas admissible.

MM. le baron *Jomini* et le général de *Leer* acceptent la suppression, qui est prononcée.

M. le général baron de *Schoenfeld* propose de placer le paragraphe 56 à la fin du chapitre.

M. le baron *Lambermont* est d'avis que des cas tels que celui que prévoit cet article se présentent, fort rarement et que les Gouvernements, lorsqu'ils ont à les résoudre, se décident bien moins d'après les règles ordinaires de la guerre que d'après des circonstances ou des considérations purement politiques. Il pense que la clause pourrait être retranchée sans inconvénient.

M. le colonel comte *Lanza* se range volontiers à cette opinion. Le paragraphe 56 traite de questions qui intéressent plutôt l'un des belligérants et les neutres, que les belligérants entre eux.

La commission partage également cet avis et supprime les paragraphes 55 et 56.

M. le général de *Voigts-Rhetz* demande que MM. les délégués veuillent bien examiner si le paragraphe 59 ne pourrait pas être utilement supprimé. Il croit qu'il n'est destiné qu'à faire naître des récriminations, sans qu'il ait aucun but pratique. Il n'y a en effet aucune armée qui pourra supposer que son parlementaire a été tué de propos délibéré s'il est renversé dans une charge ou atteint par un éclat d'obus.

Cette motion sera examinée lors de la seconde lecture.

M. le baron *Jomini* propose à la commission de procéder à la seconde lecture des textes modifiés, lorsque tout le projet aura été passé en revue. Il prie MM. les délégués de lire attentivement les protocoles et, en se pénétrant des débats dont il y est rendu compte, de signaler les modifications qu'il leur paraîtrait utile d'introduire. Ce travail de révision sera communiqué aux Gouvernements, qui pourront faire parvenir à leurs mandataires les instructions définitives pour les délibérations de la Conférence plénière.

MM. les délégués adhèrent à la proposition de M. le président et s'ajournent à demain mardi, à dix heures.

Le Secrétaire,

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Le Président,

Signé : Baron A. JOMINI.

Protocole n° XIV. — 18 août 1874.

Présents : Les mêmes plénipotentiaires.

Le protocole n° XIII (séance du 17 août) est lu et approuvé.

M. le baron *Jomini* fait part à la commission de l'arrivée des délégués turcs : Caratheodory-Effendi et Edhem-Bey. Bien que les mandataires de la Porte ne soient pas encore munis de pouvoirs réguliers, qu'ils attendent très-prochainement, M. le président propose à la commission de les admettre aux délibérations.

MM. les délégués adhèrent à cette proposition et abordent la discussion du chapitre 1^{er} de la section II.

MM. le baron *Jomini* et le général de *Leer* proposent d'ajouter après les mots : « partie belligérante » du paragraphe 45 : « si elle observe les lois de la guerre. »

M. le directeur *Vedel* accepte avec plaisir cette addition, puisqu'en constatant que la population qui se lève en masse doit observer les lois et coutumes de la guerre (4^e de l'article 9), on reconnaît implicitement que les trois autres conditions énumérées dans le même article ne sont pas applicables à la population dont il s'agit.

M. le baron *Jomini* dit que si le paragraphe 45 n'exprime pas la même pensée avec la même précision, il la renferme implicitement, surtout en ce qui concerne les signes distinctifs. On suppose que la population dont il s'agit a reçu une instruction quelconque, a obéi à une certaine direction qui lui a fait connaître les lois et coutumes de la guerre.

M. le général de *Leer* dit qu'il est aisé de mettre les articles 45 et 9 en rapport. En effet, sur les observations présentées par M. le général de *Vogts-Rhetz* lors de la discussion de l'article 9, on a reconnu la nécessité de la présence d'une personne responsable à la tête de la population armée. M. le délégué de Russie croit que les quatre conditions énumérées à l'article 9 sont applicables à la levée en masse ; il désirerait que le protocole contint une déclaration à cet égard.

M. le baron *Lambermont* dit que le projet russe reconnaît aux villes ouvertes le droit de se défendre, au risque, il est vrai, d'être bombardées. Il semble impossible d'exiger des citoyens qui prendront ainsi les armes qu'ils remplissent les conditions imposées aux corps organisés. Leur premier soin sera de construire des barricades, de faire d'autres travaux de défense et de repousser l'ennemi ; mais ils ne commenceront certainement point par se munir d'un signe distinctif ; ce qu'on peut demander d'eux, c'est qu'ils se conforment aux lois de la guerre.

M. le baron *Jomini* dit qu'il appartient aux Gouvernements de donner à la population une instruction qui lui fasse connaître quelles sont ces lois et coutumes.

M. le général de *Leer* fait observer qu'il suffit que la population agisse honnêtement et ouvertement, pour qu'elle satisfasse au devoir contenu dans les termes : *observer les lois et coutumes de la guerre*.

M. le baron *Lambermont* demande la suppression du mot *encore*.

L'Assemblée fait droit à cette demande.

M. le colonel fédéral *Hammer* est chargé de renouveler ici la proposition qu'il a faite lorsqu'on a discuté le paragraphe 9, c'est-à-dire de déclarer que la population qui se lève en masse pour la défense de son territoire est considérée comme belligérante. Les paragraphes 45 et 9 sont, au sentiment de M. le délégué de Suisse, les points cardinaux de tout le *projet de convention*. Par la définition que la commission a faite de l'occupation, la portée de l'article 45 s'est considérablement aggravée. Par là les chances de l'attaque ont été augmentées dans la même proportion qu'ont été diminuées les forces de la défense. Pour les États qui, par leur nature et leur étendue, ne sont appelés éventuellement qu'à faire une guerre défensive, l'article 45 a donc un intérêt tout particulier. La conséquence logique qu'entraînerait son adoption, serait la renonciation implicite, pour ces États, à une partie notable de leurs ressources matérielles et morales ; ce serait une sorte de désarmement moral proclamé d'avance ; ce serait une véritable injustice envers les citoyens. En conséquence, M. le délégué de Suisse a l'ordre de son Gouvernement de proposer la suppression des paragraphes 45 et 46, et leur remplacement par le III^e qui figure dans le texte soumis par M. le colonel fédéral à la commission dans la séance du 17 août (*voir* p. 143) et qui serait ajouté au paragraphe 9. Ce serait déclarer que les droits et les devoirs des belligérants s'appliquent aussi aux habitants qui se lèvent en masse pour la défense de la patrie et qui observent d'eux-mêmes les lois et coutumes de la guerre.

M. le baron *Jomini* fait observer que la Conférence a pour mission de tracer des règles générales applicables aussi bien aux grands États

qu'aux Etats secondaires, de consacrer des principes qui soient acceptables par tous. Il paraît donc inutile de chercher des formules qui s'appliqueraient plutôt à tel pays qu'à tel autre. Du moment que les populations observent les lois et coutumes de la guerre, elles sont belligérantes. Il est de l'intérêt des gouvernements de les instruire à cet effet.

M. le colonel comte *Lanza* pense que l'on pourrait donner satisfaction à M. le colonel fédéral *Hammer* en supprimant complètement le paragraphe 46.

M. le duc de *Tetuan* déclare qu'il a demandé des instructions à son gouvernement sur les textes modifiés du chapitre I^{er} de la section II, cette matière lui paraissant trop grave pour qu'il puisse en discuter les articles de sa propre autorité. M. le délégué d'Espagne ajoute que ces instructions ne lui sont pas encore parvenues; il ne pourra donc présenter que des observations personnelles, et il désire que sa déclaration figure au protocole.

M. le général *Palmeirim* fait une déclaration analogue.

M. le colonel *Stauff* demande, d'après les instructions qu'il a reçues, que le mot « encore » qui a été retranché du paragraphe 45 soit remplacé par le mot « effectivement », lequel est plus précis et donne plus de force à l'idée qu'il s'agit d'exprimer.

M. le baron *Jomini* ne voit pas l'utilité de cette addition. L'occupation est ou n'est pas. Elle naît de deux conditions qui ont été nettement définies; le mot *effectivement* n'ajoute rien à ce qui a été dit.

M. de *Lansberge* dit que s'il a bien compris le sens de l'article 45 de la nouvelle rédaction, il crée une nouvelle catégorie de belligérants non prévue dans l'article 9 et composée des habitants d'une localité attaquée par l'ennemi et défendant leurs foyers, soit seuls, soit en se joignant à la force armée. Pour eux, les conditions énumérées à l'article 9 ne seraient pas nécessaires. Si cette interprétation est exacte, M. le délégué des Pays-Bas trouve l'article acceptable, et il admet parfaitement que ces populations doivent se conformer aux lois et usages de la guerre. Afin de bien préciser le sens, il lui semblerait utile d'adopter la proposition faite par M. le délégué de Suisse et de fondre l'article 55 avec le paragraphe 9.

M. le colonel comte *Lanza* croit qu'il est préférable de maintenir les deux articles à leurs places respectives, vu que les dispositions qu'ils consacrent découlent de principes divers; il suffirait de faire un renvoi du paragraphe 9 au paragraphe 45.

M. le baron *Jomini* dit que lorsqu'on sera d'accord sur le fond, il

sera facile de se mettre d'accord sur la place que tel ou tel article doit occuper.

M. le général de *Voigts-Rhetz*, avant d'entrer dans le fond de la discussion, croit convenable de demander la suppression des mots : « et si elle est faite prisonnière, elle doit être considérée comme prisonnière de guerre. » Ces mots sont superflus, puisque, aux termes des paragraphes 9 et 10, tous les belligérants sont prisonniers au cas où ils viennent d'être capturés. M. le délégué d'Allemagne est chargé de déclarer que la levée en masse ou celle d'une localité doit être organisée de la même manière que le paragraphe 9 la prescrit pour les autres combattants. Il se réfère à cet égard aux considérations qu'il a exposées dans une des dernières séances. Quant au débat actuel, il a entendu exprimer des opinions diverses, et il croit qu'entre la proposition qu'il vient de faire et les autres qui l'ont précédée il n'est pas impossible de trouver une formule de conciliation, laquelle contiendrait les deux manières de voir qui sont en présence. M. le délégué de Suisse a dit à l'appui de sa thèse que lorsque la population d'une localité prend les armes d'une façon spontanée et imprévue, on n'a pas le temps de l'organiser. Elle combattra, et, suivant que les chances du combat la favorisent ou non, elle repoussera l'ennemi ou sera prisonnière de guerre. Ce cas ne peut pas faire de difficulté, mais il y a d'autres points de vue à considérer. Tous les pays où le service personnel est établi se trouvent à cet égard dans une situation équivoque. En ce qui concerne l'Allemagne, la loi de 1813 sur le *Landsturm* paraît extrêmement rigoureuse, et elle donne pour ainsi dire le droit d'employer tout moyen de défense pour combattre l'ennemi qui fait l'invasion. Si l'Allemagne adoptait le paragraphe 9 sans le paragraphe 43, elle devrait s'occuper de régler la levée en masse de la manière qui lui conviendrait le mieux. Mais cette levée doit toujours être réglée. M. le délégué d'Allemagne désire que les chiffres qu'il a produits soient relatés au protocole. Il rappelle qu'il y a en Allemagne près de trois millions de soldats et de gens obligés au *Landsturm* qui formeraient la levée en masse, le cas échéant. Il croit que les intérêts de tous les gouvernements seraient sauvegardés si l'on supprimait le paragraphe 46 ou si on le combinait avec le paragraphe 45. M. le délégué d'Allemagne propose à ce sujet la rédaction suivante : « La population d'une localité occupée de fait, qui se soulève les armes à la main contre l'autorité établie, est soumise aux lois de la guerre en vigueur dans l'armée occupante. La population d'une localité non occupée, surprise par l'ennemi et combattant spontanément les troupes d'invasion, sera regardée comme belligérante tant qu'elle n'a pas eu le temps de s'organiser con-

formément à l'article 9 et qu'elle observe les lois et coutumes de la guerre. » M. le délégué d'Allemagne ajoute que cette rédaction énonce sa propre pensée et qu'il ignore si elle exprime l'avis de son gouvernement. Il la donne donc sous réserve.

M. le colonel fédéral *Hammer* propose éventuellement de substituer, dans la rédaction de M. le général de Voigts-Rhetz, le mot « territoire » à celui de « localité », ce dernier ayant une portée trop restreinte. Il croit aussi que les mots : « surprise par l'ennemi » suffisent pour le principe que l'on veut exprimer, et que l'on peut sans inconvénient retrancher la phrase : « tant qu'elle n'a pas eu le temps de s'organiser. »

M. de *Lansberge* croit que la rédaction de M. le général de Voigts-Rhetz est trop absolue. Il lui semble que la première partie n'est admissible pour aucun pays. Il admet qu'il y ait des nécessités en temps de guerre qui conduisent l'occupant à traiter avec rigueur la population qui se soulève. Comme elle n'a pas la force de son côté, la population n'a qu'à courber la tête. Mais livrer d'avance à la justice de l'ennemi des hommes qui, par patriotisme et à leurs risques et périls, s'exposent à tous les dangers qu'entraîne un soulèvement, serait un acte qu'aucun gouvernement n'oserait poser. M. le délégué des Pays-Bas propose en conséquence, de supprimer en tout cas cette première partie. Quant à la seconde, il lui serait difficile de l'apprécier sans un plus mûr examen. Elle contient, à son tour, certaines expressions vagues qui pourraient donner lieu à des malentendus ou à des abus, par exemple les mots : « si elle n'a pas eu le temps de s'organiser. » M. le délégué des Pays-Bas rappelle, en terminant, les observations qu'il a faites à l'article 9 et réserve pour son gouvernement le droit d'organiser ses forces défensives comme il l'entend et conformément aux exigences du pays.

Répondant à M. le délégué des Pays-Bas, M. le général de Voigts-Rhetz explique que la première partie de sa rédaction fait voir la différence sensible qu'il y a entre le traitement qui attend la population s'insurgeant pendant l'occupation et celle qui résiste spontanément à l'ennemi. C'est une formule de transaction, pas autre chose. M. le délégué d'Allemagne ajoute qu'il votera volontiers la suppression du paragraphe 46 qui ne lui paraît pas nécessaire.

M. le baron *Baude* fait remarquer au sujet de ce paragraphe que l'occupation ne crée pas le droit à la possession. Tant qu'un traité de paix n'a pas cédé le pays occupé à l'occupant, les habitants du pays sont de droit, sinon de fait, soumis aux lois qui les régissaient avant l'occupation, et il semble excessif de les mettre pour ainsi dire hors la loi.

Si donc ils se soulèvent, on peut les combattre les armes à la main

s'ils sont vaincus, on ne saurait les traiter autrement que comme des belligérants.

M. le baron *Lambermont* croit devoir à son tour s'expliquer sur le nouveau projet d'article mis en discussion. Il commencera par la fin, c'est-à-dire par la seconde partie de la rédaction proposée par M. le délégué d'Allemagne. On peut arriver à une entente sur cette partie du Projet. Toutefois, il y aurait lieu d'en retrancher les mots : « surprise par l'ennemi. » En effet, grâce aux moyens de publicité qui abondent de nos jours et particulièrement aux communications télégraphiques, on connaît généralement d'avance l'arrivée de l'armée ennemie. On ne peut donc limiter le droit de prendre les armes, avec la qualité de belligérants, au seul cas de surprise. Par contre, les mots : « si elle n'a pas eu le temps de s'organiser » autorisent la population à combattre l'armée d'occupation avant d'avoir procédé à son organisation telle que l'entend le paragraphe 9. Quant à la première partie de la rédaction, M. le délégué de Belgique la verrait avec peine adoptée par la Commission. Il ne craint pas, en s'exprimant comme il l'a fait jusqu'ici, d'aller à l'encontre de la pensée de l'Auguste Souverain qui a réuni la Conférence et qui a, sans nul doute, entendu que les débats fussent éclairés par de libres et franches discussions, seul moyen de donner une véritable valeur aux conclusions qui pourront en sortir. En comparant le point de départ au point où l'on est parvenu, il est impossible de ne pas reconnaître que de notables progrès ont été faits et M. le délégué de Belgique est heureux d'en reporter le mérite à la haute intelligence et à l'esprit de modération du président de la Conférence ainsi qu'au jugement éclairé de ses collègues. Mais, si l'on a fait beaucoup dans l'intérêt de l'humanité, si l'on a adopté nombre de dispositions destinées à régulariser la guerre, M. le baron *Lambermont* verrait avec regret qu'on pût dire de la Conférence qu'elle a eu plus de souci du côté matériel des choses que de leur côté moral, qu'elle s'est trop exclusivement préoccupée des moyens d'assurer la tranquillité ou la sécurité des populations qui seraient portées à ne voir dans la Convention projetée qu'une sorte de contrat d'assurance contre les maux de la guerre. Ainsi que cela a été plusieurs fois dit par M. le délégué de Belgique, ainsi que hier encore cela a été constaté par M. le Président, la défense de la patrie n'est pas seulement un droit, mais un devoir pour les peuples. Il y a des choses qui se font à la guerre, qui se feront toujours et que l'on doit bien accepter. Mais il s'agit ici de les convertir en lois, en prescriptions positives et internationales. Si des citoyens doivent être conduits au supplice pour avoir tenté de défendre leur pays au péril de leur vie, il ne faut pas qu'ils trouvent inscrit sur le poteau

au pied duquel ils seront fusillés l'article d'un traité signé par leur propre Gouvernement qui d'avance les condamnait à mort. Ce sont là des faits qu'il vaut mieux ne pas réglementer, si l'on n'est pas d'accord sur la teneur d'une disposition réglant le droit de prendre les armes dans le territoire occupé. En ce cas, M. le délégué de Belgique préférerait qu'on laissât la question dans le domaine du droit des gens, chacun demeurant entier dans ses droits, et qu'on abandonnât la rédaction proposée.

M. le baron *Jomini* propose de supprimer le paragraphe 46 et, dans la rédaction relative aux populations se défendant dans le pays non occupé, de retrancher les mots : « si elle est surprise » et de laisser ceux-ci : « tant qu'elle n'a pas eu le temps de s'organiser. »

M. le colonel comte *Lanza* s'associe à l'idée de supprimer la première partie du texte proposé ; quant à la seconde partie, il propose de la rédiger comme suit : « lorsque, à l'approche de l'ennemi, des habitants du territoire non encore occupé, ou la population du pays tout entier se lèvent en masse pour résister à l'invasion, ils doivent être traités comme belligérants, et les combattants qui sont pris doivent être traités comme prisonniers de guerre. »

D'après l'avis de la Commission, il est entendu que la clause de l'article 45 ne concerne que les habitants qui combattent et non les autres.

En présence des opinions divergentes qui se produisent au sujet des modifications à introduire au paragraphe 45, M. le baron *Jomini* propose la rédaction nouvelle que voici :

« La population d'une localité non occupée qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article 9 sera regardée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre. »

M. le baron *Baude* est d'avis que la rédaction doit être assez générale pour embrasser tous les cas qui peuvent se présenter ; il cite le cas d'un habitant qui défend sa maison contre les pillards ou les trainards d'une armée. La défense de cet homme est légitime : on ne pourrait pas le traiter comme non-belligérant. Il propose à son tour la rédaction suivante :

« Tous les individus pris les armes à la main pour la défense de la patrie et qui se sont conformés aux lois et coutumes de la guerre sont considérés comme belligérants et traités comme prisonniers de guerre. »

M. le baron *Lambermont* dit qu'il se présente des cas où des individus

isolés qui se trouvent dans la partie non occupée de leur pays et qui, par conséquent, ne sont pas soumis aux ordres de l'ennemi, peuvent rendre des services signalés à leur patrie. Ils feront, par exemple, sauter un rocher ou un pont à un moment donné et ils retarderont par là, la marche de l'ennemi. Ils peuvent encore travailler dans un but analogue à des ouvrages de défense. Ce n'est pas le cas de celui qui va faire la guerre de buisson, qui se met à l'affût pour tirer sur une vedette ou un éclaireur. M. le délégué de Belgique demande quel serait, d'après le *Projet de Convention*, le sort des individus qu'il a en vue ?

M. le baron *Jomini* fait observer qu'il s'agit dans la discussion actuelle de la levée en masse et qu'il vaut mieux épuiser cette matière avant de s'occuper de cas spéciaux : ce que l'on pourra faire, du reste, si la Commission le trouve bon.

M. le baron *Lambermont* précise sa pensée ; il se préoccupe de cas honnêtes et licites et non de ceux qui ne rentrent pas dans cette catégorie et qu'il est le premier à condamner. Il est utile de savoir ce que l'on pense de l'hypothèse à laquelle il a fait allusion. Le texte proposé par M. le baron *Jomini* ne prévoit que le cas où une population prend les armes : à l'article 9, il est question d'armées, de milices, de corps de volontaires. Ce sont toujours des êtres collectifs. La question posée par M. le délégué de Belgique a trait à des individus. Si aucune clause ne les concerne, on ne devra pas conclure par un argument *a contrario* qu'ils sont hors la loi ; le cas spécial des individus, agissant isolément dans le territoire non occupé, restera, comme beaucoup d'autres, dans le droit non écrit.

M. le général de *Voigts-Rhetz*, rentrant dans la question générale, fait observer qu'il y a beaucoup de choses qui sont admises dans la guerre et qui ne sont pas écrites. Qu'on ne veuille pas les régler, soit ; mais on ne peut pas dire qu'on veut le contraire de ce qui est reçu et consacré par l'usage. M. le délégué d'Allemagne croit en conséquence qu'il vaut mieux supprimer l'article 46 qui constate quelles sont, quant aux soulèvements dans le pays occupé, les lois et coutumes de la guerre ; que si l'on veut le maintenir, il faut dire strictement ce qui existe afin d'éviter tout malentendu.

M. le baron *Lambermont* constate de son côté que, l'accord n'existant pas sur ce point, la question de savoir si et sous quelles conditions les populations pourront prendre les armes dans le territoire occupé doit rester entière. Le protocole pourra mentionner que la question n'est tranchée ni dans un sens ni dans un autre. Si une guerre éclate, personne ne sera lié par un texte ; ou suivra les règles habituelles du droit des

gens; rien ne sera préjugé *ni pour ni contre* par la Convention projetée.

M. le baron *Jomini* dit que le seul remède que l'on puisse trouver pour parer aux inconvénients que l'on vient de signaler est de se tenir de part et d'autre dans les limites d'une guerre régulière. Une population ne tentera de s'insurger que si elle se croit en état de repousser l'ennemi; si elle parvient à son but, l'occupation cessera. Mais si elle a trop présumé de ses forces, elle subira les dures conséquences de son insurrection. Ces représailles auxquelles elle s'expose devront lui faire comprendre que ce n'est pas servir son pays que de tenter de secouer un joug auquel on ne peut se soustraire.

La Commission accepte provisoirement, et sous le bénéfice d'une seconde lecture, la rédaction proposée par M. le baron *Jomini*.

M. le colonel fédéral *Hammer*, se référant aux propositions qu'il a faites conformément à ses instructions, constate que deux principes, diamétralement opposés l'un à l'autre, sont en présence; d'une part, les maximes et les intérêts des grandes armées en pays ennemi, qui demandent impérieusement de la sécurité pour leurs communications et pour leur rayon d'occupation; d'autre part, les principes de la guerre et les intérêts des peuples qui sont envahis par l'ennemi et qui ne peuvent admettre que des populations soient livrées à la justice comme des criminels pour avoir pris les armes contre lui. Le point essentiel et véritable de la divergence de ces deux principes se trouvera toujours dans cette question : la levée en masse a-t-elle lieu en territoire occupé ou non occupé? Une conciliation entre les deux points de vue n'étant pas possible pour des levées en masse en territoire occupé, la Convention devrait passer cette question sous silence. Mais une entente serait possible en ce qui concerne les levées en masse dans des territoires non occupés. On n'aurait qu'à élargir le cadre du paragraphe 45 du Projet russe. Les représentants des intérêts des grandes armées pourraient consentir à reconnaître comme belligérante une population qui prendrait les armes en territoire non occupé sans autre condition que celle de se conformer aux lois et coutumes de la guerre. Les autres conditions et restrictions que l'intérêt militaire croit devoir ajouter à cette reconnaissance ne sont effectivement ni nécessaires ni même utiles au point de vue militaire, si ce n'est qu'elles rendent pratiquement illusoire toute tentative d'une levée en masse que l'on vient d'admettre en principe.

M. le baron *Jomini* fait remarquer que dans cette hypothèse on n'aurait plus de garanties quant à l'organisation de ces troupes improvisées.

M. le général de *Voigts-Rhetz* insiste sur la nécessité d'exiger que

les populations armées portent un signe distinctif. C'est, au sentiment de M. le délégué d'Allemagne, le seul moyen pratique de reconnaître si elles sont ou non organisées, et si elles doivent être considérées comme des ennemis loyaux ou de simples affûteurs. A ce signe quelconque porté en évidence, l'ennemi verra qu'il a devant lui des volontaires armés pour la défense de la patrie, des citoyens appelés par la levée en masse, etc... Il les combattrà et les traitera en belligérants. Mais si l'on n'astreint pas les populations à cette mesure toute de prudence, et qu'on leur dit simplement de respecter les lois et coutumes de la guerre, on les met à la merci de l'ennemi qui pourra toujours déclarer qu'elles ne se sont pas conduites honnêtement et loyalement. Il en résultera dans la continuation de la guerre des épisodes sauvages suivis de cruelles et sanglantes représailles.

M. le colonel *Staaß* dit qu'il est évident que tout ce qui est de nature à organiser la défense ne peut qu'être au profit de l'humanité. M. le délégué de Suède et Norvège, estime que son collègue de Suisse en a donné la preuve en disant que cette organisation ne profite pas à l'envahisseur lui-même et n'est pas dans son intérêt. Il est donc logique que, pour autant qu'on puisse l'obtenir, elle serve l'intérêt des populations. Il semble, au reste, à M. le colonel *Staaß* qu'il est temps de rentrer plus directement dans la question. On est en présence des nécessités de la guerre et des exigences de l'humanité. La Conférence doit être satisfaite de ce qu'on renonce à toute formule à l'égard des premières, en exemptant des rigueurs ordinaires ceux qui sans cela n'y échapperaient pas toujours. Ces transactions, selon M. le délégué de Suède et Norvège, n'ont rien de contraire au point de vue pratique de la guerre puisqu'il est évident que l'occupant prendra inévitablement des mesures pour réprimer les insurrections dirigées contre son pouvoir dès qu'il sera solidement et effectivement établi. M. le colonel *Staaß* se rallie en conséquence à la proposition faite en vue de supprimer les rigueurs de l'article 46 et de maintenir la protection accordée par l'article 45 à l'initiative du patriotisme.

M. le baron *Jomini* ne peut pas partager l'avis de M. le colonel *Hammer* disant que l'ennemi n'a pas d'intérêt à avoir devant lui des forces organisées. Il croit, au contraire, que tout commandant en chef d'armée préférera avoir affaire à des forces organisées parce que celles-ci permettent de faire une guerre régulière. Des forces non organisées, sans commandement supérieur, sans direction, sans règles, entraînées par le seul élan patriotique, ne pourront pas observer les lois et coutumes de la guerre qu'elles ne connaîtront pas. Elles les violeront et par là provoqueront et justifieront des mesures de rigueur extrêmes.

Or, personne ne contestera qu'une armée qui se respecte n'use qu'avec un sentiment des plus pénibles, des rigueurs que les lois de la guerre nécessitent parfois, par motif de sécurité, à l'égard de populations qui ne sont coupables que d'un patriotisme mal entendu. Tout militaire préférera pouvoir s'en dispenser. Or, une défense organisée est une garantie contre ces actes de patriotisme imprudence qui, en définitive, causent le malheur et la ruine du pays. C'est pourquoi, à son avis, tout État belligérant est le premier intéressé à ce que la défense soit organisée. L'intérêt et l'humanité sont parfaitement d'accord. M. le Président est d'avis enfin que la Commission pourrait s'en tenir provisoirement à la rédaction qu'il lui a soumise, vu que l'admission définitive reste toujours subordonnée à l'assentiment des Gouvernements.

La Commission adhère à cette proposition.

MM. le colonel *Manos*, le duc de *Tetuan* et le général *Palmeirim* déclarent réserver leurs observations pour la deuxième lecture.

Le paragraphe 46 est supprimé.

Au paragraphe 47, M. le général de *Voigts-Rhetz* demande quelle est la portée des termes : *ne satisfaisant pas en général aux conditions, etc....* M. le délégué d'Allemagne voudrait une rédaction plus nette ; alors même que les individus dont il est parlé à l'article 46 possèdent toutes les conditions exigées à l'article 9, s'ils ne prennent point part à la guerre d'une manière continue, ils ne peuvent être considérés comme belligérants.

M. le baron *Lambermont* propose de retrancher le paragraphe 47 qui donne lieu à des doutes. Cet article punit l'individu qui fait la guerre d'une manière intermittente. Il y a sans doute des cas où cela doit être réprouvé : tel est celui de l'affûteur qui, après avoir fait le coup de feu dans l'ombre, retourne à sa charrue.... etc..... Mais le seul fait de ne pas faire la guerre d'une manière ininterrompue peut-il toujours être transformé en crime ou en délit ? Toutes les forces d'un pays ne sont pas constamment actives. En Belgique, la garde civique est organisée dans les villes et, quant à une partie des cadres, dans les campagnes. En temps de guerre, des gardes prennent part à une expédition, puis rentrent dans leurs foyers, sauf à recommencer s'ils en reçoivent l'ordre. Le cas se présenterait plus souvent encore s'il s'agissait d'une levée en masse. Ces hommes agiront avec une entière bonne foi. — L'article a une portée vague qui inquiète M. le délégué de Belgique.

M. le général de *Leer* dit qu'il est nécessaire de faire une distinction entre la population *pacifique* et celle qui ne l'est pas soit continuellement, soit par intermittences.

M. de *Lansberge* demande si cela ne rentre pas dans les dispositions

de l'article 9. Du moment que les populations n'ont pas de chef responsable, elles ne peuvent être considérées, d'après l'article 9, comme des belligérants. M. le délégué des Pays-Bas a demandé, lors de la discussion de l'article précité, ce qu'il arrivera de l'individu qui se trouve dans des conditions analogues à celles prévues à l'article qui occupe actuellement la Commission. Il lui fut répondu alors que le cas n'était pas prévu. M. de Lansberg renouvelle ici sa demande et il lui paraît que si l'on s'accorde à laisser cet individu en dehors de la loi écrite, il est préférable de supprimer l'article 47.

La Commission, partageant cette manière de voir, adopte la suppression proposée et aborde la discussion de l'article 48.

M. le directeur *Vedel* désirerait que l'on dit : « actes personnels. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* croit qu'on ferait bien d'admettre la première rédaction russe, de finir l'article par les mots : « contre « son Gouvernement légal » et de retrancher le reste. En effet, l'article 52 porte : « tous les habitants doivent contribuer, etc., ... qui « sont de nature. » L'article 13 contient une clause analogue. Selon M. le délégué d'Allemagne, on ferait donc bien de supprimer la dernière partie de l'article en discussion ; cette suppression ne préjudicierait en rien au principe. Il désirerait en outre voir substituer le mot « territoire » à celui de « province » et dire : « prendre une « part active » au lieu de « prendre part. »

M. le colonel comte *Lanza* partage l'avis de M. le général de *Voigts-Rhetz* et appuie la suppression de la dernière partie de l'article 48. Aucun Gouvernement ne pourrait s'engager, dit M. le délégué d'Italie, à ne pas requérir de guides, à ne pas faire travailler des ouvriers du pays aux voies de communication, à ne pas imposer à des voituriers des transports de subsistances et autres services semblables.

La substitution du mot « territoire » au mot « province » est adoptée.

Quant au dernier changement indiqué par M. le général de *Voigts-Rhetz*, M. le baron *Lambermont* dit qu'il pourrait offrir du danger. On s'en prévaut pour justifier tous les actes qui ne rentreraient pas dans la qualification proposée. M. le délégué de Belgique croit en outre qu'il convient de conserver la fin de l'article parce que sa suppression serait contraire au but humanitaire que l'on poursuit.

La Commission partage la manière de voir de M. le baron *Lambermont* relativement aux mots « part active, » mais elle se prononce pour la suppression de la partie finale de l'article 48. Elle décide aussi, sur la proposition de M. le colonel *Staaff*, qu'on ajoutera les mots : « contre son propre pays. »

La rédaction nouvelle du paragraphe 48 est donc conçue comme suit : « La population d'un territoire occupé ne peut être forcée à « prendre part aux opérations militaires contre son propre pays. »

M. le baron *Jomini* propose, à l'article 49, de substituer le mot « territoire » à celui de « province » comme cela a déjà eu lieu dans des cas analogues.

M. de *Lansberge* voudrait qu'au lieu de « serment de sujétion » on se servit de l'expression générique « aucun serment. »

M. le baron *Jomini* propose les termes : « prêter serment. »

La rédaction du paragraphe 49 est arrêtée ainsi : « La population d'un « territoire occupé ne peut être contrainte à prêter serment à la « puissance ennemie. »

On aborde ensuite la discussion du paragraphe 50.

M. le colonel comte *Lanza* demande d'y ajouter « la famille. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* rappelle qu'on a supprimé dans un autre chapitre le mot « honneur » employé dans des conditions analogues ; il pose la question de savoir s'il ne serait pas convenable d'agir de même ici.

M. le général de *Schoenfeld* propose de retrancher les mots « pacifique » et « par l'armée ennemie ».

La Commission, en maintenant le mot « honneur », déclare que son intention est de consacrer l'obligation de respecter l'honneur des familles.

M. le colonel comte *Lanza* dit que, dans le premier Projet russe, il y avait un article qui formulait une restriction nécessaire apportée au respect absolu de la propriété privée. M. le délégué d'Italie demande que cette exception soit rétablie afin de ne pas empêcher, en cas de nécessité, l'occupation d'une maison, d'un champ... etc.

M. le baron *Lambermont* fait observer que l'article actuel pose le principe du respect de la propriété privée d'une manière générale ; les restrictions sont traitées dans l'article relatif aux réquisitions et dans celui qui traite des moyens de guerre permis et interdits.

Le paragraphe 50 est modifié de la manière suivante : « Les convic- « tions religieuses, l'honneur et les droits de la famille, la vie et la « propriété de la population doivent être respectés. »

Au paragraphe 51, M. le colonel fédéral *Hammer* déclare qu'il est chargé par son Gouvernement de proposer l'emploi du mot « pillage » en place de « butin » et de « est » au lieu de « doit être. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* se rallie à la première observation de M. le délégué Suisse.

M. le baron *Baude* désire que l'on dise : « incendie et pillage. »

M. le délégué d'Allemagne fait observer que « l'incendie » rentre dans l'idée de destruction qui a sa place ailleurs.

Le paragraphe 51 est modifié comme suit : « Le pillage est formellement interdit. »

M. le colonel fédéral *Hammer* demande que l'article 45 soit placé éventuellement comme ajouté après le paragraphe 9 du chapitre II de la section I.

Il sera statué sur cette demande en seconde lecture.

La Commission s'ajourne à demain mercredi à 10 heures.

Le Secrétaire,

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Le Président,

Signé : BARON A. JOMINI.

Protocole n° XV. — 19 août 1874.

Présents : MM. le baron de *Jomini*, président ; le général-major de *Voigts-Rhetz* ; le général-major baron de *Schœnfeld* ; le baron de *Lambermont* ; le directeur *Vedel* ; le duc de *Tetuan* ; le baron *Baude* ; le major-général sir *Alfred Horsford* ; le lieutenant-colonel *Manos* ; le lieutenant-colonel comte *Lanza* ; de *Lansberge* ; le général de division *Palmeirim* ; le général-major de *Leer* ; le lieutenant-colonel *Staaß* ; le colonel fédéral *Hammer* ; le colonel d'état-major *Edhem-Bey*.

Le protocole n° XIV (séance du 18 août) est lu et approuvé.

M. le général baron de *Schœnfeld* fait savoir à la Commission que M. le comte Chotek et lui ont reçu de leur Gouvernement l'autorisation de discuter le Projet relatif aux blessés et aux prisonniers de guerre transportés en temps de guerre chez les neutres.

MM. les délégués d'Italie de Suède et d'Espagne ont reçu la même autorisation.

La Commission est saisie de plusieurs Projets de rédaction nouvelle pour les paragraphes 52, 53 et 54. Elle donne la priorité au Projet présenté par M. le général de *Voigts-Rhetz*.

M. le délégué d'Allemagne propose de rédiger comme suit l'article 52 :

« La propriété privée devant être respectée, l'ennemi ne demanderait
« aux communes ou aux habitants que des prestations et services qui

« ne soient pas contraires à l'article 48 et de nature à servir au but de
« la guerre.

M. le général de *Voigts-Rhetz* ajoute qu'en Allemagne on a réglé, il y a un an, tout ce qu'une armée en campagne a le droit de réclamer des habitants de son propre pays ; il reste à régler maintenant ce que les armées peuvent exiger en pays ennemi.

M. le baron *Jomini* propose d'ajouter à la rédaction présentée par M. le délégué d'Allemagne les mots : « réglés par les lois militaires. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* fait observer que toutes les armées n'ont peut-être pas de règles positives à cet égard.

M. le colonel fédéral *Hammer* est personnellement d'avis qu'on pourrait mettre les populations occupées sur la même ligne que celles de l'État occupant et rendre les prestations uniformes. L'article se terminerait de la manière suivante : « ... services qu'il pourrait demander « à ses propres populations. » M. le délégué de Suisse voit dans la reconnaissance de ce principe un double avantage : la limitation des services que l'armée occupante peut exiger, et la consécration du droit à l'indemnité en faveur de la population occupée, si ce droit existe pour les citoyens dans la législation du pays occupant.

M. le directeur *Vedel* déclare qu'il ne peut admettre le principe développé par M. le délégué de Suisse. Ce principe ne tend à rien moins qu'à reconnaître à l'occupant le droit d'introduire sa propre législation dans un territoire provisoirement occupé. Car il ne s'agit pas ici d'un règlement militaire, mais d'une loi fiscale, les services dus par la population constituant de véritables impôts. M. le délégué du Danemark ajoute que si l'on donne une indemnité à l'occupé, ce n'est point parce qu'on le considère comme régi par les lois de l'occupant, mais parce que cette indemnité est de droit.

M. le général de *Voigts-Rhetz* croit que l'on pourrait décider que l'occupant remettra à l'occupé, dont il a exigé des prestations, un reçu payable à la fin de la guerre. C'est, au sentiment de M. le délégué d'Allemagne, le seul moyen pratique d'indemniser les populations, puisqu'il est impossible de leur donner de l'argent comptant. Quant à la nature des services réclamés, M. le général de *Voigts-Rhetz* dit qu'ils peuvent être en relation directe avec la guerre, et servir à ce but. On peut réclamer des habitants de la nourriture, des habillements, des voitures, des chevaux, etc., ou les grever de logements militaires, toutes choses qui servent au but de la guerre.

M. le colonel fédéral *Hammer* ne voit que deux règles à suivre pour la fixation des services que l'occupant peut réclamer : ou il s'en référera en cette matière aux principes admis dans son pays, ou il con-

sultera les lois du pays occupé. M. le délégué de Suisse trouve que le premier système serait préférable. En effet, comme l'a fait observer M. le général de Voigts-Rhetz, il pourrait arriver que l'occupé n'eût point de règlements sur la question. De plus, si le second système venait à prévaloir, chaque pays aurait intérêt à diminuer les charges à réclamer, afin que l'ennemi ne pût rien exiger ; il serait donc possible de rendre le droit de réquisition illusoire.

M. de *Lansberge* adhère aux observations développées par M. le délégué de Suisse. Il fait observer qu'il ne s'agit pas ici, comme semble le croire M. le directeur Vedel, de déclarer valable dans le pays occupé une législation étrangère, mais d'obtenir de l'ennemi qu'il limite les prestations à exiger des populations occupées à ce qu'il serait en droit de demander aux habitants de son propre pays. M. le délégué des Pays-Bas croit qu'on arriverait ainsi à obtenir un traitement plus favorable pour les habitants du territoire envahi.

M. le colonel *Staaff* rend hommage à la pensée humanitaire qui a dicté la proposition de M. le colonel Hammer, mais il craint que l'application de ce principe ne rencontre parfois de sérieuses difficultés. Il arrive en effet qu'un Gouvernement exige de ses sujets, dans un moment d'extrême détresse, des sacrifices illimités. Il s'adresse alors au patriotisme des populations et son appel est entendu. Pourrait-on mesurer le droit du vainqueur à l'étendue de ces sacrifices extraordinaires que l'État peut, dans un cas donné, réclamer de ses sujets ? M. le délégué de Suède et Norvège conclut en disant que la rédaction proposée n'offre plus pour l'occupé la garantie que l'on a eue surtout en vue, et que, par conséquent, il préférerait qu'on s'en tint au Projet primitif russe.

M. le baron *Jomini* estime qu'il serait mieux de laisser la décision en suspens.

M. le général de *Leer* dit que les difficultés de rédaction proviennent du caractère du paragraphe 52 exposant un principe sous la forme d'une formule générale. Cet article tout théorique a été mis en tête du chapitre II afin de servir de point de départ, pour entrer en matière, dans l'exposé des cas particuliers résultant de l'application de ce principe. Vu le caractère essentiellement *pratique* du Projet, on pourrait le supprimer complètement sans nuire au but du travail.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que, en abordant l'examen d'une question aussi importante que celle que l'on traite actuellement, on a le droit d'exiger d'abord l'énoncé du principe. Il importe donc de l'exprimer à l'article 52, en se réservant toutefois d'en modifier les termes, si la nécessité s'en fait sentir dans la suite de la discussion.

Quand on veut fixer un principe, dit M. le délégué d'Allemagne, il faut être large dans l'expression. Cherchant ensuite à dégager la notion fondamentale des termes dans lesquels elle est contenue, M. le général de Voigts-Rhetz se demande ce qu'on peut et ce qu'on ne peut pas exiger des populations occupées. Ce qu'on ne peut réclamer, selon lui, ce sont des services que réprouverait l'article 48 comme contraires au patriotisme et à l'honneur; ce qu'on peut demander, ce sont toutes les autres choses nécessaires à l'occupant et dans les limites du respect dû à la propriété privée. Voilà le sens véritable de la rédaction proposée. M. le délégué d'Allemagne ajoute qu'il a cherché en outre à adoucir autant que possible l'expression de ce principe équitable. Il fait remarquer à cet effet l'emploi des termes : « il demandera » et non « il a le droit de demander. » Enfin, M. le général de Voigts-Rhetz est d'avis qu'il n'y a rien dans la rédaction qui soit défavorable aux particuliers ou contraire aux droits de l'occupé.

M. le général baron de *Schœnfeld* trouve qu'il serait plus simple de rédiger un article complet que de s'en référer à l'article 48 pour savoir ce qu'on ne peut pas exiger des populations occupées. M. le délégué d'Autriche-Hongrie trouve que ces renvois à des dispositions antérieures nuisent à la lucidité du texte.

M. le colonel fédéral *Hammer*, pour répondre à une objection qui lui a été posée, croit qu'il serait utile de distinguer entre les prestations ordinaires qu'un État est en droit de réclamer de ses sujets et les prestations extraordinaires exigées pendant la guerre. Cette distinction servirait de base pour fixer les droits de l'occupant. M. le délégué de Suisse pense que si l'on adopte la proposition de M. le général de Voigts-Rhetz, on comprend toutes les réquisitions dans l'article 52, et l'on n'a ainsi qu'un même principe pour les prestations réglementaires et les prestations extraordinaires. M. le colonel fédéral *Hammer* aurait préféré qu'on se fût occupé d'abord des prestations régulières et ensuite des prestations exceptionnelles.

M. le général de *Leer* répond que l'article 52 donne toutes les explications désirables et qu'il fixe nettement ce à quoi l'ennemi devra limiter ses exigences.

M. le baron *Lambermont* demande à dire quelques mots avant qu'on arrête une formule. — Le nouveau texte ne définit pas ce qu'on entend par prestations et services. On a probablement en vue des prestations en nature, telles que le logement, l'usage de magasins, la fourniture d'attelages et de voitures de transport, etc. Il serait désirable qu'on s'expliquât clairement à ce sujet. — En second lieu, il serait utile de savoir dans quelle limite la faculté de réclamer des prestations devra

se renfermer. Le Projet russe, première édition, en posait une : l'ennemi ne pouvait exiger d'autres prestations que celles auxquelles avait droit l'armée nationale. M. le délégué de Suisse en a indiqué une autre : l'armée ennemie ne pouvait demander que ce qu'elle aurait été en droit de réclamer de ses propres populations. Enfin, et dernière combinaison, les prestations seront en rapport avec les nécessités de la guerre. Les deux premiers modes de limitation ont donné lieu à des observations ; mais il est évident que la dernière combinaison va plus loin que les deux autres. — En terminant, M. le délégué de Belgique fait remarquer que la rédaction actuellement proposée se tait sur le point de savoir s'il sera accordé un dédommagement ou une indemnité aux populations qui auront fourni les prestations.

M. le général de *Leer* dit que ce point est traité au paragraphe 53.

M. le colonel fédéral *Hammer* est chargé de faire connaître les vues de son Gouvernement sur cette matière. Il propose la rédaction suivante :

« Paragraphe 52. — L'ennemi pourra exiger de la population locale « les *prestations militaires réglementaires* en nature et en argent, auxquelles auraient droit les armées du Gouvernement légal.

« Paragraphe 53. — Quand l'armée d'occupation, par des nécessités « de guerre, exige de la population locale des objets d'approvisionnement, d'habillement, de chaussures et autres, nécessaires à son entretien, elle est tenue, ou d'indemniser les personnes qui lui cèdent « leur propriété, ou de leur délivrer des quittances.

« Paragraphe 54. — Des contributions pécuniaires ne peuvent être « prélevées sur les populations des territoires occupés, que :

« 1° A titre d'amende pour des actes d'hostilité dont des populations « entières pourraient être jugées responsables ;

« 2° A titre d'emprunt forcé dans le cas de nécessité absolue et indispensable ;

« Mais dans l'un comme dans l'autre cas, seulement en vertu d'une « décision du commandant en chef et contre quittance, tout en respectant les principes consacrés par l'article 50.

« Paragraphe 54 bis. — Les valeurs et sommes d'argent prélevées « sur la population à titre de réquisitions et contributions, sauf celles « imposées dûment à titre d'amende, seront envisagées comme des « emprunts forcés. En tant qu'elles n'ont point été restituées, le remboursement en sera réglé par le traité de paix. »

M. le baron *Jomini* dit qu'avant de discuter des propositions nouvelles, il serait utile de finir le paragraphe 52. On se trouve en présence de systèmes très-opposés. Il est nécessaire, avant d'aller plus loin, de se mettre d'accord sur un principe.

M. le général *Voigts-Rhetz* propose, pour sortir de la difficulté, de renvoyer l'examen du paragraphe 52 à la fin du chapitre et de discuter les cas spéciaux. De cette discussion sortira nettement le principe qu'il s'agit de formuler.

La Commission, se rangeant à cet avis, passe au paragraphe 53.

M. le baron *Jomini* propose de modifier le texte primitif de la manière suivante :

« Quand l'armée d'occupation, par des nécessités de guerre, exige
« de la population locale des objets d'approvisionnement, d'habillem-
« ment, de chaussures et autres, nécessaires à son entretien, elle est
« tenue ou d'indemniser les personnes qui lui cèdent leur propriété, ou
« de leur délivrer des quittances. »

M. le baron de *Lambermont* désirerait être éclairé sur la valeur réelle de ce qu'on désigne sous le nom de *quittances*. Il ne veut pas dissimuler que ce genre de papier est fort discrédité dans l'opinion publique. Il serait bon de dire par qui les quittances devront être acquittées.

M. le baron *Jomini* dit que cette question pourra, comme d'autres, être réglée lors de la conclusion de la paix.

M. le général de *Voigts-Rhetz* fait observer qu'en parlant de différentes choses nécessaires à l'entretien de l'armée on a ajouté : « et autres, » expression qui donne des droits illimités. M. le délégué d'Allemagne pense qu'avant de passer aux prestations, il faut discuter les réquisitions et contributions et est persuadé que, pour arriver facilement à une entente, il faut rester dans les généralités. Si l'on veut régler les cas spéciaux, on s'apercevra toujours qu'il y en a qu'on n'a pas prévus et cette omission pourra, dans la pratique, donner lieu à des difficultés, sinon à des abus. Il suffit de dire que l'ennemi ne peut pas faire telle et telle chose ; mais que, s'il le fait, il doit respecter tel ou tel principe. On n'évitera jamais entièrement les abus ; mais on en diminuera le nombre en traçant des règles générales et en s'abstenant d'entrer dans les détails. Afin de faire mieux comprendre sa pensée, M. le délégué d'Allemagne donne lecture des articles suivants qu'il a rédigés et qu'il soumet à l'examen de la Commission :

« Paragraphe 53. — L'ennemi prélevant des contributions soit comme
« équivalent pour des impôts (*voir* article 5) ou pour des prestations
« qui devraient être faites en nature, soit à titre d'amende, n'y pro-
« cédera, autant que cela dépend de lui, que d'après les règles de la
« distribution des impôts en vigueur dans le territoire occupé. Les au-
« torités civiles du Gouvernement légal y prêteront leur assistance et
« cas qu'elles soient restées en fonctions.

« Paragraphe 54. — Les réquisitions ne doivent se faire qu'avec « l'autorisation du commandant en chef de la localité occupée ; les « contributions, que sur l'ordre du général en chef ou de l'autorité « civile supérieure établie par l'ennemi dans le territoire occupé.

« Paragraphe 55. — Pour toute contribution, un reçu sera donné au « contribuable. Pour toute réquisition, indemnité sera accordée ou reçu « sera délivré pourvu qu'il y ait quelqu'un pour le recevoir. »

M. de *Lansberge* demande si cette énumération comprend tous les cas qui peuvent se présenter.

M. le général de *Voigts-Rhetz* répond qu'il n'en connaît pas d'autres.

M. le colonel *Staaß* désirerait être fixé sur le sens du mot « en vigueur » employé dans le paragraphe 53.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit qu'il a trait à la manière dont se fait la répartition, et qui est tout à l'avantage du territoire occupé si les employés du Gouvernement légal sont restés à leur poste. C'est le meilleur moyen pour prévenir la contribution sauvage (*Raubcontribution*). Avec des règles précises, on évite les injustices et les abus.

M. le colonel fédéral *Hammer* trouve, à première vue, que le Projet de rédaction de M. le délégué d'Allemagne contient des choses acceptables ; mais qu'il y en a d'autres qui ont besoin d'être expliquées. Il propose de remettre la discussion du projet à demain, afin de permettre à MM. les délégués de l'étudier à loisir.

La Commission adhère à l'avis de M. le délégué de Suisse et s'ajourne à demain jeudi, à 10 heures.

Le Secrétaire,

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Le Président,

Signé : BARON A. JOMINI.

Protocole n° XVI. — 20 août 1874.

Présents ; les mêmes plénipotentiaires.

Le protocole n° XV (séance du 19 août) est lu et approuvé.

M. le *Président* communique à l'Assemblée une pétition adressée à la Conférence par des vétérinaires belges tendant à obtenir que le bénéfice de la neutralité, assuré aux médecins par la Convention de Genève, soit étendu aux vétérinaires.

M. le général de *Voigts-Rhetz* fait observer que, d'après le principe

admis dès le début, la Conférence n'a pas à s'occuper de propositions qui n'émanent pas d'un Gouvernement.

M. le général baron de *Schoenfeld* ajoute qu'il n'est pas autorisé à discuter ces sortes de questions.

M. le baron *Lambermont* explique à quel point de vue spécial les vétérinaires se sont placés.

La Commission décide que la question soulevée par les vétérinaires se rattachant à la Convention de Genève, c'est à la future Conférence appelée à s'occuper de la révision de cette Convention que les intéressés devront adresser leur requête.

On reprend la discussion du paragraphe 52 modifié par M. le général de Voigts-Rhetz.

M. le directeur *Vedel* dit que ses instructions se rapportent au Projet russe et qu'il réserve le droit de son Gouvernement de se prononcer ultérieurement sur les modifications qui y auront été introduites.

M. le colonel fédéral *Hammer* fait une déclaration analogue ; ce qu'il dira sera purement personnel.

M. le baron *Jomini* propose d'ajouter après le mot « services » cette phrase : « en rapport avec les nécessités de la guerre et en proportion avec les ressources du pays. »

M. le colonel comte *Lanza* fait remarquer que les mots : « de nature à servir au but de la guerre, » ou bien « en rapport avec le but de la guerre » imposent une restriction insuffisante. M. le délégué d'Italie trouve qu'il serait préférable d'établir que l'occupant ne peut rien exiger qui ne lui soit réellement nécessaire ; il propose, en conséquence, à la Commission, d'examiner si les mots : « exigés par les besoins de la guerre » ne répondraient pas mieux à l'idée qu'elle entend formuler.

M. de *Lansberge* propose la rédaction suivante :

« La propriété privée et la liberté des habitants devant être respectées, l'ennemi ne demandera aux communes ou aux habitants que les prestations et services d'usage accordés aux armées en campagne, et ce en respectant les prescriptions de l'article 48. » Les prestations pouvant être personnelles, le mot « propriété privée », dit M. de Lansberge, n'y est pas applicable. Il faut donc aussi mentionner le devoir de respecter la liberté des habitants. Comme c'est surtout le vague de la rédaction de M. le général de Voigts-Rhetz qui a fait naître des scrupules, M. le délégué des Pays-Bas croit qu'en limitant les prestations à celles qui sont généralement en usage, soit qu'elles soient gratuites ou non, on pourra calmer les inquiétudes tout en obviant aux inconvénients signalés par M. le délégué d'Allemagne.

M. le général de *Voigts-Rhetz* trouve qu'il serait utile de s'assurer si chaque armée possède des lois ou des règlements en vue de la mobilisation ou de l'entrée en campagne. Dans les pays constitutionnels, en effet, l'*usage* ne suffit pas : il faut nécessairement une loi, dût-elle être portée au moment d'entrer en campagne. comme cela eut lieu en 1859, lors de la mobilisation de l'armée prussienne. A cette époque, la Prusse n'avait pas de lois sur la matière ; la lacune fut bientôt comblée et l'on mit les nouvelles dispositions en vigueur sous la réserve de l'approbation des Chambres. M. le délégué d'Allemagne ajoute qu'il ne lui paraît pas possible d'appliquer d'autres lois que celles de l'armée occupante.

M. le duc de *Tetuan* fait remarquer qu'en Espagne il existe une loi semblable.

M. le général de *Voigts-Rhetz* croit qu'en employant les termes : « exigés par les besoins de la guerre » on exprime suffisamment le principe ; M. le délégué d'Allemagne ajoute que cela suffit pour résoudre tous les cas qui peuvent se présenter : ainsi, dit-il, si votre attelage est mis hors de service, vous prenez le premier qui vous tombe sous la main, sauf à en donner reçu.

M. le baron *Lambermont* demande une explication sur le mot « services » qui a un caractère plus personnel que le mot « prestations. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que par cette expression on entend les offices rendus par les conducteurs de voitures, les maréchaux, les serruriers, les charpentiers et en général tous les ouvriers, à quelque métier qu'ils appartiennent. M. le délégué d'Allemagne croit utile de conserver ce terme pour qu'on ne conteste pas plus tard le droit de réclamer ces genres d'offices. Il fait observer, en outre, qu'ils ne peuvent être contraires à l'article 48.

M. le directeur *Vedel* constate que, d'après la proposition nouvelle, aucune limite n'a été assignée aux services que l'armée occupante peut exiger. Elle peut demander tout service à moins qu'il ne rentre dans la catégorie de ceux mentionnés à l'article 48, et elle peut l'exiger de la manière la plus étendue. Le Projet russe avait fixé une limite en restreignant les services à ceux auxquels a droit l'armée nationale. On a, dit M. Vedel, élevé deux objections contre cette définition. On a dit : il y a des pays où des services considérables sont imposés à la population en faveur de l'armée nationale, il y en a d'autres où ces services sont bien moins grands. Il en résulte une inégalité entre les différents pays. En occupant tel territoire, une armée ne peut demander des services à la population que dans une mesure bien plus restreinte que si elle en occupe un autre. Or cette inégalité est injuste. On a dit encore : il y a des pays où les services dus à l'armée nationale ne sont pas réglementés ou définis, et

quand même ils le seraient, l'armée occupante ne les connaît pas et l'on ne peut pas demander qu'elle se mette à les étudier. A la première objection, M. le délégué de Danemark répond que l'inégalité dont on parle existe aussi pour les impôts proprement dits, et la Commission a néanmoins adopté l'article 5 qui ne reconnaît à l'armée occupante que le droit de prélever les impôts en vigueur dans le pays. Ici il s'agit d'une loi analogue et il est nécessaire de suivre le même principe. Du reste, la mesure dans laquelle des services en faveur de l'armée occupante sont imposés à un pays, est probablement en proportion avec ses ressources, et la prétendue inégalité est donc parfaitement juste, tandis que l'égalité serait souverainement injuste. Quant à la seconde objection, M. Vedel croit que, dans la plupart des pays, les services imposés en faveur de l'armée nationale sont bien précisés par la loi et il n'est pas plus difficile de se conformer à cette législation, pour ce qui concerne les services, qu'il ne l'est pour les impôts de l'article 5. Et s'il y a un pays où de tels règlements n'existent pas, c'est-à-dire où l'armée nationale peut sans restriction demander des service à la population, il s'en suivra, d'après le Projet russe, pour l'armée occupante, la même latitude et la même faculté. En terminant, M. le délégué de Danemark constate que le nouveau Projet n'établit aucune limite quelconque, que le Projet russe est juste, n'offre aucune difficulté insurmontable dans l'application et est parfaitement conforme à ce qui a été adopté à l'article 5 pour les impôts proprement dits.

M. le colonel fédéral *Hammer* conçoit qu'en se plaçant seulement au point de vue militaire on admette le paragraphe 52. Cet article résume toute la matière et les articles suivants ne font qu'organiser le mode de perception. Mais, à son avis, il faudrait ajouter au paragraphe 48 les dispositions du paragraphe 50. On mettrait ainsi les restrictions à la fin.

M. le baron *Lambermont* rappelle qu'à la demande de M. le délégué d'Allemagne, on a réservé le paragraphe 52 pour être repris après la discussion des articles suivants. M. le délégué de Belgique pense qu'il ne sera pas inutile d'avoir une vue d'ensemble avant de fixer la rédaction de l'article 52.

M. le général de *Voigts-Rhetz* explique les motifs qui l'avaient porté à proposer ce renvoi, motifs qui n'existent plus. Il croit que le Projet soumis à la Commission renferme des restrictions de nature à donner satisfaction à M. le délégué de Suisse.

M. le baron *Jomini* dit que, puisqu'on n'atteint pas le but que l'on poursuit, celui de sortir de ce vague qui inspire tant d'inquiétude, il n'y a pas de motifs pour ne pas aborder la discussion des paragraphes suivants.

M. le délégué d'Allemagne trouve la suppression de l'article 52 impossible. Il estime que le vague qui en résulterait serait bien plus grand que celui que l'on reproche à la rédaction actuelle. Il n'y aurait plus alors de limites posées aux exigences de l'occupant. Les populations ont incontestablement le droit de demander, puisque l'on maintient les contributions et réquisitions de guerre, qu'il soit apporté à l'exercice de ces droits toutes les restrictions que peuvent autoriser les nécessités de la guerre.

M. le baron *Lambermont* constate que personne n'a mis en doute la nécessité pour une armée en campagne de réclamer des prestations. A côté de ce fait on a placé le respect de la propriété privée. La difficulté naît quand il s'agit de tracer entre ces deux intérêts une délimitation exacte. M. le délégué de Belgique demande si l'on ne pourrait fixer cette limite à l'aide d'un autre principe d'après lequel chaque belligérant est tenu de pourvoir à ses propres nécessités. Une armée qui se prépare à la guerre s'assure d'abord, et à ses frais, les moyens d'entrer en campagne. Arrivée sur le territoire ennemi, elle se trouve dans le cas de chercher les moyens de subsistance qu'elle n'a pu amener avec elle ; mais ces moyens nouveaux, elle doit se les procurer de la même manière que les premiers, c'est-à-dire en les payant. C'est dans cette obligation de payer les prestations que l'on rencontrerait peut-être la limitation cherchée. M. le délégué de Belgique a de justes égards pour l'expérience et l'entente des choses de la guerre qui distinguent l'auteur de la rédaction proposée. Cette rédaction proclame, en principe, le respect de la propriété privée ; elle reconnaît le droit à l'indemnité, mais elle mesure les prestations sur les nécessités de la guerre et elle admet les quittances comme mode de paiement. Or, cette formule des « nécessités de la guerre, » qui se retrouvait dans beaucoup d'articles du Projet russe primitif, a été l'une des causes qui ont d'abord fait accueillir celui-ci avec une sorte de défiance ou d'inquiétude. On se rassurerait jusqu'à un certain point si elle avait un correctif dans l'obligation d'un paiement effectif, soit en numéraire, soit, du moins, à l'aide d'une quittance obligeant celui-là même qui fait la réquisition. M. le baron *Lambermont* désire savoir si le Projet proposé peut être entendu en ce sens.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que cette question relative à la valeur des quittances est réglée par l'usage. Celui qui sera vainqueur, comme celui qui sera vaincu, aura le devoir d'indemniser ceux de ses sujets qui auront en leur possession des quittances délivrées en temps de guerre. M. le délégué d'Allemagne déclare qu'il ne connaît pas, pour sa part, de guerre où l'acquittement des obligations ainsi contractées

ait fait surgir de sérieuses difficultés. On convient, en effet, à la conclusion de la paix, des dispositions à prendre à cet égard. Généralement le vaincu sera chargé d'indemniser lui-même les habitants du pays vainqueur, et ceux de son propre pays. Mais, il n'appartient pas au Congrès d'entrer dans l'examen de ces conventions admises dans la pratique; son devoir est de discuter la théorie, et de rechercher le droit des parties sans s'inquiéter des dérogations qu'elles pourront y apporter d'un commun accord.

M. de *Lansberge* croit qu'il y a encore un autre point de vue, d'après lequel il y aurait de l'utilité à stipuler le paiement des reçus délivrés pour les réquisitions. Le sort des armes est sujet à des fluctuations. Il se pourrait qu'une armée victorieuse fût plus tard vaincue et qu'elle eût à payer les frais de la guerre. Devant cette perspective, les officiers qui ordonnanceraient les réquisitions que leur Gouvernement pourrait être appelé à solder à la paix, trouveraient dans la clause proposée un avertissement salutaire à la modération.

M. le général de *Voigts-Rhetz* ne peut pas attribuer un résultat aussi considérable à la prévoyance des chefs d'armée. Il ne croit pas possible d'admettre qu'un officier préoccupé du soin de procurer à son bataillon tout ce dont il a besoin s'arrête à la pensée des suites onéreuses que pourra entraîner pour son pays l'acquittement des obligations qu'il contracte. M. le délégué d'Allemagne n'a jamais rencontré cet idéal de l'officier. Il croit du reste que la question que soulèverait la mesure proposée par M. de *Lansberge*, est du domaine du droit des gens et ne pourrait être réglée par la Conférence de Bruxelles.

M. le baron *Lambermont* dit qu'il a émis l'idée d'attacher une valeur réelle aux quittances en vue de diminuer ce qu'il y a d'inquiétant dans la formule « des nécessités de la guerre. » La question est sans doute très-difficile à résoudre en fait. Après chaque guerre, les fournisseurs ne manquent pas de s'adresser aux Gouvernements. Ceux-ci, au nom de l'équité, répartissent une certaine somme entre les territoires qui ont souffert de la guerre; mais cela ne va pas plus loin. M. le délégué de Belgique ne veut pas prolonger cet échange d'idées; il a posé une question avec le désir qu'elle fût éclaircie. Si la clause reste telle qu'elle est, il faut prévoir qu'elle ne sera pas favorablement accueillie.

M. le baron *Jomini* dit que toutes les garanties à établir n'aboutiront qu'à aggraver la position du vaincu. Vous stipulez que toutes les quittances doivent être acquittées. Mais le Gouvernement qui doit payer l'indemnité de guerre est seul juge du point de savoir comment il doit faire la répartition entre les provinces qui ont été occupées et les autres. Chaque Gouvernement doit avoir la latitude de répartir l'indemnité

d'après les malheurs de la population et les ressources dont il dispose. L'obliger à rembourser en détail est lui imposer une charge de plus.

M. le colonel *Staaß* trouve que si l'on tient compte des divers éléments qui composent le projet de M. le délégué d'Allemagne, on s'apercevait que les difficultés ne sont pas dans l'expression « contributions, » limitées qu'elles sont par l'article 5. Les réquisitions ne créeront aucune difficulté non plus, dès qu'elles seront remboursables sur place ni les amendes légalement encourues, pénalités trop naturelles pour que personne puisse y contredire. La véritable difficulté de la question se résume dans les mots : « prestations et services. » Si le mot « prestation » laisse entier le droit de la propriété privée, comme cela lui semble résulter de la discussion, en ce sens qu'une compensation soit donnée tôt ou tard au fournisseur, il semble à M. le délégué de Suède et Norvège que le terme est acceptable. Mais il comprend toute l'importance que M. le baron Lambermont attache à ce que les quittances délivrées pendant l'occupation soient aussi rassurantes que possible pour les détenteurs. Bien que la Conférence n'ait pas pour mission de prendre une résolution définitive à cet égard, il est néanmoins incontestable que le vœu contenu pour ainsi dire dans son appréciation exercera une grande influence sur l'esprit des Gouvernements appelés à juger en dernier ressort. M. le colonel *Staaß* conclut en disant que si l'on donne au mot « prestation » le sens « d'avances remboursables » il pourra accepter le terme.

M. le colonel *Manos* dit qu'à son sens, pour être vraiment humanitaire, il faut ou ne pas prendre ou prendre en payant.

M. le duc de *Tetuan* croit que toute la difficulté provient de trois articles. Avant de pouvoir accepter ce qui s'y trouve formulé, il faut poser de sages limites à l'exercice des droits de l'occupant. Le texte russe avait compris cette nécessité. Les Gouvernements savaient à quoi ils s'engageaient. Dans la rédaction nouvelle, au contraire, on n'a d'autres limites que les nécessités de la guerre. On dira que cela est naturel, que les besoins de la guerre doivent être satisfaits ; M. le délégué d'Espagne le reconnaît, mais par le fait même que les besoins sont si étendus, le droit que l'on consacre ne peut être que vague et non défini, et un général ne se trouvera, dans la pratique, arrêté devant aucune limite.

M. le baron *Lambermont* dit que la limite existerait si l'on stipulait que l'armée occupante doit se suffire, en d'autres termes, qu'elle doit payer soit immédiatement soit ultérieurement ce qu'elle exige : ce serait un véritable frein. M. le délégué de Suède et Norvège a suggéré l'idée d'émettre à cet égard un vœu qui serait consigné au protocole, mais les

populations seraient sans doute bien aises d'avoir quelque assurance plus positive.

M. le baron *Jomini* dit que si l'on admettait les principes développés par M. le baron *Lambermont*, on arriverait fatalement à augmenter la contribution de guerre du vaincu. Il vaut mieux, suivant M. le Président, que le Gouvernement puisse rembourser, en vertu d'une répartition équitable, les habitants qui ont souffert d'une guerre malheureuse, que d'augmenter ses frais de guerre sans profit pour les habitants.

M. le colonel *Staaff* croit néanmoins que les habitants doivent avoir un dédommagement de quelque valeur pour être rassurés. On peut objecter que le Gouvernement se dédommagera à son tour par de nouveaux impôts, de sorte que cela revient au même. Tel n'en est pourtant pas le cas; car le Gouvernement, en indemnisant les détenteurs des quittances, se dédommagera « sur tout son territoire. »

M. le baron *Lambermont* revient sur ce qu'a dit M. le Président. D'une part, l'habitant qui a un titre recouvrable intégralement sur l'un des belligérants n'est pas dans la même condition que celui qui ne peut prétendre qu'à une part plus ou moins illusoire dans une répartition générale. D'autre part, le belligérant qui fait une réquisition et qui s'engage à la payer alors qu'il ne sait pas encore quelles seront les conditions du traité de paix, doit trouver là une raison de modérer ses exigences.

M. le général de *Voigts-Rhetz* déclare qu'il ne sait si l'on se trouve dans le droit des gens ou le droit public interne. Selon lui, c'est à l'État qu'il appartient d'indemniser les habitants des prestations qu'ils ont dû fournir et dont ils ont des quittances. Répondant ensuite aux observations de M. le duc de Tetuan, M. le délégué d'Allemagne fait remarquer que le paragraphe 53 du Projet russe est purement énonciatif et qu'il n'assigne aucune limite aux droits de l'armée occupante. Le paragraphe 54 présente le même caractère, du moins quant à sa première partie. M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que le Projet qu'il soumet à l'Assemblée exige, au contraire, qu'il y ait dans tous les cas une nécessité inévitable. Poursuivant la critique du même article 54, il montre ensuite que la partie finale ne condamne même pas d'une manière absolue la ruine de la population et qu'elle ne fait que rendre possible dans certains cas la restitution des sommes d'argent prélevées sur les habitants. Il conclut enfin en disant que le Projet russe consacre des restrictions plus grandes au droit de la propriété privée que le Projet qu'il a lui-même soumis à la Commission.

M. le général de *Leer* dit que dans le Projet russe la limitation est

tracée : le droit de l'occupant ne va pas au delà des besoins de l'entretien de son armée.

M. le général de *Voigts-Rhetz* répond que les « besoins nécessités par l'entretien de l'armée » ne seraient pas des termes assez larges. Mais il croit comprendre, d'après les paroles de M. le général de *Leer*, que son idée répond à celle qu'il se forme lui-même sur la matière.

M. le duc de *Tetuan*, tout en parlant avec réserve de l'article 53, comprend le principe général du chapitre II ; il est inscrit à l'article 52 du Projet russe, conçu en ces termes : « L'ennemi peut exiger de la « population locale tous les impôts, services et redevances, en nature « ou en argent, auxquels ont droit les armées du Gouvernement « légal. »

M. le baron *Lambermont* estime que la Commission est plus à l'aise depuis qu'il est entendu qu'elle ne fait que préparer des matériaux pour un édifice futur. Puisque ce sont les Gouvernements, éclairés par ses délibérations, qui auront à prononcer et qu'elle-même ne contracte aucun engagement, elle peut, semble-t-il, continuer sans inconvénient l'examen des propositions qui lui sont faites. M. le délégué de Belgique signale le passage du paragraphe 53 qui concerne les *amendes*. C'est encore un des points à l'égard desquels les esprits auraient besoin d'être rassurés.

M. le colonel comte *Lanza* dit que, selon lui, les amendes devraient constituer le seul moyen formellement reconnu pour punir les violations des lois et coutumes de la guerre. Il ne se dissimule pas que d'autres peines seront, en fait, infligées sous peine de représailles ; mais il est permis d'espérer que si l'on ne peut pas empêcher d'une manière absolue le recours à ces mesures de rigueur, la Conférence ne voudra consacrer en principe que le moyen de châtiment proposé, lequel n'est pas repoussé par le sentiment public. Le silence serait préférable.

M. le colonel fédéral *Hammer* dit que, sans vouloir rentrer dans la discussion, il se borne à renouveler la proposition de son Gouvernement. Pour tenir compte de ce que M. le colonel comte *Lanza* a dit des raisons pour lesquelles on peut imposer des amendes, il faut nécessairement des garanties. Si un paysan tue un soldat qui menace l'honneur de sa famille, il est à présumer que l'ennemi dira que cet acte est un meurtre, un guet-apens et l'on imposera des contributions à la population pour la punir. Dans ce cas il n'y aura pas de justice. C'est pour ce motif que le Gouvernement suisse propose que les contributions à titre d'amendes ne soient admissibles que pour des actes d'hostilités dont la population entière pourrait être rendue responsable.

M. de *Lansberge* croit que ce qui empêche d'accepter la rédaction de M. le général de *Voigts-Rhetz*, c'est la faculté de remplacer les prestations dont il s'agit, par des prestations en argent. Si cette dernière faculté, qui pourrait donner lieu à une extension démesurée des réquisitions ou à des abus graves, disparaissait, il croit que l'article offrirait moins d'inconvénients.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit qu'il ferait mieux comprendre sa thèse par un exemple : une armée arrive dans une ville riche et demande un certain nombre de bœufs pour sa nourriture. La ville répond qu'elle n'en a pas. L'armée serait donc obligée de s'adresser à des villages souvent pauvres où elle prendrait ce qu'il lui faut. Ce serait une injustice flagrante. Le pauvre payerait pour le riche. Il n'y a donc d'autre expédient que d'admettre l'équivalent en argent. C'est du reste le mode que les habitants préfèrent. D'ailleurs il n'est pas admissible qu'une ville qui ne peut pas payer en nature soit dispensée de payer en argent.

M. de *Lansberge* demande si la ville elle-même ne pourrait pas faire la réquisition nécessaire.

M. le général de *Voigts-Rhetz* répond que dans la pratique c'est matériellement impossible. Une armée arrive dans la nuit pour partir le lendemain. Elle doit être nourrie ; la ville ne peut pas le faire ; l'occupant avec l'argent qu'il perçoit en hâte ira dans les campagnes environnantes prendre ce qu'il faut et payera au moyen des sommes fournies par la ville. A la paix, la ville présentera son reçu ; elle dira : j'ai payé autant pour telle chose, c'est une avance que j'ai faite. — Voilà la marche régulière ; pas un officier n'en voudrait suivre une autre et s'exposer à être jugé pour avoir laissé manquer l'armée des choses indispensables à sa subsistance.

M. de *Lansberge* objecte qu'il pourra arriver que l'on fasse payer les villes et qu'on n'en réquisitionne pas moins dans les villages.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que ce serait là un abus, un vol manifeste, punissable d'après les codes militaires de tous les pays. M. le délégué d'Allemagne ajoute que, pour faciliter une entente, il propose de dire : « réquisitions en nature et en argent » au lieu de « prestations. »

M. le colonel *Manos* est d'avis que tout se réduit à savoir s'il faut *laisser prendre* ou *donner le droit de prendre*.

M. le général de *Voigts-Rhetz* n'admet pas que la question puisse être posée en ces termes. On ne donne pas le *droit*, on constate seulement que le *fait* existe, que personne ne peut l'empêcher de se produire

dans la pratique et qu'il est bon qu'il soit restreint à des cas d'inévitable nécessité.

M. le colonel fédéral *Hammer* fait l'éloge du projet de M. le délégué d'Allemagne, lequel lui semble parfait au point de vue d'un chef d'armée qui doit, en temps de guerre, pourvoir aux besoins de ses troupes en pays ennemi. Mais la Conférence ne peut pas avoir égard à cette seule considération. Elle ne doit pas oublier que l'œuvre qu'elle élabore sera soumise aux Gouvernements, aux Assemblées législatives des divers pays, à l'opinion publique. Si les propositions faites au sujet des réquisitions et contributions sont adoptées par la Conférence dans le sens absolu de la logique militaire, l'opinion publique en sera péniblement frappée. Elle qui croyait que la réunion de Bruxelles était destinée à adoucir les terribles rigueurs de la guerre, elle verrait avec regret que, sur un des points les plus importants, on se serait borné à codifier les usages et peut être les abus traditionnels. Ayons égard à la pensée généreuse qui a donné naissance à nos travaux et à l'opinion générale de l'Europe qui s'attend à voir sortir de nos délibérations des idées nouvelles, libérales et civilisatrices. Si nous nous limitons à sanctionner ce qui existe déjà, nous ferions défaut à une partie essentielle de notre tâche. Le Gouvernement helvétique s'inspirant de l'idée qu'il importe de concilier le plus possible les exigences impitoyables de la guerre avec les droits des individus, des familles, des populations, entend que les réquisitions et contributions impliquent un dédommagement. Ce sont des emprunts forcés qui appellent une restitution ultérieure. Là serait la thèse qui concilie les deux points de vue. Il faut que la quittance délivrée pour des contributions ou réquisitions ait une valeur réelle et ne soit pas une illusion. Les « quittances d'usage » n'engagent en rien ceux qui les délivrent. Ce serait un grand point d'acquis si les familles n'avaient plus à regarder l'entretien des troupes comme une cause certaine de ruine pour elles et si elles pouvaient être assurées que le traité de paix réglerait la restitution de leurs avances. On pourrait donc admettre le principe de l'emprunt forcé ; cela tranquilliserait les populations, cela ôterait l'amertume à tous ces procédés violents, diminuerait les sentiments de vengeance et mettrait un frein salutaire à l'arbitraire. M. le délégué de Suisse termine en disant que la Convention aura d'autant plus de valeur qu'elle répondra aussi aux vœux de ceux qui ne sont en général que les victimes de la guerre. Si la Conférence ne croit pas devoir entrer dans la voie qu'il indique, il pense qu'il vaut mieux passer la question sous silence.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que la thèse de M. le colonel fédéral n'est pas applicable aux pays où fonctionne le régime constitutionnel.

Dans ces pays, les emprunts forcés ne peuvent pas avoir cours sans l'autorisation des Chambres. Si vous accordez cette faculté à l'ennemi et que le Gouvernement vaincu soit obligé d'en tenir compte, c'est donner le droit à l'ennemi d'imposer ses lois dans un pays étranger. Dans un autre ordre d'idées, si la quittance n'a pas de valeur, c'est que le Gouvernement du pays occupé ne lui en donne pas. Or, si vous exigez qu'elle soit remboursée, vous obligez ce Gouvernement à reconnaître un emprunt forcé auquel il est étranger. Il est admis que pas une armée ne peut vivre en campagne des ressources de ses magasins ; elle est obligée de les prendre là où elle se trouve. Qui pourra discerner une quittance vraie d'une quittance fausse ? Les reçus sont le plus souvent écrits à la hâte ou au crayon : il est impossible d'astreindre un Gouvernement à les reconnaître tous. Il appartient aux Gouvernements, aux représentants du pays, d'apprécier la meilleure manière d'indemniser ceux qui ont souffert de la guerre ; mais dire à ces Gouvernements : vous payerez toutes les quittances qui vous seront présentées, cela est impossible. En résumé, dit M. le délégué d'Allemagne, nous nous trouvons devant un fait ; il ne dépend pas de nous que ce fait n'existe pas et, quoi que nous fassions, nous ne l'empêcherons pas de se produire dans toutes les guerres. Tout le monde a émis ses doutes et ses scrupules ; il serait temps de passer à la discussion des articles sur les réquisitions et les contributions. Aime-t-on mieux ne pas discuter ? Ce ne sont pas les populations qui y gagneront. Ne perdons pas de vue que c'est en dernière analyse aux Gouvernements de se prononcer sur le travail que nous soumettrons à leur jugement.

M. le baron *Lambermont* est d'accord avec M. le général de Voigts-Rhetz que la matière en discussion est une de celles qui présentent les plus sérieuses difficultés. Quant à l'observation faite par un autre délégué, à savoir que les Gouvernements seraient exposés à solder des quittances dont le montant serait frauduleusement exagéré, M. le délégué de Belgique fait remarquer que celui qui délivre une quittance l'obligeant lui-même et qui ignore à ce moment de quelle manière se fera la paix, est le premier intéressé à empêcher qu'on ne le trompe sur le prix ou sur les quantités. Après l'échange d'explications et de vues qui a eu lieu, il semble à M. le baron *Lambermont* que la discussion continuerait sans grande chance d'aboutir. Les objections ont été émises, les doutes sont connus, le protocole les constatera. M. le délégué de Belgique croit donc le moment venu de préciser la position qui sera celle de son Gouvernement à l'égard des stipulations dont il s'agit. La Belgique, dit-il, est un vieux pays de guerre et c'est sur son sol que de siècle en siècle les nations étrangères sont venues vider leurs

querelles. Le pays a gardé le souvenir des épreuves par lesquelles il a passé et l'on ne s'étonnera pas que les esprits s'émeuvent de tout ce qui touche aux réquisitions et aux contributions de guerre. En conséquence, sans dénier leur valeur aux considérations développées par des hommes qui ont la pratique de la guerre, et sans méconnaître l'utilité de règles qui concilieraient les exigences des armées avec le respect de la propriété privée, M. le baron Lambermont croit devoir réserver l'appréciation de son Gouvernement quant aux stipulations proposées. C'est libre d'engagements à cet égard que le Cabinet de Bruxelles se présentera soit devant les Chambres, soit devant l'opinion publique. Lorsque l'opinion du pays se sera manifestée, le Gouvernement pourra reconnaître à quelle combinaison il lui sera possible de se rallier.

M. le baron *Jomini* dit qu'il n'y a qu'un moyen de finir la discussion, c'est de reprendre le Projet article par article. Chacun fera telle réserve que de conseil.

La Commission adhère à l'avis de M. le Président.

Avant qu'elle aborde à nouveau l'examen de l'article 52, M. le colonel fédéral *Hammer* demande à préciser le sens de la déclaration qu'il a faite tout à l'heure. Son Gouvernement ne propose pas de dire que les réquisitions *sont* des emprunts forcés, mais *seront envisagées* comme tels ; cela revient à dire que les habitants ont donné quelque chose sans le vouloir, malgré eux, mais sous réserve de restitution ou de dédommagement. C'est un prêt auquel on ne peut pas se soustraire. Il ne suit pas de là qu'il faudrait l'assentiment des États en cause ou que des valeurs non reçues devraient être restituées. M. le délégué de Suisse aurait préféré discuter le Projet russe, auquel s'appliquent ses instructions plutôt que celui de M. le général de Voigts-Rethz au sujet duquel il ne pourra émettre qu'une opinion personnelle, mais dans lequel il trouve en partie des idées admissibles.

M. le baron *Jomini* donne lecture du paragraphe 52 légèrement modifié et ainsi conçu :

« La propriété privée devant être respectée, l'ennemi ne demandera » aux communes ou aux habitants que des prestations et des services en » rapport avec les nécessités de guerre généralement reconnues, en » proportion avec les ressources du pays et qui n'impliquent pas pour » les populations l'obligation de prendre part aux opérations de guerre » contre l'ennemi. »

Le paragraphe 53 porte ce qui suit :

« L'ennemi qui prélèvera des contributions soit comme équivalent » pour des impôts (*voir* art. 5) ou pour des prestations qui devraient » être faites en nature, soit à titre d'amende, n'y procédera, autant

» que cela dépend de lui, que d'après les règles de la répartition et de l'assiette des impôts en vigueur dans le territoire occupé.

» Les autorités civiles du Gouvernement légal y prêteront leur assistance si elles sont restées en fonction.

» Les contributions ne pourront être imposées que sur l'ordre et sous la responsabilité du général en chef ou de l'autorité civile supérieure établie par l'ennemi dans le territoire occupé.

» Pour toute contribution un reçu sera donné aux contribuables. »

M. de *Lansberge* demande la suppression des mots « à titre d'amende » qui figurent au premier alinéa du paragraphe 53. Ou bien, dit M. le délégué des Pays-Bas, une amende sera le résultat d'une infraction prévue par le droit pénal, et alors il est inutile de mentionner spécialement ce cas isolé, ou bien ce sera une représaille et alors il paraît désirable de ne pas plus indiquer ce cas de représaille que les autres mesures excessives et dures qui peuvent être la conséquence de la guerre, mais que tout le monde répugne à sanctionner.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que les règlements en vigueur dans l'armée allemande ne prévoient pas ce dernier cas ; il juge la suppression des mots : « à titre d'amende » absolument impossible.

M. le colonel fédéral *Hammer* est d'avis, comme M. le délégué des Pays-Bas, que la clause concernant l'amende est exorbitante si elle n'est pas atténuée par un correctif. Il faut que les chefs ne puissent imposer des amendes que sous certaines conditions.

M. le directeur *Vedel*, en vertu des instructions de son Gouvernement, demande également que le mot « amende » soit retranché.

M. le baron *Jomini* fait observer que supprimer le mot n'est pas supprimer la chose.

La Commission décide que les mots seront conservés, les réserves qui ont été faites constatant suffisamment les opinions des délégués. Le protocole mentionnera que MM. de *Lansberge* et *Vedel* ont proposé la suppression des mots : « à titre d'amende ; » que MM. le colonel fédéral *Hammer* et le colonel comte *Lanza* ont demandé que cette pénalité fût restreinte à la violation des lois et coutumes de la guerre ; que M. le baron *Lambermont* a fait des réserves générales sur le chapitre des *Réquisitions et contributions*.

Le paragraphe 54 est conçu comme suit :

« Les réquisitions ne seront faites qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

« Pour toute réquisition, il sera accordé une indemnité ou délivré une quittance, pourvu qu'il y ait quelqu'un pour la recevoir. »

A la demande de M. le colonel fédéral Hammer, on efface les mots :
« pourvu qu'il y ait quelqu'un pour la recevoir. »

M. de Lansberge demande la parole et s'exprime en ces termes :

« J'ai examiné le Projet de M. le général de Voigts-Rhetz consciencieusement et avec le désir de conciliation dont nous sommes tous animés. J'ai suivi également avec le plus grand intérêt la discussion d'aujourd'hui et les développements donnés par M. le délégué d'Allemagne aux idées sur lesquelles se base son Projet ; mais, malgré toute la bonne volonté que j'y ai mise, je n'ai pas pu parvenir à faire taire les scrupules qui me font hésiter à m'y rallier. Je ne saurais partager la crainte de ceux qui croient que l'opinion publique ne verra pas de progrès dans le résultat de nos délibérations. Je crois, au contraire, que nous avons pleinement répondu aux intentions généreuses de l'Auguste Monarque à l'invitation duquel nous sommes réunis, en nous mettant d'accord sur un grand nombre de points qui constituent des progrès réels et dont l'application contribuera véritablement à diminuer les maux de la guerre. Mais lorsque je considère le chapitre que nous venons de discuter, je ne sais si je puis prononcer le même jugement à son égard. L'ancien adage : *la guerre nourrit la guerre*, a été remplacé par la maxime : *il faut que la propriété privée soit respectée*. Je considère ce fait comme une des plus belles conquêtes de la civilisation moderne. Eh bien, dans les articles dont nous nous sommes occupés aujourd'hui, je crois voir un danger pour le maintien de ce principe. Je m'empresse d'ajouter que je suis persuadé que ce résultat serait bien loin des intentions de son auteur ; mais en comparant les articles 52 et 53 et sans parler de la mention des contributions à titre d'amende, je vois dans le premier une disposition qui me semble pouvoir conduire à des conséquences inquiétantes. La Commission, en autorisant l'insertion de ces articles dans le Projet, ne les a pas fait siens ; il a été entendu que le protocole constaterait toutes les observations, toutes les réserves, tous les scrupules qui se sont manifestés et que la rédaction serait, dans ces conditions, soumise aux divers Gouvernements, qui auront à statuer. Je crois devoir, Messieurs, pour ma responsabilité, m'associer expressément aux réserves de mes collègues. J'espère que M. le délégué d'Allemagne ne m'en voudra pas de la franchise avec laquelle j'ai exprimé mon opinion, que je prie du reste la Commission de considérer comme purement personnelle et n'engageant nullement mon Gouvernement. »

M. le baron Jomini propose d'examiner le chapitre des *Représailles*,

mais de substituer à ce titre celui-ci : *Des violations des lois et coutumes de la guerre.*

Le texte est conçu comme suit :

« Les violations des lois et coutumes de la guerre par l'une des parties belligérantes dispensant l'autre partie de leur observation, la justice et l'humanité exigent qu'il soit mis des limites aux représailles.

« Celles-ci ne seront admises que comme moyen de faire cesser une violation de droit commise par l'ennemi et jamais à titre de vengeance.

« Elles ne devront jamais dépasser l'infraction commise.

« Elles n'autoriseront jamais le recours à des peines plus sévères que celles admises dans la législation pénale de l'armée qui les inflige.

« Elles n'auront jamais lieu que sur l'ordre formel du commandant en chef de l'armée et sous sa responsabilité. »

M. le colonel comte *Lanza* désire qu'on retranche l'article par les raisons qu'il a déjà indiquées en parlant des amendes. Toutefois, si la Commission croit devoir le discuter sous un autre titre que celui de *représailles*, il fait observer que la violation des lois de la guerre par l'une des parties ne peut pas dispenser l'autre de les observer et, en conséquence, il croit qu'on doit tout au moins modifier à cet égard le premier alinéa du nouveau projet présenté par M. le Président.

M. le général de *Voigts-Rhetz* propose une rédaction différente de celle de M. le Président. Il faut, dit M. le délégué d'Allemagne, appliquer les peines prévues par les codes militaires, sans cela on tombe dans les abus les plus graves.

M. le général baron de *Schoenfeld* est d'avis que le chapitre des *Représailles* appartient strictement au droit des gens et en partie au droit maritime. Il s'abstiendra, en conséquence, de prendre part à une discussion qu'il regarde d'ailleurs comme inopportune.

M. le baron *Lambermont* pense que, quelques soins que l'on se donne pour restreindre, pour adoucir la rédaction de l'article, le principe sera toujours au fond. Or, le principe des représailles a par lui-même un caractère odieux. On ne peut d'ailleurs conserver l'article sans résoudre la question des otages. Pourquoi, comme la Commission l'a décidé pour d'autres cas, sur lesquels on n'a pu se mettre d'accord, ne laisserait-on pas cette matière dans le domaine du droit non écrit, sous la sanction de la conscience publique, en attendant que les progrès de la science et de la civilisation apportent une solution complètement satisfaisante? M. le délégué de Belgique propose de sacrifier l'article tel qu'il est sur l'autel de l'humanité.

La Commission ratifie à l'unanimité cette proposition.

M. le baron *Jomini* constate que tout le monde est d'accord pour supprimer le chapitre des *Représailles*. On l'effacera donc du Projet ; mais M. le Président tient à déclarer qu'en l'y insérant l'intention du Gouvernement russe a été de limiter les représailles, non de les consacrer. Si la Conférence aime mieux les laisser sans limites précises, il ne s'y oppose pas. « Je regrette, ajoute M. le délégué de Russie, de voir « rester dans le vague du silence une des plus dures nécessités de la « guerre. Si l'on supprimait la chose en s'abstenant de prononcer le « mot, je ne pourrais qu'y applaudir ; mais si la chose doit rester « dans les nécessités de la guerre, je crains que ce silence et cette « obscurité n'en effacent les limites. Toutefois, je crois que la constatation même dans nos protocoles du fait que la Commission, après « avoir cherché à régler, à adoucir, à restreindre les représailles, a « reculé devant sa tâche et devant la répugnance universelle qu'inspire « ce droit extrême de la guerre, je crois que cette constatation aura « une portée morale des plus sérieuses. C'est peut-être la meilleure « limite que nous ayons pu tracer à l'exercice de ce droit et surtout « à l'usage qui en pourra être fait à l'avenir. »

MM, les délégués de Russie proposent également de supprimer les articles concernant les *guides*.

La Commission adhère à cette proposition. Elle décide qu'elle procédera dans sa prochaine séance à la seconde lecture des articles qui ont été discutés jusqu'à présent et s'ajourne à demain vendredi, à 10 heures.

Le Secrétaire,

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Le Président,

Signé : BARON A. JOMINI.

Protocole n° XVII. — 21 août 1874.

Présents : MM. le baron *Jomini*, président ; le général-major de *Voigts-Rhetz* ; le comte *Chotek* ; le baron *Lambermont* ; le colonel *Brun* ; le maréchal de camp *Servet* ; le baron *Baude* ; le major général sir *Alfred Horsford* ; le lieutenant-colonel *Manos* ; le lieutenant-colonel comte *Lanza* ; de *Lansberge* ; le général de division *Palmeirim* ; le général-major de *Leer* ; le lieutenant-colonel *Stauff* ; le colonel fédéral *Hammer* ; *Caratheodory-Effendi*.

Le protocole n° XVI (séance du 20 août) est lu et approuvé.

Caratheodory-Effendi demande la parole et s'exprime en ces termes :

« Messieurs, au moment même où va commencer la seconde lecture
« du Projet soumis à vos délibérations, nous manquerions à nos devoirs
« si nous n'exposions pas, en toute franchise, le point de vue auquel
« nous nous plaçons dans ces débats ; si nous ne l'avons pas fait jusqu'à
« présent, c'est uniquement à cause de l'obligation où nous nous trou-
« vions de nous mettre au courant de ce qui s'était passé jusqu'au jour
« de notre arrivée.

« S. M. le Sultan et son Gouvernement apprécient hautement l'idée
« noble et généreuse qui provoque la réunion de ce Congrès, idée due
« à l'initiative de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, l'illustre
« Souverain qui, après avoir tant fait pour son propre pays, vient
« encore de donner par cette proposition au monde entier un gage
« public éclatant de ses vues civilisatrices, humanitaires et pacifiques,
« tendant non à abolir entièrement la guerre, idéal rêvé et encore
« longtemps irréalisable, mais du moins à la civiliser et à en mitiger
« les terribles conséquences. S. M. le Sultan et son Gouvernement ne
« pouvaient qu'applaudir de grand cœur à une si noble tentative.
« L'Empire ottoman ne peut qu'en profiter ; il y voit une nouvelle
« garantie pour la marche paisible et pacifique qu'il poursuit vers un
« développement non interrompu de toutes ses ressources tant intellec-
« tuelles que matérielles.

« La mission dont nous avons l'honneur d'être chargés consiste,
« Messieurs, à prêter notre coopération aux délibérations qui ont pour
« objet d'établir d'un commun accord et d'une manière précise les lois
« et usages admissibles en temps de guerre et obligatoires pour les
« Gouvernements et leurs armées, sur la base d'une parfaite réciprocité.

« Tout ce qui est de nature à humaniser la guerre, à en mitiger les
« désastreuses et terribles conséquences, jouit d'avance de toutes les
« sympathies du Gouvernement que nous avons l'honneur de repré-
« senter, et nous sommes autorisés à vous en donner, dès à présent,
« l'assurance la plus formelle.

« Cependant, nos instructions ne nous permettent pas d'engager en
« quoi que ce soit la Sublime-Porte quant à la teneur elle-même du
« Projet et de tous les détails qu'il pourrait contenir. Notre rôle con-
« siste simplement à assister et à prendre part aux délibérations de
« cette Conférence, à exprimer, s'il y a lieu, une opinion qui n'est que
« purement personnelle et à n'accepter qu'*ad referendum*, en réservant
« formellement et expressément l'adhésion et la sanction de notre Gou-
« vernement, le travail qui sera le fruit de ces débats, travail que nous

« nous ferons un devoir de placer sous ses yeux et sur lequel la Sublime-
« Porte aura seule à statuer en dernier ressort.

« Cette attitude nous est tracée tant par les limites de la mission qui
« nous est confiée que par la force même des choses. Le Gouvernement
« ottoman, en fixant les instructions dont il a muni ses délégués, avait
« sous les yeux le texte du Projet élaboré par le Cabinet de Saint-
« Pétersbourg. Le texte du Projet soumis à la haute Assemblée en ce
« moment, en seconde lecture, diffère essentiellement, sinon par le
« fond, du moins par la forme, du Projet primitif du Gouvernement
« impérial de Russie. Il y aurait une perte de temps considérable,
« voire une impossibilité matérielle pour nous à vouloir attendre
« l'acquiescement de notre Gouvernement à toutes les modifications
« qu'a déjà subies le Projet primitif.

« Il est, par conséquent, entendu que nous réservons à la Sublime
« Porte l'entière liberté de statuer sur l'ensemble du projet qui sor-
« tira de ces délibérations. Nous aurons, en attendant, l'honneur de pré-
« senter, d'ordre de notre Gouvernement, quelques amendements peu
« importants aux articles du texte modifié correspondant à ceux du
« Projet primitif du Cabinet de Saint-Pétersbourg, au fur et à mesure
« qu'ils seront mis en discussion. Ces amendements, sans rien changer
« au but humanitaire poursuivi par la Conférence, paraissent à
« la Sublime Porte de nature à rendre le sens du Projet plus clair et à
« le mieux approprier aux exigences spéciales de la situation de l'Em-
« pire ottoman.

« Il y a cependant un point que nous voudrions tout d'abord établir.
« C'est celui de la délimitation éventuelle de la défense nationale. La
« situation de l'Empire ottoman étant analogue à celle des Etats qui
« ont déjà formulé leurs réserves à cet égard, nous nous associons
« entièrement aux vues exprimées principalement par MM. les délégués
« de Belgique, de Suisse, d'Espagne et de Portugal. Je prends la
« liberté de prier M. le Président, au nom de mon collègue et au mien,
« de vouloir bien faire insérer au protocole la déclaration suivante,
« déclaration dont je demande la permission de donner lecture :

« Les soussignés, délégués de Turquie au Congrès de Bruxelles, ont
« l'honneur de déclarer qu'ils réservent spécialement et formellement
« les décisions de leur Gouvernement au sujet de toute clause du Pro-
« jet soumis aux délibérations de la Conférence et qui aurait pour but
« de limiter ou d'affaiblir, dans une mesure quelconque, les droits de
« la défense nationale, en cas de guerre.

« Bruxelles, le 21 août 1874. »

Signé : CARATHEODORY.

Signé : EDHEM.

Caratheodory-Effendi demande ensuite la permission de se retirer avant la fin de la séance pour se rendre avec son collègue à l'audience qui leur est accordée par LL. MM. le Roi et la Reine.

M. le baron *Jomini* répond à M. le premier délégué de Turquie qu'il sera pris acte au protocole de sa déclaration.

La Commission procède à l'examen, en seconde lecture, et dans l'ordre suivi pour la première, du Projet de Convention modifié.

M. le baron *Baude* demande que dans l'intitulé le mot « Déclaration » soit substitué à celui de « Convention ».

M. le baron *Jomini* dit que cette question sera réglée ultérieurement et que rien n'est préjugé quant au titre qui servira à caractériser le résultat des délibérations.

M. le maréchal de camp *Servet* déclare en son nom, et au nom de ses collègues, que les instructions qu'ils ont reçues en vue de la Conférence se rapportaient au texte russe primitif et non aux modifications qui y ont été introduites. Les représentants de l'Espagne n'ayant pas encore reçu les nouvelles instructions qu'ils ont demandées à leur Gouvernement, M. le maréchal de camp *Servet* exprime le désir qu'il soit constaté, au moment où va commencer la seconde lecture, que leur participation aux discussions ne préjuge en rien l'opinion définitive de leur Gouvernement et n'infirme point les réserves qu'ils ont faites au début de la discussion.

M. le *Président* demande si le paragraphe 11 ne soulève aucune observation.

M. le colonel comte *Lanza* objecte que l'article 11 combiné avec l'article 12 semble indiquer que les seules limites imposées aux pouvoirs des belligérants sont celles signalées dans le second de ces articles. Il croit qu'il serait préférable de poser comme principe général qu'il y a des moyens que la civilisation réprouve, puis d'indiquer quels sont *notamment* les moyens interdits aujourd'hui. Afin de changer le moins possible le texte adopté. M. le délégué d'Italie demande qu'il soit dit : « Les lois de la guerre et de la *civilisation* ne reconnaissent - . . . etc. » et, au paragraphe suivant : « D'après ce principe, sont *notamment* interdits . . . »

M. le baron *Jomini* fait observer qu'on a étrangement abusé du mot de « civilisation », et que c'est une expression vague qu'il faut éviter d'employer sans nécessité.

M. le baron *Lambermont* appuie l'insertion du mot « notamment ».

On pourrait croire, sans cela, que tout ce qui n'est pas compris dans l'énumération est licite.

Cette addition est admise.

L'article 11 est conservé sans modification.

M. le colonel comte *Lanza* propose d'ajouter au litt. A de l'article 12 : « . . . Les matières de nature à développer dans le pays des maladies « contagieuses. » Ce serait, à son avis, une garantie de plus pour empêcher la propagation des maladies de cette nature et une obligation pour les belligérants de prendre de sérieuses précautions pour que la contagion ne puisse s'étendre.

M. le colonel *Manos* appuie cette motion.

M le général de *Voigts-Rhetz* répond qu'il faudrait indiquer un de ces moyens pour pouvoir le discuter et qu'il rentre, au besoin, dans le cas de meurtre par trahison.

M. le baron *Lambermont* émet l'opinion que ce cas est plutôt du ressort d'un congrès sanitaire que de la Conférence actuelle.

Au litt. B, M. le général de *Voigts-Rhetz* propose de dire : « appar- » tenant à la nation ou à l'armée ennemie. »

L'Assemblée admet cette addition.

Caratheodory-Effendi pense qu'il serait utile de remplacer le mot « trahison » par celui de « perfidie. » Il lui paraît que le terme « trahison » ne saurait être appliqué à un ennemi.

M. le général de *Voigts-Rhetz* répond que cette expression : « meurtre » par trahison » correspond à l'expression allemande *Meuchelmord* que la Commission a eu l'intention de conserver et qui ne peut donner prise à aucune équivoque.

M. le maréchal de camp *Servet* dit, au litt. C, qu'il y a lieu de faire une différence entre la déclaration et le fait. Il demande que cette seconde idée soit exprimée comme la première.

MM. le général de *Voigts-Rhetz* et de *Lansberge* sont d'avis que la « déclaration » implique à fortiori que le « fait » est interdit.

Au litt. E, M. le colonel *Brun* demande la suppression des mots : « verre pilé. »

Après une courte discussion, le paragraphe est modifié comme suit :

« L'emploi d'armes, de projectiles ou de matières propres à causer « des maux superflus ainsi que l'usage des projectiles prohibés par la « déclaration de Saint-Petersbourg de 1868. »

Au litt. F, on supprime les mots : « dans le but de le tromper, » parce que l'idée est suffisamment exprimée par le mot « abus » et l'on ajoute ceux-ci : « ainsi que des signes distinctifs de la Convention de Genève. »

Au litt. G, M. de *Lansberge* propose de dire : « toute destruction de « la propriété ennemie qui ne serait pas impérieusement commandée « par les nécessités de guerre. » M. le délégué des Pays-Bas pense que

la saisie étant déjà prévue dans d'autres parties du Projet, il est inutile de la mentionner ici. Quant au reste du texte, la portée lui en semble difficile à saisir. Il serait donc utile de remplacer la rédaction primitive par une formule courte et compréhensible pour tout le monde.

M. le baron *Lambermont* ajoute que la rédaction proposée en première lecture lui avait laissé des doutes sérieux parce que le sens exact était difficile à comprendre; il croit qu'il faut restreindre la clause autant que possible.

M. le colonel *Manos* et d'avis qu'il serait plus simple de dire: « tout ce qui est indispensable à l'ennemi pour la conduite de la guerre. »

La Commission est d'avis que, comme la mention du mot « saisie » a trait à une prohibition, il n'est pas inutile de la renouveler quand même elle ferait double emploi.

Elle se rallie à la rédaction suivante :

« Toute destruction ou saisie de propriétés ennemies qui ne serait pas impérieusement commandée par la nécessité de guerre. »

M. le colonel comte *Lanza* propose que l'article 13 soit supprimé; il lui paraît impraticable de faire une énumération satisfaisante des moyens *permis*; tout ce qu'on pouvait faire était d'énoncer les principaux moyens *interdits*.

M. le baron *Lambermont* rappelle que, lors de la première discussion, M. le délégué de Suisse avait demandé une explication à cet égard. On n'entend sans doute pas autoriser des moyens immoraux ou criminels.

M. le *Président* constate que c'est pour faire droit à l'observation de M. le colonel fédéral *Hammer* que l'article vise le paragraphe 48 (ancien).

A l'article 14, M. le colonel *Brun* énonce l'avis qu'on pourrait supprimer le mot « attaqués » parce qu'on ne peut pas *attaquer* ce qui n'est pas *défendu*.

M. le général de *Voigts-Rhetz* fait observer que l'article a pour but d'interdire des démonstrations militaires contre des populations pacifiques.

M. le baron *Lambermont* demande si, à l'article 15, on ne pourrait stipuler un délai entre l'avertissement et l'attaque.

M. le baron *Jomini* répond que l'avertissement, par sa nature même, implique l'idée qu'il pourra être utilisé.

M. le colonel *Brun* fait observer que ce n'est pas toujours le *commandant de l'armée* qui attaque telle ou telle place; il serait plus correct d'employer une expression moins générale.

M. le colonel *Staaff* propose de dire « le commandant des troupes assaillantes ».

Il est fait droit à cette observation.

M. de *Lansberge* demande si les mots : « *sauf attaque de vive force* » indiquent qu'il s'agit ici exclusivement du cas de *surprise*.

M. le général de *Voigts-Rhetz* répond que M. le général *Arnaudeau* a déjà fait remarquer que cette expression a précisément ce sens pour tous les militaires, et que la Commission s'est ralliée à cette interprétation.

A l'article 16, M. le général de *Voigts-Rhetz*, considérant qu'il importe que les *signes visibles spéciaux* soient connus de l'assiégeant, pour qu'il ne contrevienne pas involontairement aux prescriptions de cet article, demande que l'assiégé soit tenu de les lui faire connaître d'une manière certaine.

La Commission juge cette observation fondée et ajoute, à la fin de l'article, les mots : « indiqué, d'avance par l'assiégé ».

M. le baron *Lambermont* demande à l'article 17 s'il ne serait pas plus exact de dire : « ne peut pas » au lieu de : « ne doit pas être » livré au pillage ».

M. le baron *Jomini* répond que le mot *doit* est plus péremptoire, qu'il implique une *obligation* formelle.

M. le général de *Voigts-Rhetz* propose de substituer le mot « localité » à celui de « ville » ainsi que cela a eu lieu à l'article 14.

Sur l'observation que le mot « localité » ne répond pas à l'idée que l'on a en vue ; qu'il peut indiquer un endroit quelconque, champ ou terrain non habités, la Commission maintient le mot « ville » en lui donnant le sens générique défini à l'article 14.

M. le baron *Lambermont* propose d'insérer ici le *Projet de déclaration* que M. le baron *Jomini* a rédigé au sujet de la pétition des habitants d'Anvers relative au bombardement.

La Commission adhère à cette proposition.

Voici le texte de ce document légèrement modifié :

« M. le délégué de S. M. le Roi des Belges a donné communication
« à la Commission d'une pétition adressée au Gouvernement du Roi
« par les habitants de la ville d'Anvers.

« Elle a pour objet d'exprimer le vœu que la Conférence, réunie à
« Bruxelles dans un but d'humanité, veuille bien adopter comme un
« principe à appliquer désormais en cas de guerre, que lorsqu'une
« ville fortifiée sera soumise au bombardement, le feu de l'artillerie
« ne soit dirigé que contre les forts et non contre les habitations pri-
« vées appartenant à des citoyens inoffensifs.

« La Commission a pris acte de cette communication. Elle s'est trou-
« vée d'accord pour constater que, d'après les principes qui président

« à ses délibérations, les opérations de guerre doivent être dirigées
« exclusivement contre les forces et les moyens de guerre de l'État
« ennemi et non contre ses sujets tant que ces derniers ne prennent
« pas eux-mêmes une part active à la guerre.

« En outre, un article spécial du Projet soumis à son examen stipule
« expressément que la propriété privée sera respectée et il n'est apporté
« à cette règle d'autres dérogations que celles qui sont strictement
« justifiées par les nécessités absolues de la guerre.

« Ces principes attestent que la Conférence est déjà saisie du vœu
« humanitaire exprimé par les citoyens d'Anvers et que ses délibéra-
« tions ont pour but de rechercher tous les moyens pratiques de le
« réaliser.

« Il est permis d'espérer que ces principes amèneront dans l'avenir
« la réalisation du vœu des citoyens de la ville d'Anvers.

« En attendant, la Commission a la ferme confiance que tout com-
« mandant d'armées civilisées, se conformant aux principes que la
« Conférence de Bruxelles a pour mandat de faire sanctionner par un
« règlement international, considérera toujours comme un devoir sacré
« d'employer tous les moyens qui peuvent dépendre de lui, en cas de
« siège d'une ville fortifiée, afin de respecter la propriété privée,
« appartenant à des citoyens inoffensifs, autant que les circonstances
« locales et les nécessités de la guerre lui en laisseront la possibilité. »

M. de *Lansberge* ne veut pas renouveler la discussion sur les bom-
bardements ; mais il exprime de nouveau le regret que la Commission
n'ait pas cru devoir admettre le respect des habitations qui sont dans
le rayon des forts sans en dépendre.

M. le colonel comte *Lanza* demande que la forme affirmative dans
laquelle était conçu primitivement l'article 18 soit rétablie. La formule
négative actuelle, dit M. le délégué d'Italie, exclurait des cas d'espion-
nage des faits punis par le code militaire italien et des actes de compli-
cité dont il ne saurait admettre l'impunité.

M. le général de *Voigts-Rhetz* appuie la motion de M. le délégué
d'Italie.

M. le colonel *Staaff* trouve que la rédaction nouvelle, qui a été lon-
guement débattue, doit être maintenue parce qu'elle définit exactement
le principe que la Commission a voulu établir.

Plusieurs délégués faisant observer que la forme négative a une portée
plus restrictive que la forme affirmative, on décide que la rédaction
actuelle sera conservée.

M. le baron *Lambermont* demande quelle nuance distingue les mots :
recueille et *cherche à recueillir*.

M. le baron *Jomini* répond que le mot *chercher* indique le commencement de la tentative, et l'autre la réussite.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que le général Arnaudeau a proposé cette formule parce que l'intention avec un commencement d'exécution est punissable.

M. le baron *Lambermont* objecte qu'il est fort difficile de constater l'intention. Il ne faut pas perdre de vue que la tête d'un homme est en jeu ; il est difficile qu'une législation aille plus loin en fait de prévention.

M. le général de *Voigts-Rhetz* croit qu'on n'a déjà eu que trop d'égards pour les espions ; il pense que l'article doit être maintenu dans sa teneur actuelle.

L'article est conservé sans changement.

M. le maréchal de camp *Servet* demande que l'article 19 soit retranché. Il a déjà eu l'occasion d'exposer sa manière de voir à cet égard, lors de la première lecture. Il conviendrait, tout au moins, dit-il, d'établir une distinction entre les espions qui agissent par patriotisme et ceux qui ne sont poussés que par l'espoir du lucre. M. le Délégué d'Espagne cite, dans cet ordre d'idées, un passage du protocole n° III. Il termine en exprimant le vœu que la peine de mort soit supprimée pour les espions, et qu'on se borne à les interner pendant la durée de la guerre.

La Commission décide que le vœu de M. le Délégué d'Espagne figurera au protocole.

M. le colonel comte *Lanza* propose la suppression de l'article 19 pour d'autres raisons. Il a l'inconvénient de paraître consacrer un droit de juridiction qu'un État ne peut donner à un autre sur ses propres sujets ; et s'il ne fait qu'énoncer un fait, il est inutile.

M. de *Lansberge* est loin de vouloir protéger les espions. La plupart sont des coquins ; mais il peut cependant se présenter des cas où des hommes honorables consentent à espionner pour servir leur pays. Il est donc d'avis qu'il est nécessaire d'établir qu'ils ne seront pas punis sans jugement. Mais il désirerait éviter le semblant d'accorder à l'ennemi une espèce d'extradition anticipée ou de lui reconnaître le droit d'exercer sa juridiction sur le territoire occupé. M. le Délégué des Pays-Bas propose de remplacer l'article 19 par la rédaction suivante :

« L'espion pris sur le fait est punissable lors même que son intention « n'aurait pas été définitivement accomplie ou n'aurait pas été couronnée de succès. En aucun cas, il ne sera puni sans jugement. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* ne peut pas accepter cette rédaction qui tend à ménager les individus que l'on reconnaît être pour la plupart des coquins. L'article actuel est suffisant. L'espion sera traité d'après les lois de l'armée qui l'aura saisi.

M. le baron *Baude* propose de dire : « sera jugé et traité. »

Cette modification est acceptée.

A l'article 21, M. le baron *Lambermont* estime qu'il serait plus correct de dire « dans la zone d'opérations » au lieu de « dans les limites « de la sphère d'opérations. »

L'article est modifié en ce sens.

M. le colonel *Brun* trouve que la fin de l'article n'est pas aussi claire que le Projet russe primitif. Le mot « ouvertement » ne peut s'appliquer qu'aux non-militaires, puisque les militaires sont en uniforme.

La rédaction est en conséquence modifiée comme suit :

Les militaires (et aussi les non-militaires accomplissant ouvertement « leur mission) chargés de transmettre des dépêches destinées soit à « leur propre armée, soit à l'armée ennemie. »

L'*Observation* qui suit l'article 21 formera un troisième alinéa de cet article qui est modifié ainsi :

« A cette catégorie appartiennent également, s'ils sont capturés, les « individus envoyés en ballon pour transmettre les dépêches... etc... »

A l'article 43 (troisième alinéa), M. le baron *Lambermont* propose de dire : « pendant un temps déterminé » au lieu de « pour un temps « déterminé. »

Ce changement est accepté.

M. le général de *Voigts-Rhetz* renouvelle la proposition, qu'il a déjà faite antérieurement, de retrancher l'article 44, qui est de nature à donner lieu à des récriminations de la part des deux parties belligérantes.

La suppression est prononcée.

A l'article 45, M. le baron *Lambermont* pense qu'il faudrait dire : « pour provoquer ou commettre une trahison. »

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit qu'il comprend difficilement la trahison éventuelle du parlementaire qui est toujours observé par celui qui l'a reçu. Toutefois, M. le délégué d'Allemagne ne pense pas que l'article pourrait être supprimé, parce qu'il a une valeur morale. Il est destiné à flétrir celui qui abuserait de sa position privilégiée. Il doit être entendu que celui qui fait ce métier est déshonoré.

M. le baron *Lambermont* insiste pour l'insertion du mot « commettre » laquelle est également demandée par les jurisconsultes qui font partie de la Conférence. Des cas sont cités où le parlementaire commet lui-même un acte de trahison.

En conséquence la fin de l'article porte : « pour provoquer ou commettre un acte de trahison. »

A l'article 46, M. le colonel comte *Lanza* fait observer que la rédac-

tion admise en première lecture semble soumettre la validité des capitulations à une condition. Cette condition exprime un sentiment auquel personne ne pourrait ne pas rendre hommage ; mais M. le délégué d'Italie croit que la validité des capitulations ne doit dépendre d'aucune clause conditionnelle. Il propose en conséquence de transporter les mots : « et ne doivent pas être contraires à l'honneur » à la fin de l'article, ou mieux encore d'en faire un article séparé, exprimant ainsi l'obligation morale pour le vainqueur de ne pas imposer au vaincu des conditions contraires à l'honneur ; mais il ne faut pas laisser supposer que quelque chose puisse restreindre ou infirmer la validité des capitulations dont les stipulations doivent être sacrées.

M. le maréchal de camp *Servert* demande que l'on ajoute que les conditions ne peuvent pas être contraires *au devoir militaire*.

Plusieurs délégués font observer que cette clause affaiblirait l'idée qu'il s'agit d'exprimer.

M. le baron *Jomini* propose de dire : « les conditions sont débattues. »

M. le colonel *Staaff* appuie cette rédaction qui justifie mieux, d'après lui, que la première, le maintien du troisième alinéa lequel sans cela ne serait qu'une superfétation puisque, du moment qu'il y a convention, on n'a pas besoin de stipuler qu'elle sera observée.

La rédaction est modifiée ainsi :

« Les conditions des capitulations sont débattues entre les parties contractantes. »

Les deux autres parties de l'article formeront des alinéas séparés.

Les articles 47 à 52 sont admis sans changements.

La Commission s'ajourne à demain, samedi, à 10 heures.

Le Secrétaire,

Le Président,

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Signé : BARON A. JOMINI.

Protocole n° XVIII. — 22 août 1874.

Présents : MM. le baron *Jomini*, président ; le général-major de *Voigts-Rhetz* ; le général-major baron de *Schoenfeld* ; le baron *Lambermont* ; le colonel *Brun* ; le maréchal de camp *Servert* ; le baron *Baude* ; le major-général sir Alfred *Horsford* ; le lieutenant-colonel *Manos* ; le

lieutenant-colonel comte *Lanza* ; de *Lansberge* ; le général de division *Palmeirim* ; le général-major de *Leer* ; le lieutenant-colonel *Staafl* ; le colonel fédéral *Hammer* ; *Caratheodory-Effendi*.

Le protocole n° XVII (séance du 21 août) est lu et approuvé.

M. le baron *Jomini* dit que le protocole est ouvert aux délégués turcs qui n'ont pu assister qu'à une partie de la séance d'hier.

Caratheodory-Effendi demande la parole sur l'article 16. Cet article ayant pour but d'assurer à tout établissement religieux, en temps de guerre, certaines immunités, M. le premier délégué de Turquie propose, d'ordre de son Gouvernement, de substituer à l'expression : *les églises* celle plus générale de : *les édifices du culte* ou tout autre équivalente, ou bien d'énumérer après les églises les édifices religieux des cultes non chrétiens. Il est évident que l'Assemblée n'a eu en vue d'exclure ni les mosquées ni autres établissements pieux musulmans, ni les synagogues. M. le Délégué de Turquie prie la Commission de vouloir admettre la même modification dans les divers articles où le mot *églises* se retrouve.

La Commission fait droit à cette observation et la rédaction de l'article est, en conséquence, modifiée en ces termes :

« En pareil cas, toutes les mesures nécessaires doivent être prises
« pour épargner, autant qu'il est possible, les édifices consacrés aux
« cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, à condition qu'ils
« ne soient pas employés en même temps à un but militaire. Le devoir
« des habitants est de désigner ces édifices par des signes visibles
« spéciaux à indiquer d'avance par l'assiégé. »

Caratheodory-Effendi demande ensuite que l'article 51 commine une pénalité contre l'auteur de la violation d'un armistice. L'article 67 de l'ancien Projet russe, dit-il, portait : « La violation des clauses de
« l'armistice par une des parties dégage l'autre de l'obligation de les
« exécuter et les opérations de guerre peuvent être immédiatement
« reprises. » Le nouveau texte correspondant de l'article 51 dit : « la
« violation de l'armistice par l'une des parties donne à l'autre le droit
« de la dénoncer. » Le Gouvernement ottoman est d'avis que ce n'est pas assez de stipuler que la partie qui n'a pas violé l'armistice peut immédiatement reprendre les hostilités. La conclusion de l'armistice régulier n'a d'autre but que de suspendre pour un certain temps les hostilités entre les armées ou États belligérants. La violation de l'armistice est donc un acte hautement condamnable ; il serait nécessaire de défendre par une clause spéciale une telle infraction au droit des gens et, subsidiairement, de déterminer, comme garantie, la responsabilité qu'encourt le chef d'armée qui s'en rendrait coupable.

MM. le général de *Voigts-Rhetz* et le baron *Baude* répondent que ce cas est prévu dans tous les codes militaires et qu'il est même, dans certaines circonstances, puni de la peine de mort. Il est donc superflu d'en parler à l'article 51.

Caratheodory-Effendi fait observer qu'il ne s'agit dans sa pensée que d'une garantie morale de plus pour les obligations contractées réciproquement par les belligérants lors de la conclusion de l'armistice et que, du moment que le principe de la responsabilité est universellement admis, il n'insiste pas sur sa proposition.

M. le général de *Leer* croit utile d'ajouter qu'un code international ne doit prévoir que les cas qui concernent les belligérants. Quant au cas spécial de celui qui a violé l'armistice, il regarde la législation intérieure. Le coupable est responsable envers son Gouvernement qui le punira.

La Commission passe à l'examen de l'article 22.

M. le général baron de *Schoenfeld* propose d'effacer ces mots : « ne sont pas des criminels » et de dire : « sont des ennemis légaux et « désarmés. »

M. le général de *Vogits-Rhetz* appuie cette proposition, qui est admise.

M. le colonel comte *Lanza* dit qu'il est obligé de revenir sur ce qu'il a exposé lors de la première lecture. Il lui semble absolument nécessaire de faire une distinction entre les véritables prisonniers de guerre et les personnes qui, en vertu de l'article 33, peuvent être faites prisonnières avec les troupes auxquelles elles sont attachées. En privant les personnes de cette seconde catégorie de leur liberté, on n'a pas, le plus souvent, en vue d'affaiblir l'ennemi ; c'est une simple mesure de précaution pour empêcher qu'un individu capturé, qui a pu examiner les positions et se rendre compte des forces de l'un des belligérants, ne retourne au camp de l'adversaire. On ne doit leur appliquer aucune mesure excédant celles qui sont nécessaires pour mettre obstacle à leur fuite. Le travail obligatoire, les lois et règlements militaires ne devraient pas leur être appliqués. On pourrait, d'un autre côté, exiger qu'ils continuent à pourvoir eux-mêmes à leur entretien.

Il sera fait mention au protocole du vœu exprimé par M. le délégué d'Italie.

M. le baron *Jomini* propose de remplacer le mot *violence* par une expression qui, tout en rendant exactement la pensée qu'il s'agit d'énoncer, soit plus en harmonie avec le principe général de l'article.

M. le baron *Baude* est du même avis. Il demande si la formule : « ne peuvent être punis que sauf le cas d'insubordination » ne serait pas suffisante.

M. le baron *Lambermont* rappelle la discussion qui a eu lieu en première lecture ; on avait reconnu, pour certains cas, la nécessité d'armer le commandant de pouvoirs rigoureux.

D'après M. le général de *Voigts-Rhetz*, la violence n'implique pas l'inhumanité ; on a le droit de forcer le prisonnier à obéir aux ordres qui lui sont donnés.

Caratheodory-Effendi propose la suppression du mot *mais*. Les prisonniers doivent toujours être traités avec humanité : c'est un principe général dont il semblerait par la rédaction actuelle qu'on peut se départir.

M. le colonel *Staaff* propose la rédaction suivante :

« Ils doivent être traités avec humanité ; ils ne peuvent être l'objet d'autres mesures de sévérité que de celles qu'ils provoquent eux-mêmes par l'insubordination ou l'inconduite. »

M. le comte *Lanza* dit : « mesures *spéciales* de sévérité, » rédaction appuyée par M. le colonel *Manos*.

Après discussion, la Commission donne la préférence au texte suivant :

« Ils doivent être traités avec humanité. Tout acte d'insubordination autorise à leur égard les mesures de rigueur nécessaires. »

A l'article 24, M. le général *Palmeirim* demande si les prisonniers peuvent être *contraints* à coopérer à des travaux publics.

M. le *Président* répond affirmativement.

M. le maréchal de camp *Servert* rappelle les observations qu'il a faites au sujet de cet article lors de la première lecture et, pour ne pas prolonger la discussion, il se borne à s'y référer.

M. le baron *Lambermont* interprète le texte en ce sens que les prisonniers pourront être employés à des travaux de fortification, pourvu que ce ne soit pas sur le théâtre de la guerre ; or, il lui semble que de tels travaux peuvent toujours avoir un rapport au moins indirect avec la guerre engagée et qu'en conséquence il y aurait lieu d'en dispenser les prisonniers.

A l'article 27, M. le maréchal de camp *Servert* estime qu'une seule sommation n'est pas suffisante pour que l'on puisse faire feu sur le prisonnier qui s'évade. Il pense que trois sommations sont nécessaires, parce qu'il se pourrait que la sentinelle qui s'aperçoit de l'évasion criât et tirât en même temps. M. le Délégué d'Espagne fait cette motion, sous la pression d'une idée d'humanité : il y va de la vie d'un homme.

M. le baron *Jomini* croit que le vœu M. le maréchal de camp *Servert* pourra être discuté si les Gouvernements adoptent l'assimilation

des pénalités militaires signalée à leur attention par M. le général Arnaudeau.

M. le général de *Voigts-Rhetz* dit que la question dépend des usages des armées. C'est une mesure d'ordre intérieur. M. le délégué d'Allemagne pense que trois sommations servant à favoriser la fuite des prisonniers.

M. le colonel comte *Lanza* prend texte de cet incident pour demander que la Commission veuille bien exprimer le vœu que toutes les parties des règlements militaires intéressant les deux belligérants soient, par un accord entre les Gouvernements, soumis à un travail d'unification. Bien des inconvénients seraient évités si tout ce qui concerne les prisonniers de guerre, la manière de recevoir et de traiter les parlementaires, de répondre aux signaux de reddition, etc., était régi par une réglementation identique et bien connue de tous les militaires.

M. le baron *Jomini* répond que cette question se rattache à celle soulevée par M. le général Arnaudeau et qu'il serait désirable que les Gouvernements pussent arriver à une entente sur ce point.

M. le colonel fédéral *Hammer* propose de remplacer, dans le premier alinéa, les mots : *État belligérant* par « *partie belligérante* auprès de laquelle ils se trouvent » ainsi que cela a déjà été admis ailleurs, parce qu'il y peut avoir des belligérants qui ne soient pas des États.

La fin de l'article 28 est modifiée ainsi : « ... avantages *accordés* aux prisonniers de sa catégorie. »

Le deuxième alinéa de l'article 30 portera ce qui suit : « Dans le même cas, leur propre Gouvernement ne doit exiger ni accepter d'eux, etc.. »

L'article 31 est légèrement modifié : « ... de même le Gouvernement ennemi n'est pas obligé... »

Les mots *de nouveau* sont effacés de l'article 32.

La Commission reprend l'examen du chapitre concernant l'autorité militaire sur le territoire de l'État ennemi.

M. le maréchal de camp *Servet* cède sa place à M. le duc de Tetuan et M. le colonel *Brun* la sienne à M. le directeur *Vedel*.

M. de *Lansberge*, n'ayant pas encore reçu des instructions nouvelles relatives aux modifications apportées au Projet primitif, croit devoir renouveler les réserves qu'il a faites antérieurement.

M. le baron *Jomini* dit que tous les délégués sont dans le même cas et que le protocole le constatera.

La discussion est ensuite reprise sur le chapitre I^{er} de la section 1.

M. le baron *Lambermont* propose de supprimer, comme inutiles, les

mots : « de l'un des belligérants » à l'article 1^{er}, suppression qui est prononcée.

On décide que l'article 2 se terminera ainsi : « l'ordre et la vie publique. »

Caratheodory-Effendi est chargé par son Gouvernement de demander qu'une clause spéciale soit ajoutée à l'article 3 portant que les habitants du pays occupé ne seront nullement gênés dans l'accomplissement de leurs devoirs religieux et que les édifices du culte seront constamment respectés et protégés.

M. le baron *Jomini* répond que l'article 37 prévoit ce cas.

Caratheodory-Effendi fait remarquer que l'article 37 ne parle que des *convictions religieuses* ; que l'amendement qu'il a en vue concerne d'une manière plus spéciale *l'exercice du culte*.

La Commission fait droit à la remarque de M. le premier Délégué de Turquie et modifie l'article 37 en ce sens :

« L'honneur et les droits de la famille, la vie et la propriété des individus ainsi que leurs convictions religieuses et l'exercice de leur culte doivent être respectés. »

M. le colonel fédéral *Hammer* est chargé par son Gouvernement de demander que l'article 3 reçoive l'addition suivante : « le Gouvernement légal n'est pas obligé de reconnaître de pareils changements dans les lois. » Pour les cas où la Conférence n'adhérerait pas à cette proposition, M. le délégué de Suisse proposerait de retrancher la dernière partie de l'article : « ... et ne les modifiera ... que s'il y a nécessité. »

M. le directeur *Vedel* fait observer que la demande principale de M. le colonel fédéral *Hammer* a une grande portée, en tant qu'elle semble impliquer que des procès, portés devant les tribunaux après la cessation de l'occupation, mais ayant pour base des actes, passés pendant l'occupation, ne seraient pas décidés d'après les lois, qui étaient alors de fait en vigueur, mais d'après les lois antérieures, que l'occupant avait suspendues. Cela serait une injustice contre les habitants qui avaient été forcés à respecter les lois en vigueur de fait. Du reste, la question doit plutôt être regardée comme intérieure que comme ayant un caractère international.

M. le colonel comte *Lanza* demande, de son côté, qu'il reste bien établi, ainsi que l'avait constaté M. le Délégué belge, que les lois civiles et pénales sont maintenues en vigueur pendant l'occupation, et que les lois politiques et administratives peuvent seules être modifiées.

M. le colonel *Manos* est chargé d'appuyer toute motion faite en ce sens. La Commission décide que telle est l'interprétation à donner à

l'article 3, comme il résulte de la discussion faite en première lecture et relatée au protocole.

M. le colonel fédéral *Hammer* fait observer à ce propos que les protocoles n'ont qu'une valeur restreinte et ne servent qu'à contribuer à l'interprétation d'articles douteux, et que ce sont justement les articles adoptés et non douteux qui font foi sans qu'ils nécessitent une interprétation par les protocoles.

M. le général de *Voigts-Rhetz* ne peut point partager cette opinion. Les protocoles sont absolument nécessaires pour l'interprétation des articles. Quand le travail de la Conférence sera terminé, les Gouvernements devront le faire connaître à leurs populations par une déclaration conforme aux protocoles qui sont les commentaires de la loi.

Les mots « services publics » sont retranchés de l'article 4 comme superflus, l'article s'appliquant aux employés et fonctionnaires *de tout ordre*.

A l'article 5, M. le colonel comte *Lanza* demande qu'après les mots : « déjà établis » on ajoute : « au profit de l'État, » expression qui indiquerait mieux le principe que l'on a en vue.

M. de *Lansberge* croit que cette addition pourrait être utile pour exclure les impôts provinciaux et communaux.

M. le baron *Lambermont* appuie cet avis.

La Commission adopte les mots proposés par M. le délégué d'Italie et supprime : « par le Gouvernement légal du pays. »

L'*Observation* formera le second alinéa de l'article 6.

M. le baron *Lambermont* demande la permission de faire au sujet de cet article deux réflexions : — Dans certains pays, les chemins de fer, ou du moins les réseaux les plus importants, sont entre les mains de l'État, soit comme propriété, soit comme exploitation. Dans d'autres, les voies ferrées appartiennent à des Compagnies. D'après l'article 6, second alinéa, le matériel est restitué et les indemnités sont réglées au moment de la paix, mais le bénéfice de cette stipulation ne s'applique qu'aux Sociétés. De là une différence sérieuse, déjà signalée par M. le baron Baude, entre les positions de deux pays dont l'un a gardé pour lui-même et dont l'autre a laissé à l'industrie privée la propriété ou l'exploitation des chemins de fer. — D'un autre côté, quand il s'agit du matériel de chemins de fer, du moins de celui qui appartient aux Compagnies, on prévoit la restitution et l'indemnité ; mais on ne s'engage à rien de semblable au profit des propriétaires ou des fabricants dont les armes ou les munitions auraient été saisies, et cependant celles-ci sont également des propriétés privées. M. le Délégué de Belgique n'ignore pas les considérations d'ordre militaire que l'on a fait valoir

pour expliquer ces différences de traitement, et il ne veut pas rouvrir un débat à ce sujet ; mais comme le Projet discuté par la Commission sera soumis à l'examen de tous les Gouvernements, il a cru opportun de signaler à leur attention la portée, à ce double point de vue, de l'article dont il est question.

M. le baron *Jonini* fait observer que, dans l'hypothèse posée par M. le baron *Lambermont*, les armes et les munitions sont de la contrebande de guerre.

M. le baron *Lambermont* répond qu'on ne peut assimiler la contrebande de guerre sur terre à la contrebande de guerre sur mer.

M. le colonel *Stauff* propose d'ajouter : par l'armée d'occupation » pour qu'il ne puisse y avoir aucune méprise sur le sens.

La phrase commençant par les mots : « sont également... » est finalement conçue dans les termes suivants : « ... sont également des « moyens de nature à servir au but de la guerre et qui peuvent ne pas « être laissés, par l'armée d'occupation, à la disposition de l'ennemi. »

M. le général baron de *Schoenfeld* déclare que la différence entre l'exploitation agricole et celle des forêts n'étant pas assez clairement définie par la rédaction actuelle de l'article 7, M. le comte *Chotek* et lui, ainsi qu'ils l'ont fait observer en première lecture, ne peuvent y adhérer.

Il est donné acte à M. le Délégué d'Autriche-Hongrie de cette déclaration.

À l'article 8, M. le baron *Lambermont* prie la Commission de vouloir bien disposer de quelques instants en faveur d'un intérêt qui a toutes les sympathies de ses membres. Le Projet russe primitif contenait une clause protectrice des richesses artistiques, clause qui avait été très-favorablement accueillie par l'opinion publique. Elle a fait place, depuis, à l'article 8 du Projet actuel. L'intention était excellente. Après avoir statué sur les cas où les propriétés officielles, et exceptionnellement quelques propriétés privées, passent sous le pouvoir ou l'administration de l'armée d'occupation, on a voulu faire une situation meilleure aux monuments, à certains établissements, aux œuvres d'art, en leur appliquant la garantie du principe qui consacre, en termes généraux, le respect de la propriété privée. Toutefois, à ce moment, on ne s'était pas encore occupé des restrictions que pourrait subir ultérieurement ce principe du chef des prestations et réquisitions. M. le Délégué de Belgique pense qu'on pourrait aujourd'hui reprendre la rédaction russe, en tenant compte des besoins militaires ; il propose de la formuler dans les termes suivants :

« L'armée d'occupation ne peut prendre possession des églises, hô-

« pitaux, établissements de charité ou d'instruction, à moins qu'ils ne
« soient indispensables pour l'installation des malades et des blessés,
« non plus que des musées, des bibliothèques ou des établissements
« renfermant des collections scientifiques ou artistiques.

« Toute destruction ou dégradation intentionnelle des établissements
« ci-dessus énumérés, de leur mobilier, des œuvres d'art ou de
« science, ainsi que des monuments publics ou historiques doit être
« poursuivie par l'autorité compétente. »

M. le baron *Lambermont*, en appelant la sollicitude de ses collègues sur ce point, croit se conformer aux intentions de l'Auguste Souverain dont la Commission cherche à seconder les vues élevées ; il se permet d'ajouter que la Conférence ne croirait sans doute pas avoir assez fait pour le patrimoine de la religion, de l'instruction, des arts et des sciences, en l'assimilant, comme le stipule l'article 8, aux choses d'intérêt purement privé.

M. le colonel comte *Lanza* appuie cette motion et demande une sanction pénale pour la destruction ou la détérioration intentionnelle des objets d'art, appartenant à l'État, aux communes ou aux particuliers. Quoique cette idée soit impliquée dans les articles du Projet, il serait bon, dit M. le Délégué d'Italie, de la traduire dans une clause explicite qui ne laisserait aucun doute sur les intentions de la Conférence.

M. le colonel *Manos* l'appuie également. Il dit qu'il y a des objets d'art qui sont en dehors des musées et des bâtiments ; aucune clause ne les protège. Il serait bon qu'il y en eût une.

M. le baron *Lambermont* ajoute que l'article 8 parle des *biens* des églises. Cette expression ne lui paraît pas traduire exactement la pensée qui a guidé la Commission.

M. le général *Voigts-Rhetz* ne peut pas accepter la rédaction de M. le Délégué de Belgique. Il y a, dit-il, dans une armée des besoins urgents auxquels il doit être satisfait sans délai. On ne pourrait pas, en hiver ou en cas de disette, renoncer à loger les troupes dans une église ou à prendre ce qu'il faut pour leur nourriture, même aux biens des établissements ecclésiastiques.

M. le baron *Lambermont* assure qu'il est loin de refuser aux considérations militaires la part d'influence qui leur revient. La rédaction qu'il a proposée permet, par exemple, d'installer des malades ou des blessés dans les églises, les établissements de charité ou d'instruction. Ce qu'il faut chercher, c'est une formule qui concilie les nécessités militaires avec d'autres intérêts que tous les membres de la Commission ont, sans nul doute, à cœur de sauvegarder.

M. le général de *Voigts-Rhetz* croit que le principe établi à l'article 8 ne peut être changé. On pourrait ajouter à cet article une clause tendant à faire respecter spécialement les monuments artistiques.

Après quelques observations échangées entre divers Délégués, on convient d'insérer la disposition suivante à la suite de l'article 8 :

« Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de sem-
« blables établissements, de monuments historiques, des œuvres d'art
« ou de science, doit être poursuivie par les autorités compétentes. »

Caratheodory-Effendi demande qu'au lieu « d'églises » on se serve, à l'article 8, de l'expression : « édifices consacrés aux cultes » qui a été adoptée pour l'article 16.

La Commission satisfait au désir exprimé par M. le Délégué de Turquie et arrête que la première partie de l'article 8 (paragraphe 1^{er}) sera rédigée dans les termes suivants :

« Les biens des communes, ceux des établissements consacrés aux
« cultes, à la charité et à l'instruction, aux arts et aux sciences, même
« appartenant à l'État, seront traités comme la propriété privée. »

A l'article 9, M. le duc de *Tetuan* demande si les réserves faites en première lecture restent debout pour la seconde. — Il y est répondu affirmativement.

Le mot *certain* est effacé du 2^o.

M. de *Lansberge* croit que l'on pourrait sans inconvénient supprimer l'*Observation* qui fait suite à l'article 9. En effet, dit M. le Délégué des Pays-Bas, le projet a parfaitement bien énuméré les différentes catégories de belligérants en se servant des mots suivants ; « armée », expression qui comprend également dans certains pays les forces appelées la « milice », comme cela a lieu en Suisse, en Belgique et dans les Pays-Bas ; « milices », dénomination qui s'applique à tous les corps régulièrement organisés en dehors de l'armée, tels que la garde nationale ou civique, la gendarmerie, les gardes communales, etc. ; et enfin « volontaires », catégorie à laquelle appartiennent les corps francs, *riflemen*, etc. Si l'on accepte cette interprétation, il ne peut y avoir aucune méprise et l'*Observation* devient inutile.

M. le baron *Jomini* trouve que rien ne s'oppose à ce qu'on la maintienne, elle n'infirme en rien la portée de l'article 9.

M. le colonel fédéral *Hammer* rappelle qu'il était chargé par son Gouvernement de demander la suppression du mot « milices. » Du moment que cette expression est maintenue, l'*Observation* doit être conservée également, sauf à l'ajouter, comme alinéa final, à l'article 9.

Caratheodory-Effendi se réfère à la déclaration qu'il a eu l'honneur de faire, conjointement avec son collègue, dans la dernière séance. Il

ajoute que son Gouvernement se réserve une liberté entière à l'égard de toute clause tendant de près ou de loin à limiter ou à affaiblir la défense nationale. M. le Délégué de Turquie désire qu'il soit constaté que le mot « milices », employé dans l'*Observation*, comprend tous corps équivalents se conformant aux règles établies dans l'article 9. En Turquie, il n'y a pas de milice proprement dite, mais des corps analogues; il ne serait donc pas juste d'impliquer les *milices* seules dans le sens restreint du mot *armée*.

L'observation de M. le Délégué ottoman sera mentionnée au protocole.

M. le général *Palmeirim* juge qu'il serait préférable de dire : « forces « militaires » au lieu de « armée. » M. le Délégué de Portugal ajoute que par des considérations diverses dérivant de l'organisation militaire de son pays et qui lui sont communes avec d'autres, il propose que l'article 9 soit rédigé ainsi :

« Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas « seulement à l'armée, mais encore aux *forces* ou *troupes* réunissant les « conditions suivantes : (1°... 2°... 3°... 4°...) »

Il demande en outre que l'*Observation* qui suit l'article 9 soit retranchée et que le protocole contienne la déclaration suivante :

« Bien qu'il ait déjà formulé des réserves au nom de son Gouvernement et constaté l'adhésion qu'il a donnée aux réserves de « MM. les Délégués de Belgique, d'Espagne, des Pays-Bas et de Suisse, « M. le Délégué de Portugal ne peut accepter qu'*ad referendum* les « articles qui ont été admis. »

Après discussion, le texte de l'*Observation* est ajouté à l'article 9; le mot est supprimé.

M. le colonel fédéral *Hammer* rappelle que, lors de la première lecture, il avait demandé que l'article 34 fût combiné avec l'article 9. M. le Délégué de Suisse exprime le désir que la Commission veuille bien examiner cette question. Il donne lecture de l'article 34 (35) conçu comme suit :

« La population d'une localité non occupée qui, à l'approche de l'en- « nemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes « d'invasion, sans avoir eu le temps de s'organiser, conformément à « l'article 9, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois « et coutumes de la guerre. »

M. le colonel fédéral fait observer que cet article renferme trop de restrictions. Pour s'organiser, dit-il, il ne faut pas seulement du *temps*, il faut des moyens, des ressources. Or, il peut arriver qu'un Gouvernement ne soit pas dans le cas de pouvoir envoyer ses troupes sur un point déterminé; les volontaires accourent : ils ont un commandement

quelconque, mais ne sont pas organisés. Il y aurait donc lieu d'abandonner cette condition. On exige ensuite, ajoute M. le Délégué de Suisse, que les volontaires se lèvent *spontanément* : l'ordre du Gouvernement les priverait-il du bénéfice de la clause ? Il faudrait retrancher encore le mot « spontanément » ou y ajouter : « ou sur l'ordre du Gouvernement. »

M. le baron *Jomini* fait observer que le mot « spontanément » indique une concession, une tolérance. C'est moins demander que si l'on exigeait un ordre du Gouvernement lequel, dans plus d'un cas, pourrait ne pas arriver jusqu'aux volontaires.

M. le colonel fédéral *Hammer* trouve enfin que le mot « localité », au commencement de l'article, est insuffisant. Citons, par exemple, dit-il, le cas de territoires contenant un certain nombre de villes et de villages (localités), de vallées qui ne sont accessibles que par des défilés étroits ou des cols très-élevés. D'après la rédaction proposée, on pourrait supposer que ces différentes localités, villes ou villages, devraient se faire attaquer les unes après les autres, que les unes ne pourraient pas porter secours aux autres, que toutes enfin ne pourraient pas se réunir en vue d'une action commune et pour utiliser les avantages de terrains qui n'appartiennent qu'au territoire ou à la vallée. Des clauses de ce genre rendent illusoire, dans la pratique, le principe de la levée en masse. Il faudrait mettre du moins : « territoire » au lieu de « localité. »

M. le général baron de *Schoenfeld* appuie les observations de M. le Délégué de Suisse.

M. le général de *Voigts-Rhetz* répète, ainsi qu'il a déjà eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises, que l'organisation doit être la règle ; il importe, et cela n'est pas difficile, que les volontaires aient à leur tête une personne responsable pour les conduire ; qu'ils portent les armes ostensiblement et qu'un signe fixe et reconnaissable permette de distinguer leur caractère. S'ils n'ont pas songé à mettre un brassard, qu'ils prennent au moins un morceau d'étoffe quelconque et se l'attachent comme signe distinctif. A ces conditions, bien faciles à remplir, on les traitera en belligérants. Par ces motifs, M. le Délégué d'Allemagne ne saurait admettre que l'article fût modifié.

La Commission décide que le mot *territoire* remplacera celui de *localité* à l'article 10, que l'article 34 prendra la place de l'article 10 actuel et que ce dernier deviendra l'article 11.

Caratheodory-Effendi désire savoir si la fin de l'article 10 du Projet russe primitif, qui faisait mention des *ecclésiastiques*, est sous-entendue dans le même article du Projet modifié. Les Délégués ottomans ont reçu

l'ordre de leur Gouvernement de demander que le mot *ecclésiastiques* fût suivi de ceux de *imans* et *rabbins*, ou que toute cette catégorie de personnes fût comprise sous la dénomination générique de *ministres du culte* ou d'une autre équivalente.

Il est répondu à M. le Délégué de Turquie que les personnes auxquelles il fait allusion sont couvertes par la Convention de Genève.

Caratheodory-Effendi demande que sa proposition soit consignée au protocole.

M. le baron *Lambermont* croit nécessaire de constater l'état dans lequel deux questions sont restées : la première se rapporte à l'article 9. Celui-ci ne traitant que des armées, des milices, des corps de volontaires, en un mot d'êtres collectifs, M. le Délégué de Belgique avait demandé quel serait le sort d'un citoyen qui, agissant isolément, et dans la partie non occupée du pays ferait des actes de guerre destinés, par exemple, à entraver la marche de l'ennemi. Il lui a été répondu que le Projet ne prévoyait pas de tels cas spéciaux. En conséquence, il est resté entendu que la question de savoir si l'individu, agissant dans les conditions ci-dessus indiquées, doit ou non être considéré comme belligérant, n'est pas tranchée par le Projet et reste dès lors dans le domaine du droit des gens non écrit. La seconde question concerne les soulèvements dans la partie occupée du pays. La première rédaction russe refusait la qualité de belligérantes aux populations se soulevant dans le territoire occupé ; la seconde, au contraire, la leur accordait moyennant certaines conditions. Enfin le Projet d'article préparé par M. le Délégué d'Allemagne ne reconnaissait pas le titre de belligérants aux habitants prenant les armes dans le cas dont il s'agit. Ces formules, après un débat entre divers délégués, ont successivement disparues et il est demeuré entendu que la question de savoir si et à quelles conditions une population prenant les armes pour combattre l'armée ennemie dans le territoire occupé, peut revendiquer les droits reconnus aux belligérants, n'a pas été résolue par le Projet et, comme la précédente, reste soumise aux règles du droit des gens non écrit.

M. le colonel fédéral *Hammer* fait remarquer que c'est dans le sens des idées résumées par M. le Délégué de Belgique qu'il avait proposé ses amendements.

M. de *Lansberge* fait la même observation que M. le Délégué de Suisse. Il est utile que chacun fasse constater les avis qu'il a exposés.

M. le duc de *Tetuan* fait également des réserves au sujet de la rédaction du nouvel article 10 auquel il croit que son Gouvernement ne pourrait adhérer.

Caratheodory-Effendi réserve à son tour la liberté d'appréciation de la Sublime Porte sur cet article comme sur tous les autres.

M. le colonel *Manos*, tout en reconnaissant le but humanitaire que l'on s'est proposé d'atteindre, ne peut prendre, de son côté, aucun engagement pouvant restreindre ou entraver les moyens que son pays croirait devoir employer dans le cas d'une guerre nationale.

M. le baron *Jomini* dit que le protocole constatera ces vues diverses.

M. le baron *Baude*, d'ordre de son Gouvernement, demande que la clause suivante soit ajoutée à l'article 37 : « La confiscation de la fortune des habitants ne pourra jamais être prononcée. »

MM. les Délégués décident que cette proposition sera examinée dans leur prochaine séance et s'ajournent à lundi, 24 août, à 10 heures.

Le Secrétaire,

Signé : ÉMILE DE BORCHGRAVE.

Le Président,

Signé : BARON A. JOMINI.

Protocole n° XIX. — 24 août 1874.

Présents : MM. le baron *Jomini*, président ; le général-major de *Voigts-Rhetz* ; le général-major baron de *Schoenfeld* ; le baron *Lambermont* ; le directeur *Vedel* ; le duc de *Tetuan* ; le baron *Baude* ; le major-général sir *Alfred Horsford* ; le lieutenant-colonel *Manos* ; le lieutenant-colonel comte *Lanza* ; de *Lansberge* ; le général de division *Palmeirim* ; le général-major de *Leer* ; le lieutenant-colonel *Staaff* ; le colonel fédéral *Hammer* ; *Caratheodory-Effendi*.

Le protocole n° XVIII (séance du 22 août) est lu et approuvé.

M. le *Président* dit que l'ordre du jour appelle la discussion de la proposition faite dans la dernière séance par M. le baron *Baude* et demandant que la confiscation de la fortune privée soit interdite.

M. le général de *Voigts-Rhetz* déclare qu'il n'a pas d'instructions relativement aux matières non contenues dans le Projet russe. Il croit cependant qu'il n'y a aucune difficulté à reconnaître en principe que la confiscation ne doit pas être prononcée ; il adhère donc sous réserve à la proposition faite par M. le baron *Baude*. M. le Délégué d'Allemagne estime que cette disposition trouverait naturellement sa place à l'article 12, *in fine* ; c'est, d'ailleurs, une simple question de forme.

M. le général baron de *Schoenfeld* ne peut partager cette manière de voir. L'article 12, dont parle M. le général Voigts-Rhetz, traite des moyens de guerre *interdits*; or, selon M. le Délégué d'Autriche-Hongrie, la confiscation ne peut être rangée parmi les moyens de combattre; il serait donc préférable de placer la disposition qui y est relative au chapitre traitant de la propriété privée.

M. le baron *Jomini* se prononce pour l'emploi de la formule suivante :

« La propriété privée ne peut pas être confisquée. »

La Commission adhère à cette rédaction qui est insérée, pour en former le deuxième alinéa, à l'article 37.

À l'article 38, M. le colonel comte *Lanza* exprime le regret que le mot « butin » employé par le premier Projet ait été remplacé par celui de « pillage. »

M. le baron *Jomini* répond qu'il y a un butin permis sur le champ de bataille : par exemple, celui qui a pour objet les chevaux, les munitions, les canons, etc.....; que c'est le butin qui s'exercerait aux dépens de la propriété privée que la Commission entend interdire.

M. le général de *Leer* ajoute que c'est précisément le butin *non permis* qui s'appelle *pillage*.

M. le colonel comte *Lanza* demande que ces explications soient insérées au protocole.

M. le Délégué d'Italie présente ensuite quelques observations sur le chapitre des *Contributions et réquisitions*. Dans la séance où cette matière a été examinée en première lecture, M. le Président, dit M. le comte Lanza, a fait savoir à la Commission que plusieurs projets de rédaction lui avaient été soumis et il a donné lecture d'un de ces Projets en demandant de le prendre pour base des débats; mais M. le premier Délégué d'Allemagne ayant, de son côté, présenté une autre rédaction, c'est cette dernière qui, après un échange d'idées, a été mise en discussion. Le projet lu par M. le Président établissait en principe que l'armée d'occupation pouvait prélever sur les populations toutes les prestations auxquelles peuvent prétendre les troupes du Gouvernement légal, et, sans affirmer en principe le droit de faire des réquisitions et de prélever des contributions, il traçait des règles et des limites pour les unes et les autres au cas où l'armée d'occupation serait obligée, par nécessité de guerre, d'y recourir. Ces idées étaient celles que M. le colonel comte Lanza aurait désiré voir prendre pour bases du débat par la Commission. La rédaction qui est actuellement en discussion ne lui semble pas répondre aux principes généralement admis. Les réquisitions en nature, de même que celles qu'on voudrait établir

en argent, comme équivalent des objets de réquisition qui n'ont pu être fournis, ne peuvent pas être confondues avec les impôts. Il est admis à l'article 5 que l'armée occupante prélève pendant toute la durée de l'occupation, et pour se décharger d'une partie des frais de guerre, les impôts établis par le Gouvernement légal; mais les réquisitions soit en argent, soit en nature ne paraissent devoir être considérées que comme des expropriations dont les limites sont tracées par la nécessité où peut se trouver l'armée occupante. M. le colonel Lanza aurait voulu également, ainsi qu'il l'avait indiqué en première lecture, qu'on établît des règles pour les amendes en sanctionnant le principe qu'elles seraient le seul moyen reconnu de punir les violations des coutumes et lois de la guerre. M. le colonel Lanza est du reste encore sans instructions à cet égard, peu de jours s'étant écoulés depuis que la rédaction actuelle a été proposée, et il exprime le désir que les explications qu'il vient de donner figurent au protocole.

M. le directeur *Vedel* propose de remplacer les mots : « contre l'ennemi » à la fin de l'article 39 par ceux-ci : « contre leur patrie. »

Ce changement est admis de même que les deux suivants : « autant que possible » au lieu de « autant que cela dépend de lui » à l'article 40 et délivré un reçu » pour « délivré une quittance » à l'article 41.

L'examen des modifications apportées au Projet russe primitif étant épuisé, M. le baron *Lambermont* propose de discuter le chapitre *Des belligérants internés et des blessés soignés chez les neutres* que la Commission a renvoyé à la fin de la discussion générale.

Cette proposition est agréée.

M. le baron *Lambermont* fait connaître qu'il n'est pas entré dans la pensée du Gouvernement belge d'appeler la Conférence à délibérer sur le code des droits et des devoirs de la neutralité prise dans un sens général. Ayant remarqué que le Projet élaboré à Saint-Petersbourg contenait un chapitre concernant les prisonniers et un autre relatif aux blessés, le Cabinet de Bruxelles a pensé qu'il serait rationnel de suivre les prisonniers et les blessés passant sur un territoire neutre. Les dispositions qu'il soumet à la Conférence sont très-simples et en petit nombre. L'expérience en a révélé l'utilité soit pour les neutres qui seraient dispensés d'improviser des solutions dans le flagrant des événements militaires, soit pour les belligérants qui, sachant à l'avance ce qu'ils peuvent attendre des neutres, pourraient prendre leurs mesures en conséquence. L'humanité y trouverait son profit plus encore que la politique.

D'après M. le colonel comte *Lanza*, rien n'empêche que les articles

présentés par M. le Délégué de Belgique fassent partie de l'œuvre de la Conférence. Il lui paraîtrait cependant opportun d'y introduire quelques modifications. L'article 19 (53) pourrait peut-être s'interpréter dans le sens d'une dispense pour l'État neutre de l'obligation qui lui incombe d'interdire aux officiers le séjour près de la frontière, lorsque ce séjour, par des motifs divers, est jugé dangereux pour l'un des belligérants. Une mesure de ce genre est appliquée, même en temps de paix, aux étrangers réfugiés dans un pays quand leur présence est jugée dangereuse pour les voisins.

MM. le baron *Baude* et le baron *Lambermont* font observer que cette faculté est impliquée dans le mot « peuvent ». Il n'y a donc pas d'obligation pour le Gouvernement neutre de les laisser sur la frontière ; c'est une question d'opportunité que ce Gouvernement tranchera suivant les circonstances.

M. le général baron de *Schoenfeld* croit qu'il faut admettre en principe que les officiers doivent rester avec les soldats et partager, le cas échéant, leurs privations. Il convient, en tout cas, de placer en tête de l'article la règle concernant l'internement des sous-officiers et soldats et de faire figurer en seconde ligne l'exception qui regarde la liberté laissée aux officiers.

M. le général de *Voigts-Rhetz* propose de dire : les combattants et les non-combattants qui arrivent chez les neutres.

M. le baron *Lambermont* répond que cette formule exigerait à son tour une explication.

M. le colonel fédéral *Hammer* pense qu'il serait préférable de dire : « l'État neutre qui reçoit sur son territoire des troupes appartenant à l'une des parties belligérantes, etc. »

La Commission se rallie à la rédaction suivante :

« L'État neutre qui reçoit sur son territoire des troupes appartenant aux armées belligérantes, les internera autant que possible loin du théâtre de la guerre.

« Il pourra les garder dans les camps et même dans les forteresses ou dans les lieux appropriés à cet effet.

« Il décidera si les officiers peuvent être laissés libres en prenant l'engagement sur parole de ne pas quitter le territoire neutre sans autorisation. »

M. de *Lansberge* rappelle que, lors de la première discussion, il a proposé de stipuler que les neutres ont le droit de construire des baraques pour le logement des internés. Il lui a été répondu alors qu'il était inutile de faire reconnaître ce droit qui ne saurait être mis en

question. M. le Délégué des Pays-Bas demande en conséquence que cette explication soit insérée au protocole.

M. le baron Baude cède sa place à M. le général Arnaudeau.

On passe à l'article 20 du Projet belge d'après lequel l'État neutre a le droit de mettre en liberté les prisonniers amenés par des troupes belligérantes qui se réfugient sur son territoire et qui y sont elles-mêmes désarmées et internées.

M. le directeur *Vedel* fait observer que si l'on admet le principe que les prisonniers de guerre amenés sur le territoire neutre, cessent non-seulement d'être prisonniers, mais peuvent même disposer librement de leurs personnes, ce principe établit un devoir pour l'État neutre et ne lui donne pas un droit facultatif dont l'exercice dans un sens ou dans l'autre le mettrait d'ailleurs dans une position difficile et fausse qu'il est de son intérêt d'éviter.

M. de *Lansberge* partage cet avis.

M. le colonel comte *Lanza* pense que le principe est juste, mais la position d'un État neutre a des exigences qui doivent être respectées. Il faut que les prisonniers n'usent pas de leur liberté d'une manière compromettante pour la neutralité du pays dans lequel ils se trouvent. Ils doivent, en conséquence, se soumettre à l'autorité de ce pays qui doit pouvoir les empêcher de retourner à l'armée à laquelle ils appartiennent en traversant directement la frontière qui sépare le territoire neutre du territoire des belligérants.

M. le colonel fédéral *Hammer* déclare que le principe est incontestable en soi. Mais l'Etat neutre a l'obligation de veiller à ce que son territoire ne serve pas de base d'opérations contre une des parties belligérantes, ou qu'on n'en use pas pour organiser des hostilités. Partant de ce principe, l'Etat neutre exercera la surveillance nécessaire à cet effet et interviendra, par conséquent, vis-à-vis d'entreprises pareilles qu'elles soient tentées par d'anciens prisonniers de guerre ou par d'autres personnes.

M. le baron *Lambermont* regarde le principe comme ne pouvant varier selon les circonstances. Sans doute, si les prisonniers délivrés par leur arrivée sur le territoire neutre sont en grand nombre, l'Etat neutre pourra avoir des mesures de précaution à prendre quant à la police, quant à l'itinéraire à assigner et à d'autres points de vue analogues ; mais le renvoi dans leur pays ne peut être mis en doute.

M. de *Lansberge* dit que le poursuivant doit renoncer à son droit de poursuite, mais cette renonciation ne peut pas lui être préjudiciable. S'il avait atteint le corps poursuivi, il aurait délivré ses soldats prisonniers. Ceux-ci doivent être libres de rejoindre leur corps s'ils le

désirent, comme s'ils avaient été délivrés par lui. En leur permettant de retourner à leur corps, l'Etat neutre ne viole aucunement la neutralité que lui impose le devoir de ne pas permettre des actes d'hostilité sur son territoire, mais non celui d'empêcher les sujets non armés appartenant aux Etats belligérants de remplir leurs obligations envers leur patrie.

Sur l'observation d'un délégué disant qu'on ne peut permettre aux prisonniers délivrés de repasser la frontière. M. le baron *Lambermont* déclare persister dans l'opinion qu'il a exprimée. Le cas qui fait l'objet de l'article est celui-ci : Une troupe belligérante qui a fait des prisonniers est acculée à la frontière neutre par les opérations de l'ennemi ; elle a le choix entre deux alternatives : se rendre à l'ennemi, auquel cas les prisonniers sont immédiatement délivrés, ou passer la frontière neutre avec les prisonniers. Mais il est évident que, dans cette dernière hypothèse, l'Etat neutre n'est pas obligé de remplir la tâche qu'elle ne peut plus remplir elle-même, c'est-à-dire de garder les prisonniers qu'elle avait faits sur le théâtre de la guerre. L'autre belligérant n'a été empêché de les délivrer que parce que l'Etat neutre l'a arrêté dans sa poursuite.

M. le général de *Voigts-Rhetz* croit qu'il est nécessaire de préciser la question. Un exemple fera comprendre mieux sa pensée. Si un convoi de prisonniers, conduit par un des belligérants, entre par erreur sur le territoire neutre, les troupes de l'Etat neutre qui le rencontrent doivent-elles le laisser repasser la frontière ou l'interner les hommes qui le composent ? La première alternative n'est pas douteuse.

M. le baron *Lambermont* dit que le cas de l'entrée par erreur sur le territoire neutre est toujours compris et résolu de la manière qu'indique M. le Délégué d'Allemagne. L'erreur dûment constatée, on ramène à la frontière, par le plus court chemin, le détachement égaré.

M. le colonel fédéral *Hammer* estime qu'il y a deux principes engagés dans le débat ; les prisonniers amenés ou réfugiés sur le territoire neutre ne sont plus au pouvoir de leur ennemi ; mais l'Etat neutre, de son côté, peut les garder ou ne pas les garder. S'il les garde, il a certains droits vis-à-vis d'eux. Quant aux déserteurs, il est incontestable qu'un devoir d'extradition n'existe pas.

M. le baron *Jomini* dit qu'il importe de réserver le droit des gens que la Conférence s'est formellement interdit de discuter.

Afin de concilier toutes choses, M. le *Président* propose la rédaction suivante ;

« Les prisonniers amenés à la frontière de l'Etat neutre par des « troupes belligérantes cessent d'être prisonniers d'après le droit des

« gens. » C'est un avis, dit M. le premier Délégué de Russie, qu'émet la Conférence et qu'elle signale à l'attention des Gouvernements.

M. de *Lansberge* réclame pour l'État neutre une liberté d'action absolue.

La Commission décide que la disposition de l'article 20 du *Projet* belge telle que l'a rédigée M. le Président, sera considérée comme appartenant au droit des gens et insérée, à ce titre, dans le protocole.

A l'article 21, M. de *Lansberge* propose de dire que les internés seront traités sur le même pied que les troupes de l'État qui les garde.

M. le général de *Voigts-Rhetz* ne peut se rallier à cette proposition, parce que, en temps de guerre, les troupes qui doivent marcher et sont exposées aux hasards et aux difficultés de la campagne, ont nécessairement plus de besoins que des internés qui restent sur place et n'ont ni marches à faire ni fatigues à supporter. C'est à l'État neutre d'apprécier comment il traitera les internés pour se conformer à ce qu'exige l'humanité.

En conséquence, l'article 21, qui devient l'article 54 du *Projet de Convention*, est rédigé comme suit :

« A défaut de convention spéciale, l'État neutre qui reçoit des troupes « belligérantes fournira aux internés les vivres, les habillements et les « secours commandés par l'humanité. »

L'article 22 est supprimé.

Le principe de l'article 23 est conservé ; il sera formulé dans les termes suivants à la fin de l'article 21 :

« Bonification sera faite à la paix des frais occasionnés par l'inter-
« nement. »

A l'article 24, M. le baron *Lambermont*, pour faire droit à une observation qui lui a été présentée par M. le général Arnaudeau, propose d'ajouter : « Sous la réserve que les trains ne transporteront ni per-
« sonnel ni matériel de guerre. » Par l'expression de *personnel*, on exclut évidemment les combattants ; on a en vue le personnel neutralisé, le service sanitaire.

M. le général de *Leer* dit qu'il faut faire aussi une distinction entre des blessés arrivant isolément et par groupes et des convois entiers de malades et de blessés. Dans ce dernier cas, une des parties belligérantes serait placée dans une position extrêmement favorable en envoyant ses malades et ses blessés par les voies ferrées d'un État neutre. Elle conserverait les siennes pour servir aux buts spéciaux de la guerre.

M. le général de *Voigts-Rhetz* soulève la question de la garde ou escorte qui accompagnerait les blessés ou les malades.

M. de *Lansberge* fait observer que l'escorte du belligérant pourrait être remplacée à la frontière par celle de l'État neutre.

M. le baron *Lambermont* déclare que, le personnel de guerre étant exclu du passage par la clause proposée ci-dessus, il appartiendra à l'État neutre de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sûreté des convois et garantir sa propre responsabilité. M. le Délégué de Belgique admettra une disposition dans ce sens.

Quelques observations sont encore échangées et l'article est adopté dans les termes suivants :

« ART. 55. — L'État neutre pourra autoriser le passage par son territoire des blessés ou malades, sous la réserve que les trains qui les amèneront ne transporteront ni personnel ni matériel de guerre.

« En pareil cas, l'État neutre est tenu de prendre les mesures de sûreté et de contrôle nécessaires à cet effet. »

On arrive à l'article 25 du Projet belge.

M. le directeur *Vedel* demande si cet article s'applique également à des blessés et à des malades sur le territoire neutre par la voie de mer.

La Commission décide que les questions maritimes étant exclues de ses délibérations, elle ne croit pas pouvoir discuter la question posée par M. le premier Délégué de Danemark. Elle est toutefois d'avis que cette question spéciale n'implique pas des principes de droit maritime et que l'humanité demande qu'en pareil cas les malades et les blessés, amenés par mer, soient traités comme ceux qui arrivent par la voie de terre.

M. le colonel comte *Lanza* dit que l'article 25 du Projet belge ayant en vue les malades et les blessés appartenant aux corps qui combattent sur la frontière, il lui semble que ces malades et ces blessés ne doivent pas être envisagés d'une autre manière que les soldats poursuivis par l'ennemi qui entrent sur le territoire neutre. Les règles qui concernent ces derniers devraient naturellement s'étendre aux premiers.

L'État qui reçoit des malades et des blessés doit pouvoir appliquer les principes de la Convention de Genève à ceux qui, après guéri son, sont reconnus incapables de combattre. M. le Délégué d'Italie propose, par ces motifs, de remplacer l'article 25 par la clause suivante :

« Les règles fixées par la Convention de Genève pour le renvoi dans leur pays des malades et des blessés sont applicables aux blessés et malades internés en territoire neutre. »